

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ORGANISATION DES SERVICES URBAINS:
RÉSEAUX ET STRATÉGIES DANS LES BIDONVILLES DE
PORT-AU-PRINCE

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES URBAINES

PAR

JEAN GOULET

OCTOBRE 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

À Abdias Jean
Président du Comité d'assainissement du bidonville de *Village de Dieu*,
abattu lors d'une opération policière le 14 janvier 2005

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette thèse a été rendue possible grâce à l'appui d'une foule d'intervenants. Je souligne la compréhension de mon épouse, Monique, et celle de mon employeur, la Ville de Bois-des-Filion, qui m'auront permis de consacrer le temps nécessaire à mes études, recherches et rédaction. Je remercie la firme Séguin Ingénierie de même que madame Micheline Béland pour leurs précieux services de secrétariat et bureautique. J'ai aussi bénéficié des conseils des professeurs de l'UQAM et de l'INRS Urbanisation, Culture et Société: mon directeur de thèse, monsieur Pierre-Yves Guay dont les encouragements et l'attitude positive auront été une source constante de motivation; monsieur Paul Bodson, qui m'a initié à la réalité du tiers monde; et monsieur Michel Trépanier, qui m'a aidé à bâtir la méthodologie.

Mon travail sur le terrain des bidonvilles de Port-au-Prince a été grandement facilité par le soutien offert par le Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA) et par l'Université Quisqueya (UNIQ), deux institutions de Port-au-Prince dont les représentants m'ont ouvert les portes : madame Sabine Mallebranche et monsieur Rémy Monthas du CTPEA, et messieurs Narcisse Fièvre et Ernst A. Bernardin de l'UNIQ. Je souligne également l'aide précieuse de mes assistantes de recherche sur le terrain, mesdames Yolaine L'Hérisson et Carline Duval Joseph, toutes deux étudiantes du CTPEA, ainsi que celle de monsieur Armand Laguerre dont la connaissance des moindres recoins de Port-au-Prince et le sens de la débrouillardise auront facilité de nombreuses démarches.

Je remercie l'Ambassade du Canada en Haïti et particulièrement le responsable du Fonds Canadien, monsieur Michel Guillemette, qui m'a aidé à découvrir les différents visages du peuple haïtien. Cette recherche a aussi bénéficié de l'aide financière du Centre de recherches en développement international (CRDI – Bourse aux chercheurs candidats au doctorat) et de l'UQAM (Bourse d'aide à la mobilité).

Enfin, je désire exprimer ma sincère et profonde reconnaissance à tous ceux et celles qui m'ont accueilli dans leurs quartiers de Port-au-Prince, qui ont patiemment répondu à mes questions, qui m'ont guidé dans leurs ruelles et corridors, qui ont partagé leur quotidien avec moi : Widelson Pierre-Louis, Florence et Audelin Hollant, Patrick Souffrance, Léonard Nixon, Jimmy Pétiote, Michel Février, Pierre Maxo, le pasteur Pierre Louis, Docteur St-Sauveur St-Eugène, et les dizaines et dizaines d'hommes et de femmes dont le combat quotidien pour bâtir leur milieu de vie justifie cette thèse.

Un merci tout spécial aux enfants des bidonvilles de Baillergeau, Cité L'Éternel, Fort Mercredi et Village de Dieu, dont les sourires et les regards nous réconcilient avec l'Humanité.

AVANT-PROPOS

Y a-t-il un État en Haïti? On peut soliloquer longtemps sur l'État absent, celui dont on dit que « l'encéphalogramme est plat », mais il faut bien admettre qu'il existe une organisation étatique en bonne et due forme, un État certainement faible mais réel tout de même, reconnu par les autres nations, un État structuré, constitué, identifiable par ses leaders et représentants.

Entre l'État faible et le narco-État, entre la dictature affirmée et le totalitarisme subtil (ce qu'un récent premier ministre avait désigné le plus sérieusement du monde de « démocratie autoritaire »), il y a une nation qui a cherché et cherche encore à survivre et à se développer. Cette nation a depuis longtemps renoncé à confier sa destinée à cet État qui semble, depuis toujours, s'acharner contre elle. L'espoir qu'elle avait placé dans le régime qui a succédé à la dictature duvaliériste aura été de très courte durée. La nation haïtienne a ainsi appris à ne compter que sur ses propres moyens et telle une armée de fourmis, elle œuvre péniblement mais sûrement pour s'aménager un espace de vie. Elle construit, creuse, bricole, recycle, mais elle accumule aussi les erreurs et en commet parfois qui seront difficilement réparables et qui hypothèqueront gravement l'avenir des prochaines générations. Elle improvise des solutions qui sont souvent géniales et durables, et en d'autres moments qui demeurent temporaires ou inadéquates. Elle hésite entre quitter le pays pour les mirages de l'étranger, ou s'y accrocher avec l'espoir que les choses vont changer. Mais elle n'attend pas passivement que les choses changent : si elle ne compte pas sur l'État pour insuffler ce vent de changement, elle pose des gestes innombrables qui, lentement mais inexorablement, pour le meilleur comme pour le pire, transforment le milieu.

C'est avec un regard différent qu'on peut appréhender la réalité des bidonvilles de Port-au-Prince, comme celle de toutes les zones d'habitats considérées comme précaires ou marginales dans le monde. Mais il ne suffit pas de changer le regard pour témoigner de la réalité : il faut étayer cette réalité par les arguments et les faits qui émergent sous ce nouvel éclairage, tout en ne rejetant pas l'éclairage plus traditionnel qui souligne lui aussi des arguments et des faits à prendre en compte, comme celui de la pauvreté des populations concernées. Si la pauvreté se définit souvent en fonction d'une série d'indicateurs, elle génère aussi un contexte social particulier qui encadre les gestes posés par des acteurs : elle n'est pas une conclusion en soi et elle ne doit pas servir non plus à tirer des conclusions abusives. Ainsi, il est facile de s'en tenir à une équation simple comme : pauvreté = démunis = victime impuissante. Sur la base d'une telle équation, il ne reste plus qu'à tirer un trait et à fermer les livres. Pourtant, il y a d'autres équations à considérer.

À Port-au-Prince, des centaines de milliers de pauvres, des gens qui possèdent peu de ressources et peu d'outils pour améliorer leur sort, vivent dans des centaines de « cités » que les chercheurs, observateurs et autres experts ont convenu de désigner sous le vocable de « bidonvilles », un terme qui évoque la précarité, l'absence de planification et la pauvreté en infrastructures de ces secteurs. Ces centaines de milliers de pauvres, bien au-delà de un million, presque deux millions en fait, y vivent jour après jour, fondent des familles, bâtissent des maisons, opèrent des petits commerces et des boutiques d'artisans, envoient leurs enfants à l'école, assistent aux cérémonies religieuses, se querellent et gèrent leurs conflits, souffrent de la chaleur, de la maladie et souvent de la faim, mais, souvent, trouvent aussi des solutions et posent quotidiennement des gestes de solidarité dans un univers de proximité intense, sinon de promiscuité. Ces centaines de milliers de personnes, bien que pauvres et même très pauvres, ne sont pas des victimes impuissantes. Ils sont la nation devant un État absent auquel ils ont appris à se substituer à travers leurs réseaux, leurs propres

institutions, leurs actions constructives. C'est pourquoi aujourd'hui ils n'hésitent pas à clamer haut et fort : « Nous sommes l'État ! »

Y a-t-il un État en Haïti? On le trouve peut-être au cœur des bidonvilles.

Port-au-Prince, juin 2003

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
AVANT-PROPOS.....	v
LISTE DES FIGURES	xiii
LISTE DES TABLEAUX	xv
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	xvii
QUELQUES TERMES CRÉOLES	xviii
RÉSUMÉ	xix

INTRODUCTION	1
--------------------	---

CHAPITRE I

HYPOTHÈSE ET MÉTHODOLOGIE	12
---------------------------------	----

PARTIE A

L'UNIVERS D'ÉTUDE.....	23
------------------------	----

CHAPITRE II

HAÏTI : LE PAYS BIDONVILLE	25
----------------------------------	----

2.1	Survol géographique et historique : de l'esclavage à l'exclusion	28
-----	--	----

2.2	La transition politique, ou la fin d'un règne	31
-----	---	----

2.3	Le tableau de la pauvreté.....	33
-----	--------------------------------	----

2.3.1	L'économie de la misère	43
-------	-------------------------------	----

2.4	Conclusion : une difficile transformation.....	46
-----	--	----

CHAPITRE III

PORT-AU-PRINCE

L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE VILLE.....	48
---------------------------------------	----

3.1	L'exode rural haïtien : en route vers les bidonvilles	53
3.2	La bidonvilisation de Port-au-Prince.....	58
3.3	Présentation générale des bidonvilles de Port-au-Prince	69
3.4	L'État et les bidonvilles : entre la complicité et la répression	78

PARTIE B

CADRE THÉORIQUE	81
------------------------------	-----------

CHAPITRE IV

BIDONVILLES ET BIDONVILISATION

DÉFINITION ET CARACTÉRISATION		84
4.1	Construire la ville ou planifier la ville?.....	84
4.2	Poser un autre regard sur les bidonvilles.....	86
4.3	Ville, pauvreté et quartiers précaires.....	88
4.4	Le monde des bidonvilles.....	91
4.5	Qu'est-ce qu'un bidonville?	97

CHAPITRE V

LES SERVICES DE PROXIMITÉ DANS LES BIDONVILLES	102
---	------------

5.1	Pour une typologie bidonvilloise des services de proximité	103
5.1.1	Une nuance : services ou activités?	107
5.2	Logiques d'organisation des services de proximité dans les bidonvilles.....	113
5.3	Proposition d'un schéma des services de proximité dans les bidonvilles.....	120
5.4	Le développement local dans les quartiers précaires : interventions et stratégies	126
5.5	Conclusion : vers une compréhension du rôle des acteurs	133

CHAPITRE VI

LES BIDONVILLES ET LES RÉSEAUX	135
6.1 Les réseaux comme point d'atterrissage des ménages	137
6.2 Les cinq grands types de réseaux	138
6.3 Les points d'ancrage des réseaux	143
6.4 Les réseaux qui construisent les bidonvilles : synthèse de la littérature et rappel de l'hypothèse	146

PARTIE C

LES RÉSEAUX BIDONVILLOIS	152
--------------------------------	-----

CHAPITRE VII

LES BIDONVILLES DE PORT-AU-PRINCE	155
7.1 Description des lieux d'étude	155
7.1.1 Baillergeau : le bidonville en transition	157
7.1.2 Fort Mercredi : les vestiges d'une crise sociale	159
7.1.3 Village de Dieu : entre la terre et la mer	163
7.1.4 Cité L'Éternel : le bidonville de l'imaginaire	164
7.1.5 Autres quartiers étudiés	168
7.2 Aménagements, services de proximité et équipements collectifs dans les bidonvilles	168
7.3 Conclusion : des bidonvilles qui s'organisent	172

CHAPITRE VIII

LE RÉSEAU FAMILIAL ET L'UNITÉ DE VOISINAGE	174
8.1 Insertion urbaine et solidarité familiale	176

8.2	Femmes, familles et ménages.....	186
8.3	Un réseau d'influence.....	191
8.4	Voisinage et services urbains	192
8.4.1	Voisinage et approvisionnement	194
8.4.2	Voisinage et sécurité	196
8.4.3	Voisinage et justice	198
8.4.4	Voisinage et resquillage	199
8.4.5	Voisinage et entraide.....	202
8.5	Conclusion : les logiques des parents et des voisins	203

CHAPITRE IX

LE RÉSEAU RELIGIEUX.....		206
9.1	Le déclin du catholicisme.....	207
9.2	L'essor évangélique.....	210
9.3	Églises et services de proximité	216
9.4	Réseau religieux et réseau d'églises	223
9.5	Vaudou et bidonvilles.....	225
9.5.1	Le vaudou et l'organisation de la vie urbaine	231
9.6	Conclusion : la foi qui déplace le béton	236

CHAPITRE X

LE RÉSEAU ASSOCIATIF.....		241
10.1	Bidonvilles et organisations populaires.....	242
10.2	Les associations comme carrefour de l'action collective.....	246
10.2.1	Le rôle central des associations face au projet de fontaines publiques.....	248
10.3	Le système des corvées et cotisations volontaires	255
10.4	Les associations et la régulation spatiale.....	260
10.5	La régulation sociale	263

10.6	Associations, sécurité et justice.....	264
10.7	Pouvoir et démocratie.....	269
10.8	Associations gestionnaires	273
10.9	Conclusion : services de proximité et citoyenneté	275

CHAPITRE XI

LE RÉSEAU POLITIQUE		282
11.1	Le clientélisme	282
11.2	Entre l'exploitation et le désabusement	285
11.3	Réseau politique ou jeu d'influence?	287
11.4	La mort au rendez-vous.....	290
11.5	Conclusion.....	292

CHAPITRE XII

CONCLUSION GÉNÉRALE		295
12.1	La production réticulaire des services urbains	297
12.2	Des enjeux métropolitains non résolus.....	305
12.3	Des pistes d'action	308
12.4	Qui construira les villes de demain ?	310
APPENDICE A		312
APPENDICE B		315
APPENDICE C		323
BIBLIOGRAPHIE.....		325

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1	Carte de Haïti.....27
2.2	Haïti: croissance de la population (1950-2002)35
2.3	Évolution des taux de natalité et mortalité par période de 5 ans 1980-2005.....36
2.4	Évolution du taux de mortalité infantile (entre 0 et 1 an) par période de 5 ans en Haïti et en Amérique latine.....41
2.5	Variation du PIB par habitant 1993-2001 sur la base des gourdes à prix constant de 197644
2.6	Évolution de la pauvreté en Haïti (1986-2000)45
3.1	Carte de Haïti: principales villes du pays49
3.2	Croissance de la population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (1950-2000).....53
3.3	Typologie du bidonville de Port-au-Prince70
3.4	Évolution des logements (type de construction) dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, 1986-200072
3.5	Densification de l'habitat78
6.1	Schéma de l'organisation des réseaux dans les bidonvilles.....137
7.1	Situation des quatre quartiers d'étude dans la Ville de Port-au-Prince156
7.2	Vue aérienne du quartier Baillergeau159
7.3	Vue aérienne du quartier Fort Mercredi162
7.4	Vue aérienne des quartiers de Cité L'Éternel et Village de Dieu ..167

Figure		Page
7.5	Emplacement de quelques équipements et aménagements collectifs dans le bidonville de Baillergeau, Port-au-Prince	171
8.1	Les ti priz dans Baillergeau	201
9.1	La cathédrale de Village de Dieu	214
9.2	Évangéliser et enseigner: un même combat	219
9.3	Une entreprises sociale à champs multiples dans Savane Pistache	219
9.4	Des aménagements sous l'égide de l'église:bâtir les ouvrages et sauver les âmes	223
10.1	Les kiosques d'eau des bidonvilles de Port-au-Prince	254
10.2	Les marqueurs des bidonvilles	280
12.1	Rapport de complexité: réseaux et services urbains.....	301
12.2	Processus de structuration du bidonville	302

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1	Répartition des entrevues réalisées (ménages) par quartier21
1.2	Associations et organisations rencontrées par quartier22
2.1	Indicateurs de croissance démographique par période de 5 ans (1995-2005) Taux moyen par 1000 habitants38
2.2	Évolution de la Structure de la population par groupe d'âge: Haïti, Amérique latine et Caraïbes40
2.3	Principales causes de décès en Haïti (1997-1998)43
3.1	Population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.....50
3.2	Pourcentage des ménages en milieu rural et urbain (répondants: femmes) pour lesquels la distance par rapport à la localisation de services socio-économiques est inférieur à 5 km56
3.3	Préoccupation des comités de quartier dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince: enquête de 1986.....62
3.4	Répartition des ménages selon le mode d'occupation des logements66
3.5	Superficie et population de l'aire bidonvillisée par Communes de la région métropolitaine69
4.1	Population totale, population urbaine et population estimée des bidonvilles selon les principales régions du monde, 200193
5.1	Essai d'une typologie des services de proximité 112
7.1	Résultats observés des initiatives de type "collectif" dans certains bidonvilles 170

Tableau		Page
8.1	Répartition des ménages (en nombre) selon la situation géographique de la parenté.....	177
8.2	Revenu annuel moyen (en gourdes) des ménages en fonction du lieu de résidence	182
8.3	Répartition de la population urbaine en Haïti (villes de 2000 habitants et plus) par groupes d'âge et par sexe.....	187
8.4	Répartition procentuelle des enfants de moins de 15 ans selon le mode d'organisation familiale	190
8.5	Logiques et services de proximité: famille et voisinage	204
9.1	Répartition procentuelle (par sexe) de la population haïtienne selon l'appartenance religieuse	209
9.2	Répartition procentuelle et absolue des ménages selon la religion déclarée (N:52).....	211
9.3	Répartition en nombre des églises (protestantes/évangéliques) dans les quatre quartiers	212
9.4	Évolution de la répartition en pourcentage (1995-2000) de l'appartenance religieuse en Haïti (ensemble du pays) selon le sexe des répondants	229
9.5	Logiques et services de proximité: réseau religieux.....	23
10.1	Types de projets communautaires et modes de contribution des ménages	260
10.2	Modèle organisationnel de quelques comités de quartier.....	271
10.3	Vie démocratique des associations et participation populaire.....	273
10.4	Modèles et pratiques en usage chez les comités de quartier	278

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CAMEP	Centrale autonome métropolitaine d'eau potable
EDH	Électricité de Haïti
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'enfance
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNCHS ou UN-Habitat	Organisation des Nations Unies pour l'Habitat
OJEB	Organisation des jeunes de Baillergeau
AKJFM	Association culturelle des jeunes de Fort Mercredi
OEA	Organisation des États américains
ASEC	Assemblée de section communale
CASEC	Conseil de l'assemblée de section communale

QUELQUES TERMES CRÉOLES

RESTAVEK	Enfants en domesticité
DÉCHOUKAGE	Action d'élimination des symboles de l'ancien régime
KOMITE DLO	Comité de l'eau, qui gère les fontaines publiques
TONTON	
MACOUTE	Homme de main du régime duvaliériste
ZENGLENDO	Bandit, criminel
TIPRIZ	Raccordement illicite au réseau d'électricité
BOQUITTE	Seau de 20 litres
CHIMÈRE	Homme de main du régime lavalassien
MAMBO	Prêtresse vaudou
HOUGAN	Prêtre vaudou
BAKAS	Mauvais esprit
LOAS	Esprits vaudous
LOUP-GAROU	Sorcier malfaisant

RÉSUMÉ

Considérés comme des anomalies temporaires dans les sociétés urbaines occidentales, les bidonvilles, ou les "établissements urbains précaires" selon l'expression consacrée, sont au contraire une réalité incontournable et ancrée profondément dans l'histoire urbaine de la planète. Ils abritent en 2005 le tiers de la population urbaine de la terre, et la moitié de la population urbaine du tiers-monde: un milliard d'habitants. Ils seront deux milliards à l'horizon 2025. Le bidonville est l'avenir de la ville du XXI^e siècle, et les solutions qui furent mises de l'avant dans les villes occidentales pour en assurer la résorption durant le XIX^e et le XX^e siècle, sont inapplicables face à l'ampleur du phénomène, au rythme de croissance de ce type d'habitat et à la rareté des ressources mobilisables pour répondre aux besoins selon les critères occidentaux. Plus souvent qu'autrement, les résidents des bidonvilles sont laissés à eux-mêmes par un État impuissant ou indifférent, alors que les besoins pour des services de proximité sont intenses et multiples: soins de santé, éducation, approvisionnement en eau potable, évacuation des eaux usées, sécurité, solidarité sociale, lieux de rencontre, loisirs, etc. Bref, les bidonvillois sont d'abord et avant tout des urbains qui réclament des services et des aménagements pour leur garantir une certaine qualité de vie.

Malgré l'absence de l'État, de tels services existent-ils dans les bidonvilles et si oui, comment apparaissent-ils? À partir de l'étude de plusieurs bidonvilles de l'agglomération de Port-au-Prince (Haïti), l'auteur démontre que ces services existent bel et bien, qu'ils sont nombreux, efficaces et variés, et que leur mise en place repose sur les efforts des ménages regroupés en réseau plus ou moins institutionnalisé: réseau familial et réseau de voisinage, réseau religieux, réseau associatif et réseau politique. Les logiques selon lesquelles les services se déploient dans l'espace urbain sont elles aussi multiples: solidarité, marchandage, clientélisme, recrutement de fidèles, système parallèle de taxation. Au-delà d'un simple réflexe supplétif face à un État absent, le développement des services de proximité dans les bidonvilles apparaît être une structuration de l'organisation sociale, une re-crédation de l'État " par le bas", le tout en fonction d'un horizon lointain qui couvre souvent plusieurs générations. Les réalisations physiques et sociales des bidonvilles sont impressionnantes et témoignent de la volonté des bidonvillois de s'ancrer dans leur territoire et de "bâter la cité", au sens propre comme au sens figuré. Tout n'y est pas rose évidemment: la pauvreté y est présente, la maladie y fait des ravages et la mort y rôde en permanence. Mais les bidonvillois offrent des pistes de solutions originales, endogènes et étonnantes, qui contribuent à améliorer leur milieu de vie en le rendant un peu plus confortable et sécuritaire. Et c'est justement le caractère endogène des solutions qui s'impose comme une remise en question profonde des approches traditionnelles de l'aide au développement et de visions occidentales de ce qu'est "la vraie ville". En conclusion, les solutions aux problèmes des bidonvilles viennent souvent des bidonvilles eux-mêmes, mais les limites de ce développement endogène mettent aussi en évidence la nécessité d'une structure d'intervention plus globale: l'État.

MOTS-CLÉS: BIDONVILLE, SERVICES URBAINS, RÉSEAUX, HAÏTI, PAUVRETÉ URBAINE

INTRODUCTION

Même s'il a été décrit à travers des romans, reportages télévisés et rapports d'interventions d'organismes humanitaires, il existe un nombre relativement restreint d'études et de recherches sur le phénomène des bidonvilles haïtiens. Les principales références sur le sujet demeurent les travaux de Simon Fass (1990), de Michel Laguerre (1982), de Trouillot (1990), de Blanc (1998), ainsi que de Polèse, Wolfe et Lefebvre (1995), et de quelques rares chercheurs haïtiens (Malebranche, Mathelier, Mathon, Barthélémy, et quelques autres) et européens (Godard notamment, mais dans une perspective strictement spatiale). L'état de désorganisation de la société haïtienne, la rareté des données disponibles, l'intérêt assez récent des chercheurs et intervenants pour le monde urbain haïtien (encore aujourd'hui numériquement inférieur au monde rural) et le regard distant posé par la plupart des intellectuels sur cet univers, qu'on se contente d'observer de loin sans jamais y pénétrer sauf pour de rares enquêtes statistiques, tout cela explique que les bidonvilles haïtiens demeurent méconnus. Pour l'essentiel, leur réalité est stigmatisée à travers la popularité médiatisée de *Cité Soleil*, le plus grand bidonville des Caraïbes, qui symbolise aux yeux de beaucoup de gens ce que sont les secteurs d'habitats précaires de Port-au-Prince.

Or *Cité Soleil*, bien que comprenant effectivement le plus grand nombre de résidents pour un seul bidonville (au-delà de 250 000 personnes), n'est qu'un quartier (maintenant une commune depuis 2002) parmi les centaines d'établissements humains considérés comme des bidonvilles dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Les données du dernier recensement, réalisé péniblement en 2002, convergent vers un chiffre de l'ordre de 2 041 000 personnes comme population totale de l'aire métropolitaine, dont au moins 1 326 000 habiteraient dans ces bidonvilles, soit 65% de la population selon certaines estimations (Holly, 1999).

Décrits comme des secteurs insalubres, sans aucun service public digne de ce nom, extrêmement denses, imposant une promiscuité continuelle, développés et construits de façon anarchique souvent dans des zones à risque d'inondation ou de glissement de terrain ou impropres à l'habitation, les bidonvilles de Port-au-Prince accueillent pourtant une population qui réussit à survivre, à croître, à se développer et, comme l'expriment différents indicateurs, à améliorer son sort petit à petit. Cette population, caractérisée par un niveau de pauvreté qui va jusqu'à l'extrême, ne possède théoriquement que bien peu de ressources et ne dispose d'à peu près aucune aide gouvernementale distribuée par de quelconques systèmes de sécurité sociale. Elle vit dans des quartiers urbains, dans une ville qui est une véritable mégalopole à l'échelle des Caraïbes, que plusieurs qualifient depuis 20 ans de « système urbain à la dérive ».

Comment une population pauvre et laissée à elle-même réussit-elle à relever les immenses défis que lui posent ses conditions d'existence?

Il s'agit d'une question importante parce que le constat de cette survie et de ce développement dans des conditions extrêmes implique effectivement certaines conclusions et pose la base d'éléments théoriques quant à la capacité des populations pauvres et marginalisés d'aménager un espace qui leur permettent de répondre à leurs besoins (Gugler 1997 : chap. 13). Cette question a été posée par de nombreux chercheurs qui se sont intéressés à ces formes urbaines que sont les bidonvilles et qui prennent différents noms selon le lieu : *favelas*, *invasions*, *colonias proletarias*, *villas miserias*, *barrios*, etc (le terme « bidonville » s'est imposé dans la langue française et désigne généralement les quartiers précaires partout sur la planète). En s'attardant au cas des bidonvilles de Port-au-Prince, on porte le regard sur une situation particulièrement éloquent pour celui qui s'intéresse au phénomène d'urbanisation incontrôlée et non planifiée, situation qui se résume en la question suivante : au-delà de l'anarchie apparente, que se passe-t-il quand une population pauvre,

numériquement majoritaire, décide d'exprimer concrètement son droit à la ville sous l'œil indifférent ou impuissant de l'État?

Dans le bidonville de *Village de Dieu* à Port-au-Prince, on annonçait en 2003 une maison à vendre. Le prix demandé était de 50 000 gourdes, soit environ 1 250 \$ US selon le taux de change alors en vigueur (40 gourdes pour 1 \$ US). C'est un prix élevé si on considère qu'il correspond à plus que le revenu annuel moyen d'un ménage (IHSI, 2003) et qu'il s'agit d'un tout petit bâtiment de 2 pièces totalisant à peine 20 mètres carrés, sur un terrain dont la propriété est plus qu'aléatoire, dans un quartier insalubre.

Vue sous un autre angle, cette demeure présente beaucoup d'attraits : la maison est construite en dur (blocs de maçonnerie, ou parpaings) avec plancher de béton et toit de tôle, dans un secteur légèrement surélevé qui la met à l'abri des inondations fréquentes dans cette zone. Elle est située à moins de 100 mètres d'un kiosque d'eau potable et est dotée de l'électricité pour l'éclairage et la radio. Elle donne sur une large ruelle bétonnée dotée d'un petit canal de surface qui permet l'évacuation des eaux de pluie et des eaux domestiques. Elle est à proximité d'un terrain de jeux, d'une toute nouvelle place publique éclairée, de 3 églises, de 5 écoles et d'une clinique médicale, près d'une foule de petits commerces, boutiques et services qui animent la vie de quartier et mettent tous les produits de première nécessité à portée de main. Elle est aussi à moins de 5 minutes d'un boulevard majeur desservi par le transport en commun, et à moins de 15 minutes à pied du centre-ville. Le voisinage est amical et fait preuve de solides réflexes de solidarité en cas de difficultés. Le quartier est sécuritaire grâce à la présence d'un comité et, au besoin, d'une brigade de vigilance. Les taxes sont inexistantes et il n'y a que des demandes de contributions volontaires à

l'occasion. En bonus, le titre de propriété est garanti par un notable reconnu de l'endroit et il signera un papier à cet effet !¹

Cette description, pourtant tout à fait juste, n'est pas celle que l'on s'attendrait à lire pour ce que plusieurs considèrent comme un des pires bidonvilles de Port-au-Prince, et peut-être de la planète. D'ailleurs, on ne s'attendrait pas à ce qu'il existe un marché des biens immobiliers dans une telle zone. L'existence même de ce marché est la preuve qu'il s'agit d'un espace largement stabilisé et que les caractéristiques qu'on y retrouve présentent suffisamment d'attraits pour que quelqu'un décide de prendre le risque d'investir dans la construction d'un logement pour l'offrir en vente, et qu'un autre décide de prendre le risque de l'acheter, risque d'autant plus grand qu'il implique les économies de plusieurs années en l'absence de toute possibilité de financement hypothécaire. La maison trouvera pourtant rapidement preneur. Si elle n'est pas achetée par un ménage de type 'propriétaire occupant' faute de fonds disponible, elle le sera par un investisseur local qui la louera 6 000 à 8 000 gourdes par année, pour un rendement fort respectable de 12% à 15%, avec un capital relativement protégé et à l'abri de l'inflation.

Peut-on dès lors parler d'un espace non planifié, non régulé, anarchique? Ce bidonville est nanti d'aménagements et de services qui témoignent d'une vie urbaine intense et d'une volonté de stabilisation de cet établissement humain. Il ne s'agit ni d'un camping temporaire à la frange de la 'vraie' ville, ni d'un regroupement de taudis constitués de matériaux de récupération. Il ne s'agit pas non plus d'une exception dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, mais bien d'un phénomène très largement répandu parmi les 357 quartiers précaires recensés (CLED/ILD, 2000).

¹ Toutes ces informations ont été constatées par l'auteur lors de ses nombreuses visites et séjours dans ce bidonville.

Le développement d'une ville ou d'un quartier, ou plus simplement le milieu bâti et occupé, est le résultat d'un processus social impliquant le jeu de divers acteurs : les citoyens, leurs organisations, les promoteurs et propriétaires fonciers, les différents agents économiques et, évidemment, les autorités municipales et gouvernementales (l'État). Le développement d'un bidonville, partout sur la planète, répond généralement à cette même règle. Même dans un contexte où il est hostile à ce type de quartier, l'État s'impose comme un intervenant de premier plan par son attitude désapprobatrice, son harcèlement et au pire sa répression (Satterthwaite, 2001). Or, dans le cas qui nous préoccupe, cet acteur fondamental fait cruellement défaut. Comment, en l'absence du principal interlocuteur, animateur, générateur et gestionnaire de services publics, peut-on en arriver à développer une gamme relativement étendue desdits services? Comment un assemblage apparemment hétéroclite de taudis peut-il se transformer en quelques années en un aménagement durable et pourvu d'institutions? S'agit-il de l'accumulation d'une multitude d'initiatives privées, spontanées et non coordonnées, accumulation qui finirait par produire une forme de cohérence dans un ensemble demeurant largement anarchique et aux limites de la survie? Une telle hypothèse inviterait à accorder aux lois du hasard une place qui ne leur revient pas : un quartier et une ville ne se forgent pas par hasard, même s'ils sont *bidonvillisés*².

Cette forme d'habitat que sont les bidonvilles heurte fréquemment les sensibilités d'observateurs qui n'hésitent pas à qualifier les conditions qu'on y rencontre « d'infrahumaines », et à requérir la démolition systématique de ces habitats comme base d'une solution. On nie ainsi la volonté populaire de s'accrocher à cet habitat sous prétexte qu'on le considère dangereux, impropre et invivable selon des critères

² Bien que non encore accepté officiellement dans la langue française, les termes « bidonvillisé » (transformé en bidonville), « bidonvilisation » (processus de transformation d'un espace en bidonville) et « bidonvillois » (habitant d'un bidonville) sont d'un usage fréquent dans la littérature française récente. Nous les utiliserons dans ce texte.

et des indicateurs universels développés au cours des dernières décennies par des organisations internationales crédibles. On statue que les résidents des bidonvilles sont des victimes de leur ignorance et/ou de leur impuissance, ce qui les empêche de prendre la décision éclairée qui s'impose, celle de déménager. Il s'agit donc, de façon tout à fait légitime aux yeux des décideurs, de choisir la meilleure option en lieu et place de ceux qui seraient incapables de faire le bon choix. C'est ainsi qu'on justifie, au nom de la « compassion », des opérations brutales d'expulsion, ou de *déguerpissement* comme on les appelle. « On ne peut laisser les gens vivre dans de telles conditions », sera un leitmotiv souvent repris dans les discours officiels comme dans les discussions de salon. Pour compenser la violence de ces opérations, on les effectue simultanément, si possible, avec une relocalisation des « déguerpis » dans des logements sociaux (qui coûtent inévitablement plus cher parce que mieux équipés).

Une telle relocalisation n'est possible que lorsque qu'on traite de quelques dizaines, au pire de quelques centaines de ménages. Qu'en est-il lorsqu'on parle de quelques milliers ou quelques centaines de milliers de ménages, ou lorsque l'État est incapable ou se refuse à investir dans les logements sociaux? On se limite dès lors à une simple opération policière dont le premier effet sera de provoquer le déplacement des populations concernées vers un autre secteur qui deviendra rapidement bidonvillisé à son tour. Les exemples ne manquent pas à travers la planète.

Port-au-Prince, comme d'autres villes du tiers monde, a déjà été le théâtre de ce phénomène d'expulsion / migration, notamment la démolition au milieu du XX^e siècle des quartiers *Morne à Tuf*, *Nan-Pisquettes*, *Fort Sainte-Claire* et *des Palmistes*, des opérations qui ont immédiatement conduit à la création de nouveaux bidonvilles (Hector et Jadotte, 1991; Azael et Fièvre, 1998, c. XX). Plus récemment, le « déguerpissement » des squatters de l'hôtel de luxe désaffecté « Le Symbie Continental » dans le quartier *Martissant*, n'aura duré que le temps de l'opération.

Les policiers sont retournés dans leur caserne et les squatters ont de nouveau envahi les chambres de l'hôtel, jusqu'à la prochaine fois.

Évidemment, les conditions d'existence infrahumaines sont inacceptables. Mais on peut constater que ces conditions varient considérablement d'un bidonville à l'autre et à l'intérieur même d'un bidonville. Elles ne sont pas les mêmes partout et n'ont pas la même intensité. Dans une cité de 5 000, 15 000 ou 50 000 personnes, il y a effectivement des gens qui vivent des situations difficilement acceptables au plan humain, tandis que d'autres jouissent d'un certain niveau de confort.³ Dans le même ordre d'idée, le bidonville n'est pas un aménagement figé dans le temps. Les conditions qui y prévalaient il y a 10, 20 ou 30 ans ne sont plus les mêmes que celles qu'on y retrouve aujourd'hui. Comme n'importe quel espace habité, la cité se transforme et il est possible que 'l'infrahumanité' des conditions de départ se soit considérablement adoucie au rythme des saisons et des années qui passent. Entre les camps de réfugiés semi permanents de certaines régions africaines, les favelas de Rio et les bidonvilles des mornes de Port-au-Prince, il y a des échelles d'appréciation diverses. On y constate aussi des conditions objectives variables d'existence. Les dogmes sur la perception des bidonvilles sont entièrement à repenser, même si l'on doit admettre qu'il existe des acteurs qui ont un intérêt objectif à maintenir une certaine vision misérabiliste et uniforme de ce type d'habitat (Valladares, 2000).

Bien peu d'observateurs de la scène haïtienne adhèrent à ce point de vue. Même parmi ceux qui arpentent le pays depuis longtemps, rares sont ceux qui posent un regard différent du regard habituel où se mélangent la compassion, l'indignation, la dénonciation, le découragement. Et pourtant, il suffit d'ouvrir les yeux et de porter ce même regard au-delà de la misère. Bien que réelle, cette misère est un puissant

³ Ce que soulignent d'ailleurs plusieurs études sur les quartiers précaires, dont celle de Rodwin (1987), dont l'observation à cet effet est reprise dans l'article de Blanc et Dansereau (Polèse, Wolfe et Lefebvre 1995, c.5)

paravent qui masque aussi une autre réalité. C'est souvent du côté des anthropologues, sociologues et ethnologues qu'on perçoit le mieux ce monde derrière le miroir des bidonvilles : Gérard Bathélémy (Haïti), Michel Agier (France), Larissa Lomnitz (Mexique), Licia Valladares (Brésil), pour n'en nommer que quelques-uns parmi des chercheurs respectés, partagent cette même méthodologie dans leur recherche de la connaissance : observer, analyser, comprendre ce qui se trame au niveau de la vie quotidienne et des préoccupations de base des populations pauvres et démunies dans les zones d'habitats précaires. En d'autres mots, il s'agit d'éclairer la connaissance issue des observations macroscopiques, en se servant d'une lunette d'approche qui nous permet de bien percevoir les mouvements plus subtils et plus fins. Et comme pour l'apprenti biologiste qui jette pour la première fois un œil dans un microscope, on y découvre alors un tout autre univers.

L'histoire est aussi un puissant outil de compréhension. La connaissance des faits historiques nous permet de relativiser, ou au moins de mettre en perspective des éléments qui nous apparaissent aujourd'hui incompréhensibles ou intolérables. Le cadre de vie et le confort des ménages les plus humbles dans nos sociétés occidentales sont supérieurs, sous tous les aspects, à ceux des bourgeois les plus riches du moyen âge. La voiture que nous considérons pratiquement comme un bien essentiel était un objet de luxe réservé à l'aristocratie il y a moins d'un siècle. Les installations sanitaires modernes telles que les toilettes à chasse d'eau ne se retrouvaient que dans les logements des classes supérieures il y a 80 ans. On mourrait encore de la tuberculose dans le Québec du milieu du XX^e siècle.

« 86% des maisons n'avaient qu'un ou deux étages; 62% étaient encore construites en bois; 42% seulement des habitations possédaient l'eau courante et dans certains quartiers, on tombait à 12%. 8% des routes avaient été améliorées, le reste était couvert de cailloux et de gravier. Il n'y avait des canalisations souterraines que dans quelques zones du centre, et elles se détérioraient

rapidement... » Est-ce là le portrait d'une quelconque ville du tiers monde? On pourrait le croire car il contient les données qui caractérisent souvent ces zones urbaines. Et pourtant il s'agit de la description de Moscou en 1931 par l'architecte Lazar Kaganovich (Starr, 1977). Cette description pourrait fort probablement être reprise pour un grand nombre de villes de cette époque, considérées pourtant comme modernes, efficaces et salubres. Le regard que l'on pose est toujours teinté par notre propre environnement et notre propre temps. C'est ainsi que l'on en vient à oublier ce qui était pour une, deux ou trois générations qui nous ont précédé, un milieu de vie difficile, mais vivable et offrant des opportunités de développement. On pourrait continuer dans la même veine avec la qualité de la gouvernance et du jeu démocratique, avec le respect de la vie humaine, avec le traitement de notre environnement naturel. Sur un plan historique, l'insalubrité des bidonvilles est à comparer avec celle des grandes villes industrielles anglaises du XIX^e siècle, l'insécurité actuelle des *favelas* de Rio avec celle des *slums* irlandais de New-York dans les premières décennies du XX^e siècle, les conditions de travail dans les *maquiladoras* du Mexique des années 1990 avec celles des cueilleurs latinos dans les champs de la Californie des années 1970.

Ceci ne signifie pas qu'il faille minimiser la gravité des situations et des problèmes vécus par plus des deux tiers de l'humanité. Cela signifie simplement que notre appréciation de ces situations et de ces problèmes puise largement dans une vision toute technocratique et très contemporaine (et surtout occidentale) du monde et de l'organisation des sociétés. Cela signifie aussi que nous oublions rapidement le chemin parcouru, les tâtonnements et les erreurs faites par nos propres sociétés pour se hisser péniblement à nos niveaux actuels de justice, de confort et d'efficacité. Nous n'entamerons même pas le débat qui veut que cette ascension se soit faite bien souvent en se servant des « autres » comme marchepied. Avant de donner des leçons, l'Occident doit accepter d'apprendre sur lui et sur les autres. Il doit aussi accepter d'apprendre des autres.

Si on accepte de porter un regard attentif qui va au-delà de la misère apparente, on peut constater que les bidonvilles de Port-au-Prince sont très souvent des milieux de vie durable, des espaces en développement et en processus parfois accéléré de stabilisation, qui se dotent d'équipements collectifs et de services urbains de proximité tels que écoles, cliniques médicales, système de sécurité publique, alimentation en eau potable, loisirs et places publiques, etc. Qu'il existe des services collectifs dans des milieux démunis et non régulés peut être perçu en soi comme une évidence. Il y a par contre une source d'étonnement à constater l'ampleur de ces services, leur pérennité et leur structure.

Ceci nous amène à préciser la question générale de recherche à laquelle nous allons tenter de répondre : si la production et l'organisation de services urbains dans les bidonvilles est une résultante de l'autogestion de la vie collective, autogestion imposée par une situation d'abandon, d'absence de la part des institutions ou d'inadaptation des standards bureaucratiques, cette résultante ne pourrait-elle être non seulement une simple action supplétive, mais bel et bien une forme structurée et durable qui témoigne d'un autre modèle de gouvernance (d'où l'État serait quasi-absent) et qui tend à prendre de l'importance en occupant un maximum d'espace dans la vie publique? C'est ainsi que le projet « supplétif » deviendrait un projet de « développement » de la communauté, et que les services urbains constitueraient à la fois le point d'appui et l'expression d'une vie quotidienne collective, produite intensément malgré les conditions les plus difficiles. À la limite, nous pourrions supposer que l'absence de l'État et la méfiance à l'égard de celui-ci, entraînerait paradoxalement l'émergence de micro états, les organisations des bidonvilles, qui chercheront à occuper les mêmes fonctions en matière de développement urbain, social, économique et culturel.

Cette recherche par le regard particulier qu'elle porte sur le bidonville, s'inscrit au carrefour de certains travaux réalisés sur différents quartiers précaires à travers le

monde, à savoir la remise en question de cette perception uniforme du bidonville (Valladares 2000) et la reconnaissance qu'il s'agit peut-être là du fondement réel, durable et véritable du phénomène urbain qui a émergé et s'impose sur toute la terre (Agier 1999, Gugler 1996 et 1997, Goirand 2000, Satterthwaite 2001, UNCHS Habitat 2003).

Cette thèse vise à permettre une meilleure compréhension de l'univers des bidonvilles en apportant une connaissance plus pointue d'un aspect fondamental de cet univers: comment s'y organisent, s'y structurent et s'y déploient les services urbains de proximité; comment des populations laissées à elles-mêmes, avec peu ou pas de ressources, réussissent à "bâtir" de la société; et enfin, comment cette société peut être une source d'inspiration et offrir des pistes de réflexion et d'action pour elle-même et pour nous-mêmes.

Les bidonvilles sont fort probablement l'avenir, à court terme, d'une majorité de villes de la planète et d'une majorité d'urbains. C'est à partir des bidonvilles que l'on construit et que l'on construira un grand nombre de villes de demain. Cette forme urbaine, plutôt que d'être dénoncée et déplorée, doit surtout être comprise. Ceci pour s'assurer que les efforts de développement des nations, développement qui sera en grande partie confondu avec le développement des villes, aillent dans une direction conforme aux efforts des millions d'inconnus qui contribuent à construire les villes de ces nations.

CHAPITRE 1

HYPOTHÈSE ET MÉTHODOLOGIE

En posant, sur les bidonvilles, un regard qui ne s'arrête pas à l'anarchie apparente, mais qui explore plutôt un milieu structuré et organisé sur des bases différentes de celles de la technocratie appliquée à l'urbanisme et à la gestion des services publics, il nous faut chercher à comprendre les fondements de cette structuration et de cette organisation. L'anarchie ne peut en effet être l'élément prédominant dans un espace qui abrite parfois des dizaines de milliers de personnes pour des durées qui couvrent plusieurs générations.

L'hypothèse que nous allons chercher à démontrer est donc à l'effet que ce n'est pas tant l'État ou le hasard des gestes individuels cumulés qui sont en cause dans le processus de stabilisation et de développement des bidonvilles, mais bien les actions des acteurs regroupés selon les différents réseaux qui se sont formés dans ces quartiers : réseau familial, réseau de voisinage, réseau associatif, réseau religieux, et parfois réseau politique. Ce sont vraisemblablement ces réseaux, développés sur un espace identitaire très fort qu'ils contribuent eux-mêmes à renforcer, qui autorisent lentement, au rythme des ressources dégagées ou captées et des capacités innovatrices locales, la transformation réelle du milieu, sa mutation en un espace amélioré et offrant des possibilités qui vont bien au-delà de la simple survie quotidienne. Formulée explicitement, notre hypothèse se présente comme suit: **l'action des réseaux dans les bidonvilles est à la source de la production et du maintien des équipements et des services urbains de proximité, qui eux-mêmes contribuent à**

stabiliser l'espace bidonvillisé et à assurer sa pérennité et son développement. Cette action des réseaux se réalise même en l'absence de l'État, non pas selon une fonction supplétive temporaire ou transitoire, mais bien dans le cadre d'un développement endogène en fonction d'un horizon lointain. Ainsi, nous énonçons l'idée que les résidants des bidonvilles bâtissent progressivement leur milieu et en font une véritable ville, dotée des usages, des fonctions et des équipements caractéristiques des zones urbaines, le tout selon des principes d'aménagement qui traduisent les contraintes et les opportunités du milieu : la rareté des ressources, la rareté du sol, la spéculation, l'imagination, les traditions de solidarité et le droit coutumier. Comment se forment, comment agissent et quel est l'effet de ces réseaux sur la forme et la vie urbaine? C'est le type de questions qui sera exploré dans ce document.

Nous tenterons donc, à l'intérieur des paramètres définis par nos questions de recherche et notre hypothèse, de comprendre les bidonvilles de Port-au-Prince, leur structure, leur aménagement, leur histoire. Cette compréhension nous amènera à expliquer le processus d'évolution ou au contraire la stagnation qu'on aura pu y constater. L'analyse des données, statistiques et autres résultats d'enquêtes quantitatives, servira à bâtir la trame de fond. Les travaux réalisés par l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI), comme ceux de différentes organisations internationales (UNESCO, UNICEF, PNUD, OMS) seront mis à profit pour la compréhension de la situation d'ensemble. À ces sources se grefferont les quelques travaux et recherches plus spécifiques d'organismes (ONG en particulier), universités et chercheurs indépendants ou institutionnels s'étant intéressés à la réalité des bidonvilles haïtiens ou de la pauvreté urbaine.

Toutefois, pour bien saisir cette réalité, pour bien comprendre la nature et le jeu des acteurs en cause dans le processus d'aménagement de ces espaces particuliers, il faut s'en imprégner. Si les données quantitatives permettent de tracer un portrait de

l'évolution de certains paramètres propres au bidonville, ils ne fournissent que peu d'informations sur la subtilité des rapports sociaux et sur le jeu des acteurs. Le choix méthodologique est donc celui d'une enquête qualitative avec entrevue semi-dirigée, à laquelle s'ajoutent des activités d'observation, de relevés, de visites et de participation à certains événements collectifs ou privés dans des bidonvilles de Port-au-Prince.

Cette méthodologie témoigne d'un choix, d'une option claire : elle mise sur l'observation des relations entre les urbains, mais sans exclure l'observation et l'analyse des formes et des structures urbaines, en postulant bien sûr que ces formes et structures sont issues desdites relations (la production sociale de l'espace construit). Cette méthodologie intègre les approches propres à l'anthropologie urbaine telles qu'énoncées par Agier (2003, p.59) : « *...dans des espaces sans formes ou institutions urbaines stabilisées, la ville est d'abord à auto-construire, à envahir ou à inventer...* ». Elle rejoint aussi les préoccupations relatives au droit à la ville, exprimées comme un droit à la vie urbaine arrimée à une « ville à l'œuvre » (Joseph, 1994). Ces paradigmes de recherche, pour reprendre les termes du dernier auteur cité, invitent donc à voir la ville comme l'œuvre des populations qui l'envahissent, l'occupent, le construisent et l'aménagent jour après jour, et donc à miser sur l'observation et l'analyse de la vie sociale et les situations de vie quotidienne des urbains comme sources de compréhension de cette ville qui se bâtit.⁴

La démarche de recherche procède donc d'une méthode qualitative, plus pertinente et efficace pour la compréhension des processus en cause dans la production des services urbains. Elle permet d'être près des gens, de leur milieu et de

⁴ Cette méthodologie rejoint aussi les approches préconisées récemment par les chercheurs dits de « l'École de Los Angeles » : prendre en considération les données générales et globales sur un phénomène urbain, et les éclairer par une connaissance microscopique des faits. Voir : *From Chicago to L.A. – Making Sense of Urban Theory*, sous la direction de Michael J. Dear en collaboration avec J. Dallas Dishman, Sage Publications Inc., Thousands Oaks, California, 2002, 444 pages.

leurs expériences, contribuant ainsi à bien circonscrire les phénomènes que l'on cherche à comprendre. La vérification de notre hypothèse reposera sur la connaissance de l'action des ménages à travers les divers réseaux qui soutiennent et développent les services urbains de proximité. Il est donc indispensable d'utiliser une méthodologie qui privilégie une connaissance intime des gestes et des actions dans l'univers du quotidien, univers qui est celui des services de proximité.

Il s'agit d'une méthode propre à l'ethnologie urbaine (ou ethnométhode), intégrant des activités d'observation participante à l'occasion d'événements collectifs et des enquêtes auprès des ménages et des principaux réseaux institutionnalisés (associations, comités, églises, etc...). Ces enquêtes ont pris la forme d'entretien semi dirigés permettant aux interlocuteurs d'élaborer librement sur une série de thèmes relatifs aux préoccupations de recherche. Les interviews auprès des ménages ont été préférés à la technique du groupe nominal (focus group) de façon à éviter l'influence des leaders naturels d'un groupe constitué, influence qui tend parfois à restreindre involontairement la libre expression des intervenants plus discrets ou timides, et conséquemment à occulter certains phénomènes ou expériences particulières. Il faut néanmoins souligner que certains entretiens auprès des ménages ont revêtu la forme d'interviews de groupe, le ménage rencontré parlant souvent de plusieurs voix (parents, adolescents, et autres membres de la parenté participant fréquemment à la discussion), ce qui contribuait d'ailleurs à affiner les détails par les contributions multiples au sein d'un même ménage.

Tant par le choix des quartiers retenus que par celui des réseaux institutionnalisés et des ménages, notre échantillonnage visait à permettre d'atteindre un niveau optimal de saturation, traduisant le fait que la méthode de recherche permettrait de couvrir un maximum de cas d'espèces en matière d'organisation de services urbains de proximité. Au fur et à mesure que progressent les entretiens, on peut alors constater le caractère répétitif de certains récits, qui permet alors d'établir de façon inductive

l'atteinte du niveau de saturation. Pour valider cette conclusion, un petit nombre d'entretiens ont été réalisés huit mois après l'enquête principale et ont confirmé cet objectif.

Étant donné les conditions particulières du terrain, (absence d'une base codifiée d'échantillonnage) et la faible pertinence d'une méthode d'échantillonnage de type aléatoire par rapport à nos préoccupations de recherche (les éléments d'ordre statistiques étant disponibles auprès d'autres sources), la méthode d'échantillonnage reposait sur des références à partir de certains acteurs du milieu (comités de quartier), puis des ménages eux-mêmes. On a évité les sources de références trop spécifiques (les pasteurs d'églises, par exemple) qui auraient pu conduire à un échantillon trop homogène. L'échantillon des ménages s'est ainsi construit au fur et à mesure de l'enquête, tout en respectant les critères normaux de validation: complétude, saturation, crédibilité et cohérence interne⁵. D'autres sources d'information (chercheurs, universitaires, ONG, intervenants dans les bidonvilles) ont permis d'établir par triangulation le respect des autres critères de validation, dont la concordance avec certains éléments recueillis ou observés par d'autres chercheurs. L'utilisation de certaines données statistiques issues de grandes enquêtes avec échantillons très larges a permis d'assurer une certaine validation par confirmation externe. Par exemple, les données des organismes officiels de statistiques sur le nombre de ménages urbains haïtiens bénéficiant de transfert en provenance de l'étranger, ont confirmé les récits recueillis auprès des ménages des bidonvilles sur cet aspect.

Notre enquête a porté de façon approfondie sur quatre quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince : *Cité L'Éternel* et *Village de Dieu* qui sont deux

⁵ Pour une définition précise de ces termes relatifs aux méthodes qualitatives, voir : Mucchielli, Alex (dir.) 2002. Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales. Paris : Armand Colin Éditeur, 275 p.

quartiers en bord de mer, sur un terrain plat autrefois marécageux, et, dans un autre type de topographie, *Baillergeau* et *Fort Mercredi*, qui sont des quartiers de mornes (collines) ayant des pentes très prononcées et caractérisés par la présence de nombreuses ravines. Dans tous les cas, la densité du bâti est très élevée et le développement s'y est fait de façon anarchique et non structuré, si l'on s'en tient aux règles habituelles reconnues en matière d'aménagement et d'urbanisme. Ces quartiers font l'objet d'une description détaillée dans un chapitre subséquent.

À ces quatre quartiers se sont ajoutés huit autres quartiers ayant fait l'objet de visites, observations et rencontres, mais de manière plus ponctuelles : il s'agit de *Fort National* (quartier de morne, secteur centre-ville), *Cité Sainte-Marie* (quartier de morne), *Carrefour Feuilles* (quartier de morne), *Cité Plus* (topographie plane, secteur bord de mer), *Bois Jalousie* (quartier de morne, secteur Pétion-Ville), *Savane Pistache* (quartier de morne), *Cité Maria* (quartier de morne) et le *Belair* (nouveau quartier de morne en périphérie dans la commune de Carrefour, à ne pas confondre avec le quartier du même nom au centre-ville de Port-au-Prince).

Nous avons rencontré et interviewé les représentants d'une trentaine d'associations de ces différents quartiers dont vingt associations se retrouvent dans les quatre quartiers priorisés. Nous avons aussi interviewé 52 ménages dans les mêmes quatre quartiers. Nous avons rencontré également des pasteurs d'églises évangélistes et pentecôtistes, des *hougans* et *mambos* (prêtres et prêtresses vaudous), des notables de ces quartiers, des responsables d'écoles communautaires et de cliniques médicales, ainsi que des experts et intervenants de différents milieux : ambassades, ONG, universités, organismes internationaux. Enfin, nous avons participé à des assemblées de résidents, des fêtes de quartier, des cérémonies religieuses, des rencontres sportives ou culturelles, ainsi que des activités communautaires. La durée de chaque rencontre a varié de 1 heure à 4 heures. Les visites et observations s'effectuaient seul ou en compagnie d'un guide et s'étendaient

en général sur une demi-journée à une journée complète. La liste des associations et des experts rencontrés est reprise en annexe, et la liste des ménages est répartie par quartier, mais sans identification conformément aux règles d'éthique et de confidentialité qui prévalent en pareil cas.

Deux types de questionnaires d'entrevue avaient été préparés : un pour les associations et un pour les ménages. Ce dernier a été traduit en créole. Élément significatif, tous les représentants d'association, sauf en de rares exceptions, s'exprimaient parfaitement en français. Dans le cas des ménages, les entrevues ont été réalisées avec l'aide d'un interprète (français / créole). Certaines entrevues de ménages ont aussi été réalisées, sous supervision, par des étudiants finissants du programme de Maîtrise du CTPEA (Centre de techniques de planification et d'économie appliquée) à Port-au-Prince, expérimentés dans ce type d'enquête. Les questionnaires prenaient la forme de guides d'entrevue avec des questions précises mais permettant au répondant d'élaborer et d'approfondir ses réponses et d'aborder d'autres sujets de son choix, l'important étant de couvrir les thèmes retenus. Les questionnaires ont été testés, puis ajustés par la suite pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de cette étape.

Dans le cas des associations, l'entrevue traitait de thèmes tels que : aspect historique de l'organisation, nature des projets réalisés, processus décisionnel, succès et difficultés rencontrées, structure organisationnelle et vie démocratique, relations avec la communauté, avec l'État et avec les autres intervenants concernés.

Dans le cas des ménages, les thèmes abordés concernaient l'histoire du ménage, son statut, sa composition, son rapport avec les services urbains de proximité et les équipements collectifs (eau, égouts, déchets domestiques, santé, éducation, justice, loisirs, approvisionnement), son appartenance et son implication (ainsi que la nature

de celle-ci) à des réseaux : famille, voisinage, association de quartier, religion, politique; et enfin sa perception de l'État.

Les informations recueillies étaient inscrites dans un carnet de notes durant le déroulement de l'entrevue, puis retranscrites le jour même pour éviter les omissions et oublis. Nous avons volontairement renoncé à l'usage de l'enregistreuse, pour nous assurer d'une mise en confiance propice à l'expression d'opinions parfois politiquement délicates dans un contexte où les conflits politiques se règlent souvent de façon violente. Certains quartiers ont d'ailleurs connu et connaissent encore des périodes troubles et des tensions palpables, et il est arrivé (rarement il faut dire) que des rencontres aient été annulées par des répondants dans ces quartiers, par crainte de représailles ou d'une situation embarrassante. Les discussions franches sur la base d'une confiance établie entre l'enquêteur et le répondant ont souvent permis, à notre avis, d'obtenir des informations et des détails très éclairants sur la subtilité et la complexité du jeu des acteurs dans ces milieux. Nous avons d'ailleurs validé cette perception auprès de chercheurs universitaires de Port-au-Prince.

Les données et les rapports d'entrevue ont été saisis sur ordinateur à l'aide d'un logiciel de traitement de données.

Ces travaux ont été effectués à l'occasion d'un séjour de quatre mois à Port-au-Prince, entre mai et septembre 2003. Ce séjour avait été précédé de quatre séjours préliminaires de courte durée (une à deux semaines), entre 1999 et 2003. Quelques rencontres complémentaires ont aussi été réalisées en mai 2004. La recherche a bénéficié de la collaboration et du soutien technique de l'Université Quisqueya (UNIQ) et du Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA), deux institutions universitaires de Port-au-Prince. Elle a aussi bénéficié de l'appui (bourse au chercheur candidat au Doctorat) du Centre de recherches en

développement international du Canada (CRDI) et du programme d'aide à la mobilité de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Avec 52 entrevues auprès des ménages de quatre bidonvilles (81 représentants) et des entretiens auprès de représentants de 24 associations et comités de quartier ainsi que 11 églises et institutions situées dans les bidonvilles, auxquels s'ajoutent des rencontres, entretiens et discussions avec 15 intervenants externes (professeurs et chercheurs universitaires, représentants d'ONG et d'organismes internationaux), le niveau de saturation de notre échantillon a été atteint et nous permet de tracer un portrait relativement exhaustif de la situation en rapport avec nos préoccupations de recherche.

Conformément à notre hypothèse nous nous sommes intéressés à la consommation des services urbains de proximité par les ménages (sources et modes d'approvisionnement en eau, en énergie, en soins de santé, etc.) et aux rapports entretenus entre les ménages et leur milieu de vie (famille, voisinage, culte, vie communautaire, implication politique) pour tenter de comprendre et de tracer les liens, s'il y a lieu, entre les ménages, les réseaux qui les constituent en acteurs sociaux et les services urbains de proximité. Les informations recueillies par le biais des différents entretiens ont servi à construire notre modèle "ménages – réseaux – services", modèle qui s'est précisé par les résultats des entretiens réalisés auprès d'un certain nombre de structures associatives et religieuses. Il devenait ainsi possible de bâtir le modèle à la fois par sa base (les ménages) que par son sommet (les réseaux institutionnalisés), tout en le validant par l'observation "in situ" du fonctionnement et des modes de consommation des services urbains de proximité. Cette triangulation sur le terrain (entrevues ménages - entrevues réseaux - observations), complétée par la triangulation externe déjà mentionnée (données statistiques - sources documentaires - entrevues auprès d'acteurs externes), contribue à l'exhaustivité des informations et du modèle échafaudé sur la base de notre hypothèse et de la revue de

littérature, soit cinq sous-modèles: réseau familial, réseau de voisinage, réseau religieux, réseau associatif et réseau politique.

Le portrait réalisé et l'analyse de chacun des cinq sous-modèles reposent ainsi sur les recoupements d'informations issues des diverses sources, mais dont la plus fondamentale demeure les résultats des entrevues auprès des ménages qui vivent dans les bidonvilles et qui sont les usagers des services urbains à proximité.

Ces résultats d'entrevues, compilés par quartier, permettent d'identifier les tendances lourdes en matière d'organisation de la vie urbaine, ainsi que les situations plus atypiques, mais qui participent aussi à la vie urbaine et qui ne sont pas négligeables. Les témoignages les plus significatifs ont parfois été repris pour illustrer le sous-modèle présenté et qui fait l'objet d'un chapitre distinct.

Les tableaux 1.1 et 1.2 présentent de façon succincte la répartition des ménages et des répondants de ces ménages ayant été rencontrés dans chacun des quatre principaux quartiers, ainsi que la répartition des associations et institutions par quartier.

Tableau 1.1
Répartition des entrevues réalisées (ménages) par quartier

Quartier	N ¹ : Ménages	N ² : Répondants
<i>Baillergeau</i>	12	19
<i>Fort Mercredi</i>	10	15
<i>Village de Dieu</i>	10	18
<i>Cité L'Éternel</i>	20	29
Total	52	81

Tableau 1.2

Associations et organisations rencontrées par quartier

Quartiers visités	Associations : comités de quartier, comités thématiques	Églises, institutions, entreprises
<i>Baillergeau</i>	3	2
<i>Fort Mercredi</i>	3	
<i>Village de Dieu</i>	4	1
<i>Cité L'Éternel</i>	9	3
<i>Cité Plus</i>	1	
<i>Fort National</i>	2	1
<i>Carrefour Feuilles</i>		3
<i>Belair (Carrefour)</i>	1	
<i>Savane Pistache</i>	1	1
<i>Bois Jalousié</i>		
<i>Cité Maria</i>		
<i>Cité Sainte-Marie</i>		
TOTAL	24	11

N.B. On trouvera en annexe la liste précise des associations et organisations rencontrées.

PARTIE A

L'UNIVERS D'ÉTUDE

La présente section (partie A) a comme objectif de permettre au lecteur de se familiariser avec le milieu sur lequel porte cette recherche. La partie regroupe deux chapitres. Le premier (chapitre II) brosse un portrait sommaire de Haïti, de sa géographie, de son histoire, de sa démographie, de son économie. Il permet d'établir le constat des grandes difficultés qui caractérisent Haïti, de mieux comprendre les fondements, mais d'identifier aussi les tendances qui s'expriment au travers l'évolution de certains indicateurs au cours des dernières années.

Le chapitre qui suit (chapitre III) s'attarde au cas de la capitale et principale ville du pays, Port-au-Prince. Il permet de mieux comprendre le processus de bidonvillisation de l'aire métropolitaine, le mode de formation des quartiers précaires, leur structure particulière et les grands éléments qui les caractérisent. Ce chapitre permet aussi de tracer un tableau de la transformation des bidonvilles dans le temps.

Le lecteur sera ainsi introduit à l'univers d'étude, qui fera l'objet d'une exploration plus détaillée selon les paramètres définis par nos questions de recherche et notre hypothèse.

CHAPITRE II

HAÏTI : LE PAYS BIDONVILLE

Comprendre les bidonvilles de Port-au-Prince, c'est d'abord comprendre Haïti. Le présent chapitre a comme objectif d'introduire le lecteur à la réalité haïtienne pour lui permettre de bien saisir les considérations sociales, politiques, économiques, culturelles et historiques qui ont influencé la bidonvilisation des villes haïtiennes .

En 2004, au moins 2 millions d'haïtiens sur les 3 millions d'urbains qu'on recense dans les 133 villes d'Haïti, vivent dans les établissements humains précaires, des bidonvilles, disséminés dans les principales villes haïtiennes. Cinq autres millions d'haïtiens vivent en campagne dans des conditions difficiles : accès limité à l'eau potable, pas d'électricité, peu ou pas de services publics.

Pays le plus pauvre des Amériques et un des plus pauvres de la planète, Haïti offre un contraste saisissant avec le pays le plus riche du monde, les États-Unis, situé à moins d'une heure de vol. D'ailleurs, la population haïtienne entretient une relation très étroite avec ce grand voisin qui abrite au moins 1 million de personnes d'origine haïtienne, dont 300 000 à 500 000 en Floride, principalement à Miami, dans le secteur de Little Haïti (Audebert, 2003). La diaspora haïtienne est estimée à quelque 2 millions de personnes et se retrouve donc en République Dominicaine, aux États-Unis, un peu au Canada (dont 80 000 à 100 000 à Montréal) et, dans une moindre mesure, dans certains pays des Caraïbes, de l'Amérique latine et en France.

Ainsi, avec près de 8½ millions d'habitants en 2004 sur le territoire national et au moins 2 à 2½ millions à l'étranger, rares sont les familles haïtiennes qui ne comptent pas un des leurs dans un autre pays. Cette situation n'est pas qu'anecdotique : la diaspora haïtienne assure la survie d'une bonne partie de la communauté demeurée au pays. On estime à 800 millions, sinon 1 milliard de \$ US la somme totale annuelle en transferts de fonds de la diaspora vers Haïti (PNUD 2002 b). C'est, de très loin, la principale source de devises étrangères pour Haïti. Ce montant correspond au déficit des échanges commerciaux (Haïti exporte pour 300 millions \$ US en biens et services, mais en importe pour 1 milliard). Il correspond aussi en partie à la diminution sensible de l'aide internationale en conséquence des élections législatives de 2000, marquées par la fraude et les malversations. Une somme de 500 millions de \$ US en prêts et subventions avait ainsi été bloquée par les pourvoyeurs internationaux depuis cette date (Farmer, 2003).

Au début du XXI^e siècle, le bilan de la situation haïtienne apparaît être un des pires de la planète, alors que l'histoire de ce pays ressemble à un drame sans cesse rejoué. La carte de Haïti reprise ci-après offre un aperçu intéressant de la morphologie du territoire et nous permet de présenter les aspects historiques et géographiques du pays.

2.1 Survol géographique et historique : de l'esclavage à l'exclusion

Haïti occupe environ le tiers (la partie ouest) de l'île d'Hispanola, au cœur du golfe du Mexique, l'autre partie étant occupée par la République Dominicaine, avec qui les relations sont mi-figue, mi-raisin¹. Découverte par Christophe Colomb et rapidement occupée par les espagnols, l'île abritait des communautés autochtones, les indiens Taïnos et Caraïbes (estimés à 1 000 000) qui sont rapidement disparus, victimes des épidémies, des mauvais traitements et des massacres. Ils seront remplacés par une main d'œuvre importée d'Afrique : les esclaves. L'île est stratégiquement située au cœur du golfe du Mexique, dont elle constitue un verrou avant l'océan Atlantique. Elle servit de tête de pont pour l'expansion espagnole vers l'Amérique du sud. C'est aussi pour cette raison que ses refuges côtiers ont été occupés par les pirates, flibustiers et corsaires qui pouvaient intercepter les convois espagnols ramenant l'or du Mexique vers l'Espagne (la célèbre île de la Tortue fait ainsi partie du territoire haïtien). L'île passa sous juridiction française en vertu du traité de Ryswick signé en 1697. À cause de sa situation à mi-chemin entre la Colombie et la Floride, Haïti deviendra après 1990 un important lieu de transit pour le trafic de drogue vers les États-Unis.

Surnommée la « perle des Antilles » au XVIII^e siècle, Haïti, ou Saint-Domingue comme on la nommait, fut la plus riche et la plus profitable colonie de l'empire français. On estime qu'elle faisait vivre un français de la métropole sur huit à cette époque. La colonie abritait alors 30 000 colons français, autant d'affranchis, et quelque 500 000 esclaves. Dans ce pays de plaines et de montagnes dont certaines

¹ Si les haïtiens trouvent en Dominicanie (comme ils la nomment) une source d'emplois, notamment dans les champs de canne à sucre, la République Dominicaine n'a pas un dossier très reluisant au chapitre du traitement qu'elle réserve aux ressortissants haïtiens. Un rapport des Nations Unies (2001) a clairement dénoncé les conditions de quasi-esclavage qui prévalaient dans certaines plantations et le traitement de citoyens de second ordre qu'on accorde aux haïtiens d'origine, même pour ceux qui sont nés en République Dominicaine et qui devraient normalement bénéficier de la citoyenneté dominicaine.

culminent à 2 700 mètres d'altitude, on cultivait la canne à sucre, le café, le cacao, les fruits tropicaux, et on pouvait récolter les essences rares de bois. Les esclaves étaient d'origine africaine subsaharienne, principalement de la Guinée et du Dahomé (ancien nom du Bénin), d'où ils ont amené les cultes et traditions qui se fusionneront et formeront rapidement le culte du vaudou.

La densité du couvert végétal et le terrain très accidenté offraient un refuge naturel et ont permis à plusieurs esclaves de fuir les mauvais traitements des planteurs esclavagistes. Ces fuyards ont pris le nom de « marrons » et leur fuite et subsistance dans le maquis est devenue le « marronnage », un terme qui exprime encore aujourd'hui une attitude louvoyante ou un comportement assimilé à un mélange de ruse, de défection et de faux-fuyant, qu'on prête souvent aux haïtiens. Notons que le marronnage représente une des références de base à la « spécificité haïtienne », qui est souvent utilisée comme justification pour éviter ou retarder les réformes indispensables à la construction d'une société moderne.

À la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, sous la direction de leaders tels que Toussaint Louverture et unis par le culte vaudou, les esclaves haïtiens et les marrons se révoltent contre les coloniaux et l'empire. La France de Napoléon envoie des troupes à la rescousse et celles-ci sont décimées par les révolutionnaires, aidés par des complices inattendus : la fièvre typhoïde et la malaria qui fauchent les rangs des soldats de la métropole, mal adaptés aux conditions des Tropiques. En 1804, Haïti devient la première république « nègre » de l'histoire. La France lui fera payer très cher cet affront, en lui exigeant en 1825 le versement d'une compensation de 150 millions de francs en échange de la reconnaissance de son indépendance. Haïti paiera cette dette jusqu'en 1888 avec des intérêts de retard, une dette qui aura brisé les reins de son économie naissante et à laquelle se sont ajoutées diverses autres mesures de rançonnement de la part des puissances occidentales (Bernardin, 2003).

Cette économie s'est ensuite développée sur les mêmes fondements que l'économie coloniale, de sorte que les coloniaux blancs et français ont simplement été remplacés par des nouveaux maîtres, haïtiens et mulâtres. Si l'esclavage disparaît, la propriété des terres demeure concentrée entre les mains d'une nouvelle oligarchie locale, bien que le phénomène des *latifundia* n'ait pas été aussi prononcé qu'en Amérique latine. Les anciens esclaves, peu intéressés par le travail des plantations, se disséminent un peu partout dans l'espace haïtien pour y fonder de petites communautés agricoles, des hameaux qui regrouperont 5, 10 ou 20 maisonnettes autour de la maison du patriarche : le fameux *lakou* haïtien (la cour), dont le modèle réapparaîtra plus tard dans certains bidonvilles.

L'histoire d'Haïti sera marquée par l'incapacité de créer un régime démocratique viable : on y recense 32 coups d'état en 200 ans et des régimes militaires ou des dictatures à répétition, en plus d'une occupation militaire des États-Unis au début du XX^e siècle (1915-1934). Le peuple haïtien, très majoritairement rural, est laissé à lui-même alors qu'une minorité s'enrichit et se réfugie au coeur des villes qu'elle considère comme un oasis de civilisation réservé à son seul usage. Ainsi, jusqu'en 1986, les certificats émis par les bureaux de l'État civil mentionnaient, pour chaque citoyen, une des deux situations suivantes : rural ou urbain. On pouvait ainsi, par un contrôle d'identité, contrôler les déplacements de population. Il s'agit toutefois d'une pratique dont Haïti n'avait pas l'exclusivité, les contrôles des déplacements internes de population ayant été fréquemment associés aux régimes totalitaires, n'importe où sur la planète.

Face à un État prédateur et violent dont la seule raison d'existence semblait être l'enrichissement de la très minoritaire classe dirigeante, le peuple haïtien s'est réfugié dans ses traditions et a survécu en s'appuyant parfois sur des pratiques collectives désignées sous le nom de *konbit*, ces corvées qui constituent une forme de mise en commun des ressources pour répondre aux besoins de tous et chacun. Tout comme le

coopératisme au Québec, le *konbitisme* en Haïti aura marqué dans une certaine mesure les rapports socio-économiques entre les individus et entre les ménages. Certaines pratiques en milieu urbain en sont visiblement directement inspirées (Barthélémy, 2001). Quant à la fourniture des services publics (éducation, santé, etc.) dont la responsabilité incombe normalement à l'État, ce sont les missions religieuses et l'aide internationale qui auront comblé, un tant soit peu, l'immense vide. Une pratique qui donne à penser que la présence active des centaines d'organisations caritatives en Haïti, durant des décennies, aura certainement soulagé la misère, mais aura aussi permis à l'État de prolonger indûment sa prédation (Douyon, 1997).

2.2 La transition politique, ou la fin d'un règne

L'année 1986 marque un tournant dans l'histoire haïtienne contemporaine. Le régime duvaliériste tombe, après presque 30 ans.

Fondé par le docteur François Duvalier (Papa Doc) et repris par son fils Jean-Claude Duvalier, ce régime dictatorial et populiste aura cédé sous la pression des pauvres descendus dans la rue et celle des gouvernements étrangers qui ont cessé de le soutenir.

Durant les années qui suivent, les dictatures militaires et les gouvernements de transition se succèdent à un rythme accéléré pendant que le peuple règle ses comptes avec ses anciens bourreaux. C'est la période des *déchoukages*² et des supplices du *Père Lebrun*³.

² Déchoukage : mot créole qui correspond à l'essouchage, soit l'action d'enlever les souches, les racines. Au sens figuré, il s'agit de détruire les symboles de l'ancien régime et d'éliminer, souvent physiquement, ses principaux acteurs. Le déchoukage est une quasi-thérapie pour le peuple.

³ Supplice du Père Lebrun : du nom d'une entreprise commerciale de Port-au-Prince (Le Père Lebrun) spécialisée dans la vente de pneus. On dit aussi « supplice du collier ». Il s'agit d'utiliser un pneu pour enserrer un individu, puis d'enflammer le pneu qui brûle en fondant. Le supplicié meurt par brûlure et asphyxie.

Les *tontons macoutes*⁴ les plus cruels sont lynchés par des foules en colère. De l'autre côté, de riches propriétaires terriens et bourgeois cherchent à préserver leurs privilèges et n'hésitent pas à utiliser les armes contre les revendicateurs. Des massacres se produisent et soulèvent l'indignation. Une nouvelle formation politique émerge dans la mouvance post-duvaliériste : *Lavalas* (L'avalanche, en créole), dont le chef, Jean-Bertrand Aristide, connu pour être le petit prêtre des bidonvilles (notamment celui de Cité Soleil) et un féroce anti-duvaliériste, symbolise le renouveau possible et suscite les espoirs de justice et d'égalité au sein des classes populaires. Facilement élu en 1990 lors des premières véritables élections libres en Haïti, un coup d'état militaire met fin brutalement au nouveau régime et conduit Aristide à l'exil pendant que s'amorce une nouvelle période de répression. Après un boycott international particulièrement sévère en réponse à la crise haïtienne, les américains, sous mandat des Nations Unies, permettent le retour d'Aristide en 1994 et assurent la sécurité du pays par une présence militaire continue jusqu'en 1999. L'armée haïtienne est dissoute et un président de transition, René Préval, est élu pour la période 1995-2000, Aristide ne sollicitant pas de mandat (la constitution haïtienne interdisant deux mandats consécutifs). Le parti *Lavalas* connaît une scission à cette époque, mais Jean-Bertrand Aristide demeure le leader incontesté. Il a toutefois adopté un comportement populiste et autoritaire, a renoncé à son engagement sacerdotal et a épousé une américaine d'origine haïtienne issue d'une des riches familles du pays. Il est facilement réélu en 2000, mais les élections présidentielles sont entachées d'irrégularités, de même que les élections parlementaires en 2001, ce qui provoque en réaction le gel de plusieurs programmes d'aide internationale.

⁴ Les *tontons macoutes* étaient les hommes de main du régime de Duvalier, constituant une organisation parallèle à l'État et à l'armée. L'appellation provient des contes et légendes d'Haïti : c'est le nom du personnage dont on se servait pour effrayer les enfants. Au Québec par exemple, on dirait « le Bonhomme Sept heures ».

Le régime politique devient de plus en plus autoritaire et cautionne même des assassinats et des violations des droits fondamentaux. Une situation de crise politique s'installe sur un fond de crise humanitaire latente, sous l'œil critique de l'Organisation des États américains (OEA), des Nations Unies et des organisations internationales et gouvernements étrangers. La contestation se fait plus vigoureuse, mais le régime résiste aux pressions et met en place des contre-mesures pour tenter de se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin du terme prévu, en 2006. En décembre 2003, l'assaut contre l'Université d'État par les partisans d'Aristide, sous le regard indifférent des policiers, déclenche une nouvelle vague de protestations. Des bandes armées anti-*Lavalas*, formées d'anciens militaires de l'armée dissoute par Aristide, prennent le contrôle du nord du pays et s'avancent vers la capitale; l'opposition, menée par les étudiants, se mobilise et descend dans la rue, tandis que Port-au-Prince s'enfonce dans la violence. Les puissances étrangères refusent d'intervenir en l'absence d'un compromis politique. À la fin de février 2004, Aristide doit se résoudre à l'exil et une force multinationale prend position pendant qu'un gouvernement de transition est mis en place. La communauté internationale assiste ainsi à une curieuse répétition de l'histoire, une histoire malheureusement écrite avec le sang.

2.3 Le tableau de la pauvreté

Si Haïti offre le portrait d'un chaos politique qui reflète la fragmentation du pays (on y comptait plus de 65 partis politiques en 2004), cette incapacité des acteurs à se concerter, à bâtir un régime démocratique et à mettre en place les réformes qui s'imposent, en plus de la philosophie de prédation qui a longtemps inspiré les dirigeants, entretient une situation difficile au plan social et économique.

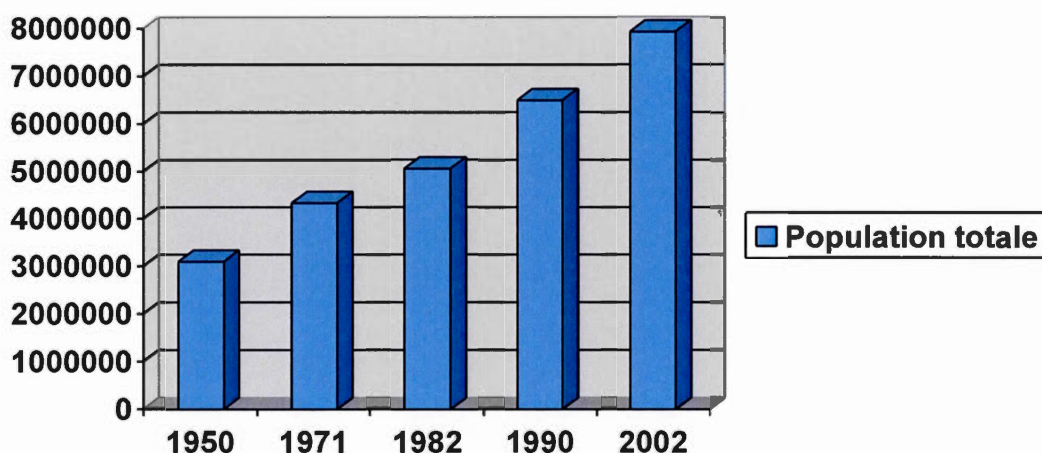
L'ensemble des indicateurs socio-économiques témoigne de ces difficultés de la situation haïtienne, bien que les tendances historiques qui se dessinent à la lecture de certains chiffres laissent une petite place pour l'espoir.

Haïti vient au 153^e rang parmi les 177 nations inscrites au rapport 2005 du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Cette situation place Haïti au même niveau qu'un grand nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, avec un Indicateur de développement humain (IDH) d'à peine 0,478 (il se situe à 0,949 pour le Canada). Le nouvel Indicateur de pauvreté humaine (IPH)⁵ place Haïti au 70^e rang sur 103 pays en développement. Un adulte sur deux est analphabète. L'espérance de vie à la naissance est de 52,6 ans, tandis qu'un enfant haïtien né en 2002 a 31,6% de probabilité de décéder avant l'âge de 40 ans. La mortalité infantile (avant l'âge de 5 ans) est de 122 pour 1000, un chiffre qui appartient au XIX^e siècle pour la plupart des nations du monde.

Haïti compte un peu plus de 8 millions d'habitants. On en recensait un peu plus de 3 millions en 1950. Le pays a donc connu une forte croissance démographique, particulièrement dans le dernier quart du XX^e siècle. La figure 2.2 illustre, sous la forme d'un histogramme, l'évolution de la population du pays.

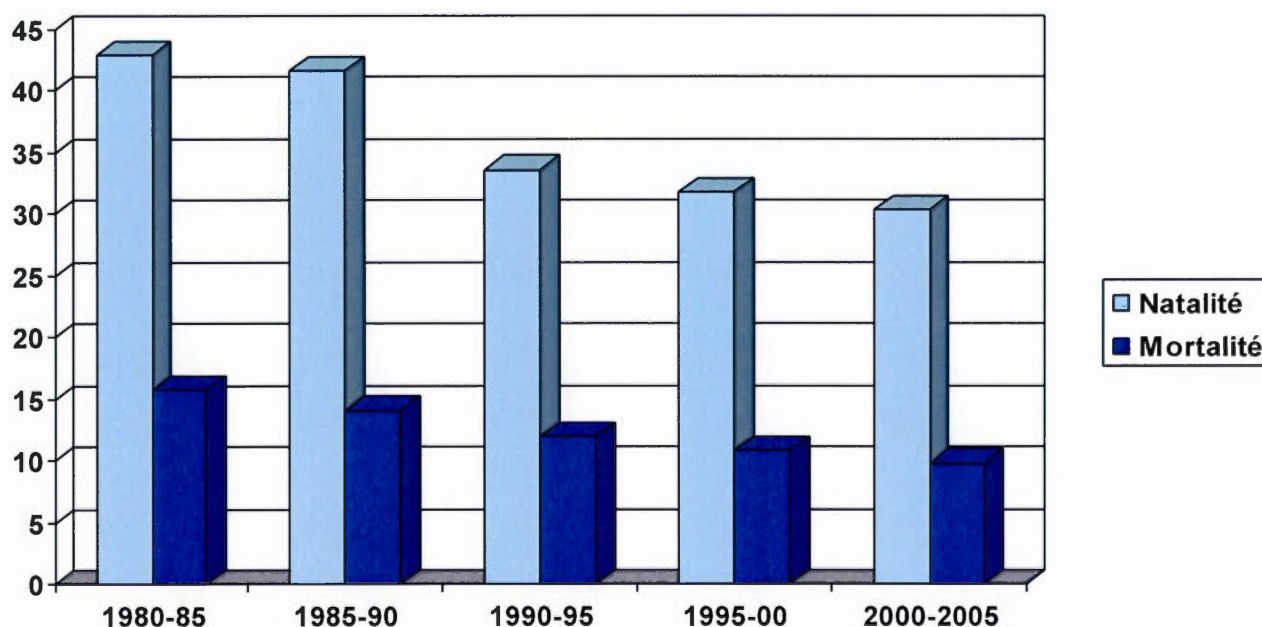
⁵ L'Indicateur de pauvreté humaine est un indicateur composite qui prend en compte 3 éléments : le déficit en termes de longévité; le déficit en termes d'instruction; les déficits en termes de conditions de vie (accès aux services de santé, accès à l'eau potable et malnutrition infantile).

Figure 2.2
Haïti : croissance de la population (1950-2002)



Sources : IHSI – Recensements de 1950, 1971, 1982 et 2002. Tendances et perspectives de la population d’Haïti au niveau régional – 1980-2005- DARD –juillet 1992.

La croissance démographique est une résultante de la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité, auquel il faut ajouter le taux de migration nette. Entre 1980 et 2000, le taux de natalité est passé de 43 pour 1000 à 30 pour 1000, tandis que le taux de mortalité passait dans le même temps de 15 pour 1000 à 10 pour 1000, tel qu’il est illustré à la figure 2.3. La chute brusque du taux de natalité correspond au début des années 1990, parallèlement aux difficultés économiques connues dans la foulée de l’embargo décrété par les Nations Unies.

Figure 2.3**Évolution des taux de natalité et mortalité par période de 5 ans 1980-2005**

Source : ECLAC 2003. Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2002. Santiago : United Nation Publication.

Le taux de croissance nette de la population est passé de 28 pour 1000 (ou 2,8%) à 20 pour 1000 (ou 2%). Il y a donc un ralentissement de la croissance démographique qui s'est amorcé au cours de la dernière décennie, croissance qui demeure néanmoins élevée. Le taux global de fécondité, avec 4 enfants par femme, reste l'un des plus importants des Amériques (il était de 6,2 enfants il y a 20 ans). La mortalité infantile a aussi connu une diminution rapide entre 1980 et 1990, et, depuis, continue à décroître plus lentement, de façon parallèle à l'évolution de cet indicateur à l'échelle de l'Amérique latine.

La figure 2.3 permet également d'apprécier la période de transition démographique qu'a connue Haïti entre 1980 et 1990, alors que le taux de natalité était particulièrement élevé tandis que le taux de mortalité était en chute. L'histogramme présente aussi une tendance à la baisse au chapitre des taux de natalité et de mortalité, la cassure semblant s'être produite au début des années 1990. Cette tendance est confirmée par les premiers résultats du recensement national réalisés en 2002. Alors que de nombreux observateurs prédisaient une population d'au moins 8 500 000 personnes, les résultats annoncés furent de 7 927 000. On peut évidemment contester ces données en soulignant la sous-estimation issue d'un recensement réalisé dans des conditions difficiles, mais on peut aussi questionner la surestimation possible de la population lors des estimés réalisés en l'absence de tout recensement depuis 1982, étant donné que les techniques utilisées (estimation sur la base d'échantillonnage, d'extrapolation et de photographies aériennes) demeurent très approximatives et que certains acteurs ont parfois avantage à présenter les données les plus alarmistes possibles.

Le tableau 2.1, qui présente les différents taux de manière plus précise selon les calculs de l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI), illustre la stabilisation du taux de croissance nette de la population haïtienne depuis 20 ans. Ce taux est à peine supérieur à 2 % (ou 20,8 pour 1000), la variation entre 1985 et 2000 étant assez peu significative. On notera que les chiffres diffèrent quelque peu de ceux de l'ECLAC, mais font état d'une réalité identique. On doit donc convenir que la croissance démographique se poursuit toujours à un rythme plus faible mais respectable de 2 % selon l'IHSI, ou 1,8 % selon l'ECLAC, un rythme qui tend à rejoindre la moyenne établie pour l'Amérique latine et les Caraïbes (1,6 % pour la période 1995-2000).

Tableau 2.1

Indicateurs de croissance démographique par période de 5 ans (1995 – 2005)**Taux moyen par 1000 habitants**

Période	Taux brut de natalité	Taux brut de mortalité	Taux de migration nette	Taux de croissance nette*
1985-1990	36,2	13,1	2,8	20,3
1990-1995	35,3	11,9	3,4	20,6
1995-2000	34,1	10,7	2,6	20,8
2000-2005	32,7	9,6	2,3	20,8

* Le taux de croissance nette s'obtient en soustrayant du taux d'accroissement naturel (natalité moins mortalité) le taux de migration nette (émigration moins immigration).

Source : IHSI 2000. Statistiques sociales vol. 1

Ainsi, par rapport à cette moyenne, Haïti affiche simplement un décalage historique qui devrait être comblé à l'horizon 2020 ou 2025. Il faut toutefois souligner que Haïti représente un cas d'exception à l'échelle des Caraïbes : les populations des îles comme Cuba, la Jamaïque, Trinidad et Tobago ou les Antilles françaises affichent des taux nettement inférieurs, souvent de moitié ou du tiers, sinon davantage, à ceux de la population haïtienne. Il n'y a guère que la République dominicaine qui offre une situation similaire avec une population, rappelons-le, composée en proportion non négligeable d'haïtiens.

Cette croissance démographique explique la jeunesse de la population haïtienne. Comme l'illustre le tableau 2.2, le groupe d'âge des 0-14 ans représentait en effet près de la moitié (47,3%) de la population totale en 1990, et un peu plus de 40% en

2000. Haïti est un pays peuplé d'enfants, une situation comparable à celle du Guatemala, du Nicaragua et du Honduras. Cette situation a évidemment des conséquences sur la demande de certains services, dont au premier chef celui de l'éducation.

Cette explosion démographique des années 1980-1990 s'est traduite par une croissance rapide de la population active (groupe d'âge des 15-64 ans), qui a vu ses effectifs augmenter de 2,6% par année durant la période 1990-1995, puis de 2,9% durant la période subséquente de 1995-2000. Ce même taux devait être maintenu pour la période 2000-2005. Cette masse de main d'œuvre, d'ailleurs surtout concentrée dans le groupe d'âge des 15-34 ans, allait être confrontée (et l'est toujours d'ailleurs) à une absence d'emplois. Cet écart entre disponibilité de main d'œuvre et emplois, une caractéristique répandue dans la plupart des pays du tiers monde, explique l'importance du secteur informel dans l'économie ainsi que les vagues migratoires vers l'étranger dont plusieurs, dans le cas d'Haïti, ont frappé l'imagination à cause des conditions précaires dans lesquelles elles se sont effectuées.⁶ Il explique également en partie la migration vers les villes.

⁶ Les « boat people » haïtiens sont régulièrement interceptés par les gardes-côtes américains, ce qui constitue d'ailleurs souvent une chance pour leurs passagers. Les autres se rendent rarement à bon port : ils coulent en cours de route.

Tableau 2.2

**Évolution de la structure de la population totale par groupe d'âge :
Haïti, Amérique latine et Caraïbes**

Groupe d'âges	Haïti			Amérique latine et Caraïbes		
	1990	2000	2010*	1990	2000	2010*
0-14	47,3	40,2	35,8	35,3	30,8	27,0
15-34	34,1	35,0	37,3	35,6	35,5	33,8
35-49	13,6	13,7	14,8	15,2	18,0	19,8
50-64	7,9	7,4	8,2	8,8	9,8	12,3
65 et +	4,1	3,7	4,0	5,1	6,0	7,1

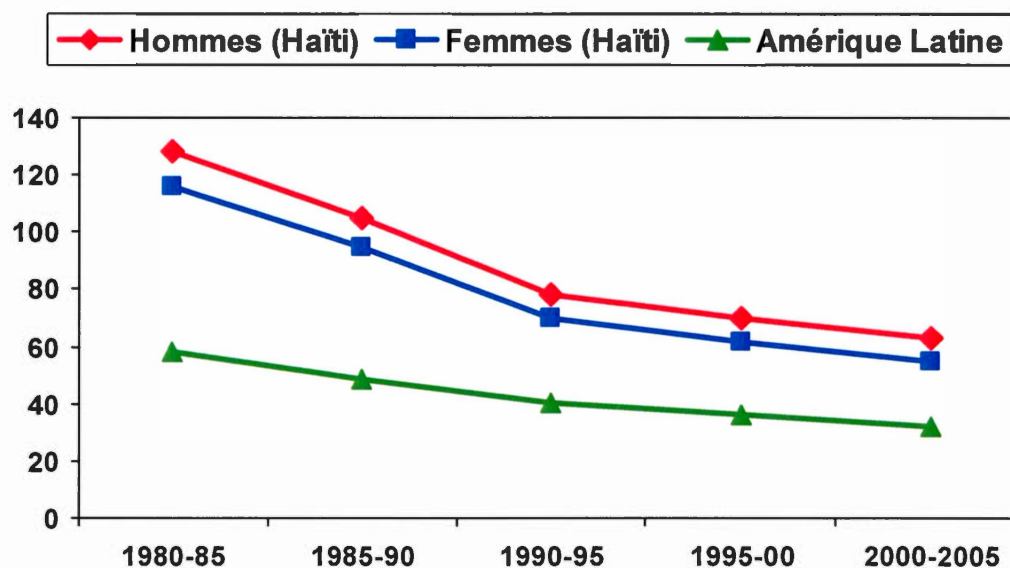
* Projection

Source : ECLAC 2003. Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2002. Santiago : United Nation Publication.

Si les données démographiques permettent de soutenir la comparaison avec certains pays de l'Amérique centrale, il en va autrement lorsqu'on aborde les questions de santé et de conditions de vie. Haïti se situe alors dans un monde à part, comme si sa réalité appartenait à un autre siècle. Toutefois, là encore l'évolution des indicateurs au cours des dernières années laissent croire à une certaine amélioration de la situation. Ainsi, la mortalité infanto-juvénile (enfant âgé de moins de 1 an et enfant âgé de 1 à 5 ans) est de 122 pour 1000 durant la période 1995-2000. C'est un chiffre effarant, deux à cinq fois supérieur à celui des autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais c'est aussi un chiffre à la baisse depuis 25 ans. L'enquête EMMUS III (Cayemites et al, 2001) fait état d'une réduction de la mortalité infantile (0-1 ans) de l'ordre de 42% durant cette période, comme l'illustre la figure 2.4.

Figure 2.4

Évolution du taux de mortalité infantile (entre 0 et 1 an) par période de 5 ans en Haïti et en Amérique latine



Source : ECLAC 2003. Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2002. Santiago : United Nations Publication.

La mortalité maternelle se situe à 523 décès pour 100 000 naissances, toujours pour la même période. C'est 20 fois plus que dans les pays développés: la grande majorité des femmes haïtiennes accouchent à la maison, sans assistance médicale. Il n'y a là rien d'étonnant puisque Haïti souffre d'un manque chronique de personnel médical avec moins de 2,5 médecins et 1 infirmière par 10 000 habitants, tandis que 90% des médecins sont installés à Port-au-Prince (PNUD, 2002a). On note qu'il n'y a guère eu de variation de cet indicateur depuis 20 ans.

Si la malnutrition demeure importante, elle est aussi en régression. Selon les résultats de l'enquête EMMUS III, la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans est de 22,7% en 2000, par rapport à 39,6% en 1978. Les taux varient évidemment selon le contexte socio-politique : durant l'embargo 1991-1994, ils avaient remonté après une baisse régulière jusqu'en 1990.

Haïti demeure stigmatisé par la présence du SIDA. Le taux de séroprévalence du VIH est certes élevé (le plus élevé des Amériques) mais il est bien inférieur à celui des pays africains auquel on voudrait parfois le comparer. L'épidémie, bien que généralisée, semble contrôlée : avec un taux moyen à l'échelle nationale de 3% en 2005 (et d'importants écarts selon l'endroit), le SIDA a régressé depuis 20 ans, une conséquence probable des grands efforts d'éducation et de sensibilisation qui ont été investis en Haïti. L'épidémie s'est toutefois transformée car elle touche maintenant presque autant les femmes que les hommes (80 femmes pour 100 hommes). Comme on le constate à la lecture du tableau 2.3, il reste que le VIH demeure la principale cause de décès en Haïti, suivie de près par les maladies intestinales infectieuses et la malnutrition (frappant surtout les enfants). La communauté internationale maintient les efforts pour contenir l'épidémie, d'autant plus que l'information sur les moyens de protection ne rejoint pas encore toute la population. Il faut souligner que, contrairement à certains pays d'Afrique, il y a moins de résistance culturelle et aucune résistance gouvernementale face aux mesures de prévention, même si les guérisseurs vaudous ramènent trop souvent les causes et les contre-mesures dans l'univers de la magie.

Tableau 2.3

Principales causes de décès en Haïti (1997-1998)

Causes de décès	Pourcentage des décès
VIIH	6,3 %
Maladies intestinales infectieuses	5 %
Malnutrition	3,7 %
Maladies cérébro-vasculaires	3,5 %
Septicémie	3,2 %
Infections respiratoires aiguës	3 %
Tuberculose	2,7 %

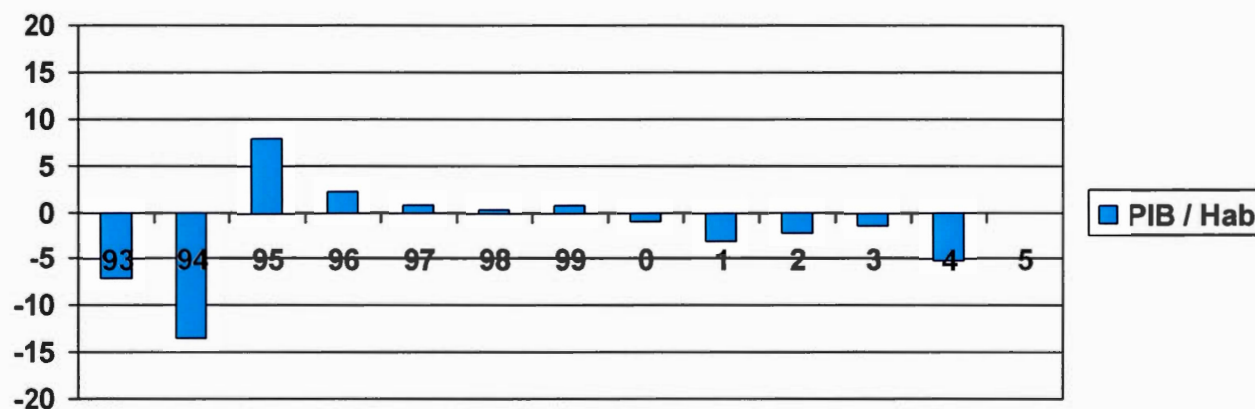
Source : IHSI 2000. Statistiques sociales

2.3.1 L'économie de la misère

L'économie haïtienne est évidemment à l'image des conditions de vie. Le premier indicateur, l'évolution du Produit intérieur brut (PIB) par habitant, établit clairement les difficultés auxquelles est confronté le peuple haïtien. Ainsi, comme on le voit à la figure 2.5, à l'exception des années 1996 à 1999 au cours de la dernière décennie, la variation du PIB / habitant a été négative, de sorte qu'à ce jour les haïtiens sont (théoriquement) plus pauvres qu'ils ne l'étaient en 1992. Cet appauvrissement doit toutefois être relativisé, puisque les calculs ne prennent pas en compte les transferts privés qui totalisaient 623 millions de \$ US en 2001 contre 108 millions en 1995 (PNUD 2002b) et qui ont atteint vraisemblablement un milliard de \$ US en 2004. 40% des ménages recevraient des transferts, toutes origines confondues, et 27% des ménages recevaient des transferts de la diaspora (IHSI 2003a, p.65).

Figure 2.5

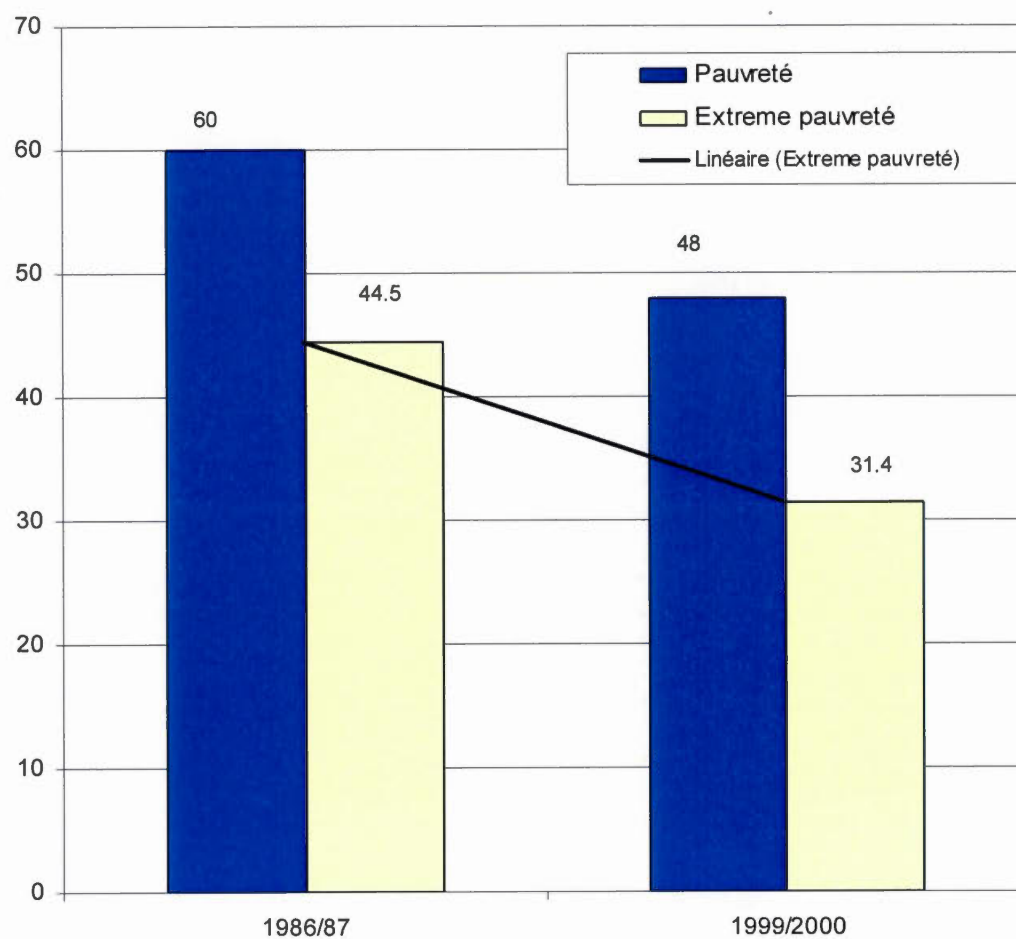
**Variation du PIB par habitant 1993-2005
sur la base des prix constants de 1986**



Source: ECLAC 2002, 2006

Si on examine la question sur une longue période comme en fait état la figure 2.6, on doit admettre que la situation de pauvreté et de pauvreté extrême⁷ entre 1986 et 2000 s'est sensiblement améliorée, même si les chiffres demeurent désastreux avec près d'un tiers de la population en situation de pauvreté extrême. Il faut dire qu'en chiffres absolus, 31,4% de 7,5 millions d'habitants (2000) n'est pas très différent de 44,5% de 6 millions (1986), de sorte que le nombre d'haïtiens pauvres n'a guère diminué en 15 ans.

⁷ Les concepts de pauvreté et de pauvreté extrême s'appuient sur des indicateurs précis. La pauvreté fait référence à la situation des personnes qui vivent avec un revenu inférieur à 2 \$ US par jour, alors que la pauvreté extrême concerne les personnes qui vivent avec moins de 1 \$ US par jour (1,1 milliard d'êtres humains en 2004 selon les estimations de l'ONU).

Figure 2.6**Évolution de la pauvreté en Haïti (1986 – 2000)**

Source : PNUD 2002. Les objectifs de développement du millénaire.

2.4 Conclusion : une difficile transformation

Haïti présente un bien curieux paradoxe : certains indicateurs traditionnels invitent à constater une amélioration lente mais significative de la situation : régression de la pauvreté, diminution des taux de mortalité infantile et de la malnutrition, hausse de l'espérance de vie, contrôle de l'épidémie de SIDA, ralentissement de la croissance démographique. D'autres indicateurs témoignent d'une détérioration de la situation : baisse du PIB par habitant, dépendance accrue des transferts de l'étranger, crise environnementale prononcée (déboisement, érosion des terres agricoles, etc.). Sur le terrain, à Port-au-Prince, il est aisé de constater ce paradoxe. Les chantiers de construction sont nombreux (nouveaux hôtels, commerces, stations services, résidences luxueuses, etc.), faisant état d'investissements s'appuyant sur une importante disponibilité de fonds (dont plusieurs soupçonnent l'origine illicite), alors que les infrastructures sont dans un état pitoyable et que les services de base se raréfient. C'est ainsi que l'électricité est distribuée au compte-gouttes, même dans la capitale (4 heures en moyenne par jour en 2003 et 2004), que l'Association internationale de l'eau classait en 2003 Haïti au dernier rang des pays dans le monde pour l'accès de la population à l'eau potable, et que des justiciables sont en attente de leur procès depuis des années. Ajoutons que l'évolution positive des indicateurs ci-haut mentionnés est tellement lente par rapport au reste du monde que l'écart entre Haïti et les autres nations des Amériques ne fait que s'accroître année après année.

Les récentes catastrophes naturelles (l'inondation aux Gonaïves en 2004) et les bouleversements sociopolitiques ont mis en évidence l'extrême vulnérabilité de la nation haïtienne tout autant que son étonnante ténacité. Haïti semble évoluer en « dents de scie », avec des périodes d'accalmie plus ou moins prolongées où les choses s'améliorent, suivies de périodes de crise qui font reculer le pays tout entier. Il existe toutefois depuis 30 ans une solide vague de fond dans le processus de

transformation de la nation haïtienne : l'urbanisation. Cette renaissance et cette croissance du monde urbain haïtien, bien que tardive, est conforme à une tendance universelle et particulièrement présente dans les Amériques. Elle explique peut-être en bonne partie l'évolution des indicateurs de qualité de vie. Nous allons aborder cet élément dans le prochain chapitre, car il est essentiel à la compréhension des bidonvilles haïtiens, qui sont le résultat le plus significatif de cette croissance urbaine rapide et soutenue.

CHAPITRE III

PORT-AU-PRINCE : L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE VILLE

Dans l'univers haïtien, la ville de Port-au-Prince a longtemps fait figure d'un îlot de civilisation urbaine dans un espace largement rural. Il y avait Port-au-Prince et il y avait, comme l'a si bien exprimé un chercheur haïtien, « le pays d'en-dehors » (Barthélémy, 1990). Capitale politique et économique de Haïti, Port-au-Prince témoignait et témoigne encore aujourd'hui du symptôme de macrocéphalie urbaine qui caractérise certains pays sous urbanisés. Tout y est concentré : services, administration publique, population urbaine. Il y a à peine 20 ans, l'obtention d'un simple certificat d'immatriculation pour une voiture requérait un voyage à Port-au-Prince. Aujourd'hui encore, la perspective de poursuivre des études supérieures (au-delà du primaire) passe presque inévitablement, sauf de rares exceptions, par la grande ville.

La structure municipale du pays reposait jusqu'à tout récemment sur 133 communes (certaines se sont ajoutées par décret au cours des dernières années de la présidence d'Aristide, notamment Cité Soleil et Tabarre) et 565 sections communales, elles-mêmes divisées en milliers d'habitations, des gros hameaux de quelques dizaines de maisonnettes issus de la tradition du *lakou* (Prophète, 1999). On compte une douzaine de villes d'importance, dont les neuf chefs-lieux de département : Port-au-Prince, Cap Haïtien, Gonaïves, Les Cayes, Jacmel, Jérémie, Port-de-Paix, Fort-Liberté et Hinche.

La carte d'Haïti, reprise ci-dessous, permet de situer les principales villes du pays.

Figure 3.1

Carte de Haïti : principales villes du pays



Tableau 3.1

Population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince

Communes	Population 2002	%
<i>Port-au-Prince</i>	704 777	34,5%
<i>Delmas</i>	329 721	16,2%
<i>Cité Soleil</i>	245 203	12,0%
<i>Tabarre</i>	104 726	5,1%
<i>Carrefour</i>	373 916	18,3%
<i>Pétion-Ville</i>	283 052	13,9%
TOTAL AIRE MÉTROPOLITAINE	2 041 395	100%

Source : IHSI 2003. Données préliminaires du recensement 2002. Non publiées.

Selon les résultats du dernier recensement, l'aire métropolitaine de Port-au-Prince regroupe officiellement six communes abritant une population de 2 041 395 personnes. Le tableau 3.1 ci-dessus indique la répartition de cette population en 2002.

La zone métropolitaine déborde toutefois la frontière des communes indiquées. Le secteur de Kenscoff (42 175 h.), sur les hauteurs dominant Port-au-Prince, est l'objet d'une poussée de croissance résidentielle depuis plusieurs années, de même que le secteur Croix-des-Bouquets (229 127 h.), de sorte que la zone immédiate d'influence de la métropole comprend fort probablement, en 2004, quelque 2 300 000 personnes. Ces deux communes demeurent malgré tout largement rurales.

Le cas de la zone de Kenscoff est particulièrement intéressant puisqu'il s'agissait du secteur traditionnel maraîcher alimentant Port-au-Prince. Doté d'un climat plus tempéré, d'un paysage unique (culture en montagnes) et d'une route pavée, les terres agricoles de ce secteur sont de plus en plus appropriées par la bourgeoisie de la métropole pour la construction de villas cossues (Parry, 2002), selon le modèle bien connu d'urbanisation des zones périphériques (ou périurbanisation).

Même si l'on s'en tient à l'aire métropolitaine définie par les organismes officiels de recensement¹, le grand Port-au-Prince, avec ses 2 041 395 résidents, représente très clairement la plus grande agglomération du pays. La seconde ville en importance, Cap Haïtien, ne dépasse guère 100 000 habitants, peut-être 300 000 si l'on considère l'ensemble de sa zone immédiate. La troisième ville, Gonaïves, n'atteint pas 200 000, tandis que la dixième ville en importance, Desdunes, compte moins de 20 000 habitants. Toutes ces villes et bien d'autres connaissent toutefois une forte croissance reliée à l'exode rural, mais c'est encore Port-au-Prince qui draine la plus grande part de cet apport migratoire.

Environ 3 000 000 d'haïtiens vivent dans des zones urbaines sur les 8 000 000 que compte le pays, soit un taux d'urbanisation d'à peine 37,5 %. Les deux tiers de cette population urbaine vivent dans l'aire métropolitaine (66 %) qui représente aussi 25 % de la population totale du pays. Selon Bernardin (1999 : 5), on y retrouve également « 35 % des écoles primaires et secondaires, 75 % des écoles supérieures et des facultés, plus de 50 % des hôpitaux, plus de 2/3 des banques, 80 % de la capacité électrique et plus de 70 % des industries manufacturières ». La localisation

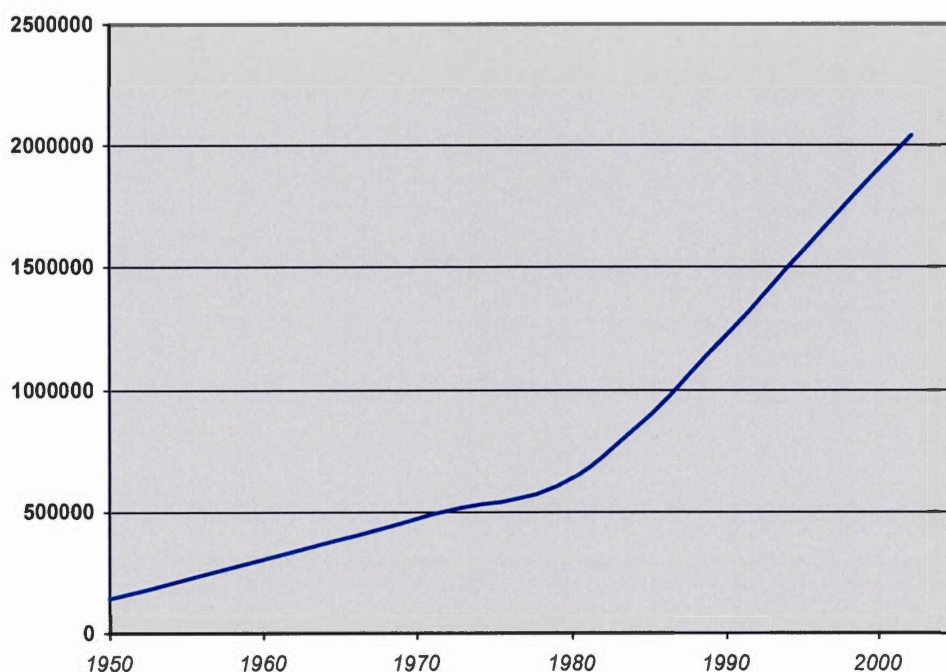
¹ Si l'aire métropolitaine de recensement regroupe les six Communes indiquées au tableau (Port-au-Prince, Delmas, Cité Soleil, Tabarre, Carrefour et Pétion-Ville), les organismes publics de planification urbaine parlent plutôt de huit Communes (en ajoutant Kenscoff et Croix-des-Bouquets aux six précédentes) lorsqu'ils traitent de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Voir : Experco International / Daniel Arbour & Associés. 2003. *Plan-Programme de Développement de la Zone métropolitaine de Port-au-Prince*. Port-au-Prince, 95 p.

de Port-au-Prince, au centre du pays et au cœur du golfe de Gonâve, fait en sorte que toutes les routes convergent vers elle.

Port-au-Prince comptait 143 534 habitants en 1950 et 494 000 en 1971, 20 ans plus tard. Cette croissance était malgré tout relativement bien gérée, bien que la bidonvilisation ait commencé à s'imposer de plus en plus durant cette période. En 1982, la population atteignait 719 517 habitants, puis 2 041 395 en 2002, soit un taux de croissance annuel moyen de près de 6% durant 20 ans. La figure 3.2 illustre l'évolution démographique connue dans l'aire métropolitaine depuis le milieu du XX^e siècle.

Figure 3.2

**Croissance de la population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince
1950-2000**



Source: Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1986. *La structure par âge et sexe – Analyse des résultats anticipés du recensement de 1982*. Port-au-Prince, 36 p.

Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2003. *Enquête sur les conditions de vie en Haïti : Actes du séminaire – Atelier de présentation des premiers résultats*. Port-au-Prince, 184 p.

3.1 L'exode rural haïtien : en route vers les bidonvilles

À l'instar de l'Amérique latine et de la plupart de villes du tiers-monde, Port-au-Prince a vécu les conséquences de la migration rurale parallèlement à un fort taux de natalité. Avec un taux national d'urbanisation inférieur à 40%, le phénomène est d'ailleurs loin d'être terminé. Bien que la croissance de la population se soit avérée

assez régulière et soutenue depuis 1950, c'est véritablement durant la décennie 1980-1990 que s'amorce la période de « débordement », avec la libéralisation du régime duvaliérisme au début de la décennie 1980, puis la fin du régime en 1986. Jusqu'à cette époque, la migration vers Port-au-Prince était plus ou moins endiguée par un contrôle des déplacements internes, alors que pour ceux qui recherchaient un terrain à construire, l'installation dans la ville même était fréquemment soumise à un système d'affectation des terrains par les *tontons macoutes* qui déterminaient le site et imposaient la redevance annuelle qui devait leur être versée. Cet aspect du fonctionnement du régime duvaliériste est connu sous le nom de *macoutisme*. Il s'agit d'une structure politique parallèle à l'administration publique qui permettait au régime d'asseoir son autorité, par le biais d'une structure pyramidale allant du sommet de l'État jusqu'au fond des campagnes. Les éléments constituant du *macoutisme* étaient les *tontons macoutes* à la fois homme de main, courroies de transmission et informateurs du régime. Le *macoutisme* s'apparentait à un clientélisme enrichi d'un système de dénonciation / contrôle / répression touchant tous les éléments de la société, une variante haïtienne du totalitarisme en quelque sorte.

La brutalité du régime de Duvalier, les difficultés économiques et le « taxage » des *tontons macoutes* furent les causes principales de l'exil de plusieurs vers les États-Unis ou le Canada. Le cas des déplacements vers la République Dominicaine est différent, car il illustre une certaine complaisance entre les institutions publiques haïtiennes et dominicaines, pour satisfaire les besoins en main d'œuvre des grands planteurs de canne à sucre.

L'exode rural en Haïti reflète un schéma similaire à ce qui s'est produit et se produit encore dans la plupart des pays en développement. Le phénomène s'est alimenté à même la paupérisation de la paysannerie haïtienne. Selon l'analyse réalisée par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI, 1989), 48% des ménages des zones rurales disposaient d'un revenu inférieur au seuil de la pauvreté

en 1976. Cette proportion avait grimpé à 75% en 1982, soit à peine 6 années plus tard. En 1983, le revenu annuel moyen par habitant était de 318 \$ US à l'échelle nationale, mais à peine 125 \$ US dans les zones rurales.

Le morcellement des terres agricoles par subdivision aux fins d'héritage précède cette détérioration : entre 1950 et 1971, les exploitations de moins d'un carreau² passent de 39% à 71% du nombre total d'exploitations agricoles. Parallèlement, on constatait un très faible niveau d'investissement et de productivité agricole (absence quasi-totale de mécanisation et de crédit agricole) et peu d'encadrement, avec à peine un agronome par 7500 exploitants (alors que le ratio recommandé est de un pour 600). En outre, en 1971, 40% des exploitants agricoles n'étaient pas propriétaires de leur terre : ce sont des fermiers et métayers qui vivent dans l'insécurité d'une soudaine expulsion, comme il s'en est d'ailleurs produit.

Un autre élément contribue à la déstructuration du monde rural. En 1981, les américains craignent pour la santé de leurs troupeaux porcins aux Etats-Unis. On fait alors face à la menace de la peste porcine. Or, le cochon créole haïtien est un porteur naturel de cette maladie (qu'il ne développe toutefois pas). Cette menace potentielle entraîne la mise en place d'un programme d'extermination financé par les États-Unis (Cornevin, 1993). Outre le fait qu'une partie des paysans n'ait jamais vu la couleur de l'argent compensatoire, le remplacement du cheptel porcin par des animaux plus fragiles, mal adaptés au climat tropical, à la vie en montagne et plus onéreux à nourrir, sonne le glas pour plusieurs fermes agricoles, le cochon créole ayant toujours constitué la base du cheptel traditionnel haïtien. Enfin, l'agriculture vivrière est soumise à une concurrence féroce à partir de 1981 à cause d'un système de contrebande qui se généralise, puis par l'abandon de mesures protectionnistes après

² Le carreau est une mesure traditionnelle de superficie des terres en Haïti. Il correspond à 1,29 hectare (12 900 mètres carrés).

1986 (Cadet, 1996; Levy, 2000). À ces facteurs répulsifs de la campagne s'ajoutent évidemment les facteurs attractifs de la ville.

Le tableau 3.2 fait état des avantages objectifs que représente le fait d'habiter à Port-au-Prince plutôt qu'en zone rurale. Dans Port-au-Prince, nonobstant la distance et le moyen de transport utilisé, le temps de trajet pour accéder aux services est toujours inférieur à 30 minutes pour la totalité des ménages. Dans le milieu rural, à l'exception de l'école primaire, il est supérieur à 30 minutes et même à une heure, sinon davantage selon le type de services, pour la grande majorité des ménages.

Tableau 3.2

**Pourcentage des ménages en milieu rural et urbain (répondants : femmes)
pour lesquels la distance par rapport à la localisation des services socio-
économiques est inférieure à 5 km**

Type de services	Zones rurales	Aire métropolitaine
École primaire	94,7	100
École secondaire 1 ^{er} cycle	28,2	98,3
École secondaire 2 ^e cycle	15,9	97,0
Marché journalier	41,0	97,8
Marché hebdomadaire	51,3	97,8
Boutique	44,3	100
Service régulier de transport	46,6	100
Hôpital	8,2	66,6
Centre de santé	34,9	88,7
Dispensaire	53,7	95,5
Cabinet privé de médecin	16,2	96,0
Pharmacie	26,8	98,8

Source : Cayemites, Michel, Marie Florence Placide, Bernard Barrière, Soumaïla Mariko et Blaise Sévère. 2001. *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti 2000 (EMMUS III)*. p. 318

L'exode rural a alimenté la croissance de la capitale et celle des villes de province. Le cas de Port-au-Prince est malgré tout un peu plus nuancé. Une enquête réalisée en 1997 auprès de 900 ménages de l'aire métropolitaine (Lamaute-Brisson, 2003) établit que la population de l'aire métropolitaine est composée de migrants pour près de la moitié³ et que si l'origine rurale est importante (21,7% de la population), elle est légèrement surpassée par la migration urbaine (25%), c'est-à-dire les déplacements provenant des petites ou grandes communes vers la plus grande ville. L'enquête ne prend pas en compte le phénomène de la migration en « saut-de-mouton », par lequel on quitte une zone rurale pour s'installer d'abord dans une petite ville de province avant de se rendre dans la capitale. Mais ce constat sur les origines des migrants, malgré tous les bémols qu'on peut y apporter, invite à nuancer certaines conclusions hâtives et simplistes sur la « rurbanisation » de Port-au-Prince. Les bidonvilles, qui abritent plus des deux tiers de la population de l'aire métropolitaine comme on le verra plus loin, ne peuvent être assimilés à de simples transplantations de la campagne en ville, tandis que les observations faites sur certains comportements (par exemple, l'élevage de volaille en ville) ne permettent pas de tirer des conclusions de cette nature. L'auteur a été à même de constater que certaines pratiques d'agriculture urbaine étaient le fait de gens qui n'avaient jamais vécu sur une ferme de leur vie, ces pratiques s'inscrivant simplement dans le cadre de stratégies d'économie ou de survie. Quant aux motifs de migration, ils se résumeraient principalement à trois, toujours en ce qui concerne les déplacements vers Port-au-Prince et par ordre d'importance: rejoindre la famille, poursuivre les études et chercher du travail.

³ C'est-à-dire ceux qui déclarent être nés ailleurs que dans la région métropolitaine. Il faut toutefois être prudent avec cette approche, car elle s'applique aux individus, et non aux ménages. Ainsi, dans une même famille, les parents sont des migrants, alors que les enfants, s'ils sont nés en ville, ne le sont pas. Étant donné la forte jeunesse de la population (50% n'ont pas 20 ans), il est plausible de croire que la proportion des ménages issus des mouvements migratoires est bien supérieure à la proportion des personnes ayant migré.

3.2 La bidonvilisation de Port-au-Prince

La bidonvilisation de la zone métropolitaine se serait amorcée durant la deuxième guerre mondiale avec la démolition d'une série d'habitations en mauvais état dans le quartier *Morne à Tuf*, au profit de la construction d'une cité universitaire. Cette expropriation brutale et l'absence de toute mesure de relocalisation auraient entraîné la création de deux bidonvilles dans les secteurs de *Fort National* et *Sanatorium* (Azaël et Fièvre 1998, c. XX). Face à cette émergence de quartiers précaires à Port-au-Prince, la réponse gouvernementale fut essentiellement la démolition des maisons et l'expulsion de leurs habitants : quartiers *Nan-Pisquettes*, *La Saline*, *Fort Sainte-Claire*, *Des Palmistes*, à l'initiative des gouvernements de Sténio Vincent, Élie Lescot et Dumarsais Estimé (Benjamin Rousseau, 1999). Les expulsés s'empressèrent aussitôt de reconstruire un peu plus loin.

Quelques tentatives de construction de logements sociaux auront vu le jour, mais celles-ci n'auront jamais été concluantes : insuffisance du nombre d'unités, prix de location trop élevé par rapport aux possibilités des démunis, site inadapté aux besoins des populations visées. Le cas haïtien le plus célèbre d'une cité planifiée par l'État, quoique mal documenté, demeure celui de *Cité Soleil*, considéré aujourd'hui comme le plus grand bidonville des Caraïbes avec au-delà de 300 000 habitants.

La petite histoire de ce bidonville est intéressante, car elle illustre l'ambivalence des rapports entre l'État et les bidonvillois, ainsi que l'échec des politiques et mesures prises en fonction des schémas traditionnels d'aménagement urbain conçus sans véritable implication des populations concernées. Le quartier de *Cité Soleil* s'est déployé à partir d'une expérience étatique de construction de cités populaires, inspirée du modèle des « cités » européennes qui ont émergé au lendemain de la seconde guerre mondiale. Selon le portrait qu'en a tracé Boucard (1958), il s'agissait de la construction de 20 pavillons comptant chacun 10 appartements de deux pièces,

projet inauguré en juillet 1958 sous le nom de *Cité Simone Duvalier no 1* (du nom de l'épouse du dictateur). Prévu pour accueillir 200 familles du bidonville de *La Saline* (soit une famille par appartement de deux pièces), on en installera plutôt 346 au départ. Ces familles n'étaient pas choisies au hasard : le bidonville de *La Saline* abritait notamment les ruraux invités par le régime Duvalier pour servir de figurants lors des manifestations d'appui au président en place, François Duvalier (Papa Doc). Plusieurs de ceux-ci s'étaient par la suite installés à proximité du célèbre marché public de *La Croix des Bossales*, plutôt que de retourner dans leur campagne d'origine. Ce marché représentait leur source de revenus.

La nouvelle cité fut érigée sur une terre aride et sur des zones marécageuses en bord de mer, à 3 km de la basse ville et de son marché. On y retrouvait des latrines collectives, un aqueduc assurant l'approvisionnement en eau, l'électricité, une école publique et un dispensaire médical. Très rapidement, les problèmes sont apparus et n'ont pas été résolus : en l'absence d'entretien, les latrines sont devenues désuètes et inutilisables; l'approvisionnement en eau s'est tari à cause du développement du parc industriel à proximité et dont les usines ont pompé toute l'eau disponible; beaucoup des nouveaux résidents ont préféré retourner à *La Saline*, plus près de leur lieu traditionnel d'activités, et ont donc sous-loué l'espace qui leur avait été dévolu et reconstruit le bidonville d'origine.

Malgré cette situation, l'État a persisté dans ses démarches et a poursuivi son projet par la construction, entre 1961 et 1967, d'une nouvelle cité un peu à l'ouest de la première : la *Cité des 3 bébés* (les enfants du dictateur). Parallèlement, le site accueillera une partie des migrants qui se dirigent vers la ville et qui viendront gonfler les effectifs et y bâtir leur propre demeure, sans compter que les incendies de *La Saline* en 1967 et en 1969, sur ordre de Duvalier, alimenteront la croissance de la cité qui accueillera les sinistrés. Les résultats en bout de compte auront été, à partir de ces initiatives gouvernementales laissées à elles-mêmes, la création d'un vaste

quartier misérable devenu le bidonville de *Cité Soleil*, et la re-création perpétuelle du bidonville de *La Saline*. *Cité Soleil*, source et refuge des appuis populaires au duvaliérisme, deviendra plus tard le noyau de la révolte ayant entraîné la fin du régime en 1986, puis la base principale du régime *Lavalas* dont le chef, Jean-Bertrand Aristide, sera porté au pouvoir en 1990.

Déjà au début des années 1980, le constat de la bidonvilisation de la zone métropolitaine de Port-au-Prince est clairement établi (Godard 1986), alors que certains observateurs en avaient relevé les principaux symptômes dès le début des années 1970 (GRET, 1996). En octobre 1986, l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI) réalise une première enquête socio-économique sur les bidonvilles (ce qu'on nomme alors pudiquement « les quartiers populeux »)⁴. Cette enquête porte sur 7 quartiers de Port-au-Prince (*Fort National, La Saline, Tokio, Saint-Martin, Pont Rouge, Brea/Pape, Fort Mercredi*). Elle permet de dresser un premier portrait clair, bien que partiel, de la situation. On y recense 20 733 ménages et un peu plus de 82 000 personnes. Environ 63% des logements sont des constructions rudimentaires (maison en tôle, taudis, *joupas, kay a t  *).⁵

La grande majorité des logements (92%) n'ont pas de branchement au réseau d'aqueduc et les ménages s'approvisionnent massivement (87%) auprès de

⁴ Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1987. *Enquête socio-économique dans les quartiers populeux : 1. Fort National*. Port-au-Prince, 53 p.

Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1988. *Enquête socio-économique dans les quartiers populeux : 2.La Saline 3.Tokio 4.Saint-Martin 5.Pont Rouge 6.Brea/Pape 7.Fort Mercredi*. Port-au-Prince, 284 p.

⁵ Les *joupas* sont les logements types du milieu rural : toiture en chaume ou branches de palmier, murs en clissage et bousillage, usage des pierres et des planches pour la fondation et la charpente. Le taudis est une construction faite de déchets de matériaux de construction sur un sol en terre battue. La *kay    t  * (maison à terre) est une construction dont le toit et les murs sont confondus, en chaume ou branches de palmier, alors que le sol est aussi en terre battue. La maison en tôle est un *joupas* avec une toiture en tôle ondulée.

fournisseurs privés. La plupart des ménages disposent de latrines dans la cour du logement, bien que 15% doivent utiliser celles des voisins. Les deux tiers des ménages sont locataires ou fermiers (location à long terme) et à peine 28% sont propriétaires. On y relève un taux d'analphabétisme de 35% (il est de 63% dans l'ensemble du pays à cette époque et de 30% en moyenne dans l'aire métropolitaine) et un indice de masculinité de 104, soit 51% d'hommes et 49% de femmes.

Toutes ces données révèlent plusieurs choses. D'abord, elles représentent une base de comparaison qui permettra de confirmer l'étendue de la transformation physique et socio-économique vécue dans les bidonvilles au cours des 10 à 15 années qui suivront 1986. Ensuite, elles confirment déjà la distinction marquée entre la société rurale d'origine et la société clairement urbaine des bidonvilles : taux d'analphabétisme largement inférieur, nombre moyen de membres par ménages (4) bien moindre que celui des ménages ruraux.

Mais cette enquête est aussi le prétexte à une vaste démarche de consultation pour mieux saisir un phénomène émergent : les comités de quartier. Au lendemain du départ de Duvalier, des comités de jeunes se sont formés spontanément en vue de l'amélioration des conditions de vie dans leurs zones de résidence, partout à travers le pays. L'enquête de l'IHSI se préoccupe davantage des quartiers précaires de la zone métropolitaine et l'organisme retient donc 93 comités de quartier qui seront invités à faire part de leurs préoccupations et des priorités d'action. Le tableau 3.3 fait état des résultats de cette enquête en présentant, par ordre d'importance, les principales préoccupations des comités de quartier.

Tableau 3.3

**Préoccupations des comités de quartier
dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince : enquête de 1986**

Sujets de préoccupation	Nombre (en pourcentage) des comités ayant énoncé le sujet comme prioritaire pour le quartier*
<i>Assainissement de l'environnement</i>	95%
<i>Alphabétisation</i>	82%
<i>Loisirs</i>	66%
<i>Adduction d'eau potable</i>	52%
<i>Reboisement</i>	48%
<i>Bibliothèques et écoles</i>	15%

* Plus d'un sujet pouvait être mentionné

Source : Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1987. *Enquête socio-économique dans les quartiers populaires : 1. Fort National*. Port-au-Prince, 53 p. Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1988. *Enquête socio-économique dans les quartiers populaires : 2. La Saline 3. Tokio 4. Saint-Martin 5. Pont Rouge 6. Brea/Pape 7. Fort Mercredi*. Port-au-Prince, 284 p.

Encore une fois, ces résultats témoignent d'une situation qui heurte beaucoup de préjugés chez certains observateurs, en Haïti comme ailleurs. Ils établissent hors de tout doute que les résidents des bidonvilles, à travers leurs leaders locaux, sont conscients de leur situation et des lacunes de leur habitat, qu'ils sont en mesure de déterminer des priorités d'action parfaitement cohérentes avec le diagnostic posé sur leur quartier et que ces préoccupations couvrent un large éventail de domaines, passant par l'environnement, la santé publique, l'éducation et même le développement durable, dont on ne pouvait certainement pas dire qu'il s'agissait d'un concept fort répandu dans la société haïtienne de 1986. Que près de la moitié des comités de quartier mentionnent le reboisement comme activité prioritaire, est un indicateur du haut niveau de sensibilité environnementale et d'une conscience des perspectives à long terme de certaines actions.

Sans surprise, l'assainissement de l'environnement était une préoccupation placée en tête de liste. Dans les bidonvilles, cette notion se rapporte aux travaux de

bétonnage des ruelles et corridors, à la canalisation de surface et à la construction de latrines. Ce type de travaux contribue à transformer significativement un milieu, d'autant plus que les conditions climatiques sont déterminantes, avec les ruelles en terre qui se transforment en passages boueux ou en multiples pépinières de moustiques porteurs de malaria lors de la saison des pluies, ou qui deviennent des sources de poussière lors de la saison sèche. À l'inverse, la relativement faible préoccupation pour les travaux d'adduction d'eau (alors que la quasi-totalité des logements ne sont pas branchés) illustre simplement l'efficacité du réseau parallèle qui s'est mis en place pour combler les besoins des populations. Un dirigeant d'une importante ONG oeuvrant à Port-au-Prince soulignait d'ailleurs avec justesse, à propos de l'approvisionnement en eau des bidonvilles, qu'« *il n'y avait dans l'absolu aucune urgence d'amener de l'eau dans la mesure où cela fait plusieurs dizaines d'années que les gens vivent comme ça.* »⁶ Dans le même ordre d'idée, si les écoles et bibliothèques sont placées en fin de liste, cela illustre simplement le fait qu'un système d'éducation parallèle et privé s'est développé, représentant déjà 60% du réseau d'éducation en 1986 (PNUD 2002a, p.48). D'ailleurs l'intérêt pour l'éducation est une donnée fondamentale chez les ménages haïtiens, et les comités de quartier l'exprimaient très bien en mentionnant l'alphabétisation (pour les adultes) comme seconde préoccupation (82%), même si le taux d'analphabétisme pouvait être considéré comme bas par rapport à la moyenne nationale.

À partir de 1986, la bidonvilisation s'amplifie au rythme du déferlement des ruraux vers la ville et de la croissance démographique accélérée. Les obstacles étatiques et le *macoutisme* ont été abolis et les nouveaux arrivants profitent du vide juridique et administratif qui s'installe entre les gouvernements qui se succèdent entre

⁶ Braïlowsky, Alexandre. 1999. *Intermédiation sociale et construction institutionnelle : Démarche du programme d'approvisionnement en eau des quartiers populaires de Port-au-Prince*. GRET – Document de travail de la Direction scientifique. Port-au-Prince : miméo, 32 p

1986 et 1993, pour s'emparer parfois de terrains vacants selon la pratique des invasions⁷, entraînant par exemple la bidonvilisation de secteurs de *Delmas* et de la Route de l'aéroport (Hector et Jadotte, 1991 chap. 8). Où encore ils profitent de la complicité de l'État pour se faire octroyer des lots, comme lors de la cession de centaines de terrains en bord de mer aux familles des soldats de la garde présidentielle, par le régime du général Namphy, en 1988.

Pour le plus grand nombre, l'insertion dans le bidonville passe par un processus de location d'une maisonnette construite par quelqu'un d'autre, qui souvent ne réside pas dans le bidonville. Il a pu être constaté, par exemple dans les bidonvilles de *Cité L'Éternel* ou dans celui de *Fort Mercredi*, que des propriétaires de plusieurs bâtiments locatifs résidaient à Miami (E.U) et confiaient à un gérant sur place la responsabilité de collecter les loyers. C'est ainsi que de vastes zones de bidonvilles s'apparentent en réalité à des ensembles résidentiels locatifs dont les propriétaires sont parfois de confortables rentiers vivant à l'étranger. Dans d'autres cas, c'est un propriétaire local qui a érigé des logements attenants à sa propriété pour augmenter ses revenus grâce aux loyers perçus. Cette pratique existe dans les bidonvilles, où elle explique en partie les différences sociales entre résidents d'un même quartier, comme elle explique également la bidonvilisation de certains quartiers bourgeois, les propriétaires de vastes demeures ayant transformé leurs résidences en immeubles multi locatif et/ou ayant favorisé l'érection de petits logements dans les cours. C'est pourquoi la bidonvilisation de Port-au-Prince s'est étendue dans tout l'espace urbanisé, centre-ville comme périphérie, ne laissant à peu près aucune zone indemne de ce processus accéléré de densification de l'habitat.

⁷ Les invasions pratiquées en Haïti sont des phénomènes plus rares qu'en Amérique Latine. Godard et Méral (2003) soulignent les différences qu'elles recèlent par rapport au modèle latino-américain : il s'agit d'invasions sans organisation, ne favorisant pas l'émergence de groupes populaires et ne débouchant pas sur les exigences habituelles de reconnaissance officielle de droit d'occupation ou de titres de propriété. En fait, les quelques invasions haïtiennes apparaissent comme le cumul, dans un même laps de temps, d'une multitude d'invasions individuelles non coordonnées.

Outre la location des logements qui permet de comprendre que les bidonvillois de Port-au-Prince sont majoritairement des locataires avec des baux de longue durée, comme l'illustre le tableau 3.4, ceux qui sont propriétaires de leur logement peuvent rarement prétendre à un véritable titre de propriété. Ces propriétaires, dans une grande proportion, occupent un logement construit ou acheté en bonne et due forme, mais sur un terrain qu'ils ont loué en vertu d'un contrat de *fermage* ou d'*affermage*, soit un système qui s'apparente un peu à un bail emphytéotique prévoyant le versement d'un loyer annuel, avec souvent une clause de rétrocession du terrain dans son état initial sur demande du propriétaire. Dans certains cas, une clause de transfert de propriété en faveur du locataire du terrain est inscrite au contrat et devient effective au bout d'une période prédéterminée.

Bien que les données de ce tableau témoignent d'une certaine variation entre les quartiers, il demeure que la tendance générale qui s'exprime est celle d'une ville de locataires, ou de propriétaires de bâtiments construits sur des terrains loués.

Tableau 3.4

Répartition des ménages selon le mode d'occupation des logements

Enquêtes	Propriétaires ¹	Locataires ou fermiers ²	Occupants / autres
Enquête GRET 1995 : 480 ménages / 3 quartiers	50%	46%	4%
Enquête GTIH 1996 : 350 ménages / 12 quartiers	46%	50%	4%
Enquête EDH / GRET 1997 : 400 ménages / 1 quartier	60%	40%	-
Enquête Grammont 1998 : 838 ménages / 1 quartier	24%	62%	14%
Enquête IHSI 2000 : 792 ménages / aire métropolitaine	39%	53%	8%

¹ La propriété s'applique ici principalement au bâtiment, plus rarement au terrain qui est souvent loué à long terme avec ou sans option d'achat. ² Le terme « fermiers » s'applique aux locataires disposant d'un bail renouvelable à long terme tandis que le simple locataire (plus rare) a un bail mensuel ou annuel.

Sources : Aimé, Guerty. 1996. *Étude socio-économique dans les quartiers populaires partenaires du GTIH*. Port-au-Prince : GTIH. Miméo, 81 p. + annexes. Grammont, Vincent. 1998. *Rapport d'enquête sur la zone marginalisée de la ravine Pintade, Port-au-Prince, Haïti*. France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand. 115 p. + annexes EDH/GRET – Électricité de Haïti / Groupe de recherche et d'échanges technologiques. 1998. *Électrification des quartiers périurbains de Port-au-Prince : Phase initiale à un programme d'électrification*. Port-au-Prince : miméo, 13 p. + annexes. Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2000b. *Enquête Budget-Consommation des ménages (EBCM 1999-2000) - Volume 1 : Population, ménages et emploi*. Port au Prince, 343 p. erdeil, Véronique. 1995. *Le commerce de l'eau dans les bidonvilles de Port-au-Prince*. Rapport de mission. GRET. Port-au-Prince : miméo, 90 p

Selon les témoignages recueillis auprès des principaux acteurs concernés (associations de quartiers, ONG et organisations internationales), de nombreux quartiers précaires de Port-au-Prince se sont ainsi développés à partir d'un

lotissement (non officiel et aléatoire) de vastes terres appartenant⁸ à de riches bourgeois ou à des exploitants agricoles aisés, le tout s'inscrivant dans la logique d'une économie de rente qui caractérise de nombreux pays du tiers-monde, ce que De Soto (2001) qualifie de « mercantilisme » par rapport au capitalisme qui a caractérisé et caractérise les économies occidentales⁹. Cette réalité permet à plusieurs d'affirmer que les pauvres des bidonvilles sont, à plusieurs égards, la vache à lait d'une minorité de riches qui se plaisent pourtant à les dénoncer publiquement, mais sans renoncer aux revenus qu'ils génèrent¹⁰. Une étude réalisée sur la tenure foncière par le chercheur Dominique Didier en 1994 et reprise dans un rapport du GRET (1996) reconnaissait le rôle premier des spéculateurs fonciers dans le processus de développement des bidonvilles de Port-au-Prince. Ce même rapport concluait que le secteur de l'habitation populaire et de l'occupation des sols constitue « *un immense et fructueux racket organisé et encouragé par ceux-là mêmes qui détenaient le pouvoir au sein du système urbain* » (Gret, 1996, p. 14). La fin du duvaliérisme aura donc simplement marqué la fin de la domination des *tontons macoutes* à titre de maître des lieux, au profit de nouveaux locateurs et spéculateurs, dont l'État lui-même qui

⁸ Encore que dans plusieurs cas, les titres de propriété ne soient pas aussi clairs qu'on le prétende. Notons que le phénomène des grandes terres privées demeure marginal à l'échelle du pays, Haïti étant caractérisé par un intense morcellement foncier (Oriol, cité dans Lévy, 2000).

⁹ Le maintien de ce système de rente soutient la thèse de Hernando de Soto défendue dans son célèbre ouvrage *The Mystery of Capital* (2001) sur l'impasse à laquelle se heurtent les économies des pays du sud. La rente et le mercantilisme, entretenue par une bureaucratie complice, freinent l'accession à la propriété et la possibilité d'utiliser l'immense capital immobilisé dans les bidonvilles comme un levier pour le développement. Les centaines de milliers de résidences dans les bidonvilles des villes du tiers-monde représentent des centaines de millions, sinon des milliards de dollars qui sont exclus de tout système de financement public ou privé, d'autant plus que les constructeurs des bidonvilles participent à une économie informelle qui les qualifie comme insolvable aux yeux de tout prêteur traditionnel.

¹⁰ Lors d'un récent colloque à Pétion-Ville réunissant plus de 300 acteurs dans le domaine de l'habitation (Forum sur le logement en Haïti – septembre 2003) et auquel a participé l'auteur, un certain discours récurrent était à l'effet de dénoncer « *ces verrues dans le paysage urbain que sont les bidonvilles* », de déplorer « *cette population de pauvres que nous faisons vivre* », tout en soulignant discrètement « *qu'il valait mieux leur louer nos terres car ils les occuperaient de toute façon* ». Ce discours marque le clivage entre la riche bourgeoisie urbaine et la masse de résidents des bidonvilles.

collecte désormais, quoique de façon discontinue, les loyers autrefois détournés au profit des serviteurs duvaliéristes¹¹.

On estime que l'aire bidonvillisée de la région métropolitaine de Port-au-Prince représente près du quart de la superficie totale du territoire urbanisé. La compilation faite par Lhérisson (Holly, 1999) fait état de 22,15% de l'aire bâtie urbanisée qui abriterait 67,35% de la population, avec des variations importantes selon les communes. Ainsi, la ville même de Port-au-Prince compterait plus de 50% de son territoire formé de bidonvilles, où vivrait près de 80% de sa population. À l'autre extrême, Pétion-Ville n'aurait que 7,5% de son territoire bidonvillisé, qui abriterait néanmoins 58% de sa population. Le tableau 3.5 qui suit reprend la répartition des aires et des populations des bidonvilles à l'échelle métropolitaine.

On notera que les chiffres issus d'un document édité en 1999, sont supérieurs aux chiffres issus du recensement de 2002 présentés précédemment au tableau 3.1. La surestimation atteint environ 10% dans certains cas et s'explique par le fait qu'il s'agit d'une estimation basée sur des photographies aériennes et sur l'application de moyennes et de tendances, avec des marges d'erreur. Malgré tout, l'ordre de grandeur exprimé est assez similaire aux résultats du recensement 2002, surtout si l'on considère que ces résultats recèlent eux-mêmes une part de sous-estimation à cause des conditions difficiles dans lesquelles le recensement fut réalisé.

¹¹ Après la chute de Duvalier et la disparition des *tontons macoutes*, les résidents de plusieurs bidonvilles ont été dûment informés qu'ils devraient à l'avenir verser leur contribution à l'État.

Tableau 3.5

**Superficie et population de l'aire bidonvillisée
par Communes de la région métropolitaine**

Commune	Superficie de l'aire bidonvillisée (hectares)	% de la superficie de la Commune	% du total de l'aire bidonvillisée	Population de l'aire bidonvillisée	Population totale	% de la population des bidonvilles
<i>Port-au-Prince*</i>	598,65	50,51	33,16	605 813	770 632	78,61
<i>Pétion-Ville</i>	145,77	7,50	8,07	167 759	288 117	58,22
<i>Delmas*</i>	574,51	29,84	31,83	498 754	659 447	75,63
<i>Carrefour</i>	403,20	35,75	22,33	233 500	392 614	56,92
<i>Croix-des-Bouquets**</i>	82,75	4,43	4,58	32 913	132 000	24,93
<i>Total aire bidonvillisée</i>	1804,88	22,15	100	1 528 739	---	67,35
<i>Total aire urbanisée</i>	8146,04	100	---	---	2 269 606	---

* Les Communes de Port-au-Prince et de Delmas englobent, dans ce tableau, Cité Soleil, érigé au rang de Commune en 2002.

** La Commune de Croix-des-Bouquets englobe Tabarre, érigé aussi au rang de Commune en 2002

N.B. Le tableau se lit comme suit : Port-au-Prince compte 598,65 hectares d'aire bidonvillisée, représentant 50,51% de la superficie totale de la Commune de Port-au-Prince et 33,16% de l'ensemble des bidonvilles de l'aire métropolitaine. 605 813 personnes habitent les bidonvilles de Port-au-Prince sur une population totale de 770 632, représentant 78,61% de la population totale de la Commune.

Source : Compilation de Gary Lhérisson dans : Holly, Gérald (dir.). 1999. *Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince*. Port-au-Prince : Commission pour la commémoration du 250^e anniversaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince, pp 159-163

3.3 Présentation générale des bidonvilles de Port-au-Prince

Les différents travaux et recherches réalisés sur les bidonvilles de Port-au-Prince ont mis en évidence la disparité de ces établissements humains (Holly, 1999; Consortium CLED/ILD 2002, GRET, 1996, Emmanuel et al, 2000). Les densités relevées y varient de 400 à 1 800 personnes à l'hectare, avec une moyenne de 800 pers./ha à l'échelle métropolitaine. En comparaison, cette moyenne se situe à 120 pers./ha dans la partie non bidonvillisée de la zone métropolitaine, et peut être

inférieure à 50 pers./ha dans les secteurs plus cossus. Le développement des bidonvilles a débuté il y a 50 ans dans certains cas, ou il y a moins d'un an dans d'autres. Ils abritent des populations de quelques milliers de personnes, et parfois quelques dizaines, sinon centaines de milliers. Ils occupent des mornes, des ravins, des pentes ou des plaines en bord de mer, ou encore se confondent avec les espaces centraux de la ville. Une tentative de typologie de ces habitats est présentée dans l'encadré ci-dessous :

Figure 3.3

Typologie du bidonville de Port-au-Prince

On peut définir trois types de bidonvilles dans la région urbaine de Port-au-Prince: D'abord les quartiers centraux, où les espaces interstitiels entre les maisons déjà bâties ont été occupés. Il s'agit donc d'une bidonvilisation de l'espace urbain déjà aménagé, à travers un processus de densification des îlots. L'autre type de bidonville est caractérisé par un processus d'expansion dans les terres basses et planes en périphérie du centre ou au bord de la mer, sur des remblais ou d'anciens dépotoirs : *Cité Soleil*, *Cité L'Éternel*, *La Saline*, etc. Enfin, le dernier type est constitué par les quartiers des mornes, ces montagnes et collines dans l'aire métropolitaine. Il s'agit de l'urbanisation dense des pentes (*Baillergeau*, *Jalousie*, *Carrefour-Feuilles*, etc.) ou de certaines collines au complet (*Fort National*, *Cité Sainte-Marie*, etc.) Tous partagent des caractéristiques communes : absence de services urbains de base, densité élevée, absence de planification du développement, appropriation illicite du territoire. Ce qui varie principalement, c'est la distance par rapport au centre, la qualité du milieu d'accueil, et la topographie du site.

Source : Goulet Jean. 2003a. « Sobre los cerros de Puerto Principe : vivir en el labirinto », in *Vivir en la ciudad : Lo cotidiano de la insercion urbana en Mexico, América central y el Caribe*. San José (Costa-Rica) : FLACSO, 276 p.

En plus de la bidonvilisation des quartiers de Port-au-Prince traditionnellement occupés par la classe moyenne (dégradation et densification du milieu bâti existant), les bidonvilles forment généralement des « cités », soit des quartiers géographiquement délimités avec des frontières constituées par une rue, un ravin, un canal, une pente plus prononcée. Chaque cité porte un nom précis qui lui confère son

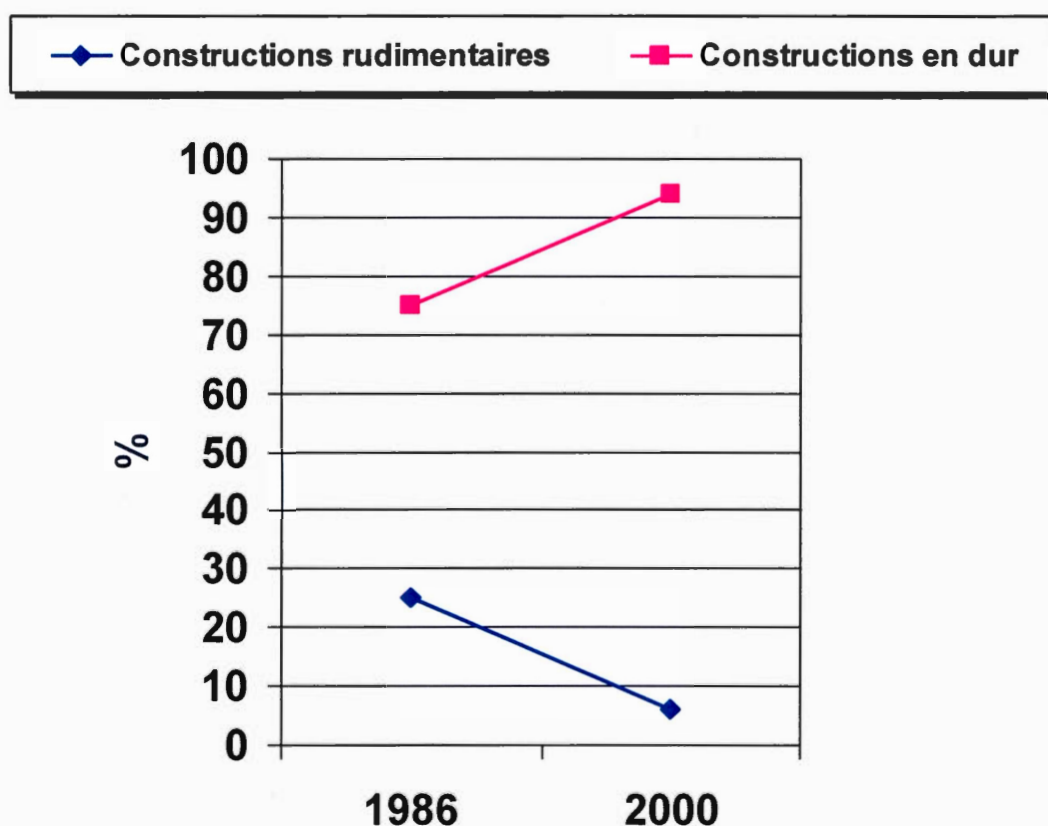
identité. Les origines des appellations sont variées et peuvent s'appuyer sur une référence géographique (*Fort Mercredi*, emplacement d'une ancienne fortification), sociologique (*Cité Canada*, parce que ce sont des canadiens qui ont acheté le terrain pour le céder aux pauvres), religieuse (*Village de Dieu* ou *Cité Sainte-Marie*, pour appeler la protection divine) ou anecdotique (*Bois Jalousie*, en souvenir du boisé où se réfugiaient les amants d'une nuit). D'autres appellations ont des résonances exotiques (*Brooklin*, *Tokio*) ou dont l'origine se perd dans le temps (*Tichéri*). Les travaux du consortium CLED/ILD (2002) sur la formalisation des actifs ont permis d'identifier 357 cités à travers la zone métropolitaine, c'est-à-dire des établissements humains géographiquement et sociologiquement identifiables par ceux qui y résident. Ces cités sont plus précises que les 119 quartiers qu'on retrouve dans la documentation officielle (Holly 1999). Par exemple, le bidonville bien connu de *Cité Soleil* avec ses 245 000 habitants et plus, regroupe en réalité 34 quartiers distincts. Le recoupement des travaux du CLED, de Holly et du dernier recensement permet de conclure que le grand Port-au-Prince est donc composé, outre l'habitat formel, de 357 cités abritant au-delà de 1 500 000 personnes et occupant 22% du territoire urbanisé. Chaque cité serait ainsi constituée, en moyenne et avec de grands écarts de l'une à l'autre, de 840 unités de logements et de 4200 habitants.

Si les bidonvilles de Port-au-Prince partagent les caractéristiques essentielles propres aux bidonvilles de partout sur la planète, il convient de souligner certains éléments qui méritent qu'on s'y arrête. D'abord, les cabanes construites avec des matériaux de récupération, qui occupaient une part non négligeable du paysage urbain, sont maintenant des exceptions qui ne subsistent qu'en quelques rares endroits. L'immense majorité des bâtiments qui composent les bidonvilles de Port-au-Prince sont construits en dur (blocs et béton) et témoignent d'une volonté de stabilisation qui n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis 20 ans. Comme l'indique la figure 3.4, les constructions rudimentaires (bois, tôle, cartons et matériaux de récupération) représentaient le quart des logements de l'aire métropolitaine en 1986.

À peine 14 ans plus tard (2000), cette proportion a chuté à moins de 5% au profit des constructions en dur, qui représentent désormais 95% du parc immobilier. La tendance se poursuit, annonçant la disparition prochaine des constructions rudimentaires.

Figure 3.4

**Évolution des logements (type de construction)
dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, 1986-2000**



Sources : IHSI 1987. Enquête Budget Consommation des ménages 1986-1987
IHSI 2000. Enquête Budget Consommation des ménages 1999-2000

Si, autrefois, on construisait d'abord avec des matériaux récupérés, désormais, la quasi-totalité des nouvelles mises en chantier dans les bidonvilles fait intervenir le béton et le parpaing selon une méthode de construction standardisée et largement répandue.¹²

Dans son analyse de la transformation de l'habitat dans les *favelas* de Rio, Drummond (1981) avait constaté que la construction en dur constituait la troisième des quatre étapes du processus d'évolution de la maison, après l'abri fait de bois et de matériaux récupérés et la baraque en bois et tôle. Non seulement ces deux étapes ont-elles été franchies, mais elles sont aujourd'hui fréquemment escamotées au profit de la maison construite initialement en dur. Cette construction, plus coûteuse et plus durable, porte plusieurs significations dont certaines ont déjà été relevées par quelques auteurs: ceux qui migrent vers la ville ne sont pas nécessairement les plus pauvres; l'insécurité ou la crainte face aux éventuelles évictions n'est pas aussi prononcée; le bidonville n'est pas perçu comme un espace transitoire ou un camping temporaire; les propriétaires non résidants ont intérêt à construire des bâtiments solides. Ajoutons que la maison en dur est mieux adaptée aux conditions climatiques (fraîcheur naturelle du béton), offre une meilleure résistance aux intempéries (tempêtes tropicales et cyclones) et une meilleure protection contre le vol et les incendies.

¹² Cette méthode consiste à construire un solage à l'aide de pierres et mortier, à couler un plancher en béton qui sera soigneusement lissé, à ériger les murs en blocs (achetés ou fabriqués sur place à l'aide de moules) dotés d'une charpente de tiges de fer aux quatre coins de l'immeuble et davantage au besoin, à installer une toiture de tôle reposant sur des travers en bois ou encore, si on en a les moyens, une toiture en béton (dalle de béton ou de blocs). On complète par le crépissage des murs et le *renduisage* (finition avec ou sans couleur), sans oublier les grilles et portes. Les travaux de construction peuvent durer quelques jours, ou s'échelonner sur plusieurs années.

Les bidonvilles de Port-au-Prince demeurent néanmoins des quartiers précaires, avec tous les problèmes et toutes les contraintes propres à ce type de milieu. La transformation qualitative de l'habitat qu'on y constate illustre la volonté d'enracinement et l'adhésion à un mode de vie et des comportements urbains. Les blocs de béton remplacent le bois et les branches de palmier, la tôle ondulée remplace le toit de chaume, le plancher de béton remplace le sol de terre battue. Il s'agit d'une situation conforme au fait que les constructeurs et les résidents des bidonvilles de Port-au-Prince sont, de plus en plus, d'origine urbaine : fils et filles des migrants des années 1970 et 1980 nés en ville; ménages de la classe moyenne urbaine ayant connu une diminution de leur niveau de vie; nouveaux ménages confrontés à la rareté d'espaces disponibles pour construire; nouveaux migrants issus des villes de province ou anciens migrants bien adaptés à la vie urbaine. Le stéréotype du migrant qui quitte sa campagne profonde pour atterrir soudainement dans un bidonville de Port-au-Prince correspond encore à une certaine réalité, mais une réalité qui s'estompe face à d'autres types de phénomène, comme l'ont démontré les enquêtes de Lamaute-Brisson (2003).

Mais la transformation des bidonvilles ne se limite pas à l'évolution des matériaux en usage. Alors que Godard (1986) avait relevé l'absence d'immeubles en hauteur comme un fait caractérisant Port-au-Prince, la fin des années 1990 et le début des années 2000 a permis d'assister à la généralisation d'un nouveau phénomène : la valorisation verticale de l'habitat. Par exemple, dans le bidonville de *Cité Plus* en bord de mer, c'est plus de la moitié des bâtiments qui comptent au moins un deuxième et souvent un troisième étage. De simples observations dans de nombreux bidonvilles entre 1999 et 2003 confirment qu'il s'agit d'une tendance lourde qui reflète la forte demande pour des logements et la rareté des espaces centraux disponibles. À moins de se résoudre à s'installer très loin du centre-ville et des principaux axes de transport, la réponse à la grande demande pour des logements bien situés passe par la construction en hauteur.

Si l'on estime de façon conservatrice que le taux de croissance de la population dans la zone métropolitaine s'établit à 5% (il a atteint une moyenne de 6% entre 1982 et 2002), cela signifie l'ajout d'environ 100 000 personnes supplémentaires à chaque année. Soyons encore plus conservateur et coupons ce chiffre de moitié pour l'estimer à 50 000, en considérant un certain ralentissement possible de l'exode vers Port-au-Prince au profit des autres villes du pays (relevé récemment par plusieurs observateurs) et une baisse du taux de natalité en milieu urbain (observée partout dans le monde)¹³. Avec une moyenne de 5 personnes par ménage (IHSI, 2000), ce serait ainsi 10 000 nouveaux ménages qui se formeraient chaque année dans le grand Port-au-Prince, requérant 10 000 nouveaux logements. Ni l'industrie privée traditionnelle de la construction (qui ne peut s'appuyer sur les modes habituels de financement hypothécaire), ni l'État (qui n'a jamais réussi à construire guère plus de 100 nouveaux logements sociaux par année), ne sont en mesure de répondre à une telle demande. C'est donc le vaste secteur informel de la construction qui est à l'œuvre dans les 357 cités qui composent l'espace bidonvillisé de Port-au-Prince. Répartis ainsi, ces 10 000 nouveaux logements représentent moins de 30 logements par cité.

Il est aisé de constater la vitalité et l'effervescence de la construction résidentielle dans les bidonvilles de Port-au-Prince : chacune des cités s'apparente à un vaste chantier de construction continuellement en activité. On construit dans les derniers espaces vacants disponibles; on grimpe un peu plus haut sur les pentes; on s'aventure dans les ravins malgré les risques inhérents; on monte un deuxième, un troisième et parfois un quatrième étage, ou on se résout à s'installer dans un nouveau secteur qui

¹³ Le département des Affaires sociales et économiques des Nations Unies –Division Population, estime que le taux de croissance de la population de Port-au-Prince devrait diminuer à 3,6% pour la période 2000-2005, et à 2,8% pour la période 2010-2015. Le chiffre de 50 000 correspond donc à un taux très conservateur de 2,5%.

imposera des temps de déplacement entre le lieu résidence et le lieu de travail supérieurs à une heure. La place du secteur de la construction dans l'économie du bidonville est illustrée par une bonne présence des métiers reliés à cette industrie au sein de la main d'œuvre : charpentier, menuisier, feronnier, maçon, plombier, peintre, électricien, etc. Selon diverses enquêtes réalisées dans les bidonvilles (Mathelier, 1995; Aimé, 1996; Granmont, 1998), les métiers du bâtiment représentent entre 6 % et 10 % des occupations de la main d'œuvre (malgré tout loin derrière le petit commerce, les services, l'artisanat, le chômage).

Dans cette perspective d'une rareté prévisible de logements, il est intéressant de noter que plusieurs nouveaux propriétaires se projettent dans un avenir lointain lorsqu'ils construisent leur résidence. En voici quelques exemples, issus de différents entretiens et observations réalisés par l'auteur dans les bidonvilles:

A) La maison de W. (Quartier Baillergeau) : Le jeune ménage y a construit et habite une vaste demeure confortable sur un seul niveau, mais a prévu des murs et fondations aptes à supporter jusqu'à quatre étages supplémentaires. Un ingénieur a fait les calculs requis. Les armatures de métal des colonnes et murs porteurs du futur étage sont déjà en place, tandis que le toit du rez-de-chaussée est constitué d'une dalle de béton qui servira de plancher au deuxième niveau. Un escalier extérieur menant au toit est aussi installé. On ajoutera les étages au fur et à mesure des ressources disponibles et des besoins.

B) La maison de O. (Quartier Baillergeau) : Plus modeste mais confortable, la maison a aussi été construite en fonction de l'ajout d'un étage supplémentaire. Les armatures et bases des futures colonnes et murs porteurs sont installées. Ce sera un futur logement pour les enfants quand ils seront prêts à fonder une famille. Pour l'instant, le toit de béton permet de recevoir des contenants pour la culture de légumes et de plantes médicinales.

C) La maison de A. (Quartier Cité Plus) : Construite il y a une dizaine d'années, elle compte trois niveaux. Le rez-de-chaussée est occupé par un petit restaurant tenu par la mère. On y retrouve aussi la cuisine familiale. L'étage supérieur accueille les chambres des parents et des enfants ainsi qu'un vaste balcon donnant sur la rue et qui sert de salle de séjour. Le dernier étage est en construction et sera loué.

Avec les années, le paysage du bidonville prend lentement mais sûrement un nouvel aspect. Déjà éminemment dense, il se densifie au maximum tandis que la hauteur moyenne de la ville s'élève d'un étage, offrant la possibilité d'accueillir des milliers de nouveaux ménages sans occuper plus de territoire (mais avec une pression accrue sur l'environnement). La figure 3.5 témoigne de cette situation.

Quant à la forme urbaine typique du bidonville, c'est celle d'une masse de bâtiments accessibles par des ruelles et corridors plus ou moins étroits, dont le tracé n'est pas toujours clair pour le visiteur, et dont la pente est parfois très prononcée. Ces ruelles et corridors se rabattent vers une voie collectrice plus large qui autorise la circulation (parfois hasardeuse) des véhicules motorisés, collectrice qui rejoint finalement une rue du réseau routier formel. Le portrait de la trame routière et piétonnière du bidonville s'apparente un peu à une figure géométrique fractale, un réseau hiérarchisé de voies et passages qui se développe de part et d'autre d'une artère principale.

La nécessité d'une artère carrossable à proximité de la ruelle ou du corridor impose une certaine limite à l'expansion du bidonville. Au-delà d'une distance acceptable, il devient pénible et difficile de transporter l'eau, les matériaux de construction, les biens divers. Cette situation justifie d'ailleurs la densification des espaces déjà construits. L'expansion du bidonville n'est donc pas illimitée. Au fur et à mesure qu'on s'éloigne des voies carrossables, le milieu bâti devient plus lâche : des éléments de discontinuité apparaissent dans le paysage urbain; des espaces vacants surgissent entre les maisons. Comme une ville en miniature, le bidonville affiche son centre dense et sa banlieue.

Figure 3.5
Densification de l'habitat



Processus de densification de l'habitat dans un secteur de la zone de *Carrefour Feuilles* et *Fort Mercredi*. On constate la valorisation verticale des bâtiments, qui accueillent un second et un troisième étage. (Photo Jean Goulet 2003).

3.4 L'État et les bidonvilles : entre la complicité et la répression

Les bidonvilles de Port-au-Prince ne présentent un cas unique, un épiphénomène dont l'observation entraînerait des conclusions difficilement généralisables. On y retrouve, à des degrés divers, les mêmes caractéristiques que celles que l'on observe dans l'ensemble des bidonvilles de la planète. Leur structure et leur organisation répondent au même schéma; leurs problèmes sont identiques ou similaires. Ce qui diffère et ce qui soulève l'intérêt, c'est d'une part la place prépondérante occupée par

ce type d'habitat en terme de nombre de logements et de nombre de résidants dans une superficie pourtant bien inférieure à celle occupée par l'habitat formel et aussi l'absence de l'État comme principal interlocuteur, planificateur et gestionnaire de l'espace. La catastrophe de mai 2004, lorsqu'un déferlement d'eau issu de pluies torrentielles a rasé quelques 500 maisons construites dans le lit d'une rivière à Fonds-Verrettes (1 200 morts), a mis en évidence les problèmes de la localisation de l'habitat conjugué à l'absence de l'État, alors que les perspectives d'un tel désastre était évidentes, le phénomène s'étant produit au même endroit 5 ans auparavant.

Les opérations d'éviction ou de déguerpissement surviennent encore aujourd'hui, mais à un niveau infiniment plus restreint : démolition de quelques unités de maison dont la construction aura bloqué l'écoulement naturel des eaux de surface et provoqué une inondation; déguerpissement d'un squat pour satisfaire (temporairement) les récriminations d'un propriétaire lésé. Il serait impensable dans le contexte actuel de se livrer à une expulsion sauvage de masse, étant donné la perspective d'une réaction populaire immédiate où le poids des armes ne serait pas nécessairement à l'avantage des représentants officiels de l'État. Dans le quartier de *Djobèl*, en début d'octobre 2003, une pluie torrentielle a entraîné un affaissement de terrain dans une ravine où étaient construites plusieurs maisonnettes, ce qui a provoqué la mort d'une dizaine de personnes. L'État a fait procéder à la démolition des habitations restantes et menacées (quelques dizaines), mais a vite été confronté à des manifestations, d'autant plus qu'aucune alternative n'était offerte aux sinistrés. Les travaux auront donc été limités à un secteur restreint.

Ainsi, hormis la complicité, la répression et le clientélisme, il n'y a que le rôle de planificateur et organisateur de services publics qui n'ait à peu près pas été exercé par l'État. Ce rôle, il fut plutôt joué par des organisations extérieures (les ONG) ou par les bailleurs de fonds internationaux, qui exercèrent le leadership lors des nécessaires ententes entre les citoyens et les pouvoirs publics. Il fut aussi et surtout exercé par les

principaux concernés, les citoyens des bidonvilles qui ont démontré à travers les expériences de mise en place et d'organisation de services collectifs, qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes

PARTIE B

CADRE THÉORIQUE

La partie B du document présente au lecteur le cadre théorique de la recherche. Cette section permet au lecteur de se familiariser avec trois éléments principaux, faisant chacun l'objet d'un chapitre distinct: territoire, services et réseaux. Ces trois éléments sont analysés et décortiqués à partir de la littérature récente sur le sujet. Cet exercice permet d'établir les points d'appui théoriques sur les énoncés, réflexions et résultats de recherche publiés récemment ou considérés comme des classiques dans le domaine.

Le chapitre IV aborde la question des bidonvilles en général. Que sont en réalité ces espaces? Pourquoi et comment heurtent-ils une certaine perception de ce qu'est la "vraie ville"? Que représentent-ils vraiment à l'échelle planétaire? Quelles sont leurs grandes caractéristiques?

Le chapitre subséquent (chapitre V) traite des services de proximité dans les bidonvilles en tentant de répondre aux préoccupations suivantes. Puisque les bidonvilles existent et abritent des populations qui doivent trouver des réponses à leurs besoins, ces réponses prennent la forme de services de proximité. Quelle est la nature exacte de ces services? Peut-on en établir une typologie adaptée aux bidonvilles? Selon quelles logiques s'organisent ces services? Les efforts de mise en place desdits services représentent-ils une forme de développement local? Dans quelle perspective s'inscrivent les pratiques d'intervention externe dans les bidonvilles.

Le chapitre VI clôt cette section en développant la question des réseaux à l'œuvre dans les bidonvilles. Si un espace urbanisé peut se définir comme "le réseau des réseaux", il reste à établir un modèle des réseaux en action dans les milieux précaires, leurs modes d'action, leur étendue.

Le chapitre se termine sur une discussion autour de la littérature présentée dans la section, permettant de situer la pertinence de la recherche. Un bref rappel de l'hypothèse sert à introduire le lecteur à la dernière section qui suit.

CHAPITRE IV

BIDONVILLES ET BIDONVILLISATION: DÉFINITION ET CARACTÉRISATION

4.1 Construire la ville ou planifier la ville?

À quelques exceptions près, la ville, même si certains aimeraient le croire, est rarement le produit d'une planification technocratique où la forme urbaine est déterminée et optimisée en fonction d'objectifs pré-établis et de résultats attendus. Bien sûr, il existe des cas de villes planifiées, construites de toutes pièces et constituant de véritables laboratoires expérimentaux de l'aménagement urbain : Brasilia (Brésil), Chandigârh (Inde), ou encore les villes industrielles issues de la planification soviétique, ainsi que les villes reconstruites au lendemain d'une guerre ou d'un désastre (encore que dans ce dernier cas, il faille composer avec un cadastre existant et certaines infrastructures immuables). Mais dans l'univers urbain, ces villes entièrement planifiées d'un seul trait sont des phénomènes isolés.

De façon générale, le développement des villes résulte du jeu des acteurs en présence, des rapports de force qui s'établissent dans un espace donné, de la recherche de profits ou des conséquences des lois de l'offre et de la demande. Les outils de planification se développent souvent après coup, pour tenter de réguler un système qui affiche des dysfonctions, pour limiter les abus et pour corriger les imperfections. On cherche alors à imposer un moule à une ville déjà bâtie par

l'établissement de nouvelles règles issues d'une vision fonctionnelle de la ville, sinon une vision hygiéniste. La ville se reforme alors à la marge, avec le temps et au rythme de mesures progressives, parfois drastiques, mais en conservant néanmoins son cadre initial et en générant de nouvelles imperfections qui feront l'objet, à leur tour, d'autres mesures correctives. Par l'encadrement du jeu des acteurs, par les grands travaux publics et par l'application de règles d'aménagement, on en vient à conclure que la ville reflète enfin les efforts d'une planification technocratique et peut s'affirmer comme un territoire organisé, efficace et fonctionnel.

À l'inverse, l'absence de planification est souvent interprétée comme un synonyme de laisser-faire et traduirait des efforts non régulés, des rapports de force ayant libre cours, des tendances disparates et multidirectionnelles. Les acteurs sans encadrement dans un espace légal largement ouvert ne pourraient alors produire qu'une chose : l'anarchie. La ville non planifiée et non régulée par une autorité quelconque se confondrait dès lors avec un espace anarchique, ce que confirment inévitablement les indicateurs issus, quant à eux, de l'observation des espaces planifiés et généralement occidentaux. Par exemple, le nombre de logements branchés à l'aqueduc municipal est encore, pour plusieurs, un indicateur de qualité de vie urbaine. Pourtant, il ne fait qu'exprimer une conception particulière de l'aménagement des villes et des infrastructures. Ce qui compte, c'est l'accès à l'eau, pas le branchement qui est davantage un indicateur de confort à l'occidentale.¹

On confond ainsi planification et organisation, en considérant qu'en l'absence de l'une, il ne peut pas y avoir l'autre. Encore plus insidieuse est la confusion qui subsiste entre l'autorité planificatrice et la planification elle-même. Selon ce point de

¹ Même dans les projets modernes de développement résidentiel de plusieurs villes du Mexique, projets soigneusement planifiés, réalisés récemment et sous l'égide des autorités publiques, l'approvisionnement en eau de chaque unité d'habitation est assuré par un réservoir de toit alimenté régulièrement par camion citerne.

vue, il ne pourrait y avoir planification sans une autorité quelconque qui s'approprie et exerce cette fonction. Ainsi, dans cette perspective, un groupe social non structuré selon le modèle traditionnel d'une délégation de pouvoir à une autorité souveraine, serait simplement comme un troupeau sans guide. En l'absence d'un planificateur (ou d'un système de planification), la forme urbaine générée par le groupe social se limiterait à une vaste improvisation anarchique. Elle traduirait dans la forme, dans le bâti et dans le territoire aménagé, l'absence de règles permettant d'interpréter cette forme, ce bâti et cet aménagement. La ville qui incarne cette situation serait donc une ville inorganisée, non fonctionnelle, gaspilleuse de ressources. Si, par malheur, elle côtoie une zone bien planifiée et organisée (comme, par exemple, un quartier précaire jouxtant un riche centre-ville), le contraste contribue encore davantage à mettre en évidence l'échec de l'aménagement des espaces laissés à eux-mêmes. Nous reviendrons plus loin sur cette perception dualiste de la ville qui émerge lorsqu'on analyse les villes du tiers-monde.

4.2 Poser un autre regard sur les bidonvilles

L'absence d'une autorité organisatrice et planificatrice supérieure signifie-t-elle l'absence de règles d'aménagement du territoire? Un bidonville peut-il être assimilé à une forme urbaine anarchique alors que les bâtiments qui le composent affichent pourtant une étonnante uniformité : même volumétrie, même type de matériau, même forme architecturale répétée à des centaines, voire des milliers d'exemplaires? Si l'anarchie est la règle sous-jacente, comment la production du bâti peut-elle autant se conformer à un même moule? On peut évidemment soumettre l'idée que le modèle de bâtiment retenu représente un concept optimal au regard des matériaux disponibles, des méthodes de construction traditionnelles, des coûts inhérents. L'unité de base, la maison du bidonville, serait ainsi une sorte de « plus petit dénominateur commun ». Quel que soit le cas, il est clair que la forme architecturale répétitive exprime autre chose que l'anarchie. Qu'elle soit informelle ou issue d'un processus législatif, qu'elle soit verbale ou écrite, une loi ou une règle transparaît clairement à travers le

milieu bâti. La structure en damier des *invasiones* du Pérou a retenu l'attention de tous ceux qui s'intéressent au développement urbain spontané. Érigé en quelques jours, sinon en une seule nuit, les *barriadas* de Lima étaient d'abord soigneusement planifiés par les futurs envahisseurs avant qu'ils ne s'emparent du terrain vacant convoité. On y prévoyait même l'emplacement futur de l'église, de l'école, du centre communautaire. Chaque envahisseur connaissait déjà le site de son futur logement (Granotier, 1980 : 89). De même, le rôle souvent majeur exercé dans un grand nombre de bidonvilles par un « maître des lieux », notable ou petit chef local qui intervient directement dans le processus de localisation des ménages, constitue également une forme de structuration de l'espace.

Si l'habitat, dans ce qu'il a de plus concret, est produit dans le respect de certaines règles, peut-il en être de même pour le bidonville, pour le quartier précaire dans son ensemble? En d'autres mots, dans ce cumul d'innombrables édifices similaires qui composent un bidonville, y a-t-il une vie urbaine organisée, peut-être même planifiée, qui impose une forme et un sens à la ville? La réponse est positive à plusieurs égards. Le bidonville abrite une société structurée qui a ses propres règles, ses propres codes, ses propres modes de fonctionnement. L'anarchie n'est qu'apparente et témoigne simplement de l'incapacité ou des difficultés pour les observateurs externes au bidonville de comprendre et saisir les règles en vigueur, surtout si le regard de l'observateur est biaisé par les règles qui lui sont familières dans un univers d'origine largement technocratisé et officiellement codifié.

Il y a donc malgré tout une certaine démonstration à faire quant à l'existence de cette vie organisée dans des milieux perçus comme désorganisés. De tels milieux ne sont toutefois pas tous des zones urbaines. Ainsi, un camp de réfugiés est aussi un espace socialement structuré, dense et généralement planifié. Il n'est pas pour autant une ville. Ce qui confère un sens urbain, en plus de la densité de l'habitat, du nombre et de l'occupation non discontinue du territoire, relève du fait que cet espace est

physiquement et durablement stabilisé (contrairement à un camp de réfugiés dont l'aménagement et le type de bâti reflètent le caractère temporaire, même s'il est parfois de longue durée) et qu'on y retrouve les services de proximité et les modes d'interaction qui sont l'essence de la vie urbaine : modes bâtis autour du travail, des échanges commerciaux, du culte, de la consommation de services tels que l'éducation, la justice, les soins de santé, etc. Mais avant d'aborder ce volet, il convient de bien comprendre ce que sont ces établissements humains précaires, ces bidonvilles, qui se sont répandus si rapidement sur toute la planète.

4.3 Ville, pauvreté et quartiers précaires

Les bidonvilles ou quartiers précaires ont souvent été analysés sous l'angle de la simple traduction spatiale de la pauvreté ou encore, dans une perspective différente mais apparentée, sous celui de la conséquence de pratiques sociales d'exclusion des classes pauvres². C'est ainsi qu'on est souvent invité à percevoir le bidonville comme un espace sans ressources où l'on relève les efforts malhabiles d'une population pauvre dans sa tentative d'appropriation et d'insertion à la ville, ou encore comme un lieu physique qui témoigne du refus à la vie urbaine à l'égard des pauvres migrants par une bourgeoisie qui considère la ville comme sa zone privilégiée d'influence et d'épanouissement. On retrouve là le vieux modèle dualiste qui veut que la grande ville soit le haut lieu de la civilisation, de la culture et du modernisme, alors que la campagne (et par extension le bidonville qu'on considère parfois comme un prolongement urbain de la ruralité pauvre) est la zone de l'inculture, de la superstition, de l'immobilisme. Dans l'un et l'autre cas, le regard est le même : le bidonville serait un espace imparfait, inapproprié, inadéquat, incomplet et souvent agressant, en quelque sorte un *non espace* et ultimement une *non ville*, perception renforcée par le fait que le bidonville occupe souvent de façon illicite un territoire

² Ou bien, et cela revient au même, de création d'une armée de réserve pour l'industrie, soit un sous-prolétariat urbain (*lumpenprolétariat*) selon l'analyse marxiste largement utilisée durant les décennies 1960 et 1970.

donné, et conséquemment n'a donc pas d'existence légale. Cette perception supporte le discours dénonciateur ou compatissant entretenu par les experts et spécialistes, qui conviennent généralement de la nécessité de détruire, de déconstruire / reconstruire cet espace ou de le transformer selon les principes et bonnes pratiques d'aménagement urbain (tout en protégeant de la 'contamination' les zones urbaines demeurées 'intactes') de façon à ce qu'il retrouve une conformité qui le légitimera aux yeux des planificateurs et des pouvoirs publics (Gobert, 2004).

Comme il était mentionné, la perception de la ville repose ainsi souvent sur une vision technocratique et instrumentale : la ville est perçue comme un objet et un résultat de planification. Elle est dotée d'institutions qui autorisent la tenue de débats, la négociation des enjeux et l'arbitrage efficace des options et des choix. Elle est nantie d'outils de régulation qui assurent l'efficacité des échanges et l'harmonie des fonctions. Cette ville planifiée, institutionnalisée et régulée nous invite également à appréhender le monde urbain avec toujours cette même vision dualiste : la ville occidentale hyper-réglée (et efficiente), et la ville du tiers-monde sous régulée (et déficiente). Dans une telle perspective, on pose aisément le diagnostic et on détermine par le fait même la solution : pour résoudre les problèmes des villes des pays en développement, il faut améliorer la capacité de planification et augmenter la régulation. Cette perspective, très clairement technocratique, nous invite à nier la fonctionnalité d'une ville où n'existerait ni État de droit, ni cadastre officiel, ni institutions stables, et à percevoir les pauvres comme étant fondamentalement des éléments dysfonctionnels dans un système qui n'a d'autre choix que de les exclure et de leur nier ainsi le droit à la ville.

Il existe ainsi un très large consensus quant à l'adéquation entre pauvreté et quartiers précaires, bien que cette adéquation ne soit ni parfaite, ni absolue. On retrouve des gens pauvres dans des territoires bien organisés et dont le bâti témoigne d'une certaine opulence, comme on peut retrouver des gens plus aisés, et même

riches, dans des bidonvilles. À une autre échelle d'ailleurs, les villes occidentales ont souvent vécu des phénomènes d'embourgeoisement ou au contraire de taudification de certains quartiers, illustrant la mouvance du milieu urbain et l'instabilité du tissu social. Soho à Manhattan, Harlem dont la renaissance a été récemment annoncée, le Plateau Mont-Royal à Montréal, le Marais à Paris, sont autant d'exemples d'une évolution majeure de quartiers dont certains ont accueilli des classes aisées, puis pauvres, puis de nouveau aisées.

Évidemment, on prétendra qu'il n'y a que peu de rapports entre les quartiers populaires des villes occidentales et les bidonvilles du tiers-monde. En fait, tout est une question de perspective. Les quartiers ouvriers de Londres ou de Birmingham décrits par Charles Dickens au XIX^e siècle (*Oliver Twist*), les bas-fonds de Paris décrits par le romancier Eugène Sue (*Les Mystères de Paris*) ou le portrait des villes minières fait par Émile Zola (*Germinal*), ont d'étranges résonances avec le constat actuel sur ces zones de misère et de pauvreté que constituent souvent les quartiers précaires du tiers-monde. Il est d'ailleurs bien établi que les taux de mortalité infantile dans ces quartiers ouvriers misérables d'autrefois étaient identiques, sinon supérieurs aux taux qu'on retrouve actuellement dans plusieurs des pires bidonvilles de la planète³. Perrot, dans sa description de la ville française de Caen du XVIII^e siècle, alors en pleine industrialisation, relève que la vie des classes populaires qui ont envahi cette ville à cette époque « *persiste à s'écouler dans les vieux moules de pierre du XVI^e et XVII^e siècle où se répètent les lois biologiques anciennes (contagion, mortalité), les gestes quotidiens (la quête de l'eau au puits, la cuisine dans les cours et boutiques, l'élevage de la volaille et des lapins dans les chambres) et le même réseau humain (promiscuité des maisons, intimité de la rue)* » (Paquot et Roncayolo,

³ Des taux de mortalité infantile qui pouvaient atteindre 400 pour 1000 dans certains faubourgs ouvriers de Londres au XVIII^e et XIX^e siècle, comme le rapporte Engels dans sa célèbre analyse sur les conditions de la classe ouvrière de l'Angleterre de cette époque, taux largement comparable à celui de 450 pour 1000 relevé à Bombay en 1910.

1992 : 46). Ce portrait d'une ville occidentale d'il y a deux siècles pourrait être celui, à peu de choses près, des quartiers pauvres d'un grand nombre de villes du tiers monde. Le Caen populaire du XVIII^e siècle est étrangement similaire aux bidonvilles du XXI^e siècle où l'on retrouve des taux élevés de morbidité et de mortalité, où les infrastructures sont absentes, où les animaux domestiques partagent souvent l'espace réservé au ménage, où les logements sont construits les uns sur les autres et où la rue constitue un prolongement de l'espace privé.

Si le phénomène s'est estompé dans les pays riches, il n'a pas pour autant disparu : Paquot (1995) rappelle qu'on retrouvait dans les années 1960 à Nanterre (France), un bidonville composé d'immigrés arabes représentant une population de 8000 personnes, témoignant du fait que le bidonville n'est pas exclusif aux pays pauvres. Il souligne du même souffle que toutes les sociétés ont connu ce phénomène à différentes échelles. Les prochaines sections nous invitent à prendre la mesure véritable de cette réalité urbaine à l'aube du XXI^e siècle.

4.4 Le monde des bidonvilles

Le programme des Nations-unies pour les établissements humains (UNCHS Habitat, 2003) estimait à près de 1 milliard la population résidant dans des bidonvilles, soit près du tiers de la population urbaine totale à l'échelle planétaire. Dans les pays développés, cette proportion ne dépasse pas 6 % alors qu'elle atteint 80 % dans les pays les moins développés.

De façon générale, la population des bidonvilles représente 43 % de la population urbaine des pays en développement, qui eux-mêmes regroupent 2 des 3 milliards d'urbains de la planète. La croissance des bidonvilles est évidemment reliée à l'urbanisation accélérée des pays en développement au cours du XX^e siècle, urbanisation qui se poursuit encore aujourd'hui. Si les taux d'urbanisation sont stabilisés à 70, 80 ou 90 % dans la plupart des pays développés et en Amérique Latine

et si ces taux sont annonciateurs d'un processus identique partout dans le monde, on peut imaginer ce que seront les villes de demain dans des pays comme l'Inde ou la Chine, là où les taux d'urbanisation se situent encore à l'intérieur d'une fourchette de 30 % à 40 %, mais en progression rapide.

Le tableau 4.1 ci-après présente la répartition de la population totale et urbaine de la planète selon les régions. Ce tableau confirme que la bidonvilisation à l'échelle planétaire est clairement un phénomène social majeur du XX^e siècle et fort probablement du XXI^e siècle. On ne peut plus appréhender la ville sans considérer le bidonville. Celui-ci n'est pas ou n'est plus un fait marginal et / ou temporaire : il est désormais une constituante importante sinon majoritaire des villes du XXI^e siècle, ou comme le souligne Calame, « *une matrice essentielle de la ville de demain* » (Paquot, 1996 : 480). C'est pourquoi la compréhension de ce fait est si nécessaire. Le développement accéléré des bidonvilles a marginalisé la construction technocratique des villes dans certains pays pauvres⁴ et cette marginalisation risque de perdurer.

Les recettes de la planification urbaine technocratique et occidentale sont confrontées à un débordement, un afflux de demande de logements auquel aucune nation limitée en ressources ne peut répondre. En s'enfermant dans les vieux schémas de l'aménagement des villes, on risque de se transformer en spectateur impuissant et passif d'une situation qui échappe, par son ampleur, à tout contrôle. Il faut donc revenir aux questions fondamentales : qui construit la ville et comment se construit-elle? Pour une part importante de la population de la planète, la réponse est dans le bidonville.

⁴ Notamment en Afrique subsaharienne ainsi qu'en Asie centrale et en Asie du sud (dont le sous-continent indien). Certaines villes affichent ainsi des taux de bidonvilisation de l'ordre de 80%.

Tableau 4.1
Population totale, population urbaine et population estimée des bidonvilles
selon les principales régions du monde, 2001

<i>Régions</i>	<i>Population totale (millions)</i>	<i>Population urbaine (millions)</i>	<i>Population urbaine %</i>	<i>Population des bidonvilles (milliers)</i>	<i>Population des bidonvilles en % de la population urbaine</i>
MONDE	6 134	2 923	47,7	923 986	31,6
<i>Régions développées</i>	1 194	902	75,5	54 068	6,0
<i>Europe</i>	726	534	73,6	33 062	6,2
<i>Autres</i>	467	367	78,6	21 006	5,7
<i>Régions en développement</i>	4 940	2 022	40,9	869 918	43,0
<i>Afrique du Nord</i>	146	76	52,0	21 355	28,2
<i>Afrique sub-saharienne</i>	667	231	34,6	166 208	71,9
<i>Amérique Latine et Caraïbes</i>	527	399	75,8	127 567	31,9
<i>Asie de l'Est</i>	1 364	533	39,1	193 824	46,4
<i>Asie centrale et du sud</i>	1 507	452	30,0	262 354	58,8
<i>Sud-Est asiatique</i>	530	203	38,3	56 781	28,0
<i>Asie de l'Ouest</i>	192	125	64,9	41 331	33,1
<i>Océanie</i>	8	2	26,7	499	24,1
<i>Pays les moins développés</i>	685	179	26,2	140 114	78,2

Source : UN- Habitat 2003, *The Challenge of Slums*, tiré de United Nations Population Division, UN- Habitat,

Bairoch (1985) avançait qu'en 1970, 35 % à 40 % des habitants des villes du tiers-monde vivaient dans des bidonvilles et que ce taux était passé à 40 % – 45 % en 1980, représentant environ 300 millions de personnes (en excluant la Chine). Le taux moyen de bidonvilisation, si on se fie à cette analyse, se serait donc stabilisé depuis 20 ans à 43 %, mais c'est en nombre absolu qu'il y a eu une véritable explosion : de 300 millions à près de 1 milliard en 20 ans (en y incluant la Chine qui compterait à elle seule près de 200 millions de bidonvilais).

Bien que les bidonvilles aient toujours existé, Bairoch (1985) situe au début des années 1960 la poussée de croissance qui a conduit à la situation actuelle. Cette urbanisation informelle s'alimente à deux sources principales : un taux de natalité élevé dans les pays en développement et, surtout, des mouvements massifs de population de la campagne vers les villes. Gugler (1997) estime que cet apport rural explique à lui seul entre 50 % et 75 % de l'accroissement démographique urbain, la différence reposant sur la croissance naturelle des populations urbaines.

Ce phénomène migratoire a été largement analysé⁵ et se résume dans cet énoncé : « *Une tentative de trouver une issue vitale dans un milieu plus diversifié* » (Castells, 1977). La migration s'inscrirait ainsi dans le cadre d'une stratégie de survie pour les ménages pauvres des zones rurales (Smit 1998) et les mouvements migratoires entre campagnes et villes résulteraient de facteurs répulsifs et attractifs (« *Push and Pull Factors* », Todaro, 1982). Contrairement à une image encore faussement véhiculée, la vie dans les campagnes du tiers-monde n'a rien à voir avec l'univers bucolique, cadre d'une vie saine et rythmée selon les saisons et les heures du jour.⁶

Vivre en campagne dans les pays pauvres, cela signifie être un des plus pauvres parmi les pauvres. C'est une vie de misère, un carrefour d'insécurité et de luttes

⁵ Notamment par Parnwell (1993) qui en a fait une excellente revue dans son ouvrage « *Population Movements and the Third World* » (voir bibliographie), mais également par la plupart des auteurs s'étant intéressé aux questions démographiques et urbaines dans les pays en développement. Le lecteur peut aussi se référer à la bibliographie sélective préparée par Cecilia Tacoli (1998) : « *Rural – urban interactions : a guide to literature* », *Environment and Urbanization*, vol. 10, no 1, p. 147-166.

⁶ Il s'agit là encore d'une vision occidentale de l'univers, basé sur une critique persistante de la ville (espace insalubre, déshumanisant et contre-nature) et sur le syndrome du paradis perdu. On n'a qu'à lire le texte faisant état de la vision de la ville idéale préparé par Environnement Canada pour s'en convaincre : la ville idéale serait ainsi peu dense, largement boisée, sans automobile et sans industrie lourde, bref, c'est la campagne en ville. Voir : Gouvernement du Canada. 1991. L'état de l'environnement au Canada. Chapitre 13, p. 30-31., repris et analysé par Gilles Sénécal (1996) dans son article : « *Champs urbains et développement durable : les approches canadiennes de la ville écologique* ». *Natures, Sciences, Sociétés*. Vol 4 no 1, pp 61-74.

perpétuelles pour des gestes banaux de survie. Le paysan des zones rurales africaines, asiatiques ou sud-américaines doit parfois marcher des heures pour recueillir l'eau. S'il est malade ou blessé, il ne trouvera pas de dispensaires médicaux ou d'hôpitaux à proximité. Si des voleurs circulent dans le territoire, aucune force de police ne viendra le protéger. S'il veut faire éduquer ses enfants, ceux-ci auront peut-être accès, dans le meilleur des cas, à une école primaire. Le marché pour écouler ses produits et acheter les marchandises de première nécessité est éloigné et fonctionne de façon ponctuelle. Il n'y a pas d'électricité ni de téléphone. La moindre petite catastrophe qui survient d'ailleurs régulièrement (sécheresse prolongée, maladie chez les animaux, invasion d'insectes, pluies diluviennes, etc.) peut mettre en péril la survie du ménage. Quant aux grandes catastrophes (tremblement de terre, éruption volcanique, inondation majeure, glissement de terrain, etc.), elles imposent un nouveau départ. La désertification du Sahel a ainsi provoqué des centaines de milliers de déplacements (Parnwell, 1993) et le phénomène se poursuit toujours aujourd'hui.

De plus, si le lopin de terre est suffisamment grand pour faire vivre le ménage, une limite finit par être atteinte si les bouches à nourrir se font trop nombreuses. La question de la relève ou de l'héritage se fait aussi rapidement sentir. On ne peut diviser une terre indéfiniment dans l'espoir d'y installer chacun de ses enfants. Ajoutons que dans certains pays, le contrôle de grandes terres par un petit nombre de propriétaires (*latifundia*) empêche l'ouverture de nouvelles terres au profit des petits paysans. De même que le phénomène s'est produit dans les campagnes occidentales du XVIII^e et XIX^e siècle, on assiste au XX^e et XXI^e siècle à une surpopulation des zones rurales du tiers-monde, que ces mêmes zones sont incapables d'assimiler. L'équilibre entre la terre nourricière et la population qui l'occupe tend alors à se fragiliser jusqu'au point de rupture. Un exode s'amorce et peut se transformer en une vague majeure dans la foulée d'une quelconque catastrophe (par exemple, l'émigration massive des irlandais en conséquence de la maladie de la pomme de terre en Irlande à la fin du XIX^e siècle et de la famine qu'elle entraîna).

Les conflits armés, les rivalités ethniques ou religieuses, les guerres civiles, peuvent aussi mettre leurs lots de réfugiés sur la route des villes. Plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ont été le théâtre de conflits qui ont généré des déplacements par milliers, parfois par millions, gonflant d'autant les effectifs des villes refuges. Les cas de l'Éthiopie, de la Somalie et du Soudan sont éloquentes à cet égard : les conflits des années 1980 et 1990 y ont provoqué le déplacement de 7 millions de personnes. Des camps de réfugiés, bâtis pour 6 mois, étaient toujours en opération après 10 ans.

Enfin, l'expansion même des villes dans l'espace géographique environnant impose une pression à la hausse sur le prix des terres et peut ainsi provoquer la reconversion de zones agricoles complètes vers d'autres usages, principalement à caractère urbain. Si le revenu issu des activités agricoles est inférieur au revenu issu de la location ou de la vente du terrain à des fins résidentielles par exemple, et si aucune législation ne vient empêcher les changements d'usage, le territoire agricole en périphérie sera lentement et sûrement grugé par l'urbanisation. La métropolisation de nombreuses villes du sud (comme du nord) témoigne de cette expansion de la ville à même la campagne environnante, ce qu'on nomme parfois la périurbanisation.⁷

À l'inverse, la ville est attrayante. Son pouvoir attractif repose sur sa densité et sa diversité. C'est un monde d'opportunités qui offre des avantages multiples. On y

⁷ Une analyse de ce phénomène généralisé à travers la planète et qui en constitue une bonne synthèse, a été réalisée dans le cas de Manille (Philippines), par Kelly (1999). On y retrouve l'ensemble des éléments qui caractérisent ce conflit ville-campagne, conflit perdu d'avance par les ruraux : non-respect ou contournement des lois de protection du territoire agricole; baisse des revenus agricoles à cause de la chute des prix à l'échelle mondiale; pression à la hausse de la valeur des terres pour des fins de développement résidentiel; conflit entre les nouveaux résidents « urbains » et les anciens « ruraux »; désintérêt des jeunes générations pour les travaux agricoles et attrait de celles-ci pour la culture urbaine; érosion et problèmes environnementaux, etc. Presque tous ces éléments peuvent être observés avec une intensité variable dans toutes les régions du globe, riches ou pauvres, au nord comme au sud.

trouve les services d'éducation, de santé, d'administration publique, de police. L'accès à l'eau et à l'électricité y est plus facile. Les sources d'approvisionnement en biens et nourriture sont présentes et abondantes. On peut y effectuer des tâches rémunératrices peu exigeantes en termes de scolarité et d'habiletés spécialisées. De surcroît, on y compte déjà souvent des parents et des amis qui n'ont de cesse de confirmer les nombreux avantages de leur nouveau lieu de résidence. Bien sûr, la ville effraie un peu par son paysage bâti et par les rumeurs de violence et d'agressivité auxquelles on prête l'oreille, mais ces quelques éléments répulsifs ne font pas le poids lorsqu'il est question de survivre ou d'améliorer son sort. C'est ainsi que l'on prend le chemin des bidonvilles, avec en tête ces questions propres à tout voyageur face à l'inconnu : à quoi cela ressemble-t-il et qu'est-ce qui nous y attend? La prochaine section nous permettra de nous en bâtir une image plus précise.

4.5 Qu'est-ce qu'un bidonville?

Le bidonville est d'abord un habitat humain prenant la forme d'un regroupement de logements qui se caractérise, en comparaison avec les villes modernes et planifiées, par sa précarité, sa pauvreté en infrastructures et en équipements collectifs, son organisation spatiale apparemment anarchique, sa densité élevée de population et, fréquemment mais non exclusivement, son implantation dans des secteurs considérés comme impropres à l'habitation : proximité de dépotoirs, zones marécageuses ou inondables, ravins, pentes prononcées, terrains contaminés, etc. Selon un consensus assez largement établi (UNCHS-Habitat, 2003), la précarité du bidonville serait de plusieurs ordres : statut juridico-foncier aléatoire (et souvent même une occupation illégale du sol), qualité faible ou très faible du bâti, précarité économique des résidents, menace environnementale (souvent liée à l'absence d'infrastructures) et faible niveau de sécurité publique.

Le bidonville est aussi et surtout un territoire de grande proximité, sinon de promiscuité. Les rues y sont rares ou inexistantes, au profit d'étroits passages, de

ruelles et corridors. Les maisons y sont érigées côte à côte, parfois les unes sur les autres. On y partage les espaces communs avec les animaux domestiques et on échange avec son voisinage immédiat les bruits, les odeurs et souvent les maladies. Cette densité de l'habitat et le type d'organisation sociale qu'on y retrouve a souvent permis d'établir une comparaison avec la ville occidentale du moyen âge⁸ ou avec les médinas des vieilles villes arabes : une ville tassée sur elle-même avec un réseau labyrinthique de rues et ruelles, une vie rythmée selon les règles de survie au quotidien, des logements insalubres et de faible superficie habitable, des services urbains limités à leur plus simple expression.

Ce type d'aménagement physique et la cohésion sociale qu'on y constate contribue toutefois à un fort processus identitaire, lequel s'exprime clairement par la désignation dont profite chaque quartier, désignation qui « colle » à un territoire géographiquement délimité. Ces appellations, parfois très colorées et ironiques - *Ciudad de Deus (Cité de Dieu)*, *Parque Raio de Sol (Parc Rayon de Soleil)*, *Savane Pistache*, *Cité Soleil*, etc. - n'ont rien de particulièrement exceptionnelles : dans toutes les sociétés humaines, l'appropriation du territoire passe la désignation symbolique de celui-ci, désignation qui garantit ou exprime la reconnaissance par « l'autre » et qui est aussi une étape essentielle de la permanence. Le bidonville est une société humaine à part entière et on y constate l'ensemble des réflexes sociaux qui définissent et caractérisent tout groupe humain, qu'il s'agisse d'un village primitif ou d'une ville moderne. Le bidonville est aussi le lieu d'invention et d'épanouissement de nouvelles formes culturelles (Agier, 1999), et si certains définissent la culture du bidonville comme une culture de la pauvreté ou de la misère (Lewis, 1969), on reconnaît aussi qu'il s'agit d'une culture dynamique et influente (Paquot, 1995).

⁸ La lecture de textes décrivant le milieu urbain des villes moyenâgeuses d'Europe permet encore une fois d'établir un parallèle surprenant avec les bidonvilles du tiers-monde. Voir par exemple *La vie au Moyen Âge* par Robert Delort (1982).

Même si on en dénonce parfois la « ruralité » des mœurs et des comportements de ses habitants, le bidonville appartient clairement au monde urbain : il se définit en fonction d'une ville centrale généralement préexistante (les bidonvilles de Mexico, de Rio, d'Abidjan, de Calcutta, de Manille, etc.) et représente un processus d'insertion à la ville en constituant le point d'accès aux symboles et aux éléments de la vie urbaine : technologie moderne, économie monétarisée, équipements publics, produits et services variés, emplois non agricoles, multiplicité des opportunités. L'accessibilité à tous ces symboles demeure difficile pour les bidonvillois qui doivent franchir de nombreux obstacles pour y parvenir. Un rapport des Nations Unies (UNCHS, 1999) énonce quatre grands groupes de contraintes auxquelles font face tous les projets d'amélioration de ce type d'habitat :

- **Les contraintes légales**, soit les difficultés associées à la reconnaissance de la propriété foncière (absence de cadastre, titre de propriété inexistant, cadre juridique inadéquat); au non respect des règles d'urbanisme et de construction; aux pressions des propriétaires légaux qui veulent récupérer leurs biens face à un marché foncier actif.
- **Les contraintes institutionnelles**, qui traduisent le manque de coordination entre les acteurs institutionnels, les coûts astronomiques et le gaspillage qui en découlent; le sous-équipement, les faibles pouvoirs et la rareté des moyens disponibles entre les mains des autorités locales; le manque de souplesse des politiques de développement et l'incapacité des bureaucraties à s'adapter aux situations particulières.
- **Les limites au plan des technologies et des connaissances**, qui témoignent du développement encore insuffisant de solutions techniques appropriées aux conditions physiques et financières des habitats précaires; de la faiblesse ou la non disponibilité des informations relatives à ces habitats; du refus idéologique des technocrates face à un processus d'amélioration non conforme à leur vision de la ville idéale.

- **La rareté des ressources**, qui illustrent la difficulté des populations pauvres à contribuer financièrement à tout projet d'amélioration; les budgets insuffisants des autorités locales; l'aide internationale davantage orientée vers le secteur formel de l'économie urbaine et vers les grands projets d'infrastructure; les nombreux obstacles à la mobilisation des quelques ressources disponibles; les principes et critères inadaptés comme celui du calcul de rentabilité des investissements et de recouvrement des coûts.

Ces contraintes sont autant de caractéristiques propres aux espaces bidonvillisés. À travers les difficultés que rencontrent les projets de 're-développement', on devine la nature même du quartier et de son contexte physique, social et économique : une tenure foncière déficiente; un sous-équipement chronique; une rareté des ressources; une indifférence ou une mise à l'écart par les pouvoirs publics. Construire la ville à partir du bidonville, telle qu'on la conçoit dans les officines des planificateurs urbains, représente donc un défi important. En réalité, les quartiers précaires traînent leur précarité comme un boulet et les populations qui les habitent ont visiblement appris à composer avec cette situation. C'est ainsi qu'il existe aujourd'hui des villes modernes (Brasilia par exemple⁹) qui sont plus jeunes que beaucoup de bidonvilles de la planète, et parfois du même territoire.

Mais au-delà de cette précarité, c'est à travers l'organisation de la vie collective que le quartier s'affirme et que la ville prend tout son sens. La rencontre avec l'autre, l'intensité, la multiplicité et la richesse des interactions qui sont au centre de la vie

⁹ Brasilia, capitale du Brésil et située dans la région du Plateau central, est une ville « planifiée » dont la construction débute en 1957. Elle est officiellement inaugurée en 1960, tandis que les travaux se poursuivirent durant les années suivantes. Elle compte aujourd'hui un peu plus de 2 millions d'habitants. En comparaison, beaucoup de bidonvilles des villes brésiliennes (les favelas) datent des années 1910 et 1920. Notons que Brasilia a, depuis sa construction, vu s'ériger plusieurs favelas dans sa périphérie immédiate.

urbaine et collective, reposent en grande partie sur les services de proximité qui modulent la vie de quartier. Nous allons maintenant approfondir cette notion de services de proximité, car elle représente un volet essentiel de notre cadre d'analyse et de compréhension des bidonvilles et de leur fonctionnement.

CHAPITRE V

LES SERVICES DE PROXIMITÉ DANS LES BIDONVILLES

L'organisation de la vie de quartier, peu importe ses caractéristiques socio-économiques, passe par l'articulation de services à la collectivité et plus précisément et prioritairement, par l'organisation de services de proximité. Cette « organisation de la proximité » serait d'ailleurs le sens même de la ville (Huriot, 1998). On en a proposé une définition à partir d'une large revue de la littérature et de la précision des notions de proximité et d'usager : *« des services répondant à des demandes individuelles ou collectives à partir d'une proximité soit objective, c'est-à-dire ancrée sur un espace local restreint, soit subjective, c'est-à-dire renvoyant à la relation dimensionnelle de la prestation »* (Bonnet et Bernard, 1998 : 196). Dans ce dernier volet de la définition, on fait référence aux services pour lesquels le rapport personnel entre le fournisseur et l'usager est important, sans que le fournisseur ait une relation obligée avec le territoire (par exemple : un service de soins à domicile sera considéré comme un service de proximité, même si le fournisseur ne réside pas dans le quartier du bénéficiaire).

L'application de cette notion de proximité à l'analyse du milieu urbain permet de mieux cerner l'organisation des rapports entre les citoyens dans un contexte où le quotidien et le long terme se confondent, et où le privé et le collectif se marient. Elle permet de mieux appréhender la pratique d'un développement endogène des villes et de leurs quartiers, ce qui est au cœur des préoccupations motivant cette recherche.

En effet, ce développement endogène, cette autoconstruction de la ville, c'est d'abord une construction de la proximité, colorée, sinon déterminée, par des rapports sociaux de proximité: famille, voisinage, association locale, groupe religieux, etc. Ceci n'exclut pas l'importance des rapports établis à un niveau plus global ou macroscopique, bien au contraire, puisque c'est la nature même de ces rapports qui détermine la concentration des populations pauvres dans les espaces bidonvilles. C'est cette concentration, que d'autres nomment exclusion, qui alimente en partie les réflexes et les pratiques de proximité, ou en d'autres mots qui rend plus intense la proximité et plus impérieuse la nécessité de l'organiser.

5.1 Pour une typologie bidonvilloise des services de proximité

L'organisation de la proximité repose sur les rapports qui s'établissent entre les résidents d'un territoire donné et généralement restreint, bien qu'il n'existe pas de critères établis de distance ou de superficie à ce niveau. Ces rapports se définissent et se structurent selon les réponses données à des besoins précis, besoins qui couvrent les différentes sphères de l'activité des individus, des ménages et des groupes sociaux. Ces 'réponses aux besoins' constituent les 'services de proximité', dont la compréhension requiert une typologie susceptible d'autoriser l'identification des diverses sphères de besoins. Reprenant la typologie développée en 1995 par la Commission des communautés européennes, Laville (Bonnet et Bernard 1998) identifie quatre domaines relatifs aux services de proximité :

- *Les services de la vie quotidienne*
- *Les services d'amélioration du cadre de vie*
- *Les services culturels et de loisirs*
- *Les services d'environnement*

Cette typologie fait évidemment référence à une situation occidentale puisqu'elle exclut implicitement plusieurs services qui sont généralement structurés à

l'échelle municipale (ou communale), régionale ou nationale, à travers les modèles institutionnels : utilités publiques, éducation, santé, etc. Hormis cette réserve, elle affiche néanmoins un caractère universel et peut fort bien servir de base pour nous aider à comprendre le phénomène des services de proximité dans les zones urbaines du tiers monde. Il apparaît toutefois opportun de procéder à quelques ajustements pour adapter la typologie à la situation particulière des quartiers précaires des villes du tiers-monde. Ainsi, il subsiste une certaine confusion entre les services d'environnement et les services d'amélioration du cadre de vie. Dans le cas des bidonvilles, ces deux domaines se fondent souvent dans une même réalité. Une autre distinction importante qu'il convient de faire, c'est que la notion de proximité est bien plus intense et s'étend à une bien plus grande gamme d'activités dans les zones d'habitats précaires par rapport aux quartiers des villes occidentales. Placés devant le défi de la survie quotidienne et souvent délaissés par les pouvoirs publics, les habitants de ces zones sont concernés par chacun des aspects propres à l'aménagement de l'espace, à l'accessibilité aux services de première nécessité et à l'organisation des rapports sociaux. S'ils n'interviennent pas eux-mêmes, ils n'auront rien.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que même dans les pays riches et développés, la proximité, comme fondement d'un nouveau type de rapport entre le citoyen et les services collectifs, prend une place de plus en plus grande. Certains auteurs n'hésitent pas à affirmer que l'État tend actuellement à se réorganiser « par le bas » (Huriot, 1998). Les enjeux de société sont discutés localement et une volonté d'arbitrage tout aussi locale prend lieu et place du processus d'arbitrage national, processus de plus en plus dénoncé pour son éloignement des réalités concrètes du terrain. Le citoyen s'investit alors dans de nouveaux modèles d'organisation communautaire pour récupérer un pouvoir et une voix au chapitre qu'il considère lui avoir échappés dans le monde de plus en plus distant des systèmes traditionnels de représentation politique.

À l'inverse toutefois, d'autres n'hésitent pas dénoncer ce qu'ils nomment « l'angélisme localiste » (Gilly et Torre, 2000, chap. 11) en soulignant que si la discussion et la gestion locale des enjeux de société peuvent être des sources de dynamisme et de développement, elles peuvent aussi constituer un « facteur de blocage ou de défiance ». On peut ainsi se référer au fameux syndrome du « not-in-my-backyard »¹ par lequel des collectivités locales refusent parfois d'accueillir des équipements profitables à la grande communauté sous prétexte qu'elles n'en voient pas l'intérêt direct et immédiat pour elles-mêmes, alors qu'elles peuvent en craindre les impacts. Un autre exemple est l'opposition populaire systématique à tout projet de développement ou de construction dans un quartier même s'il améliore une situation dénoncée (reconversion d'une usine désaffectée en logements par exemple) sous prétexte que cela risque de modifier le tissu social et de déranger un consensus établi. Ce syndrome n'est pas exclusif aux sociétés riches : des projets revendiqués et très bien accueillis se rapportant à la pose d'infrastructures dans des bidonvilles ont néanmoins suscité l'opposition de certains acteurs locaux parce qu'ils en craignaient les effets sur le milieu ou parce que cela heurtait des préjugés bien ancrés. Si le succès d'un projet collectif repose souvent sur un consensus, il est très rare qu'il s'appuie sur une unanimité de tous les acteurs concernés, même pour le plus louable des projets.

Ainsi, les champs d'activités normalement réservés et dévolus à l'État prennent fréquemment une dimension presque exclusivement locale dans le bidonville. La typologie proposée doit donc être ajustée à cette réalité particulière.

Le fondement de cet exercice réside en partie dans ce questionnement : dans ce monde d'intense proximité que constituent les bidonvilles, comment s'articulent les services collectifs et à quels champs d'activités se réfèrent-ils? Pour ce dernier volet

¹ Littéralement : n'importe où mais « pas dans ma cour »

de la question, les résultats des travaux et recherches effectués par différents chercheurs, ajoutés à nos propres observations sur le terrain, nous permettent de présenter une typologie plus adaptée à la réalité des bidonvilles. Cet exercice part du constat que nous avons déjà abordé: la prise en charge par l'État des services normalement considérés comme appartenant à la sphère publique y est souvent limitée à sa plus simple expression. Puisque l'État n'occupe pas ou presque pas sa zone d'influence, faute de ressources, d'intérêt ou de volonté, tous les aspects touchant la vie des individus, celle des ménages et celle des collectivités (les aspects locaux pourrait-on dire) et qui relèvent normalement de cette zone d'influence, sont automatiquement gérés au niveau des différentes unités de proximité et appartiennent donc à cet univers beaucoup plus localisé.

En réalité, il s'agit de reconnaître la prééminence de cette règle sociologique qui veut que les services se structurent d'abord localement avant de s'organiser à une échelle plus vaste au fur et à mesure que se construit l'État.² Ce qui soulève un certain intérêt, c'est de percevoir cette manière de mouvement pendulaire en vertu duquel un État qui se désagrège provoque la vitalité (ou la revitalisation) du 'local', tout autant qu'un État qui ne s'investit pas dans son rôle entraîne cette même réaction supplétive au sein des petits groupes sociaux. On pourrait même supposer que la résurgence du pouvoir local dans de nombreux pays occidentaux est directement associée à cette forme de désagrégation de l'État Nation que sont les accords internationaux au profit de vastes ensembles économiques dont les règles échappent aux citoyens.

² Cette interprétation a d'ailleurs donné lieu à de nombreux débats relatifs aux orientations de l'aide internationale. Pour certains, il est préférable d'aider les petites unités locales qui éventuellement s'agglutineront entre elles et bâtiront ainsi des organisations plus grandes qui formeront des institutions stables. Pour d'autres, il faut aider directement l'État à construire son propre système institutionnel et administratif qui se redéploiera localement et garantira l'uniformité des actions à travers le territoire. La question peut, par exemple, se résumer comme suit: « Faut-il soutenir l'école du village ou le ministère de l'Éducation nationale? »

Que nous apprend l'observation attentive des bidonvilles, des aménagements qu'on y retrouve, de la vie qui s'y déroule? C'est davantage à l'examen des activités propres à chaque domaine des services de proximité qu'on constate les différences entre le quartier occidental et le bidonville du tiers monde. Cet examen, sans être exhaustif, n'est pas limité au seul cas haïtien : il concerne les habitats précaires partout sur la planète et s'appuie sur une abondante littérature, dont on peut citer ici quelques éléments parmi les plus récents: quartiers précaires en Afrique subsaharienne (Blary, N'Guessan et André, 2000), en Afrique du Nord (Dansereau et Navez-Bouchanine, 2002; Lanchet 2002), en Inde (Hennion et Lavigne, 1995), en Amérique Latine (Gilbert, 1993; Valladares, 2000; Goirand, 2000; Ferguson et Navarrete, 2003) et, de façon générale, partout sur la planète (Gugler, 1997; Agier, 2000; Fayman et Santana, 2001; UNCHS, 2003). Les conclusions qui s'en dégagent permettent de tracer les grandes lignes de la proximité dans l'univers de ces milieux précaires.

5.1.1 Une nuance : services ou activités?

Un service est sommairement un mode d'articulation d'une ou de plusieurs activités offertes à une communauté de personnes ou de ménages par un ou plusieurs fournisseurs. Ce mode d'articulation implique un système de production et d'échange entre le fournisseur et le bénéficiaire. Notons que s'il n'existe qu'un seul fournisseur et un seul bénéficiaire (individu ou ménage) en lien d'exclusivité, on parlera plutôt d'un rapport de domesticité. Le service implique aussi un caractère de permanence ou de durabilité et offre un aspect organisé. La lessive, par exemple, est en soi une activité domestique. Elle devient le prétexte à un service lorsque quelqu'un décide d'offrir à son voisinage la possibilité de faire leur lessive en échange d'une rémunération ou autre considération. Dans un autre registre, la prise en charge par une collectivité de l'organisation de l'école pour les enfants représente la mise en place d'un service de scolarisation. Là encore, il y a production d'activités (cours), agencement de ressources (bâtiment, professeurs, matériel didactique), et interaction

avec une clientèle (élèves et leurs parents). Dans un cas, le service est de nature privée et dans l'autre cas, il procède d'une démarche collective, mais ils sont tous deux des services de proximité.

C'est en regroupant l'ensemble des activités organisées « en système » dans les quartiers précaires qu'on peut élaborer une typologie adaptée.

Ainsi, dans les bidonvilles, *les services de la vie quotidienne* sont tous ceux qui permettent d'assurer l'ensemble des aspects relatifs au fonctionnement quotidien du ménage : approvisionnement en eau potable et domestique; évacuation des eaux usées; disposition des déchets et excréta; approvisionnement en énergie; transport quotidien; achat de nourriture; organisation des repas; entretien de la maison et des espaces adjacents; autres activités domestiques telles que les tâches ménagères (lavage, lessive, etc...). Ces services se rapportent donc à des préoccupations quotidiennes qui doivent être résolues sans délai ou qui ne tolèrent que des retards limités. Dans une pyramide des services qui viendrait exprimer une gradation dans l'importance de ceux-ci, les services de la vie quotidienne constitueraient la base de la pyramide.

Les services d'amélioration du cadre de vie se rapportent davantage aux aménagements et équipements collectifs dans le bidonville : bétonnage des rues, ruelles et corridors; aménagement de places publiques; construction de terrains de jeux; éclairage; signalisation et affectation de numéros civiques; application de règles simples d'urbanisme; canalisation des eaux usées et des eaux pluviales; sites d'entassement des déchets; ponts, passerelles et murets de soutènement; télécommunications...

Il peut donc s'agir, outre le souci de bâtir un environnement plus sain, de l'initiation et de la gestion d'interventions qui contribuent à une meilleure efficacité

du fonctionnement des ménages, à un meilleur accès aux services de la vie quotidienne. À travers les services d'amélioration du cadre de vie, on touche au cœur de la planification urbaine de proximité, à l'urbanisme local. Les interventions représentent une construction de la ville, un processus de stabilisation de la forme urbaine. En formalisant des espaces d'usage collectif, on officialise en quelque sorte le quartier. Fayman et Santana (2001 :30) souligne d'ailleurs que *« l'équipement et l'implantation de services dans les quartiers pauvres sont un moyen, pour leurs habitants, d'accéder à la santé et à la dignité »*.

Les services culturels et de loisirs rejoignent les préoccupations des ménages et des collectivités en matière de vie sociale et de développement personnel. Il est donc opportun d'y intégrer le volet de l'éducation. Ces services couvrent les champs d'activités tels que : scolarisation, alphabétisation et formation professionnelle; joutes sportives; fêtes collectives; rassemblements et activités communautaires. Dans ces derniers cas (fêtes et rassemblements), elles se structurent généralement selon un rythme hérité des traditions et des rites dominants dans la communauté. Les grandes fêtes religieuses ou saisonnières appartiennent à cette dimension et l'organisation de celles-ci constitue un « service » qui sera pris en charge par une église, un comité ou une association selon la nature de l'événement et son histoire. Ces services représentent le ciment de la communauté. Ils garantissent et expriment à la fois la solidité des liens unissant les ménages et les groupes présents dans le territoire.

Un autre domaine de services doit être mis en évidence à la suite des observations et des constats faits sur l'organisation des bidonvilles : *les services sociaux*, qui concernent la santé, la prise en charge des plus démunis, la sécurité et la justice. Il s'agit d'une santé de proximité qui prend la forme d'offre de soins de première ligne, souvent par des gestes de solidarité, par la construction d'un dispensaire médical, par des activités de prévention et d'hygiène. Il s'agit aussi des services de gardiennage d'enfants, de refuges pour les sans-abri et d'orphelinats. Il en va de même pour la

sécurité qui vise la protection des biens et des personnes et le maintien de la paix et de l'ordre social à l'intérieur du quartier, ainsi que pour la justice de proximité qui se réfère au processus immédiat de résolution des conflits pouvant survenir entre les résidents du bidonville, sous la forme d'un arbitrage auquel on convient de se soumettre (ou que l'on subit). Cette police et cette justice de proximité, encore une fois, ont un caractère d'informalité : les systèmes établis le sont indépendamment des structures officielles. Ils sont fréquemment dénoncés à cause de la négation de l'État de droit que leur existence implique, mais surtout à cause des abus qui peuvent être générés par la mainmise de certains tyrans locaux sur cette justice informelle (Paulais, 2002). Cette dénonciation, toute justifiée qu'elle puisse être, n'offre malheureusement aucune solution de rechange autre que celle de renchérir sur la nécessité de construire un État de droit.

Enfin, un dernier domaine appartient également à cette notion de proximité dans les bidonvilles et rejoint d'ailleurs de plus en plus des préoccupations semblables dans les villes occidentales. Il s'agit des *services d'économie locale*. Dans les bidonvilles, une proportion importante de l'activité économique se réalise en fonction d'une proximité géographique et est fortement liée à la survie quotidienne du ménage (c'est parfois la source unique du revenu). L'opération du petit commerce s'effectuera à quelques pas de la résidence (Miraftab, 1998) ou encore l'unité de production sera installée à même la maison (Denieuil, 1986; Lamaute-Brisson, 2002). C'est pourquoi les services économiques prennent une couleur fortement locale : activités de financement (micro crédit), soutien à l'emploi local et à l'achat local. Cette situation de proximité est renforcée par le fait que les activités y sont largement informelles.

Le tableau 5.1 reprend la typologie proposée. Les services de proximité ne couvrent pas tous les besoins des ménages des bidonvilles. Ils ont les limites que leur confèrent celles des ressources disponibles. Ces ressources sont d'abord consacrées à

la survie immédiate, puis à la sécurisation dans un horizon plus étendu, enfin à la socialisation et à l'épanouissement. Le niveau d'organisation tout comme le niveau de ressources demeurent ceux de la proximité. Les bidonvilles ne produisent pas de grandes universités, de systèmes sophistiqués d'assainissement des eaux, de forces armées, d'équipements majeurs comme une centrale électrique, un port ou un aéroport. Si les leaders des bidonvilles peuvent parfois prétendre qu'ils représentent le véritable État, cette prétention est limitative puisqu'elle considérerait que l'État est simplement un univers de proximité et un pourvoyeur de biens et services. Il s'agirait donc d'un État de proximité, dont les éléments peuvent malgré tout être la base d'une véritable organisation sociale d'envergure.

Tableau 5.1
Essai d'une typologie des services de proximité

Services de proximité dans les bidonvilles				
Services de la vie quotidienne	Services d'amélioration du cadre de vie	Services culturels, de loisirs et d'éducation	Services sociaux : santé, sécurité et justice	Services d'économie locale
<i>Approvisionnement en eau potable</i>	<i>Bétonnage ou stabilisation des rues, ruelles et corridors</i>	<i>Scolarisation (enfants)</i>	<i>Soins de santé et de prévention</i>	<i>Micro crédit et financement</i>
<i>Approvisionnement en eau domestique</i>	<i>Places publiques</i>	<i>Alphabétisation (adultes)</i>	<i>Accueil et soutien aux démunis (orphelinat, etc.)</i>	<i>Soutien à l'emploi</i>
<i>Disposition des déchets</i>	<i>Terrains de jeux</i>	<i>Apprentissage de métiers et formation professionnelle</i>	<i>Garderie</i>	<i>Soutien à l'achat local</i>
<i>Disposition des excréta</i>	<i>Éclairage</i>	<i>Gestion d'événements (fêtes et rassemblements)</i>	<i>Sécurité et surveillance de quartier</i>	<i>Marché public</i>
<i>Approvisionnement en énergie</i>	<i>Signalisation publique et adresse civique</i>	<i>Joutes sportives</i>	<i>Administration de la justice et arbitrage des conflits</i>	<i>Coopérative et groupe et caisse d'économie</i>
<i>Transport</i>	<i>Canalisation des eaux usées et pluviales</i>	<i>Bibliothèque et activités culturelles</i>	<i>Régularisation des titres de propriété</i>	
<i>Communications</i>	<i>Petits ouvrages d'art (ponts, passerelles, murets)</i>			
<i>Tâches ménagères diverses</i>	<i>Protection contre l'érosion</i>			
<i>Nourriture et repas</i>	<i>Gestion des déchets</i>			
	<i>Reboisement et protection de l'environnement</i>			
	<i>Planification urbaine</i>			

La proximité, même dans le contexte de ressources faibles, peut également afficher une grande complexité, d'autant plus si le groupe social concerné est numériquement important. Les intérêts deviennent davantage variés, les acteurs sont plus nombreux, les besoins se multiplient, les échanges prennent plus d'ampleur. Des initiatives limitées peuvent ainsi prendre une expansion considérable, faire école et s'ériger en véritables systèmes. Le développement des cuisines collectives dans les bidonvilles de Lima au Pérou (Rodrigo, 2000) est un exemple révélateur : rappelons pour mémoire que l'initiative de quelques femmes souhaitant nourrir leur famille à moindre coût, par la mise en commun de leurs maigres ressources et leurs habiletés en cuisine, a fait rapidement boule de neige à travers les bidonvilles du Pérou. Cette stratégie a d'ailleurs émergé spontanément et simultanément dans plusieurs quartiers précaires et/ou populaires à travers le monde, témoignant du fait que les réflexes face à une situation identique - faibles ressources et nécessité – s'appuient sur les mêmes bases, partout dans le monde.

Il y a donc nécessité d'explorer la complexité de l'organisation de la proximité pour bien cerner la logique de la structuration des services dans les bidonvilles. C'est à partir de la compréhension des diverses logiques d'organisation des services qu'on peut mieux appréhender cette complexité.

5.2 Logiques d'organisation des services de proximité dans les bidonvilles

Selon quelles logiques se déploient et s'articulent ces différents services de proximité dans les bidonvilles? La littérature et la recherche sur le terrain nous invite à en identifier quatre :

Une logique marchande d'abord, en vertu de laquelle le service est offert par un fournisseur en échange d'un paiement dont le montant est déterminé selon les lois du marché. Cette logique peut aussi bien appartenir au secteur formel qu'au secteur informel de l'économie, et elle n'est pas exclusive à l'entreprise privée. Elle a été

observée dans une foule d'activités et pour une grande variété de biens : alimentation, eau potable, énergie, éducation, transport, sécurité, etc. (Hydro Conseil, 1997; Blary, N'Guessan et André, 2000; Jaglin, 2001 et 2003; Fass, 1988 et 1995). Elle a été et demeure privilégiée dans le contexte néo-libéral des interventions en matière d'aide internationale, particulièrement pour le déploiement des grands services collectifs (transport, énergie, eau), mais également pour les actions plus restreintes qui doivent favoriser le développement du secteur privé³.

La logique marchande offre une vision particulière du bidonville : celle d'un groupe dense et relativement captif de consommateurs qui, bien que pauvres pour la plupart, représentent néanmoins un attrait certain. Cette logique semble aussi être étroitement arrimée à la réalité du bidonville, chaque habitant étant apparemment un commerçant en puissance, conformément à l'image de l'*homo oeconomicus* qui ressort de l'analyse de Fass (1988) où la survie des pauvres des bidonvilles est assimilée à un produit, comme s'il s'agissait d'une entreprise. Le commerce représente en effet une des activités économiques qui recèle le moins de barrières à l'entrée : avec un faible capital, souvent emprunté, un peu de parrainage et quelques habiletés minimales, il est relativement aisé de s'improviser commerçant. L'activité commerciale occupe dès lors l'espace urbain visiblement et largement, tant par son caractère d'animation du milieu (échanges, rencontres et va-et-vient) que par les éléments physiques qu'elle génère (kiosques et installations, affichage, bruits et odeurs).

³ Cette orientation favorable à l'essor du secteur privé est clairement énoncé dans les documents officiels des bailleurs de fonds (la Banque mondiale par exemple) ou des gestionnaires de programmes d'aide internationale, comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui en fait même un critère de sélection des projets susceptibles de bénéficier de son assistance financière. Elle s'inscrit notamment dans le cadre des politiques d'ajustement structurel, dont un des fondements consiste à favoriser la privatisation de nombreuses activités offertes par le secteur public et à exiger la libéralisation des marchés.

Une bonne partie de cette activité est déterminée par la structure même du bidonville. L'exiguïté de l'unité d'habitation implique que celle-ci est d'abord consacrée au sommeil et à la protection des rares biens dont on dispose, de sorte que les espaces de stockage sont rares ou inexistants et que le mobilier est limité à l'essentiel (lits ou matelas, table et chaises, parfois une ou deux commodes ou petits buffets).

L'insuffisance et la non fiabilité de l'approvisionnement électrique en plus, bien sûr, de la pauvreté et du manque d'espace, empêchent en outre le ménage de se doter d'équipements électroménagers lourds (en particulier le réfrigérateur), de sorte qu'il est difficile ou impossible de conserver des denrées périssables ou d'avoir accès chez soi à des liquides rafraîchissants. L'utilisation de la glacière par exemple, comme on l'a connu aux États-Unis et au Canada au XIX^e siècle et au début du XX^e, se heurte aux coûts et aux difficultés de livraison et de conservation des blocs de glace requis pour son fonctionnement. Ces contraintes imposent donc un mode d'approvisionnement au quotidien de biens non durables et de denrées périssables. On achète en petites quantités, évitant le gaspillage et l'encombrement de l'espace disponible, mais on paie aussi plus cher.

L'absence très fréquente de pièces consacrées exclusivement aux activités de cuisine et l'inconfort d'une cuisson au charbon de bois à l'intérieur du domicile, font en sorte que les repas sont souvent pris à l'extérieur de la maison (notons que pour la majorité des humains, la source principale d'énergie n'est pas le pétrole, le gaz ou l'électricité, mais le bois et le charbon). En Haïti par exemple, bien des repas sont ainsi achetés auprès des nombreuses petites marchandes de *mangé kwit* (nourriture cuite), installées dans les rues et ruelles où elles préparent chaque jour des mets chauds (bouillis, frits ou braisés) pour leur clientèle : riz et pois, bananes frites, épis de maïs, saucisses, porc, poulet, etc. En Inde, la livraison (souvent par des enfants) des plats cuisinés et du thé représente une véritable industrie. Il est souvent plus

rentable de se nourrir de cette façon que de retourner à la maison pour préparer un repas chaud, particulièrement dans le cas des travailleurs dont l'emploi est loin du domicile (Fass, 1995). C'est ainsi que l'on peut assimiler à un service de proximité ce type de services alimentaires qui, dans d'autres sociétés, seraient davantage perçus comme un luxe, un loisir ou une option pour les mieux nantis, chacun ayant normalement la possibilité de manger à la maison ou d'apporter son lunch fait des restes du repas de la veille ou des provisions disponibles.

Une logique de solidarité qui fait passer le processus de résolution des problèmes à un niveau collectif, où c'est alors le groupe qui prend charge du ou des problèmes, élabore les solutions et les met en place en cherchant à minimiser les coûts pour la collectivité, tout en s'assurant que chaque membre reçoive un juste avantage (Barthélémy, 2001; Moctezuma, 2001; Satterthwaite, 2001; Imparato et Ruster, 2001; Mabou, 2003). Cette logique implique souvent des notions appliquées d'équité, d'humanisme, de justice sociale, tout en s'appuyant sur une forme de démocratie participative ou de structure traditionnelle de représentation, en vertu de laquelle le groupe concerné désigne ou reconnaît implicitement ses représentants pour réaliser les objectifs définis par consensus ou approuvés par une majorité. Elle implique généralement la pré-existence d'un système de relations sociales au sein du groupe (Cunha et Pena, 1997). C'est en vertu de cette logique que se structure l'univers associatif au sein des bidonvilles et que se bâtissent certaines actions des organisations religieuses (bien que dans ce dernier cas on pourrait parler d'une logique 'missionnaire'). Le déploiement de services s'affirme alors comme un véritable projet de quartier ou, comme l'exprime Lavacherie (2001), un « *projet de territoire* » qui mobilise des ressources et des acteurs locaux.

Une logique politique qui traduit un modèle de relations et d'échanges pouvant s'établir entre les institutions politiques et les individus et groupes d'intérêts locaux, lesquels prennent la forme d'associations de quartier ou de petits groupes plus ou

moins mafieux, mais témoignant d'une bonne capacité de mobilisation. Il s'agit notamment du système du clientélisme qui n'est, somme toute, qu'un système marchand réservé à un petit nombre, où la monnaie d'échange est d'une part un appui politique partisan et fidèle et, d'autre part, les avantages possibles conférés par l'exercice du pouvoir.

On définit généralement le clientélisme politique comme les relations entre un « patron » qui offre certains services et un « client » qui, en échange desdits services, permet au patron d'exercer le pouvoir (Chaves 2002). Dans de nombreux pays, le clientélisme est une composante importante de l'organisation de la société. Il se pratique de façon visible dans plusieurs pays du tiers monde, mais peut être tout aussi présent, de manière souvent plus subtile, dans les pays occidentaux. Les structures du clientélisme peuvent être fort complexes, prenant ainsi la forme d'une organisation pyramidale où le « patron » d'un « client » est lui-même le « client » d'un autre « patron ». Dans ses études de cas des *colonies prolétariennes* et de façon plus générale, des bidonvilles en Amérique Latine, Granotier (1981) soulignait que le pouvoir s'y organisait souvent en fonction d'un système qu'il nommait le « *caciquisme* », soit la reconnaissance (imposée ou reconnue) du pouvoir à un cacique, un chef autocrate qui ne rend de comptes à personne et qui peut intervenir dans de nombreux aspects de la vie collective, mais dont la motivation est de s'enrichir et d'enrichir sa clientèle. Lomnitz (1977) a aussi exploré les relations patron-client propres au cacique des bidonvilles mexicains.

Il peut aussi s'agir, en dehors de toute forme de clientélisme, d'un ensemble de stratégies visant à s'assurer les bonnes grâces du pouvoir (ou sa bienveillante neutralité), en utilisant par exemple des relations privilégiées avec des décideurs politiques ou en offrant une visibilité publique aux politiciens qui en sont friands. On peut également assimiler à cette logique les processus visant à créer un rapport de force favorable aux revendicateurs du quartier : grèves, pétitions, manifestations,

occupations, boycotts organisés, conférences de presse, etc. Ces activités visent normalement les autorités publiques et transforment le processus revendicatif en enjeu politique, enjeu d'autant plus intense qu'il est publicisé et médiatisé.

Une logique d'autarcie domestique, selon laquelle les stratégies de survie (et de captation des ressources nécessaires à celle-ci) reposent sur l'initiative privée et/ou l'organisation en dehors de tout système collectif. Les problèmes quotidiens doivent alors être résolus dans la sphère du privé (individu, ménage), faisant appel à l'imagination, aux habiletés personnelles, aux acquis expérientiels, à ses propres perceptions face à la dualité intérêt personnel / intérêt collectif et face à l'acceptation sociale ou la tolérance collective de certaines pratiques. On voit ainsi apparaître des « *solutions endogènes et novatrices* » à des problèmes aussi complexes que ceux de l'assainissement (Tanawa et al, 2003 : 2). Le resquillage de l'électricité par exemple, la récupération des eaux de pluie, le branchement illicite à une conduite d'aqueduc, l'élevage de petits animaux domestiques ou la culture de quelques plants de légume dans sa maison, appartiennent à cette logique reconnue et répandue dans toutes les sociétés humaines qui ne peuvent compter sur des infrastructures publiques efficaces ou sur une structure étatique forte.

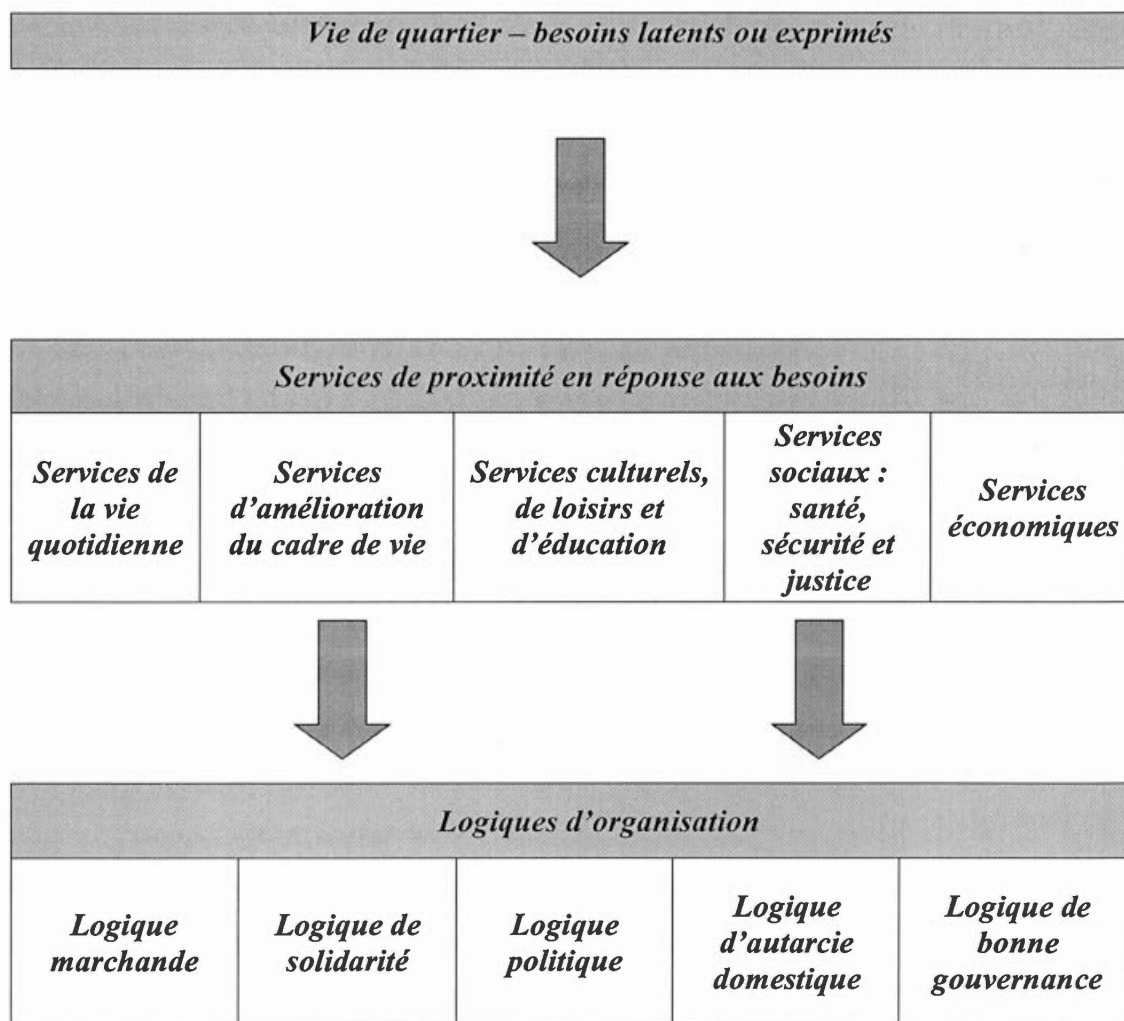
Les activités illicites qui appartiennent parfois à cette logique (bien qu'elles puissent être le reflet de gestes solidaires ou d'un processus de légitimation collective, comme dans le cas de certains pillages massifs) n'expriment pas toujours une absence d'éthique ou de sens moral. Dans certaines cultures, le vol des biens de l'État est considéré comme une pratique saine et encouragée (Amselle, 1992). Celui qui refusera de profiter d'une opportunité et d'en faire profiter son réseau - famille et amis - sera blâmé : voler un État voleur est simplement se rendre justice, à soi et à ses proches, sinon à toute la communauté. D'ailleurs, ce genre de discours est aussi courant dans les sociétés occidentales et sert souvent à justifier l'économie 'au noir', dont l'ampleur demeure toutefois plus marginale compte tenu de la plus grande

efficacité des outils de contrôle. Évidemment, la petite criminalité non organisée est aussi et d'abord le reflet de conditions difficiles d'existence : voler ou arnaquer le voisin, le commerçant, le touriste ou le riche bourgeois peut être une pratique de dernier recours (ou habituelle) lorsqu'on perçoit l'impossibilité de toutes autres solutions. Il en va de même pour la quête d'aumônes. Le « système D », comme on a coutume de l'appeler, est ainsi une logique implacable dans la lutte pour la survie et illustre parfois une étonnante adaptation à la vie urbaine.

Une logique de bonne gouvernance enfin, qui témoigne d'un État qui joue son rôle de planificateur, d'arbitre des intérêts divergents et de répartiteur des ressources et de la richesse. Cette logique suppose un État organisé, sensible à la situation scandaleuse de certains habitats ou aux revendications des résidants (ou sensible à l'impact de ces situations sur l'opinion publique), reconnaissant la nécessité d'intervenir au-delà du clientélisme, dans le souci d'exercer ses responsabilités à l'égard de tous les citoyens qu'il reconnaît égaux et disposant des mêmes droits (témoignant donc de notions d'intérêt général et de bien commun). En vertu de cette logique, l'État pourra développer des programmes et mettre en place des politiques adaptées à la situation des bidonvilles, le principal obstacle étant souvent lié à la rareté des ressources disponibles plutôt qu'à l'indifférence ou l'absence de volonté. Parfois aussi, l'État sera enclin à développer des solutions qui témoignent de son incompréhension du bidonville ou de son incapacité (sinon son refus) à accepter cette réalité. On hésitera par exemple entre la mise en place de services et le déguerpissement pur et simple, impliquant la démolition des bidonvilles et la construction de logements sociaux destinés aux ménages déplacés. Les services mis en place par l'État et qui s'inscrivent dans cette logique sont dès lors des services publics en bonne et due forme. Ils répondent aux normes d'universalité et d'accessibilité qui prévalent en cette circonstance.

5.3 Proposition d'un schéma des services de proximité dans les bidonvilles

Le schéma suivant illustre le modèle théorique de l'organisation de la vie de quartier à travers le déploiement des services de proximité et leur articulation selon les différentes logiques présentées, le tout en fonction de la réalité particulière des quartiers précaires.



Dans ce schéma, il n'y a évidemment pas de cloisonnement étanche entre les différentes cellules. Le déploiement de certains services peut très bien s'effectuer selon plusieurs logiques, de façon parallèle ou congruente. Le cas de

l'approvisionnement en eau potable dans de très nombreux bidonvilles, partout dans le monde, illustre très bien cette multiplication des logiques en usage : dans un même quartier, on trouvera des commerçants d'eau (logique marchande), des réservoirs domestiques de récupération d'eau de pluie (débrouillardise), des fontaines publiques autogérées collectivement (solidarité), fontaines publiques parfois alimentées par des conduites d'aqueduc municipal (bonne gouvernance) dont quelques-unes auront été prolongés pour récompenser la fidélité partisane d'une zone du quartier (logique politique).

Le déploiement des services de proximité constitue une équation qui implique d'autres variables que celles reliées à la nature desdits services et aux logiques d'organisation. Un quartier est d'abord un lieu physique occupé, un espace géographique. Sans entrer dans le débat du déterminisme géographique, la localisation et la topographie des lieux, les obstacles naturels, la géomorphologie du territoire, la densité d'occupation et la forme du bâti peuvent constituer autant de contraintes déterminantes dans le choix et le mode d'organisation des services. Il y a des espaces qui seront physiquement favorables à certaines logiques. Le marchandage de l'eau, par exemple, sera encouragé s'il n'existe pas de sources naturelles à proximité ou si les pentes trop prononcées empêchent l'approvisionnement par conduites en imposant un coût exorbitant pour leur mise en place (système de pompage ou réservoir gravitaire par exemple). La morphologie des lieux peut donc entraîner la rareté d'un bien et les grandes lois économiques de l'offre et de la demande se mettront dès lors en branle.

D'autres variables relèvent de la structure sociale du quartier et de son histoire particulière. Un quartier dominé par des leaders politiques qui ont bien en main un groupe de militants partisans, s'inscrira tout naturellement dans une logique de clientélisme. Si ces leaders et militants, par malheur, appartiennent à une formation de l'opposition, le quartier sera alors stigmatisé par le pouvoir en place et privé de

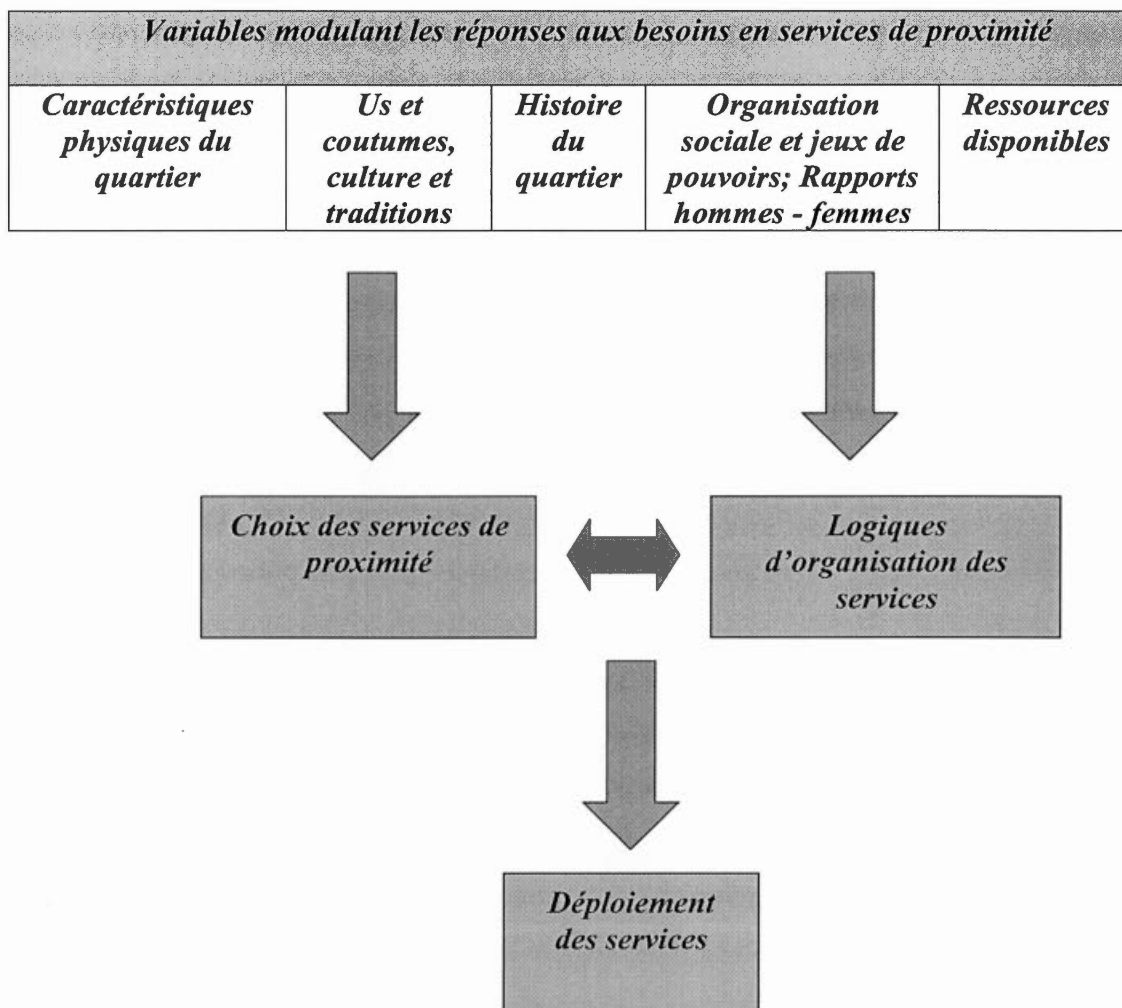
tout avantage public. Des guerres intestines entre des clans dans un quartier sont susceptibles de freiner les actions collectives s'appuyant sur la solidarité. À l'inverse, un quartier dont la plupart des résidents proviennent du même village aura plus de facilité à élaborer des réflexes de solidarité. De même, la dynamique d'un quartier sera fort différente si le quartier est en formation, ou bien s'il existe depuis deux ou trois générations ou plus. Des habitudes, des traditions et tout un système bien établi de relations sociales peuvent alors orienter les modes d'organisation des services. L'importance de la place occupée par les notables ou par les institutions religieuses, influera directement sur les jeux de pouvoirs, les rapports de force et conséquemment sur le mode de développement du quartier. Comme le mentionne Bourdin (2000) en reprenant les travaux de Bernard Poche et Alfred Schütz, c'est à partir du monde de la vie quotidienne qu'on construit socialement le sens, qu'on établit une compréhension commune et partagée du monde dans lequel on vit. Cette compréhension fixe parfois des logiques particulières qui ne pourront être modifiées qu'au prix d'une rébellion face à l'ordre établi ou qu'à la suite d'une transformation plus ou moins soudaine de cet ordre (par exemple, la disparition d'un notable influent).

La nature des rapports hommes – femmes est tout aussi déterminante. Le choix des priorités dépend essentiellement de « qui a voix au chapitre ». Entre les aménagements ou les services qui facilitent l'accomplissement des tâches quotidiennes souvent dévolues aux femmes (par exemple, la construction d'une fontaine publique) et les aménagements ou les services qui mettent en évidence certaines valeurs de prestige dont les hommes sont souvent friands (par exemple, un terrain de football), le choix témoignera des jeux d'influence, du pouvoir des décideurs et de leur compréhension des enjeux, le tout sur fond de culture ou de religion propre à la société concernée. Dans les quartiers précaires de nombreux pays, l'organisation de la vie de quartier repose essentiellement sur les femmes. Il est ici nécessaire de rappeler l'équation qui existe entre pauvreté et genre : 70 % des mal logés dans le monde sont des femmes (Fayman et Santana, 2001). De façon générale,

elles occupent une place importante au sein des associations communautaires et exercent fréquemment le leadership dans les processus de revendication et dans la mise en place des stratégies de développement local.

Le tiers-monde urbain est d'abord un tiers-monde féminin et la lutte pour la survie et le développement est souvent une lutte de femmes. Ce sont elles qui, devant la nécessité impérieuse de nourrir, éduquer et soigner leurs proches, ont développé des stratégies d'entraide et de mise en commun (cuisines collectives, distribution de lait, soutien aux plus démunis, écoles, etc.) qui souvent, comme dans les *barriadas* de Lima, constituent la base d'un processus d'émancipation et les prémices d'une lutte politique qui déboucheront sur la mise en place de structures locales d'autogestion et/ou sur l'implication au sein des institutions politiques traditionnelles.

Le schéma ci-après présenté illustre le processus théorique de choix des services et de détermination des logiques d'organisation, une fois établis ou exprimés les besoins. Accorder un ordre prioritaire à un service ou à un aménagement particulier, c'est aussi hiérarchiser les besoins : les ressources étant rares, le déploiement d'un service quelconque témoigne inévitablement d'un arbitrage des enjeux, arbitrage qui aura été modulé par l'une ou l'autre des variables en cause.



Ce modèle est toutefois valable dans la mesure où le système fonctionne de manière autarcique, en vase clos, sans influence externe. On conviendra que c'est rarement le cas : un quartier, tout précaire qu'il soit, appartient à un espace urbain plus vaste et à un espace social encore plus imposant. Même si la notion de proximité renvoie à une dynamique très locale, il reste que les processus locaux peuvent être aussi influencés par des facteurs externes, c'est-à-dire non intégrés à cette dynamique (contrairement, par exemple, au clientélisme ou aux autres jeux politiques, qui sont

partie prenante des rapports sociaux dans le quartier). Des acteurs lointains peuvent ainsi orienter la définition même des besoins, déterminer un nouvel ordre de priorité et bousculer les échéanciers. Il peut s'agir d'agents externes dont les gestes ont des conséquences sur l'organisation sociale d'un quartier : la mission évangélique étrangère qui construit un orphelinat en plein cœur d'un quartier, par exemple. Il peut aussi s'agir du pouvoir détenu par ceux qui contrôlent les ressources nécessaires à la réalisation de projets collectifs. Qu'un programme national ou international, par exemple, cible soudainement l'alphabétisation des adultes et l'opportunité ainsi offerte, pour peu qu'elle soit généreuse, placera ce besoin en tête de la liste des priorités du quartier. On verra apparaître des écoles d'alphabétisation pendant que les réponses aux autres besoins seront mises en veilleuse, faute de ressources ou victimes de la monopolisation soudaine des énergies des acteurs locaux les plus dynamiques envers cette seule mesure.

Ainsi, la variable « ressources disponibles », qui demeure une donnée fondamentale pour l'organisation de tout service de proximité, doit-elle être comprise comme étant soumise à des facteurs qui n'ont bien souvent rien de « locaux ». On peut évidemment dire la même chose pour l'ensemble des variables, sauf que dans le cas d'une décision ponctuelle prise unilatéralement à des milliers de kilomètres du quartier, on ne saurait parler d'intégration à la vie de quartier : la décision est simplement subie, pour le meilleur ou le pire, mais elle n'est pas assimilée, sauf bien sûr s'il y a coïncidence entre les priorités locales et celles édictées par les pourvoyeurs de ressources. Dans ce cas, les capacités de développement local pourront clairement s'exprimer. Il faut par contre bien saisir de quoi il est question lorsqu'on traite de développement local dans cet univers de sous-développement.

5.4 Le développement local dans les quartiers précaires : interventions et stratégies

Perçus et analysés comme des espaces d'exclusion basée sur des différences de classes (les quartiers pauvres ouvriers), ou sur les différences de couleur (les villes des coloniaux blancs reléguant les colonisés à la périphérie), ou comme des zones temporaires et transitoires dans le processus d'insertion à la ville (les campings improvisés des migrants ruraux), puis plus tard comme des espaces semi permanents mais indésirables (les secteurs de déguerpissement), ce n'est que récemment que les bidonvilles se sont finalement imposés comme des formes urbaines véritables et des milieux où s'active une vie collective réelle. C'est ainsi que l'organisation de la proximité qu'on y constate peut être assimilée à la notion de « développement local », défini comme « *l'ensemble des processus par lesquels on mobilise des acteurs locaux pour mettre en valeur des ressources économiques - et éventuellement culturelles et sociales – locales ou localisées* » (Wachter, 2000 : p.29).

L'hostilité ou l'indifférence des États, quoique encore toujours présente dans plusieurs cas, a fait de plus en plus place à un *modus vivendi*, alors que certains gouvernements et les organisations internationales intéressées ont développé des approches se voulant plus respectueuses des populations concernées en mettant de l'avant des projets davantage axés sur la dotation des bidonvilles en infrastructures et équipements de base⁴, tout en intégrant une préoccupation « d'impact social » desdits projets (Paulais, 2002). Les années 1970 et 1980 ont ainsi vu se multiplier des projets de structuration de la trame urbaine des bidonvilles, impliquant parfois la participation des populations concernées et ultimement la prise en charge de leur « devenir urbain » face à l'inertie ou à l'incapacité des institutions publiques.

⁴ Comme les programmes de « réhabilitation et amélioration des établissements spontanés » et le système des « parcelles assainies » mis de l'avant par la Banque mondiale en 1975. (Osmont, 1995 : c.1)

Cette nouvelle philosophie face aux bidonvilles s'inscrivait et s'inscrit toujours dans la perspective où l'amélioration du cadre urbain serait fondamentalement la résultante ou l'aboutissement d'une intervention externe, un peu comme si en dehors de toute intervention de l'extérieur, rien n'était possible, ou si peu. On peut identifier deux échelles propres à cette grille d'analyse :

- 1) Les interventions et projets dans le bidonville sont la conséquence de la réponse des institutions publiques à des démarches revendicatives de la part des populations. Ces populations invoquent ainsi leur « droit à la ville » en exigeant la pose d'infrastructures, l'installation d'équipements et leur intégration à la vie urbaine, de manière à les mettre à l'abri de toute procédure d'expulsion. La réponse positive des corps publics, obtenue souvent dans le cadre d'une démarche politique (mobilisation des populations, appuis stratégiques, médiatisation des revendications) représente une première base de légitimité du bidonville, même s'il s'agit d'une réponse timide et limitée. Cette légitimité pourra être difficilement remise en question par la suite. Un premier succès entraînera une répétition de la démarche, créant l'instauration d'une dynamique permanente entre le bidonville et l'État. Cette dynamique assure en quelque sorte la pérennité du bidonville, ou à tout le moins l'abandon par l'État de la politique du déguerpissement.

Dans ce premier cas, on constate que la population est au cœur de la démarche d'organisation et de structuration de l'espace habité, mais que les résultats de cette démarche dépendent principalement du rapport de force entre cette population revendicatrice et l'État. Ce type de stratégie a été particulièrement noté dans les bidonvilles issus des « invasions » dans les villes de l'Amérique latine (Goirand, 2000). Il s'agit d'un processus en vertu duquel un groupe organisé s'empare d'un terrain vacant (privé ou public) préalablement identifié, y construit rapidement des

maisons avec l'aide de matériaux de récupération (souvent en une seule nuit) puis, si l'État ne réagit pas, les reconstruit progressivement avec des matériaux durs. S'ensuivent alors les revendications pour obtenir auprès des pouvoirs publics un quelconque droit reconnu de propriété ou d'occupation, une école, des conduites d'aqueduc, d'égouts, etc. On pourra aussi « marchander » le vote de la communauté pour obtenir certaines garanties. La cohésion du groupe est assurée par la présence de leaders élus ou reconnus, appuyés d'un ou plusieurs comités. Ces invasions ont souvent eu une oreille attentive de la part des médias et des organisations syndicales et populaires, étant identifiés à l'expression urbaine d'une lutte de classes ou s'opposent les pauvres sans terre et les riches propriétaires. Les stratégies utilisées s'inscrivent parmi le répertoire d'actions collectives proposé par Charles Tilly et adapté par Goirand (2000 : 167) dans son analyse des favelas de Rio, dont les plus pertinentes sont :

- *Confrontation directe avec les autorités*
- *Action individuelle ou coup d'éclat symbolique*
- *Pression continue auprès des administrations publiques*
- *Conclusion d'accords de type clientélistes en période électorale*

La seconde échelle de cette grille d'analyse va dans un tout autre sens en faisant intervenir un acteur étranger au système en place:

- 2) Les interventions et projets dans le bidonville sont des effets des programmes d'aide nationaux ou internationaux qui transitent parfois par les organisations non gouvernementales (ONG), souvent pour contourner les structures bureaucratiques inefficaces ou hostiles. Les résultats sont alors présentés par les pourvoyeurs de fonds et les ONG comme des extrants, des objectifs atteints à la suite d'une planification rigoureuse qui

aura permis de cibler un projet quelconque dans la foulée d'une analyse de besoins à laquelle aura participé ou non la population du bidonville. Ces analyses de besoins et les projets qui en découlent sont teintés par les politiques et les priorités établies par les pourvoyeurs de fonds, qu'il s'agisse des ministères ou organismes nationaux concernés, des banques de développement, des organisations du système des Nations Unies, des agences gouvernementales d'aide internationale. Par exemple, c'est ainsi que la lutte contre le SIDA aura préséance sur un projet de latrines publiques, ou qu'un projet de terrains de jeux cèdera la place à un dispensaire médical. La littérature est particulièrement riche en témoignages de réalisations de projets par des ONG, témoignages rédigés par des membres des ONG et plus rarement par les membres des populations bénéficiaires (Satterthwaite, 2001).

Dans ce second cas où les interventions sont la conséquence de programmes externes, la population est informée ou au mieux associée au processus, lequel consiste à équiper les quartiers en infrastructures de base et à contribuer ainsi à une amélioration des conditions de vie, bien que des externalités négatives aient pu être relevées (hausse des loyers par exemple) provoquant à leur tour un déplacement des populations vers de nouvelles zones précaires.

Des pratiques de gestion déléguée ont également été mises en place, consistant à confier à des associations de quartier la responsabilité de gérer certains services fournis par l'autorité publique. De plus, devant l'inefficacité à moyen et long terme des actions posées sans consultation ni implication des acteurs locaux, l'aide nationale et internationale a intégré une nouvelle approche qui se voulait davantage respectueuse des populations locales et qui s'inscrivait dans une perspective de durabilité des interventions et d'autonomie des bénéficiaires concernés. C'est ainsi que la terminologie des gestionnaires et animateurs des programmes d'aide s'est

enrichie de nouveaux termes difficilement traduisibles, au risque de leur faire perdre leur sens : *empowerment* et *capacity building*. L'*empowerment* consiste, à travers une activité quelconque, à permettre à des individus ou des communautés de développer la confiance nécessaire et de se doter d'outils pour acquérir une meilleure emprise sur leur destinée. L'autre terme, *capacity building*, se réfère au développement dans une communauté, de connaissances, d'outils, de savoir-faire, d'habiletés et d'expertise pour permettre à cette communauté d'atteindre ses objectifs (Wates, 2000; Craig et Mayo, 1995). Il s'agit donc essentiellement d'un processus de renforcement de l'autonomie des populations ciblées, une démarche d'habilitation qui doit teinter les programmes d'aide ou les interventions dans les quartiers précaires.

Même si elle témoigne d'une philosophie plus constructiviste et inclusive, cette démarche traduit néanmoins une perception à l'égard des communautés visées : s'il n'y a pas d'intervention des corps publics ou des ONG, il n'y aura donc pas de réponses efficaces aux besoins exprimés puisque les populations ne disposent pas, au préalable, des ressources (organisationnelles, financières, humaines, techniques) pour répondre elles-mêmes à leurs besoins. Il faut donc leur fournir le savoir-faire nécessaire. Cette perception, même si elle peut être fondée, traduit aussi des préjugés et une vision particulière du monde⁵. Elle se limite à enfermer le développement local dans un mode d'interaction entre le pourvoyeur et la communauté, où celle-ci est jaugée dans sa capacité d'action et où son efficacité est mesurée en regard des résultats obtenus et espérés du pourvoyeur. Il faut toutefois souligner que Goirand reconnaît aussi l'initiative de la communauté en indiquant dans son répertoire d'actions collectives qu'il s'agit de « *captation de l'aide fournie par les ONG* » (Goirand 2000 :167). La communauté exercerait alors une fonction agissante puisque c'est elle qui, par ses gestes, assurerait l'intervention de l'ONG. On capte l'aide

⁵Alors que, comme le souligne un rapport de session du 3^e Forum mondial de l'Eau, « *les modèles apportés du Nord ne sont performants ni dans les villes à croissance galopante et à faible revenus, ni dans les cultures encore proches de la ruralité* » (Tanawa et al, 2003 : 7)

comme on capte n'importe quelle ressource au passage, l'ONG étant simplement un porteur de ressources ou une ressource en soi, susceptible de faciliter la réalisation des projets de la communauté. La captation explique ainsi l'attitude étonnamment conciliante que rencontrent parfois des ONG auprès des populations : face à un éventuel pourvoyeur de fonds, on tient un discours qui, espère-t-on, correspondra aux attentes du pourvoyeur.

Ainsi, le développement local endogène des quartiers précaires, celui qui ne s'appuie ni sur l'État ni sur les ONG, est-il plus rarement observé et analysé. On l'assimile plus simplement à l'expression d'une situation anarchique qui requiert obligatoirement des actions correctives. Ce développement local est alors considéré comme la traduction de la débrouillardise obligée et souvent impressionnante des populations pauvres dans des situations complexes, ou comme l'effet d'un capitalisme / mercantilisme débridé. C'est « *l'entraide communautaire et la débrouille* », dernier type de stratégies parmi le répertoire d'actions collectives, vers laquelle on peut se rabattre. Certains la considèrent comme un pis-aller lorsque l'État ne réagit pas aux demandes ou n'a pas les capacités de le faire

Les réalisations recensées qui font suite à une stratégie de débrouille, sont perçues comme des phénomènes sociologiquement intéressants certes, mais rarement comme le fondement d'un véritable système urbain. Les organisations de base, les associations locales et les comités de quartier qui représentent le cœur de l'action locale, avec ou sans l'aide des ONG, se voient reconnaître une place prépondérante dans le développement des milieux de vie où ils oeuvrent, mais on juge que l'impact de ces partenariats et de ces efforts localisés est davantage lié au soulagement de la misère qu'à la réduction systémique de la pauvreté (Mitlin, 2001). Les études à caractère ethnologique des bidonvilles, quant à elles, traduisent un regard à la fois triste et admiratif devant ces populations qui se battent pour leur survie.

Encore une fois, le discours sous-jacent demeure celui de la dénonciation des quartiers précaires, soutenant un objectif avoué de résorption ou de disparition de ce type d'habitat (Ferguson et Navarrete, 2003) alors que, paradoxalement, il connaît une croissance soutenue et accélérée (UNCHS, 2003).

Ce constat nous invite à appréhender le développement local des quartiers précaires autrement qu'à travers le regard des organisations externes et des pourvoyeurs d'aide. Depuis une trentaine d'années à peine, dans la foulée des écrits de certains penseurs tels que Illich (1977) ou Turner (1980), les grands acteurs publics internationaux ont reconnu la valeur intrinsèque de l'autoconstruction de l'habitat (Banque Mondiale en 1972, Nations Unies en 1976). La maison du bidonville est alors devenue une unité avec laquelle on pouvait désormais composer. Mais cette reconnaissance tacite de l'habitat autoconstruit (reconnaissance qui ne s'est d'ailleurs pas encore imposée dans toutes les organisations gouvernementales et les corps publics) n'est pas allée jusqu'à considérer le bidonville comme une autoconstruction de la ville. L'installation d'infrastructures *publiques* et d'équipements *publics* dans des emprises *publiques* demeure, pour les institutions *publiques*, leur chasse gardée. Hors des politiques de trames d'accueil de la Banque Mondiale ou des programmes institutionnels d'équipements des quartiers précaires, prétendre que le bidonville est peut-être, dans les faits, une véritable ville autoconstruite, heurte encore bien des sensibilités. La mise en place des réseaux techniques (adduction d'eau, assainissement, canalisation, etc.) qui vise à régulariser le système urbain, est pourtant confrontée à des limites et débouche souvent sur des échecs à cause de « *cette tendance permanente à remplacer le politique par le technique, le local par l'exogène* » (Fayman et Santana, 2001 : 28) Cette idée originale de la ville autoconstruite impose en effet un saut mental et conceptuel puisque le bidonville est encore assimilé à la définition qu'en donnait Granotier (1980 : 100) : « *Comme le ghetto, le bidonville est un gigantesque mécanisme social de défense qui facilite la survie et l'adaptation des immigrants* ». À quel moment le

ghetto devient-il quartier? À quel moment les immigrants sont-ils des résidents à part entière? Ces questions posent tout le problème de l'inclusion à la ville face à la perception à l'égard des bidonvilles. Elles témoignent du fait que pour de nombreux observateurs, les habitants des bidonvilles ne sont pas des citoyens de la ville, des urbains au sens véritable: ils ne sont que des immigrants en phase transitoire dans un milieu aux confins de la 'vraie' ville.

5.5 Conclusion : Vers une compréhension du rôle des acteurs

Ce chapitre nous a permis de mieux cerner le concept de *services de proximité* et surtout d'appliquer ce concept à l'univers des bidonvilles, espace de proximité s'il en est un. Nous avons pu développer une typologie qui englobe l'ensemble des activités et des équipements propres à ces services. Le déploiement des services de proximité s'effectue en fonction de certaines variables modulantes et de diverses approches du développement local dans les bidonvilles. Quelle que soit l'approche retenue (rapport de force avec l'État, adaptation aux interventions externes, captation des ressources externes, développement endogène pur), il reste que la construction sociale et physique de la proximité, à travers les services de proximité, repose d'abord et avant tout sur le jeu des acteurs en présence dans le bidonville. Nous reprenons ainsi notre postulat qui veut que la ville soit une production sociale. Ce sont ces acteurs que l'on cherche à consolider par des pratiques d'*empowerment* ou de *capacity building*. Des pratiques louables, mais de plus en plus critiquées car elles laissent planer une forme de paternalisme à l'égard des communautés des bidonvilles. Le bidonville est-il simplement un espace imparfait ou, comme le soulignait Ivan Illich, est-il plutôt une forme urbaine et un mode d'organisation urbaine qui remet brutalement en question, pour l'occidental, les habitudes de consommation, la conception de la liberté individuelle, le système de valeurs et surtout la perception de la ville?

Qui sont les acteurs dans le bidonville et comment sont-ils organisés? Quel est le système social ou la forme d'organisation qui produit des services de proximité?

C'est à ces questions que nous allons maintenant nous attarder, car la compréhension du jeu des acteurs pour produire les services de proximité est le fondement de cette recherche.

CHAPITRE VI

LES BIDONVILLES ET LES RÉSEAUX

Celui que plusieurs considèrent comme le fondateur de l'anthropologie urbaine, Ulf Hannerz (1983), définissait la ville comme « *le réseau des réseaux* ». C'est par et à travers des réseaux innombrables et des liens complexes entre eux et à l'intérieur d'eux que se construit, s'aménage et se vit la ville. Cette approche a attiré le regard des théoriciens et analystes qui auraient bien voulu construire un modèle de ces réseaux et de leurs interrelations, mais la complexité d'un tel modèle a aussi constitué un obstacle à son élaboration. Comment peut-on modéliser la multitude des réseaux et des échanges qui interviennent dans une ville de plusieurs millions d'habitants? De plus, les réseaux sont eux-mêmes mouvants, en continuelle transformation, et représentent une réalité difficile à saisir.

Un réseau se définit comme « *un ensemble de liens que l'on peut rencontrer à l'intérieur des limites de n'importe quelle communauté ou organisation* » (Agier, 2000 : 109) ou encore, selon une définition qui a fait école, comme un « *champ social fait de relations entre les personnes* » (Barnes, 1954). Ces ensembles ou ces champs sont évidemment innombrables à l'échelle d'une grande ville, mais peuvent être plus aisément identifiés et mesurés à une échelle plus locale. Une petite communauté aura un nombre limité de réseaux, traduisant les liens existants entre les unités de base de la communauté, normalement les ménages (composés d'un ou plusieurs individus occupant un même logement). En retenant cette unité de base, il est possible de bâtir un modèle des réseaux actifs au sein d'une communauté plus limitée dans l'espace et

dans le nombre. Il est également possible de regrouper les réseaux par « familles » pour tenter de traduire, dans un schéma simple, le réseau des réseaux qui constitue la structure sociale de cette communauté.

Lomnitz (1977) s'est particulièrement intéressée au phénomène des réseaux dans les bidonvilles, à partir d'une analyse exhaustive de l'organisation du bidonville mexicain de *Cerrada del Condor*. Elle a bâti un modèle des réseaux, principalement en fonction des échanges se réalisant entre les individus ou les ménages. Ces réseaux de réciprocité (*reciprocity networks*) sont essentiellement des réseaux de voisinage dont les membres sont unis par des liens de parenté, bien que puissent s'y glisser à l'occasion des étrangers. La durabilité du réseau et l'intensité des échanges réciproques qu'on y relève sont fonction de la proximité sociale entre les membres de la famille. L'approche de Lomnitz n'était pas relative à la production de services urbains, mais plutôt aux échanges de biens et services entre les membres d'une communauté marginale. Elle a toutefois noté l'existence des associations locales et des groupes religieux et politiques. Si le modèle de Lomnitz apparaît incomplet en regard de nos préoccupations, il offre néanmoins une première base qui nous permet de conceptualiser un modèle des réseaux en action dans un bidonville. En appliquant l'idée des réseaux à une petite unité sociale et territoriale (en l'occurrence le bidonville) et en s'inspirant des travaux de Lomnitz et d'autres chercheurs, on peut schématiser une organisation de réseaux qui exprime le déploiement des ménages dans cet espace.

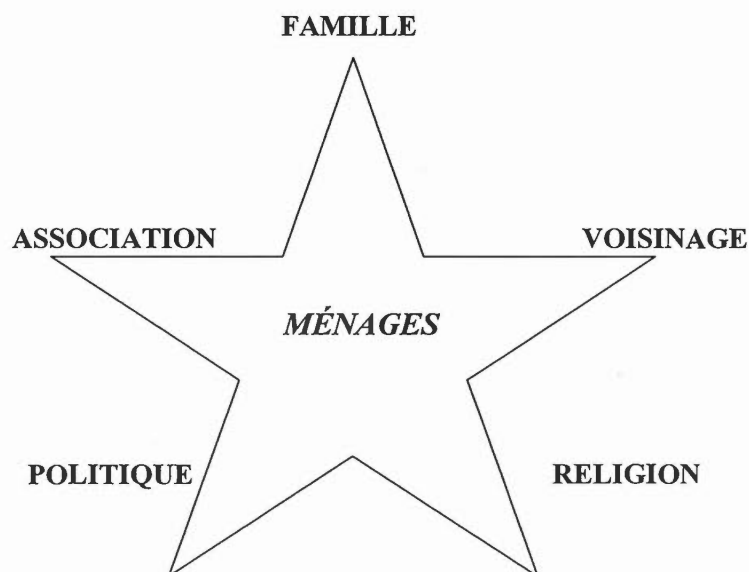
Si nous avons utilisé la notion de proximité pour bâtir une typologie des services urbains dans les bidonvilles, cette même notion est aussi utile pour identifier et décrire les réseaux qui y sont présents pour la production de ces services.

Les réseaux sont en effet l'expression d'une ou plusieurs formes de proximité: proximité géographique d'abord, traduisant le partage d'un même territoire, mais

également proximité sociale témoignant du partage d'une même réalité-socio-économique, et proximité d'intérêt illustrant la définition d'objectifs communs ou de croyances partagées. Puisque ce sont les relations entre les personnes qui déterminent la constitution du champ social qu'est le réseau, on conviendra que ces relations ne jouent véritablement leur rôle structurant que lorsqu'elles recèlent une certaine intensité ou, dit autrement, une densité forte ou une proximité. L'univers physiquement restreint du bidonville favorise l'intensité des relations, à laquelle s'ajoute les autres facteurs (intérêts, origine, statut professionnel, culte, etc..) qui servent de base à la construction d'un réseau.

Le schéma, illustré à la figure 6.1, représente notre grille de lecture du bidonville, celle à travers laquelle nous allons examiner les jeux des acteurs, la production des services de proximité, les logiques d'organisation et ultimement l'autoconstruction de la ville dans l'espace du bidonville. Ce modèle traduit deux fonctions. D'une part, il représente les différents points de chute des ménages dans l'organisation sociale du bidonville, et d'autre part il illustre les différents points d'appui dans le processus de déploiement des services urbains de proximité.

Figure 6.1
Schéma de l'organisation des réseaux dans les bidonvilles



6.1 Les réseaux comme point de chute des ménages

Notre modèle postule que les ménages adhèrent à l'un ou l'autre, ou à plusieurs de ces cinq types de réseaux, lesquels rendent compte de la quasi-totalité des relations et échanges productifs dans le bidonville, toujours en rapport avec les services urbains de proximité. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas d'adhésion à des réseaux externes ou d'une autre nature (les gangs de rue par exemple), mais de telles adhésions ont moins d'impact direct en matière d'offre de services urbains de proximité et concernent moins les ménages que les individus.

Qu'entend-on par échanges productifs ? Il s'agit essentiellement des relations qui impliquent l'émergence et / ou le maintien d'un service quelconque ou d'un aménagement ayant un caractère de durabilité.

Dans un autre registre, si les liens d'amitié, par exemple, peuvent être à la base d'un réseau plus ou moins permanent, le fait de partager un verre ensemble tous les samedis ne représente pas un échange productif. Les réseaux d'amitié existent néanmoins et peuvent parfois avoir une influence sur la vie de quartier, mais ils demeurent des réseaux flous dont les bases sont plus aléatoires que les liens familiaux ou les rapports de voisinage, et dont les structures sont moins définies que celles des réseaux organisés selon des modèles associatifs, religieux ou politiques. De plus, les réseaux d'amis consacrent souvent des relations entre des individus et non entre des ménages. Ceci n'empêche pas les liens amicaux d'intervenir à l'intérieur des réseaux plus formalisés ou institutionnalisés.

6.2 Les cinq grands types de réseaux

Le *réseau familial* représente donc la première des cinq familles de réseaux. Il s'agit d'un réseau qu'on rencontre très fréquemment, étant même assimilé aux unités fondamentales d'une communauté. Un ménage correspond à un individu ou plusieurs

individus, généralement (mais pas exclusivement) unis par des liens familiaux et occupant un même logement. Une communauté comptera un grand nombre de ménages différents unis par des liens de parenté. Tout comme un village peut être érigé sur quelques grandes familles, il en va de même pour un quartier et encore davantage pour un bidonville issu d'une migration rurale réalisée souvent dans un cadre familial. Ainsi, le membre de la famille qui s'est installée en ville devient l'antenne dans la ville : c'est lui qui transmet l'information sur les opportunités urbaines aux membres demeurés à la campagne, puis qui devient l'hôte qui reçoit et initie à la vie urbaine les membres de la famille finalement convaincus du potentiel de la nouvelle vie qui les attend. C'est aussi l'oncle ou la tante qui hébergera l'étudiant venu poursuivre sa scolarité en ville. C'est le frère qui invite sa sœur et son beau-frère à s'installer à proximité. C'est le père qui marie sa fille et facilite son installation en lui offrant un terrain où bâtir la maison. Ou encore, c'est la grande famille au complet, composée de 10 ou 12 ménages, qui participent à une invasion pour s'emparer d'un terrain vacant dans la ville et y bâtir rapidement leurs nouveaux logements. On comprend que la notion de famille dont il est question ici dépasse celle de la famille nucléaire traditionnelle (parents-enfants) pour inclure celle de la famille élargie, sur la base de liens de parenté plus ou moins étroits. Le réseau familial s'étend ainsi, telle une toile d'araignée, au fur et à mesure que les ménages issus du noyau initial se forment et s'installent dans le même environnement.

Dans ses observations des réseaux familiaux, Lomnitz (Gugler 1997 : 213) a relevé les principaux éléments des échanges qui y ont cours :

- *L'information*
- *La formation (« training ») et l'assistance à l'emploi*
- *Les prêts d'argent, de nourriture, de vêtements et autres biens*
- *Les services de soins, d'entraide, de prise en charge des plus faibles*
- *Le partage de certains biens et équipements*

– *Le soutien moral et affectif*

Il s'agit d'échanges fondamentaux pour l'installation, la survie ou le développement du ménage et ils témoignent de l'intensité et la profondeur des relations entre les membres des réseaux familiaux. La famille, l'expression même des « liens du sang », demeure la pierre angulaire sur laquelle se bâtit l'organisation sociale, comme en témoignent les observations et conclusions d'un grand nombre de recherches et d'études sur les stratégies résidentielles familiales dans les bidonvilles (notamment Navez-Bouchanine, 1997 et Dansereau et Navez-Bouchanine, 2002).

Le **réseau de voisinage** affiche une aussi grande présence que le réseau familial, sinon davantage. Il est en effet difficile, dans un milieu aussi dense que celui du bidonville, d'ignorer son voisinage. Cette éventualité est néanmoins de l'ordre du possible, certains ménages vivant de façon isolée de leurs voisins proches. Toutefois, le réseau de voisinage s'impose fréquemment par la nécessité d'établir des ententes sur le partage des espaces communs. Mais la négociation obligée n'inscrit pas automatiquement les négociateurs dans un réseau, car un réseau implique des liens plus forts et plus durables qu'un contrat tacite et ponctuel entre deux ou plusieurs ménages.

Là encore, comme pour le réseau familial, le processus migratoire peut être la source d'un réseau de voisinage. Outre les familles, ce sont parfois des hameaux, des sections de village ou des villages complets qui participent à une invasion pour s'installer en ville. De la même façon, le chemin vers la ville passe par un ami du village qui vous y accueillera. Dans certains pays, ce réseau de voisinage sera le reflet d'un réseau ethnique ou tribal : une partie du quartier proviendra d'un même village ou appartiendra à un même groupe ethnique, favorisant ainsi le maintien de liens étroits de solidarité et imposant une dynamique sociale basée sur les origines.

Si le réseau familial se définit par une proximité fondée sur des liens de sang, le réseau de voisinage exprime une proximité dans l'espace géographique. Les liens d'amitié ou d'affection entre deux personnes localisées aux deux extrémités d'un quartier ne participent pas au réseau de voisinage. Un tel réseau implique à la fois un caractère de proximité des lieux et un caractère de quotidienneté des relations. Le voisinage, c'est l'univers qu'on fréquente tous les jours, souvent plus que la famille, qui ne fait pas nécessairement partie du voisinage immédiat. Le voisinage, c'est l'ensemble de logements, c'est le corridor commun, c'est la ruelle ou la rue, c'est une zone homogène et particulière du quartier. Le réseau se bâtit donc dans cet espace de proximité qui impose un partage de la vie quotidienne (Miraftab, 1998). Cet aspect fait en sorte que le réseau de voisinage est peut-être le plus authentiquement urbain de tous les réseaux.

Le *réseau associatif* traduit les intérêts partagés par certains membres d'une communauté. Les associations formelles ou non qui en découlent sont l'expression de la multitude d'intérêts en cause. Bien que souvent confinés à une zone géographique, les réseaux associatifs peuvent également déborder de cette zone au profit d'intérêts qui n'ont que peu de rapports avec le territoire. Par exemple, une association culturelle ou une association de défense des droits de la personne pourra regrouper des membres provenant de plusieurs lieux différents.

La présence d'associations communautaires et organisations populaires dans les bidonvilles est un phénomène qui a été largement analysé et documenté. Peu importe l'endroit sur la planète, il apparaît que la mise en commun des idées et des ressources à travers une structure organisationnelle plus ou moins formelle constitue un réflexe pour solutionner des problèmes communs ou exprimer une identité collective. Les mouvements populaires urbains se sont ainsi imposés comme les grands acteurs de la construction sociale et physique des espaces pauvres (Rodrigo, 1990; Moser, McIlwaine et Holland, 1997; Moctezuma, 2001; Satterthwaithe 2001).

Le *réseau religieux* exprime, au même titre que l'association communautaire, un partage d'intérêts. Il se définit toutefois comme le reflet d'une adhésion à un culte commun ou à une foi commune. Son caractère particulier est la fidélisation à un rite et / ou à un type de comportements, ainsi que sa structure très formalisée et souvent hiérarchisée. L'appartenance à une église représente souvent un espace identitaire très fort, d'une nature similaire au militantisme politique. La conviction de partager les mêmes croyances et les mêmes idées, ainsi que la régularité des rites et les éléments de référence que sont les lieux de culte, font des réseaux religieux un point focal de la vie individuelle et collective.

Sous l'égide des prêtres, pasteurs et autres ministres du culte, et par la dynamique propre au phénomène religieux, le réseau religieux est constamment en processus de renforcement. On cherche à consolider les fidèles dans leur foi, à recruter de nouveaux adhérents, à éviter la déviance et à assurer la pérennité de l'institution. Le réseau religieux est en soi l'expression d'un ordre social, un ordre qui a une importance parfois considérable dans une communauté, sans oublier les services auxquels il permet d'accéder (Prédron, 2002), ce qui peut représenter pour beaucoup de fidèles un argument supplémentaire d'adhésion. On peut se référer aux communautés islamiques en Afrique du Nord, aux églises évangéliques en Amérique latine ou aux paroisses catholiques du Québec du milieu du XX^e siècle. Si la foi est d'abord une question individuelle, elle est souvent vécue de façon partagée avec tous les membres de la famille immédiate. Dans certaines cultures, on ne tolérera pas de divergences dans l'expression de la foi ou dans l'adhésion au culte, à l'intérieur d'un ménage ou d'une collectivité.

Le *réseau politique* a également un rôle majeur. L'adhésion à un parti politique, à un mouvement revendicatif ou à un groupe de pression organisé a souvent fait partie et fait encore partie du paysage social, en milieu rural comme en milieu urbain. La proximité propre au milieu urbain et encore plus aux bidonvilles, rend le réseau

politique encore plus intense. Cette intensité est évidemment entretenue par le système de clientélisme. Ainsi, outre le renforcement du processus identitaire que représente le fait d'adhérer à un groupe partageant les mêmes idées, cette adhésion s'inscrit également comme une stratégie de survie ou d'amélioration de son sort ou de celui de la communauté. Tout comme pour l'appartenance religieuse, il arrive que l'appartenance politique soit loin d'être le résultat d'un cheminement individuel, mais s'apparente plutôt à un geste collectif impliquant plusieurs ménages.

Le parti politique, comme institution relativement permanente, et le système de clientélisme en vigueur, contribuent à établir le réseau politique sur des bases solides et à le stabiliser. Il faut toutefois mentionner que la logique politique qui peut prévaloir dans l'organisation de la vie urbaine ou de certains de ces aspects, ne correspond pas automatiquement à l'existence d'un réseau.

6.3 Les points d'ancrage des réseaux

Le bidonville n'est pas un univers fermé et les réseaux qui y oeuvrent non plus. Ils ont des liens, des ancrs vers l'extérieur. C'est d'ailleurs par le biais de réseaux ouverts sur l'extérieur que se réalisent beaucoup d'échanges avec les autres quartiers et le reste de la ville. C'est en partie par ces échanges et par ces réseaux qui agissent comme de véritables véhicules et courroies de transmission que les habitants des bidonvilles évoluent au même rythme que l'ensemble de la ville. Les réseaux transmettent l'information utile, les succès et les échecs de certaines stratégies, les dernières tendances à la mode, les expériences originales réalisées, les problèmes rencontrés et les éléments dont il faut se méfier ou sur lesquels il faut miser. Les outils de communication (radios, journaux, télévision, internet) contribuent aussi à la diffusion de la connaissance. Même si certains de ces outils sont plus rares dans les bidonvilles, ils ne sont pas inexistantes.

Quels sont les points d'ancrage des réseaux vers l'extérieur du bidonville? Ils varient évidemment selon le type de réseau, mais ils s'inscrivent fréquemment dans trois niveaux précis : le régional, le national et l'international.

Le réseau familial en est la première illustration. Le clan familial vivant dans un quartier quelconque comptera souvent des membres de la famille vivant ailleurs dans la ville. Il comptera également fréquemment des membres vivant en province, dans le village ou la région d'origine, puisque le quartier s'est souvent forgé dans le cadre d'un exode rural. Enfin, avec l'essor des grands déplacements de population entre les États, avec les multiples diasporas qui assurent le multiculturalisme et la multiethnicité des pays d'accueil, la famille conservera des relations avec les parents à l'étranger. Ces liens multiples alimentent non seulement l'imaginaire des uns et des autres, mais offrent aussi un circuit de distribution où circulent biens et argent. Généralement, les parents s'étant installés à l'étranger sont des fournisseurs, tandis que ce rôle alterne entre la famille demeurée à la campagne et celle habitant le bidonville (Krüger, 1998; Smit, 1998).

Le réseau de voisinage a pour sa part moins d'opportunités de compter des points d'ancrage vers l'extérieur puisqu'il se définit d'abord comme un réseau de proximité physique. C'est davantage à travers les liens d'amitié que peuvent s'établir des rapports avec le reste de la ville, avec la province ou avec l'étranger. Malgré tout, les réseaux de voisinage qui se confondent avec les lieux d'origine commune (les voisins provenant tous d'un même village) pourront se transformer en réseau associatif qui sera alors ancré vers l'extérieur. Parnwell (1993) a exposé clairement le phénomène des « associations de village » dans les bidonvilles de Mexico, de Lima et même des villes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ces associations constituent un pivot entre les nouveaux urbains et le village d'origine.

Le réseau religieux, quant à lui, est clairement intégré dans un espace qui déborde largement le territoire du bidonville. Si le système religieux est fortement hiérarchisé et centralisé (à l'exemple du catholicisme et de plusieurs cultes protestants), les rapports avec la région, le pays et les autres pays sont alors évidents. Cependant, ces rapports se limitent parfois aux échanges entre les dirigeants et les membres de la hiérarchie des églises en question, de sorte que les ménages ne sont pas rejoints. Dans les églises indépendantes (évangéliques et pentecôtistes, par exemple), il appert que l'absence de structure hiérarchique ne freine en rien les échanges inter-églises. En plus des prêcheurs itinérants qui voyagent d'une église à l'autre, il en va de même pour plusieurs fidèles qui apprécient une certaine diversité des lieux de culte, et pour certains groupes de fidèles (par exemple les chorales) qui se promènent d'un lieu à l'autre. Cette itinérance religieuse franchit rapidement les limites de la ville et du pays.

Le réseau associatif offre également de multiples possibilités de liens avec l'extérieur. D'abord, il peut exister des associations qui sont simplement des antennes locales d'organisations nationales ou internationales (associations des droits de la personne, groupes environnementaux, associations nationales de tous genres, etc.) obligeant les membres à côtoyer d'autres membres nonobstant toute frontière territoriale. D'autres associations de quartier se regroupent en coalition régionale ou nationale pour mieux défendre des intérêts communs (Moctezuma, 2001). Dans plusieurs quartiers, les réseaux associatifs sont le prétexte des rencontres et échanges avec les communautés d'autres quartiers. Lomnitz (Gugler, 1997) souligne que les quatre clubs de football du bidonville de *Cerrada del Condor* à Mexico sont un des rares véhicules permettant les contacts sociaux entre les hommes du bidonville et ceux des autres quartiers de la ville. Joueurs et spectateurs se déplacent ainsi d'un quartier à l'autre.

Enfin, certains types d'associations finissent par étendre l'aire de rayonnement de leurs activités bien au-delà du territoire du quartier, ou encore elles vont se fédérer avec des associations semblables installées dans d'autres quartiers, à l'exemple de l'Association des cuisines collectives des bidonvilles de Lima que nous avons déjà mentionné précédemment.

À l'autre bout du registre, un peu sur le modèle des systèmes religieux hiérarchisés, le réseau politique ne peut pas se limiter au seul territoire du bidonville. Ce réseau est interconnecté avec le réseau politique municipal ou national. Le système de clientélisme qui sous-tend le réseau politique en place dans plusieurs quartiers urbains du tiers-monde, repose souvent sur une structure hiérarchisée depuis le sommet de l'État jusqu'à l'électeur. Le militantisme politique déborde ainsi largement les frontières du bidonville.

6.4 Les réseaux qui construisent les bidonvilles : synthèse de la littérature et rappel de l'hypothèse

Les éléments recensés chez les différents auteurs cités nous amènent à constater un fort intérêt à l'égard de la sociologie du bidonville.

Une des tendances qui émerge à travers la littérature sur les bidonvilles semble directement inspirée de la pensée hygiéniste du XIX^e siècle. Les bidonvilles y sont ainsi décrits comme le lieu de toutes les misères, de toutes les imperfections, comme l'expression même de l'anti-ville. Les services urbains y sont perçus comme inexistants, au mieux comme des caricatures. Ce type d'analyse soutient les solutions à la "Haussmann"⁴⁰, qui vont de la destruction des bidonvilles jusqu'à l'installation de grandes infrastructures publiques pour assainir le milieu et garantir l'efficacité des fonctions urbaines. Les programmes publics de trame urbaine et d'équipements des

⁴⁰ Le baron Georges Haussmann est connu à titre de grand planificateur urbain. Il dirigea les grands travaux qui transformèrent Paris au XIX^e siècle.

bidonvilles constituent un prolongement adouci de cette tendance, même s'il faut souligner que les solutions lourdes trouvent encore un large écho au sein de la bourgeoisie et des hauts fonctionnaires concernés par les affaires urbaines.

Cette tendance, même lorsqu'elle se drape de compassion, ne fait donc que survoler très superficiellement la question des services urbains de proximité dans les bidonvilles.

L'analyse du système urbain des bidonvilles à travers les réseaux qui le composent demeure toutefois une approche encore peu documentée, à l'exception des stratégies résidentielles et du phénomène des associations locales. La fourniture d'équipements et de services urbains dans les bidonvilles a ainsi souvent été perçue, de manière limitative, comme la résultante d'un rapport de force entre l'État et les bidonvillois regroupés en associations plus ou moins ponctuelles et circonstanciées. Hors de cette conception de l'État pourvoyeur, les réalisations recensées dans les bidonvilles, indépendamment de toute intervention publique, sont fréquemment définies de façon simpliste comme l'expression de la débrouillardise des populations concernées. En conséquence, les réalisations sont elles aussi perçues comme des mesures temporaires, de qualité toute relative, « en attendant mieux ».

Ainsi une autre tendance, que l'on pourrait qualifier de socio-humaniste, se sert du bidonville pour faire le procès de l'État bourgeois. Le bidonville y est alors décrit et analysé comme un lieu d'exclusion sociale et spatiale, un ghetto de pauvreté, une zone de contre-culture qui génère ses propres règles et ses propres codes. Les populations qui y vivent se débrouillent en attendant que l'État joue enfin son rôle, qu'il rende justice en fournissant les "vrais" services auxquels elles aspirent et ont droit.

Cette vision est héritée en partie de la transposition du concept de la lutte des classes à la lutte pour le droit à la ville. Si la ville efficiente est le lieu où s'exerce le

pouvoir de la classe dominante, pouvoir qui transparaît dans un aménagement fonctionnel favorable à la productivité du capital et au confort de cette classe, alors les espaces périphériques bidonvillisés non fonctionnels (par rapport à l'efficacité technocratique de la ville centrale) abritent une autre classe : les dominés, les exclus plus ou moins temporaires qui représentent une armée de main d'œuvre en attente. Les bidonvilles ne sont alors, comme l'exprimait Henri Lefebvre, qu'un témoignage de l'incapacité de l'industrialisation capitaliste de fixer la main d'œuvre disponible (Roncayolo et Paquot, 1992 : 425). Ainsi, les luttes populaires dans les bidonvilles d'Amérique Latine pour la régularisation des titres de propriété, pour l'installation de réseaux d'égout et d'aqueduc, pour la construction d'écoles et d'hôpitaux, sont-elles examinées en fonction d'un combat des dominés contre les dominants qui contrôlent les pouvoirs publics, les seuls pouvoirs qui seraient aptes à fournir une réponse fonctionnelle aux besoins exprimés, une réponse qui assurerait la fin éventuelle de la marginalisation.

Les services urbains de proximité y sont observés et recensés, parfois avec un regard admiratif qui masque un bruit de fond discret, mais constant. Les services urbains y sont présentés comme la résultante imparfaite de stratégies collectives visant à suppléer temporairement à l'absence de l'État. Ces services seraient alors une mesure temporisatrice à l'intérieur d'un processus global de négociation/revendication entre les populations des bidonvilles et l'État. Ultimement, c'est l'État qui demeure le vrai responsable et qui devra fournir aux pauvres les services auxquels ils ont droit. Or, ce qu'on juge à l'examen des réalisations produites exclusivement par les bidonvillois, c'est le faible niveau des ressources en cause, sans bien souvent s'attarder à la fonctionnalité des services mis en place.

Des chercheurs se sont aussi intéressés aux stratégies et aux réseaux familiaux et collectifs, en s'attardant aux relations et aux échanges présents à l'intérieur de ces réseaux. Les services de proximité sont alors vus comme des monnaies d'échange

dans un système de réciprocité plus ou moins complexe, comme des outils de survie collective au sein d'une jungle urbaine hostile, ou encore, dans une perspective strictement économique, comme un produit issu de l'optimisation de ressources faibles.

Une autre tendance, plus marginale et pas nécessairement récente, fait le constat de l'efficacité des bidonvillois dans le processus de production de l'espace urbain. Il ne s'agit pas de l'admiration de la débrouillardise et de l'ingéniosité des pauvres, mais plutôt de la constatation objective d'un système urbain fonctionnel qui est l'antithèse de la ville des technocrates. Les auteurs qui appartiennent à ce courant sont souvent mal compris, mal interprétés, sinon décriés. On les accuse de faire l'apologie du bidonville et de la souffrance humaine qu'on y retrouve, et de contribuer à une forme de déresponsabilisation de l'État en le confortant dans son non interventionnisme. Pourtant, en acceptant de modifier le regard, on peut alors voir émerger un tout autre univers, pauvre en ressources mais riche en services, en aménagements et en équipements, et surtout riche en vie collective. Un univers qui demeure certes perfectible et qui véhicule l'image ultime de l'inégalité des rapports entre les hommes, mais néanmoins un véritable univers urbain.

Les contributions des différents auteurs et le cadre théorique que nous avons développé dans les précédents chapitres nous invitent à percevoir le bidonville d'abord comme un espace de proximité intense. Il s'agit d'une proximité organisée à travers des équipements et des services qui se déploient et se mettent en place selon diverses logiques, la logique publique (bonne gouvernance) étant l'une d'entre elles bien sûr, mais en fonction de l'importance de l'État et des institutions dans la vie publique. Espace de proximité donc, et conséquemment espace localisé soumis à des processus de développement local qui témoignent d'une interaction entre des acteurs internes et/ou externes au bidonville.

Une nouvelle contribution doit être apportée pour éclairer le débat et construire la théorie des bidonvilles. Il convient d'examiner davantage les rapports entre le territoire bidonvillisé, les réseaux qui y oeuvrent, les services qu'on y trouve. C'est l'objectif de la présente recherche que de contribuer à cette compréhension du bidonville, en fonction d'un regard posé de l'intérieur.

Nous avons pu regrouper les différents acteurs en réseaux en proposant un modèle issu des études et analyses réalisées sur les bidonvilles à travers la planète. Ce modèle ne rend pas nécessairement compte de l'ensemble des « champs sociaux » dans le bidonville, mais il s'arrime avec la présence des services urbains de proximité puisqu'il englobe l'ensemble des échanges productifs en relation avec ces services. Le modèle proposé, en n'établissant pas le poids relatif de chacun des réseaux (alors que la littérature met généralement l'emphasis sur les réseaux familial et de voisinage) laisse ainsi une porte ouverte à une interprétation nuancée qui peut varier selon les terrains examinés.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas tant le nombre et l'intensité des relations propres à un réseau donné (auquel cas la famille et le voisinage l'emporteraient effectivement haut la main) que la place prise par les réseaux dans le processus de production des services urbains de proximité qui forgent et transforment le bidonville et assurent son intégration à la vie urbaine globale, ou en d'autres mots assurent l'inclusion à la ville des soi-disant exclus.

Cet énoncé nous permet de rappeler l'hypothèse dont il était fait mention : **l'action des réseaux dans les bidonvilles est à la source de la production et du maintien des équipements et des services urbains de proximité, qui eux-mêmes contribuent à stabiliser l'espace bidonvillisé et à assurer sa pérennité et son développement. Cette action des réseaux se réalise même en l'absence de l'État,**

non pas selon une fonction supplétive temporaire ou transitoire, mais bien dans le cadre d'un développement endogène en fonction d'un horizon lointain.

Lutter contre la précarité consiste à doter le bidonville de l'ensemble des symboles de la ville : des écoles, des espaces communautaires, des commerces, des services accessibles, des équipements communs, des codes de vie conformes à la densité d'occupation. Bien au-delà de la course à la propriété privée, l'appropriation du territoire urbain et de la vie urbaine passe par la construction effective des symboles qui forment et stabilisent ce territoire et l'organisation sociale qui s'y déploie. Ces symboles, ce sont les équipements et les services urbains de proximité qu'on retrouve dans tous les bidonvilles du monde. Comment se bâtissent et se structurent ces services dans un contexte où n'existent que peu ou pas d'interactions entre les réseaux présents dans les bidonvilles et l'État ?

Pour répondre à cette question et pour vérifier notre hypothèse, le cas des bidonvilles de Port-au-Prince a été retenu. Les bidonvilles de Port-au-Prince sont des territoires bâtis dans l'hostilité, l'impuissance ou l'indifférence de l'État, un État trop faible en ressources et/ou trop accaparé par des dissensions ou des attitudes prédatrices pour se préoccuper de la transformation sociale et urbaine qui se déroulait sous ses yeux durant les dernières décennies.

Nous allons donc tester notre modèle de réseaux à partir de l'étude de différents bidonvilles de Port-au-Prince, établir comment les ménages, individuellement ou collectivement, réussissent à trouver réponses à leurs besoins à travers les actions des réseaux, évaluer la nature de ces réponses et leur contribution au développement d'un système urbain qui est cohérent avec la lutte contre la précarité. **Nous allons chercher à comprendre les processus de création et de maintien d'équipements et de services urbains de proximité dans des habitats présentant des conditions difficiles et même extrêmes au plan des ressources et de la précarité.**

PARTIE C
LES RÉSEAUX BIDONVILLOIS

La section C représente la partie la plus substantielle du document. Elle constitue la démonstration de notre hypothèse et regroupe cinq chapitres, en plus de la conclusion générale.

Le lecteur est d'abord invité au chapitre VII, à se familiariser avec les lieux d'étude retenus, soit quatre bidonvilles de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. On y présente leurs caractéristiques (histoire, situation géographique, morphologie, particularités sociales) et on y dresse le tableau des services de proximité, de nature collective, qu'on peut y observer.

Les chapitres VIII, XIX, X et XI permettent au lecteur d'explorer, de façon approfondie, l'action des différents réseaux présents dans chacun des bidonvilles. Les réseaux sont ainsi analysés dans leur rôle de producteurs de services urbains de proximité. Le réseau familial et le réseau de voisinage sont examinés en premier lieu, suivi du réseau religieux pour lequel le lecteur sera amené à constater l'emprise croissante sur l'organisation de la vie urbaine. Une large place est laissée à l'analyse du réseau associatif, considéré à juste titre comme un véritable phénomène en Haïti, et qui témoigne d'un mode de structuration de l'État "par le bas". Le dernier chapitre est consacré au réseau politique dont l'influence semble inversement proportionnel au bruit généré par les acteurs qui le composent. Ce chapitre permet aussi de confirmer le clivage entre le peuple des bidonvilles et l'État.

L'analyse du fonctionnement et de l'action des réseaux dans le bidonville, repose sur l'observation *in situ* et surtout sur les données et témoignages recueillis auprès des principaux acteurs qui composent ces réseaux: les ménages tout d'abord, ainsi que les églises, les institutions locales, les associations et comités de quartier.

Le lecteur sera amené à constater, à travers la convergence et l'unicité des données et témoignages, à quel point la production et le maintien de services urbains

de proximité dans les bidonvilles relèvent d'une logique qui, si elle est multiple, est surtout étrangère à l'État.

CHAPITRE VII

LES BIDONVILLES DE PORT-AU-PRINCE

7.1 Description des lieux d'étude

Rappelons que parmi les 357 cités qui composent l'aire bidonvillisée du grand Port-au-Prince, nous avons concentré nos efforts de recherche sur quatre quartiers offrant chacun des caractéristiques sociales et géophysiques différentes. À ces quatre quartiers se sont ajoutés huit autres quartiers ayant fait l'objet de travaux de recherche plus centrés sur des phénomènes particuliers. De façon à pouvoir généraliser les conclusions relatives à nos recherches et observations, les douze bidonvilles retenus sont répartis dans toute l'aire métropolitaine, avec une emphase pour la ville de Port-au-Prince qui accueille, rappelons-le, 40% de la population résidante des bidonvilles de l'ensemble de la zone métropolitaine.

La photographie aérienne de la page suivante (Figure 7.1) permet de situer les quatre principaux quartiers, tous dans la ville de Port-au-Prince, par rapport à des points de référence de la capitale : la baie de Port-au-Prince (ou Golfe de Gônave) qui constitue la frontière nord de la capitale; le Morne de l'Hôpital, importante montagne d'environ 1 000 mètres d'altitude qui ferme le sud-ouest et dont les pentes très prononcées freinent l'expansion urbaine de ce côté; le Champ-de-Mars qui marque le centre-ville de Port-au-Prince et où on retrouve notamment le Palais National. Ces quatre quartiers, *Baillergeau*, *Fort Mercredi*, *Village de Dieu* et *Cité l'Éternel*, font l'objet d'une description plus détaillée dans les prochaines sections.

Figure 7.1
Situation des quatre quartiers d'étude dans la Ville de Port-au-Prince



Source : Unité de Télédétection et de Systèmes d'Information (UTSIG). 2002. *Photographies aériennes 2002 en format numérique de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.*

7.1.1 *Baillergeau : le bidonville en transition*

Baillergeau est un bidonville caractérisé par une topographie accidentée, constituée de petites collines et de ravines plus ou moins prononcées. Sa population est estimée à environ 12 000 habitants¹. Son nom provient de la francisation du mot créole *bayèjou*, qui signifierait « la barrière à Jos », soit l'emplacement de la clôture d'un ancien cultivateur qu'on devait franchir pour accéder à une source d'eau. Le bidonville est situé en prolongement de quartiers relativement aisés (Pacot et Desprez). Il s'agit d'anciens quartiers de la bourgeoisie de Port-au-Prince, qui y occupait certaines des fameuses résidences au style architectural dit « Gingerbread », ces demeures de 2 ou 3 étages dotées d'une riche ornementation de dentelles de bois. On y retrouve d'ailleurs le célèbre hôtel Oloffson, qui en est une illustration éloquente.

Baillergeau occupe un espace élevé, apparenté à un sommet de colline parsemé de ravines et monticules, dernier palier avant les contreforts du morne de l'Hôpital, la vaste montagne qui domine Port-au-Prince. *Baillergeau* est situé à la limite de la commune de Port-au-Prince, juste avant celle de Carrefour. On y accède par le prolongement de la rue N, une rue pavée qui se transforme en route de terre et gravier au moment de pénétrer dans le quartier. De part et d'autre de cette route carrossable se déploie une série de ruelles et corridors avec des pentes assez prononcées. Le quartier représente une superficie d'un peu plus de onze hectares découpés en neuf secteurs ou sous-quartiers (Gabriel, 1999). Avantageusement situé par rapport au centre-ville, le quartier connaît une forte activité de construction domiciliaire : on voit s'y ériger des résidences vastes et cossues qui côtoient des maisons plus humbles et conformes à l'image du bâti traditionnel des bidonvilles (maisons de une ou deux

¹ Selon l'estimation de la Centrale métropolitaine d'eau potable (CAMEP) en 1999, repris par Gabriel (1999). Un recensement réalisé en 1982 avait permis d'établir le nombre d'habitants à 3 228. Une autre étude en 1994 (Projet HAI-94-03), soit 12 ans plus tard, avait permis de porter ce chiffre à 7 844. Le chiffre de 12 000 pour 2003 est une estimation qui demeure donc fort plausible.

pièces en blocs de béton). On y retrouve également des petits commerces et ateliers, des écoles, des temples religieux (évangélistes, pentecôtistes) et des espaces publics. Certains secteurs témoignent d'un lotissement apparemment anarchique, qui respecte néanmoins les pentes et sinuosités des monticules et ravines, tandis que d'autres parties du quartier affichent un lotissement visiblement plus traditionnel, de type « damier ».

Plusieurs acteurs ont contribué à l'aménagement de ce quartier : les Forces armées américaines, toujours propriétaire d'un centre de communications juste à l'entrée du quartier; certaines grandes familles qui y habitaient un *lakou* à partir duquel s'est développée une partie du quartier; un important propriétaire foncier d'origine étrangère qui y possédait et y possède encore de vastes terrains qu'il a subdivisé, loué ou vendu; et bien sûr des anciens macoutes du régime duvaliériste.

Sur le plan social, une des grandes caractéristiques de *Baillergeau* est d'afficher une cohésion particulièrement forte de tous les acteurs, avec une grande préoccupation pour la sécurité. On signale avec fierté que le quartier n'a jamais connu de débordements, de violences, de *déchoukages*, même dans les périodes de grande instabilité. Le nombre limité d'accès au quartier (une seule voie carrossable et deux ou trois corridors principaux) facilite le contrôle des déplacements.

Le peuplement de *Baillergeau* a débuté au lendemain de la seconde guerre mondiale et s'est poursuivi régulièrement par la suite, bien que le site fut déjà identifié sur les cartes de Port-au-Prince à compter de 1927. Il est donc probable, ce que confirment d'ailleurs les citoyens plus âgés, qu'un certain peuplement s'était amorcé lors de l'occupation américaine du début du siècle (1915-1934). Des vestiges des interventions réalisées alors par l'occupant américain subsistent encore aujourd'hui (notamment un puits de captation d'eau de source et un réservoir en béton).

La photographie aérienne à la figure 7.2, illustre la morphologie du territoire et la forme urbaine du quartier, clairement caractérisées par la présence de collines, ravines et lits de ruisseaux qui accueillent des bâtiments serrés les uns contre les autres.

Figure 7.2
Vue aérienne du quartier Baillergeau



Source : Unité de Télédétection et de Systèmes d'Information (UTSIG). 2002. *Photographies aériennes 2002 en format numérique de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.*

On notera les circonvolutions du milieu bâti qui suivent les courbes de niveau et qui témoignent de la topographie accidentée du quartier (pentes prononcées, ravines).

7.1.2 Fort Mercredi : les vestiges d'une crise sociale

Le bidonville de *Fort Mercredi* est aménagé sur les flancs d'un morne dominé par le site d'une ancienne fortification, dont il ne subsiste aujourd'hui que les

fondations. Le site offre d'ailleurs une vue imprenable sur Port-au-Prince. À partir de la *Route des Dalles*, dans le quartier *Bolosse* adjacent et situé en contrebas de *Fort Mercredi*, on emprunte une route de terre à peine carrossable qui grimpe le long du morne, route vers laquelle se rabattent ruelles et corridors desservant des centaines de maisonnettes en béton et blocs : c'est la *Route de Fort Mercredi*². Plus haut, en continuant sur la route de terre, on arrive à un carrefour qui constitue une autre limite du quartier, à la jonction du quartier voisin de *Décayette*. Une ravine à la pente très accentuée (la ravine du *Bois de chêne*) représente une frontière géographique principale qui sépare *Fort Mercredi* des autres quartiers voisins, tandis qu'il en est de même pour la pente prononcée du morne. Dans les études et analyses, on fait généralement référence à *Fort Mercredi / Bolosse* ou encore à *Fort Mercredi / Décayette*, comme si le quartier était en quelque sorte une zone hybride ou intermédiaire. Pour les résidents concernés, l'identification à *Fort Mercredi* est toutefois très claire : *Bolosse*, c'est plus bas tandis que *Décayette*, c'est plus haut.

La présence d'une institution religieuse dont le temple et les vastes terrains sont protégés par une épaisse muraille de béton, marque aussi physiquement une frontière du quartier. Une mission baptiste a de plus construit en plein cœur du quartier un grand orphelinat de 3 étages, également protégés par des murailles flanqués de fils barbelés. Les installations de ces institutions dominent ainsi physiquement le quartier. Comme pour la plupart des bidonvilles, on constate la présence de petits commerces et ateliers, d'écoles et de temples religieux. Le marché informel de la *Route des Dalles* permet aux habitants du quartier d'y trouver les aliments et les biens nécessaires au ménage.

² D'ailleurs identifiée comme telle sur la cartographie officielle : Defense Mapping Agency, United States Government, Références 1992, édition 1994, *Haïti city graphic*, sheet 2.

L'intérêt à l'égard de ce quartier réside dans son tissu social fragilisé par des événements dramatiques survenus en 2001 dans *Fort Mercredi* et le quartier adjacent de *Décayette*. Une altercation relative à un terrain aurait dégénéré en 8 journées d'affrontements et de violence (10 au 18 juin 2001), dont le bilan se serait établi à 6 morts selon les autorités officielles de l'époque. Les témoins et habitants de la zone, ainsi que les reportages dans les médias, rapportent un bilan beaucoup plus grave : 20 morts, 15 disparus, 150 maisons incendiées (un programme de reconstruction était d'ailleurs amorcé en 2003 et confirme cette partie du bilan), et des gestes d'une cruauté et d'une barbarie inqualifiable. Le quartier aurait pratiquement été laissé à lui-même pendant ces journées et ces nuits, en proie à une mini guerre civile qui a laissé des blessures encore présentes au moment de notre enquête en 2003. La figure 7.3 ci-après permet de situer le quartier de *Fort Mercredi* sur les hauteurs de Port-au-Prince.

Figure 7.3

Vue aérienne du quartier Fort Mercredi

Source : Unité de Télédétection et de Systèmes d'Information (UTSIG). 2002. *Photographies aériennes 2002 en format numérique de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.*

Les vestiges de l'ancienne fortification (Fort Mercredi) érigée sur un monticule, apparaissent au centre supérieur de la photo. La zone boisée qu'on observe au centre supérieur droit correspond au terrain privé (et muré) d'une communauté religieuse.

7.1.3 *Village de Dieu : entre la terre et la mer*

Le quartier de *Village de Dieu* est clairement circonscrit au plan géographique : il est borné par la mer au Nord, le boulevard Harry Truman au Sud (ou boulevard du Bicentenaire), le canal exutoire du Bois de chêne à l'Ouest, et une zone industrielle à l'Est.

Ce bidonville de bord de mer occupe malgré tout, pour sa plus grande partie, une espèce de petit plateau qui le met à l'abri des inondations, sauf pour le littoral. Deux chaussées carrossables partant du boulevard Harry Truman se rejoignent au cœur du quartier et en constituent ainsi les artères principales. Comme ailleurs, un grand nombre de ruelles et de corridors plus ou moins étroits se rabattent vers ces artères.

Village de Dieu compte entre 10 000 et 15 000 habitants. Ce quartier est typiquement un bidonville de l'après-duvaliérisme, son développement ayant débuté en 1988. Il fait partie de la zone qui aurait été récupérée par le gouvernement militaire de Namphy pour offrir des terrains aux soldats de l'armée haïtienne³, qui y auraient alors initié un vaste programme de spéculation foncière. Dans certains documents (Holly 1999), *Village de Dieu* est assimilé au vaste bidonville de *Cité L'Éternel /Cité Liberté*, ou encore il est considéré comme un sous-quartier de ce bidonville (Verdeil 1995), représentant un peu plus du tiers des 35 hectares relevés.

Une de ses caractéristiques réside dans la présence imposante d'un temple religieux (3 étages, tout en béton peint en blanc et toiture à double pente) qui se dresse telle une cathédrale au cœur du quartier. Une autre est constituée par la présence de deux entrées principales, d'ailleurs les seules donnant accès au quartier,

³ Notons que cette affirmation, reprise dans plusieurs études et analyses, ne s'appuie sur aucun document officiel, comme le fait remarquer Verdeil (1995, p. 3) dans son étude sur le commerce de l'eau dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Il faut souligner néanmoins que tous les témoignages convergent vers cette explication et que les réalités s'appuyant sur des gestes non officiels et non documentés sont légion en Haïti.

flanquées de deux arches identifiant le quartier. Ces entrées sont les issues des rues principales.

Presque tout l'espace disponible étant occupé, le bidonville de *Village de Dieu* poursuit son expansion à la verticale, mais aussi à même la mer : on déverse sur le rivage et dans la mer des carcasses d'automobiles et autres débris, puis on remblaie le tout avec du gravier. Le terrain ainsi gagné sur la mer peut alors recevoir une maison.

7.1.4 Cité L'Éternel : le bidonville de l'imaginaire

Avec le bidonville de *La Saline* et certaines zones de *Cité Soleil*, le quartier de *Cité L'Éternel* correspond probablement le plus à l'image que se font les Occidentaux lorsqu'on leur parle d'un bidonville. En ce lieu est mis en évidence toute la difficulté des conditions de vie : insalubrité, densité, inconfort et pauvreté s'y conjuguent pour offrir le spectacle désolant d'un habitat misérable, d'un enfer sur terre, d'un défi à l'humanité.

En excluant le secteur de *Village de Dieu* décrit précédemment, le quartier de *Cité L'Éternel* occupe une plaine alluvionnaire et deltaïque, à la fois lieu de convergence et cône de dispersion de plusieurs canaux et ravines assurant le drainage de la basse ville et des hauteurs de Port-au-Prince. Ces canaux sont aussi et surtout de grands égouts à ciel ouvert. Située entre le boulevard Harry Truman et la mer, *Cité L'Éternel* est ainsi érigée sur un ancien delta marécageux qui abritait autrefois une mangrove⁴. Celle-ci fut rasée et devint durant quelques années une décharge sauvage, de sorte que plusieurs bâtiments furent construits sur une terre marécageuse sur laquelle repose une couche de déchets, elle-même sommairement remblayée d'une

⁴ Une mangrove est une forêt de palétuviers et d'autres espèces végétales associées poussant dans la vase et les terres inondées du littoral des zones tropicales. La densité de cette forêt la rend généralement quasi-impénétrable.

mince couche de gravier. C'est ainsi que des dizaines de maisons s'enfoncent dans le sol, année après année, obligeant leur abandon ou encore des travaux récurrents de réfection⁵.

Le niveau moyen du sol ne dépasse guère un mètre au-dessus du niveau de la mer. Les déchets et alluvions charriés par les eaux de pluie s'accumulent dans le lit des canaux qui traversent le quartier, entraînant la sédimentation et ralentissant la vitesse d'écoulement et, en conséquence, le débordement des eaux à chaque pluie importante. Certaines zones du quartier sont ainsi régulièrement sujettes à des inondations⁶, tandis que toute la superficie est mal drainée, faute de pentes suffisantes. Il est aussi difficile d'y aménager des latrines puisqu'on ne peut creuser le sol en profondeur, la nappe phréatique effleurant en surface. Les canaux et les rares terrains vagues reçoivent donc les déchets et excréta humains. On peut aisément imaginer les risques d'infection et de transmission de maladies. La malaria y sévit d'ailleurs de façon endémique.

Le secteur qu'on identifie plus précisément à *Cité L'Éternel* (en excluant *Cité Plus* et *Village de Dieu*) abrite quelque 30 000 personnes sur une vingtaine d'hectares. La plupart des maisons y sont construites en dur, bien qu'ils subsistent près du littoral quelques constructions rudimentaires en bois et tôle. Contrairement aux deux autres quartiers, on constate peu de valorisation verticale de l'habitat construit. L'immense majorité des maisons ne dépassent pas un étage, seuls quelques temples religieux et certains bâtiments le long de la rue principale affichent un

⁵ Ces travaux consistent à couler un nouveau plancher de béton sur le plancher existant qui s'est abaissé, à ajouter une nouvelle rangée de blocs pour récupérer la hauteur initiale des murs, et à remonter le toit. On ajoute ainsi un poids supplémentaire au bâtiment, ce qui contribue à le faire s'enfoncer davantage.

⁶ Ainsi, durant le séjour de l'auteur en 2003, une inondation à la suite d'une importante pluie tropicale y a causé quatre morts par noyade. La maison était bâtie sur les bords d'un canal et les résidents ont été surpris par la montée soudaine des eaux.

deuxième étage. Il est probable que la faible capacité portante du sol et l'impossibilité d'aménager des infrastructures souterraines expliquent cette situation. *Cité L'Éternel* est identifié par une arche métallique où est inscrit le nom du quartier, arche que l'on doit franchir lorsqu'on quitte le boulevard Harry-Truman pour emprunter la rue principale du quartier.

À l'instar de tous les autres quartiers observés, *Cité L'Éternel* n'est pas qu'un lieu de résidence même si cette fonction y est dominante. On y retrouve en effet des commerces, boutiques d'artisans, petites entreprises, temples, écoles et autres institutions. La figure 7.4 permettra au lecteur de situer les quartiers de *Village de Dieu*, *Cité Plus* et *Cité L'Éternel*.

Figure 7.4

Vue aérienne des quartiers de Cité L'Éternel et Village de Dieu

Source : Unité de Télédétection et de Systèmes d'Information (UTSIG). 2002. *Photographies aériennes 2002 en format numérique de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.*

Les nombreux canaux et exutoires ainsi que les caractéristiques deltaïques de la zone de *Cité L'Éternel*, *Cité Plus* et *Village de Dieu* apparaissent clairement à l'observation de cette photographie aérienne, laquelle laisse également entrevoir la très grande densité de l'habitat (au moins 1400 à 1500 personnes à l'hectare). Les trois quartiers totalisent ainsi approximativement 35 hectares et 50 000 habitants. Ils sont géographiquement distincts les uns des autres, grâce aux frontières naturelles et artificielles que représentent le grand boulevard, les canaux et la mer (golfe de Gonâve).

7.1.5 Autres quartiers étudiés

En plus des quatre quartiers présentés précédemment, des entrevues et/ou visites ont aussi été réalisées dans huit autres bidonvilles de l'aire métropolitaine, de façon à bâtir une vision d'ensemble qui traduise à la fois la disparité et les ressemblances entre divers lieux géographiques. Les quartiers de *Bois Jalousie* (Pétion-Ville) et *Belair* (Carrefour) représentent des secteurs plus périphériques dans l'agglomération, l'un et l'autre étant situé à une douzaine de kilomètres du centre-ville de Port-au-Prince⁷. Le quartier de *Fort National*, populeux et un des plus anciens, constitue quant à lui le type même de bidonville au cœur de la capitale, à quelques centaines de mètres du centre-ville. *Savane Pistache* représente une phase très récente de bidonvilisation sur les pentes du Morne de l'Hôpital. Les autres quartiers visités sont *Cité Maria*, *Cité Sainte-Marie*, *Cité Plus* dont il a déjà été fait mention, et certaines zones bidonvillisées de *Carrefour Feuilles*, de *Canapé Vert* et de *Martissant*. Ils sont tous situés dans les limites territoriales de la commune de Port-au-Prince.

7.2 Aménagements, services de proximité et équipements collectifs dans les bidonvilles

Si on peut, à certains égards, comparer les bidonvilles de Port-au-Prince à des villes de petite dimension à cause de la mixité des usages qu'on y retrouve, encore faut-il pouvoir y identifier les signes concrets d'une organisation urbaine. Existe-il des aménagements physiques assimilables à des équipements publics dans les bidonvilles? Le fait de déambuler dans un bidonville permet au promeneur attentif de voir apparaître des ouvrages qui traduisent une intervention qui, si elle ne s'est pas réalisée dans le cadre d'un processus public relevant de l'État, appartient vraisemblablement à une démarche collective : un terrain de football aménagé et entretenu, une ruelle bétonnée sur plusieurs dizaines de mètres, une place publique, la

⁷ Le centre-ville de Port-au-Prince étant défini comme le site immédiatement au sud du Palais National et du Champ-de-Mars.

présence de ponceaux, de canaux de surface en béton, d'escaliers, de kiosques d'eau potable, d'une école communautaire ou d'un centre communautaire de santé, tous ces éléments traduisent des gestes concertés d'aménagement et de développement.

D'autres équipements s'inscrivent dans une démarche visant à fournir des services à la collectivité, même s'ils relèvent d'initiative plus privées ou institutionnelles: les églises et les écoles privées sont largement répandues dans le bidonville. On y constate aussi la présence de services de communications téléphoniques, de citernes d'eau privées, de cafés internet, de marchés informels, de même que toute la gamme des activités commerciales et de services personnels.

Ces aménagements et services, qu'ils soient de nature privée ou collective, sont autant de réponses à des besoins propres aux populations des bidonvilles. Le tableau 7.1, ci-après, reprend les résultats d'observations faites dans six bidonvilles dont les quatre principaux bidonvilles retenus pour cette recherche. La figure 7.5 qui l'accompagne illustre ces observations dans le cas d'un bidonville type, celui de Baillergeau.

Les projets et équipements recensés dans la foulée des visites et des enquêtes sur le terrain sont, dans le tableau et la figure qui suivent, limités aux fruits d'initiatives communautaires, à l'exclusion des éléments de nature privée s'adressant à la collectivité (la clinique médicale privée par exemple) et des éléments institutionnels (l'école confessionnelle par exemple). Il ne s'agit pas de négliger ces deux sources de services de proximité, qui feront d'ailleurs l'objet d'un examen attentif un peu plus loin, mais de mettre en évidence les résultats concrets des efforts collectifs, résultats qui s'apparentent en quelque sorte à la sphère publique de l'univers des bidonvilles. Ces activités et équipements collectifs traduisent ainsi le sens de la création, de l'appropriation et du partage public du territoire et de l'espace social, autant de démarches fondamentales à la construction de la ville et au développement de la vie urbaine.

Tableau 7.1
Résultats observés des initiatives de type « collectif » dans certains
bidonvilles

Quartier	Projets et équipements de nature collective observés	
<i>Baillergeau</i>	Aménagement de deux terrains sportifs Alimentation en eau potable Bétonnage des ruelles et corridors Construction de ponts, ponceaux et passerelles Canalisations de surface Douches communautaires Fêtes collectives Clubs sportifs Salle communautaire	
<i>Fort Mercredi</i>	École communautaire Bibliothèque Nettoyage Bétonnage des ruelles et corridors Alimentation et distribution électrique	
<i>Cité L'Éternel</i>	Place publique Alimentation en eau potable Canalisations de surface Douches communautaires Dispensaire médical École communautaire Entrée / identification du quartier	Alimentation électrique Coopérative de prêts aux petites marchandes Nettoyage et collecte des ordures Construction de ponceaux Clubs sportifs
<i>Village de Dieu</i>	Place publique Entrée / identification du quartier (arches) Bétonnage des ruelles et corridors Alimentation et distribution électrique Aménagement d'un terrain sportif Alimentation en eau potable	
<i>Fort National</i>	Places publiques (3) Dispensaire médical Bétonnage des ruelles et corridors Terrains de jeu Alimentation en eau potable Douches communautaires	
<i>Savane Pistache</i>	École professionnelle Coopérative de prêts aux petites marchandes Projet de latrines	

Figure 7.5 Baillergeau

FIGURE 7.5 : EMBLACEMENT DE QUELQUES ÉQUIPEMENTS ET AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS DANS LE BIDONVILLE DE BAILLERGEAU, PORT-AU-PRINCE



7.3 Conclusion : des bidonvilles qui s'organisent

En prenant connaissance du contenu du tableau 7.3, le lecteur est confronté à une réalité qui offre toutes les apparences d'un déploiement prononcé de services urbains de proximité dans des territoires pauvres en ressources et riches en contraintes de toutes sortes. Ces résultats d'enquêtes et d'observations rejoignent les éléments recensés au tableau 5.1 sur la typologie des services de proximité dans les bidonvilles. Ceux de Port-au-Prince affichent donc ces mêmes particularités, cette même présence de gestes posés qui débouchent sur des aménagements, des lieux, des équipements partagés.

Un des éléments intéressants concerne la pérennité de certaines actions et de certains ouvrages. Bétonner un corridor ou une ruelle peut se limiter à une action ponctuelle. Mais aménager un terrain sportif implique un certain entretien subséquent, tout comme ouvrir un dispensaire médical exige qu'on y affecte le personnel et les ressources nécessaires à son opération. Les symboles de la vie urbaine et de l'appropriation du territoire ne sont pas que temporaires et sans lendemain. Ajoutés aux innombrables initiatives privées et aux quelques initiatives institutionnelles, on assiste ainsi au déploiement, à l'intérieur des frontières du bidonville, d'une gamme étendue de services urbains de proximité. La vie urbaine s'y organise et s'y structure, le privé et le public s'y côtoient et parfois s'y heurtent, le territoire se transforme, les rapports sociaux y évoluent. Tous les bidonvilles qui ont retenu notre attention respectent ce schéma, avec une intensité variable certes, mais ils dégagent tous ce même sentiment et cette même volonté d'enracinement dans la ville et dans le mode de vie urbain, et aussi ce désir de transformer qualitativement un milieu difficile.

Au cours de prochains chapitres, nous allons examiner ces processus d'enracinement qui s'expriment par la production et l'administration de services

urbains de proximité. Nous allons investiguer ces processus pour déterminer s'ils se réalisent, selon notre hypothèse, à travers l'action des différents réseaux présents dans les bidonvilles : famille, voisinage, religion, association, politique. Chacun de ces cinq types de réseaux sera analysé et décortiqué en fonction de son influence sur l'organisation du quartier et des services urbains qu'on y retrouve.

CHAPITRE VIII

LE RÉSEAU FAMILIAL ET L'UNITÉ DE VOISINAGE

La famille est la caractéristique principale de l'organisation sociale des bidonvilles, la source première des liens de solidarité entre les habitants d'un même lieu, souvent le fondement même des actions individuelles et collectives pour l'amélioration des conditions de vie. Qu'il s'agisse de la famille nucléaire traditionnelle (parents – enfants) ou de la famille élargie (oncles, tantes, cousins, cousines), intégrant parfois en plus des membres issus de longues relations d'amitié ou de fréquentations, la famille reste la structure qui définit et induit les liens sociaux premiers et détermine les trajectoires de vie et, ce qui nous préoccupe davantage dans le cadre de cette recherche, certains des modes d'occupation du territoire et des rapports avec la collectivité.

Nous avons déjà exposé, sur la base de plusieurs études et recherches réalisées dans les bidonvilles, l'importance du réseau familial comme espace d'échanges (selon un système de réciprocité d'après Lomnitz (1977)), comme espace de vie et élément premier de la structure sociale. Nous allons maintenant chercher à comprendre et à démontrer dans ce chapitre, sur la base des expériences recensées dans les bidonvilles de Port-au-Prince, comment ce type de réseau est une source importante, parmi les autres définies dans notre cadre théorique, de production de services urbains de proximité.

À cet univers de proximité sociale qu'est la famille, s'ajoute celui de la proximité géographique qu'est le voisinage. Bien que les limites précises d'une unité de voisinage demeurent floues et variables selon le type de milieu, on convient qu'il s'agit d'un environnement de grande proximité où les distances peuvent être franchies à pied dans de très courts laps de temps (de l'ordre de quelques secondes à quelques minutes au maximum) et à l'intérieur duquel les interactions et échanges entre les ménages sont fréquents et même quasi-quotidiens. Le voisinage est en quelque sorte la zone correspondant au premier espace partagé, soit le premier espace 'public'. Dans le bidonville, c'est le monde du corridor, de la ruelle, de la rue, un monde s'étendant sur quelques centaines de mètres carrés. Il s'apparente parfois au sous-quartier et affiche ainsi sa propre identité. Par exemple, le bidonville de *Baillergeau* est constitué de neuf secteurs bien identifiés : *Saint-Louis*, *Muguet*, *Haut Saint-Louis*, *Sous-Carrian'n*, *Ti-Sous*, *Ambalumière*, *Dalman*, *Bas Dalman* et *Campêche*. Chacun de ces secteurs représentent entre cent et deux cents ménages. L'unité de voisinage peut ainsi se confondre avec ce sous-quartier ou en être un élément de base constituant. L'unité de voisinage regroupe généralement des ménages qui se connaissent ou se reconnaissent entre eux.

Si on peut convenir que l'unité de voisinage va bien au-delà de la simple proximité géographique pour correspondre également à une certaine homogénéité sociale, on ne saurait en faire une règle absolue. Le riche et le pauvre qui se côtoient dans un même espace peuvent bien s'ignorer mutuellement, ils n'en restent pas moins des voisins. Ils appartiennent toutefois à un même "réseau" de voisinage lorsqu'ils choisissent de ne pas s'ignorer, ce qui a d'ailleurs pu être constaté à plusieurs reprises dans certains bidonvilles.

8.1 Insertion urbaine et solidarité familiale

Les ménages des bidonvilles de Port-au-Prince respectent des règles identiques à celles des ménages pauvres urbains ailleurs dans le monde, en matière d'insertion urbaine. La trajectoire entre le milieu d'origine et l'installation dans la grande ville est souvent guidée par un parrainage assumé par un ou plusieurs membres de la famille qui y sont déjà installés :

C'est son grand frère qui est venu le premier à *Fort Mercredi* en 1987, pour étudier. Lui est venu le rejoindre en 1990 et ses sœurs ont suivi par la suite, toujours pour étudier. Son grand frère travaille maintenant, mais il habite toujours avec eux. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 2).

Madame F. est venue s'installer à *Cité L'Éternel* parce qu'elle avait une grande sœur qui y résidait déjà. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 2).

M. est originaire de Jérémie. Il a deux frères et une sœur qui habitent le quartier de *Baillergeau*. Ils sont venus les uns à la suite des autres pour chercher du travail à Port-au-Prince. (Source : Rapport d'entrevue *Baillergeau* no 5).

Le sociologue haïtien Charles Daly Faustin (2003) a fait le même constat lors d'une enquête qu'il a réalisé dans le bidonville de *Morne Silo*, dans le secteur de Delmas :

« Les liens familiaux traditionnels jouent un rôle important dans l'hébergement. Parmi les facteurs d'attraction d'un quartier, on trouve ce qu'on peut appeler le milieu communautaire favorable, comme la présence d'un tuteur, d'un parent ou d'un frère... » (Faustin 2003, p. 153)

Comme partout dans le monde, le regroupement des membres d'une même famille dans un même quartier n'est évidemment pas le fruit du hasard. Tel qu'indiqué au tableau 8.1, parmi les 52 ménages enquêtés, 34 de ceux-ci ont des liens

familiaux¹ avec d'autres ménages dans le même quartier. La filière est simple : on rejoint un parent déjà installé ou bien on invite un parent à venir nous rejoindre.

Tableau 8.1

Répartition des ménages (en nombre) selon la situation géographique de la parenté

Quartier Caractéristiques familiales du ménage	<i>Baillergeau</i> <i>N : 12</i>	<i>Fort</i> <i>Mercredi</i> <i>N : 10</i>	<i>Cité</i> <i>L'Éternel</i> <i>N : 20</i>	<i>Village</i> <i>de Dieu</i> <i>N : 10</i>	<i>Total</i> <i>N : 52</i>	<i>%</i>
Ménages comptant des membres de la famille dans le même quartier	7	4	15	8	34	65,4%
Ménages comptant des membres de la famille ailleurs dans la zone métropolitaine	1	1	1	—	3	5,8%
Ménages comptant des membres de la famille en région	9	10	19	9	47	90,4%
Ménages comptant des membres de la famille à l'étranger	8	8	11	9	36	69,2%

N.B. : Un ménage peut avoir des parents à la fois dans le quartier, en région et à l'étranger, ce qui est d'ailleurs le cas pour la majorité des ménages.

La recherche d'un logement et l'intégration à un nouveau mode et un nouveau rythme de vie sont des processus qui peuvent s'avérer pénibles en l'absence d'un guide en qui on peut avoir confiance. De même, si les études et la recherche du travail sont des motifs qui reviennent fréquemment pour justifier l'exode, l'insécurité des campagnes est aussi invoquée :

Sous la dictature des Duvalier, il y avait beaucoup d'exactions de la part de macoutes à Dorie (sud du pays). Ils rentraient dans les maisons et abusaient des gens. R. et son mari ont eu peur pour leur vie et sur les conseils de la sœur qui vivait déjà à *Baillergeau*, la famille s'est

¹ Ces liens familiaux concernent les proches parents (grands-parents, père, mère, frères, sœurs, enfants, oncles, tantes, neveux et nièces) ainsi que les cousins germains.

dirigée vers Port-au-Prince pour s'installer à *Baillergeau*. (Source : Rapport d'entrevue *Baillergeau* no 6).

Dans un pareil contexte de peur et d'insécurité, la présence d'un guide n'en revêt que plus d'importance. Ce rôle revient naturellement à un parent, selon les principes inhérents à la responsabilité et la solidarité familiale. C'est ainsi qu'avec le temps et l'importance de la famille d'origine, certaines familles en viennent à représenter des groupes d'une certaine ampleur :

Madame A. L. a beaucoup de famille dans le quartier. En plus de son fils, elle compte aussi deux sœurs et huit cousins et cousines qui sont tous résidents de *Cité L'Éternel*, soit une dizaine de familles en plus de la sienne proche. Dans *Cité L'Éternel*, ils représentent une grande famille. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 20).

J. et son frère G. partagent une maison à *Cité L'Éternel* avec leurs cinq frères et sœurs, leur mère, leur grand-mère et le fils de J. Ils ont des tantes et des cousins qui habitent le quartier. Au total, il y a huit maisons à *Cité L'Éternel* qui sont occupés par des membres de leur famille. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 8).

Il ne s'agit pas, à travers ces témoignages, de phénomènes isolés. Ces « grandes familles » sont assez répandues dans les bidonvilles de l'aire métropolitaine et représentent une réalité évolutive, lorsque par exemple les enfants quittent le noyau familial initial pour fonder leur propre famille et s'installer dans un logement, souvent à proximité des parents, ou encore lorsque le frère ou la sœur qu'on a accueilli se marie à son tour. Le noyau de base s'élargit ainsi considérablement sur la base des alliances qui s'établissent. Avec le taux de natalité qui demeure élevé, au moins chez les familles de la première génération, la ramification de l'arbre familial est à la fois rapide et étendue. La solidarité familiale s'inscrit comme une prémisse assez répandue dans les stratégies de survie : elle se traduit par la mise en commun des ressources et des efforts de chaque membre, particulièrement lors de l'étape de construction d'un logement :

Monsieur J.C.L. est maçon et construit des maisons dans *Village de Dieu*. Souvent, il apporte son aide à ses proches parents et à des amis. (Source : Rapport d'entrevue *Village de Dieu* no 8).

Madame B.D. avait construit sa maison avec l'aide de son mari, aujourd'hui décédé. Elle a deux grands enfants qui travaillent et contribuent financièrement aux travaux de la maison. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 1).

Madame A. L. souligne qu'il y a beaucoup d'entraide et de solidarité dans sa famille. Pour construire la maison, le ménage a eu l'aide des cousins. Quand un membre de la famille a un problème, les autres l'aident. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 20).

La famille représente donc aussi une assurance en cas de problèmes ou de difficultés. C'est vers elle qu'on se tourne lorsque survient un coup dur : manque d'argent, maladie, accident ou décès. Il s'agit d'une règle universelle qui n'a rien d'exclusif aux bidonvilles. Simplement la rareté des ressources et la situation de survie au quotidien dans laquelle sont plongés de nombreux ménages, rendent cette assurance encore plus précieuse, sinon vitale. Il est toujours étonnant de constater que ceux qui ne possèdent presque rien arrivent même à partager, au besoin, le peu qu'ils ont :

Madame R. tient un très petit commerce de pain et de sucre chez elle pour rentabiliser les petites sommes qu'elle reçoit d'amis ou de sa fille qui habite quelques maisons plus loin. Actuellement, c'est sa fille qui est son plus grand support. Le mari de R. est à l'hôpital où il est soigné pour une importante infection au pied. Madame R. est incapable de se rendre souvent à l'hôpital, alors sa fille s'occupe du père et elle-même garde les enfants en l'absence de sa fille. (Source : Rapport d'entrevue *Baillergeau* no 6).

L'expression de la solidarité familiale n'est pas limitée aux membres qui habitent le même quartier. Il a déjà été souligné l'importance de la diaspora haïtienne, évaluée à 2 000 000 de personnes, et l'importance des transferts privés qu'elle génère en direction des ménages haïtiens (27% des ménages haïtiens reçoivent des transferts de l'étranger – v. chap. 4). De plus, si 30% des ménages haïtiens comptent au moins un parent à l'étranger, cette proportion dépasse 60% dans l'aire métropolitaine (IHSI 2003a). Port-au-Prince, avec son aéroport international, est en effet le principal point

de départ des haïtiens qui souhaitent migrer vers l'étranger. Dans les bidonvilles étudiés, cette réalité transparaît clairement. Comme on le voit au tableau 8.1, parmi notre échantillon de 52 ménages, il y a davantage de ménages (36) qui ont des parents à l'étranger, qu'il y a de ménages qui en ont dans leur propre quartier (34).

L'existence du système de transfert de fonds en provenance des parents à l'étranger a été confirmée par plusieurs des ménages enquêtés. En réalité, sur les 36 ménages ayant des parents à l'étranger, 22 reçoivent des transferts sur une base plus ou moins régulière, soit 42% de notre échantillon :

Madame M. n'a pas de famille qui habite le quartier. Sa mère et son père vivent dans le département de l'Artibonite. Elle a aussi de la famille à Saint-Domingue, en République Dominicaine. La famille s'entraide par des transferts d'argent et de provisions. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 7).

Les parents de A. à l'étranger, tantes, oncles, cousins, aident beaucoup la famille par des envois de vêtements et par des transferts d'argent. Ils appellent souvent pour s'enquérir des besoins de la famille. En général, le père de A. s'arrange pour faire face aux problèmes financiers qui peuvent survenir. Quand il le faut, il fait appel à la famille qui vit à l'étranger. (Source : Rapport d'entrevue *Baillergeau* no 12).

I. C. a une cousine qui vit dans le quartier. Elle a de la famille dans les communes de Baradère et de Petit Trou de Nippes. Elle a encore de la famille à New-York. Ces derniers envoient de l'argent et parfois des provisions. La famille s'entraide. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 6).

Le système de transfert est facilité par la présence d'entreprises spécialisées, généralement associées à des banques haïtiennes (Unitransfer et Unibank par exemple) ou appartenant à des institutions bien établies dans ce domaine (Western Union par exemple) qui comptent des succursales dans toutes les villes où l'on retrouve une partie importante de la diaspora. On peut ainsi envoyer des fonds qui seront livrés en mains propres ou effectuer à distance des achats de provisions qui seront acheminées au destinataire. On peut également acheter des programmes

d'assurance vie et d'assurance santé pour le bénéfice des membres de la famille en Haïti. Notons que face aux frais élevés de ces transferts, lesquels peuvent atteindre 10% de la somme transférée, plusieurs pays ont récemment convenu de prendre des mesures pour faciliter ces transferts et en diminuer les coûts.

Les transferts internes au pays existent aussi en grand nombre, notamment entre les ménages urbains et ruraux d'une même famille. Ainsi, 31% des ménages urbains en Haïti reçoivent des transferts internes. Mais la filière qu'on serait spontanément porté à invoquer, celle du transfert d'aliments de la campagne vers la ville, semble beaucoup plus ténue qu'on voudrait le croire. Selon les témoignages recueillis, il apparaît que le sens des échanges comprenne également celui de la ville vers la campagne, ce qui serait finalement conforme à la dure réalité du monde rural haïtien :

Monsieur J.C. habite à *Village de Dieu*. Il a encore des parents, tels que son frère et ses cousins, qui vivent dans la commune de Grand Goâve. Ces derniers ne peuvent pas l'aider puisqu'à la campagne, les conditions de vie sont plus dégradées qu'à la capitale. (Source : Rapport d'entrevue *Village de Dieu* no 8).

W. et N. n'ont pas de proches parents qui résident dans le quartier, mais d'autres membres de leur famille vivent à Roseau (en région). N. leur envoie de l'argent pour prendre soin de sa fille qui vit avec eux et qui vient d'avoir dix ans. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 8).

Le cas de figure le plus traditionnel est aussi rencontré dans les bidonvilles. Certains ménages reçoivent effectivement des transferts de nourriture en provenance d'un parent qui demeure sur une exploitation agricole, généralement la ferme familiale d'origine. Une situation qui, sans être fréquente, est loin d'être exceptionnelle, est celle où le mari continue d'exploiter la ferme familiale tandis que l'épouse est installée en ville avec les enfants qui peuvent ainsi profiter d'un meilleur accès aux écoles et à d'autres opportunités de revenus. On ne soulignera d'ailleurs jamais assez la différence entre le milieu rural et le milieu urbain (en particulier celui

de Port-au-Prince) au chapitre des revenus. Comme en témoigne le tableau suivant, l'écart va du simple au quadruple entre la campagne et Port-au-Prince, alors que les chiffres pour les autres zones urbaines annoncent une situation plus similaire avec celle des zones rurales.

Tableau 8.2
Revenu annuel moyen (en gourdes) des ménages en fonction du lieu de résidence

	Secteur rural	Aire métropolitaine	Autres zones urbaines
Revenu (incluant troc et autoconsommation)	14 042 g	56 019 g	21 574 g

Source : Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) 2003a. ECVH, p. 157

N.B. Il faut mentionner qu'un revenu moyen d'un peu plus de 56 000 gourdes par année correspond à un revenu à peine supérieur à 4 \$ US par jour par ménage (moins de 1 \$ US par personne), témoignant du fait que 57% des ménages de l'aire métropolitaine sont pauvres et 38% sont extrêmement pauvres (insécurité alimentaire), des taux qui sont respectivement de 85% et 65% en milieu rural.

Un tel écart n'est pas étonnant et correspond à une règle répandue partout dans le monde. Ainsi, l'écart des revenus entre les ruraux et les habitants des bidonvilles de la Chine va du simple au quintuple (Zhang, Zhao et Tian, 2003). Le phénomène est identique, avec quelques variations, en Amérique Latine (Locher, 2000) ou en Afrique. Rien, dans les campagnes haïtiennes, comme dans celles des autres pays du tiers monde, ne permet de dire qu'il y existe des stratégies productives parallèles permettant aux ruraux de compenser efficacement cette pauvreté 'officielle'. Cette idée relève d'un mythe encore aujourd'hui largement répandu. Personne ne fuirait l'abondance des campagnes pour la misère des villes. Si l'exode rural existe, c'est que la campagne est bel et bien le pire lieu de misère.

Malgré tout, il arrive aussi que les transferts s'effectuent dans les deux sens. On envoie de l'argent à la famille en région qui, en échange, expédie des provisions :

R. a un frère et une sœur qui résident dans le quartier. D'autres membres de sa famille vivent aux Cayes (sud-ouest). Elle envoie de l'argent à ses parents, qui à leur tour lui envoient des provisions. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 9).

Madame E. a un beau-frère et une cousine qui résident dans le quartier. D'autres membres de sa famille vivent à Chardonnière (département du Sud). Elle envoie de l'argent à ces derniers qui en retour lui envoient des provisions. (Source : Rapport d'entrevue *Village de Dieu* no 2).

Ce genre d'échange ne peut être assimilé à un simple commerce : en considérant les coûts de production et de transport, il serait souvent plus rentable pour le ménage urbain d'acheter ses provisions au grand marché, ou pour le ménage rural d'y vendre sa production. Il s'agit donc d'abord d'une réciprocité où chaque partie contribue à la survie de l'autre dans la mesure de ses moyens, sans trop se préoccuper de l'équilibre dans la valeur des échanges. Lamaute-Brisson (PNUD 2002b, p.95) soulignait d'ailleurs le faible impact des transferts internes sur le niveau de vie des ménages concernés. Dans un autre registre, Faustin (2003) mentionne l'existence de transferts de fonds de résidents du bidonville de *Morne Silo* vers leur région rurale d'origine, dans le but d'investir dans l'achat de têtes de bétail pour assurer des revenus ultérieurs pour eux-mêmes et leur famille.

L'éloignement physique entre le mari et la femme ne se limite d'ailleurs pas uniquement à ce phénomène des ménages qui allient production agricole et vie urbaine. Il existe aussi plusieurs cas où le mari s'est exilé à l'étranger et envoie de l'argent à l'épouse et aux enfants demeurés au pays :

Le mari de madame S. vit à New-York. Il envoie de l'argent pour résoudre les problèmes du foyer. (Source : Rapport d'entrevue *Village de Dieu* no 5).

Une situation plus rare, qui est néanmoins apparue lors de l'enquête, est celle où c'est l'épouse qui travaille à l'étranger :

A. a une nouvelle maison en construction sur la partie avant de son terrain. Cette maison est construite avec les fonds propres de la famille. La femme de A., qui travaille à l'étranger, expédie de l'argent. (Source : Rapport d'entrevue *Baillergeau* no 7).

La solidarité familiale déborde donc largement les frontières du quartier, malgré les difficultés propres aux moyens de transport et de communication. Sous ce dernier aspect d'ailleurs, la diaspora contribue au phénomène de saut technologique auquel on assiste dans plusieurs régions du tiers-monde et en Haïti. C'est ainsi qu'il n'est pas rare que des ménages des bidonvilles disposent d'un téléphone cellulaire rapporté des États-Unis par un parent en visite, alors qu'ils n'ont jamais vu la couleur d'une ligne téléphonique traditionnelle, autrement que par les petits commerces offrant le service de téléphonie, très utilisé pour les appels outre-mer. Dans le même ordre d'idée, pour faciliter les transferts de fonds de l'étranger, le parent ouvrira dans une succursale bancaire un compte au nom du récipiendaire qui s'initiera ainsi, avec le temps, à la gestion d'un compte bancaire et au monde financier.²

² Un monde dont l'apprentissage est parfois douloureux. En 2000 et 2001, un grand nombre de coopératives d'épargne et de crédit (CEC) ont vu le jour en Haïti et principalement à Port-au-Prince, sans cadre législatif précis quant à leur mode de gestion. Ces sociétés ont offert des rendements sur placement à des taux atteignant 10% à 12% par mois, alors que les taux bancaires ne dépassaient pas 5% à 10% l'an. Elles ont ainsi rapidement drainé les économies des petits et parfois grands épargnants, malgré les mises en garde de certains économistes et des banques traditionnelles. Des affirmations du président de la République et reprises dans les médias ont semblé cautionner les CEC et ont contribué à l'essor rapide de celles-ci. Les épargnants des bidonvilles ont été mis à contribution, d'autant plus que les CEC pullulaient littéralement sur la route de Carrefour, qui traverse de nombreuses zones bidonvillisées du grand Port-au-Prince. En 2002, le système, comme c'était prévisible, s'est effondré et les sociétaires ont à peu près tout perdu. Certains médias haïtiens ont fait état de pertes frisant les 200 - 250 millions US \$, soulignant avec ironie qu'il y a « des pauvres qui ne sont pas si pauvres ». Le gouvernement haïtien s'est engagé à rembourser les épargnants, mais le processus est lourd, partiel et très lent (et d'ailleurs au-delà des possibilités du gouvernement). À ce jour, il n'existe pas de données officielles quant aux sommes en cause et au nombre exact d'épargnants lésés, à l'exception des 15 000 plaintes enregistrées. Plusieurs y ont perdu les épargnes de toute une vie (Source : PNUD 2002b, pp. 119-121).

Cette solidarité familiale participe à une stratégie de survie, de protection sociale mais également de développement. Elle permet à plusieurs ménages d'assurer une réponse adéquate à leurs besoins primaires, d'entreprendre et de maintenir un processus d'éducation pour les plus jeunes, et parfois d'accéder à une certaine forme de confort (toutes choses étant relatives). La famille devient ainsi, pour plusieurs, une filière facilitant l'accès à certains services de proximité grâce aux fonds qui se transfèrent entre les membres (accès aux soins de santé et à l'éducation notamment), mais elle est aussi elle-même la source de certains services, ceux qu'on désigne comme les services de solidarité, mais ramenés au noyau familial : la prise en charge des malades et des plus démunis, l'entraide alimentaire, le gardiennage permanent ou semi permanent (enfants placés chez les grands-parents, ou chez un oncle ou une tante) et bien sûr tous les menus services qui sont rendus à l'intérieur des cercles familiaux selon les talents particuliers à chacun : confection des vêtements, coiffure, construction, etc.

Il faut souligner ici que l'image offerte par le réseau familial n'est pas unidimensionnelle. Si la pauvreté et les liens familiaux appellent souvent les gestes de solidarité comme outil de survie, la famille peut aussi être caractérisée par son dysfonctionnement, ses guerres et ses chicanes internes, ses rancœurs et ses mesquineries. Au-delà du bidonville, de la pauvreté ou de la richesse, la famille affiche ses grandeurs et ses misères. Certains ménages sont composés de personnes abandonnées ou rejetées par leur famille, des gens qui ne peuvent compter ni sur la solidarité, ni sur la compassion qu'on serait en droit d'attendre d'un proche parent. C'est par exemple l'histoire d'A., de *Cité L'Éternel*, veuve, malade et mère de trois jeunes enfants qui doit compter sur des amis et voisins pour se nourrir alors que ses propres sœurs, qui sont aussi ses voisines, se moquent d'elle et lui refusent toute aide. Ou l'histoire de J., d'un secteur bidonvillisé de *Canapé Vert*, qui a rompu les liens avec son père parce qu'il exigeait ses faveurs sexuelles en échange du paiement de

ses frais de scolarité³. Ces histoires existent chez les pauvres des bidonvilles comme elles existent chez les nantis et les puissants. Elles demeurent marginales mais les conditions difficiles de vie où elles se déroulent les rendent simplement plus effroyables.

8.2 Femmes, familles et ménages

La place respective occupée par le mari et la femme au sein de l'unité familiale dévoile une caractéristique particulière aux ménages haïtiens et à la famille haïtienne, soit la prédominance des femmes comme chefs de ménage, chefs de famille (au sens de la famille nucléaire) et composante de la population urbaine.

Ce n'est pas un hasard si parmi les 81 répondants des 52 ménages de notre enquête, on compte 59 femmes (73% des répondants). Elles sont surreprésentées au sein de la population, alors que, comme on le voit au tableau 8.3, on recense 121 femmes pour 100 hommes dans la population urbaine (ou, dit autrement, un taux de masculinité d'à peine 82,6%). Notons que cette surreprésentation frappe tous les groupes d'âge, à l'exception des enfants en bas âge (0-4 ans) pour lesquels le taux de masculinité atteint 108,6%. Étant donné la prépondérance numérique de l'aire métropolitaine où l'on retrouve plus de 70% de la population urbaine du pays, les taux de masculinité sont fondamentalement identiques à l'échelle métropolitaine et à l'échelle du monde urbain haïtien dans son ensemble.

Au-delà de l'hypothèse fréquemment énoncée qui veut que les hommes quittent massivement Haïti pour l'étranger alors que les femmes y restent (une explication qui ne justifie pas les faibles taux de masculinité chez les 5 -14 ans par exemple), il semble que cette sous représentation des hommes s'explique, au moins partiellement,

³ L'histoire d'A. est consignée dans le rapport d'entrevue no 13 de *Cité L'Éternel*. L'histoire de J., plus personnelle, n'a pas été consignée par écrit et relève des souvenirs de discussions entre l'auteur et J.

par des taux de mortalité beaucoup plus élevés affichés par les hommes, tous groupes d'âge confondus.

Tableau 8.3
Répartition de la population urbaine en Haïti
(villes de 2000 habitants et plus)
par groupes d'âge et par sexe

<i>Groupes d'âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>	<i>Ratio femmes/hommes</i>
<i>0 - 4</i>	<i>173 050</i>	<i>159 367</i>	<i>332 417</i>	<i>0,92</i>
<i>5 - 9</i>	<i>160 591</i>	<i>173 329</i>	<i>333 920</i>	<i>1,08</i>
<i>10 - 14</i>	<i>168 047</i>	<i>210 721</i>	<i>378 768</i>	<i>1,25</i>
<i>15 - 19</i>	<i>163 044</i>	<i>227 633</i>	<i>390 677</i>	<i>1,39</i>
<i>20 - 24</i>	<i>158 403</i>	<i>189 914</i>	<i>348 317</i>	<i>1,20</i>
<i>25 - 29</i>	<i>129 249</i>	<i>154 255</i>	<i>283 504</i>	<i>1,19</i>
<i>30 - 34</i>	<i>91 372</i>	<i>114 832</i>	<i>206 204</i>	<i>1,26</i>
<i>35 - 39</i>	<i>59 907</i>	<i>81 521</i>	<i>141 428</i>	<i>1,36</i>
<i>40 - 44</i>	<i>43 545</i>	<i>67 751</i>	<i>111 296</i>	<i>1,55</i>
<i>45 - 49</i>	<i>31 104</i>	<i>43 856</i>	<i>74 960</i>	<i>1,41</i>
<i>50 et +</i>	<i>104 614</i>	<i>129 329</i>	<i>233 943</i>	<i>1,24</i>
<i>TOTAL</i>	<i>1 282 926</i>	<i>1 552 508</i>	<i>2 835 434</i>	<i>1,21</i>

Source : Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2000a. *Recueil de statistiques sociales. Volume 1*. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Port-au-Prince, 217 p. Calculs (ratio) par l'auteur.

L'écart entre les taux masculin et féminin de mortalité infantile frise les 10 points de pourcentage en faveur des femmes⁴, comme on le voyait à la figure 2.4, tandis que

⁴ Le lecteur attentif aura noté une incongruité entre ce taux de mortalité infantile masculine nettement plus élevé, et le taux de masculinité très élevé au sein du groupe d'âge 0-4 ans. Nous laissons le soin à d'autres d'émettre et de valider les hypothèses explicatives de cet écart particulier et apparemment contradictoire. Il est aussi possible qu'il y ait eu, pour ce groupe d'âge, une simple

l'espérance de vie est plus élevée chez les femmes que chez les hommes, comme presque partout ailleurs dans le monde.

Selon Blanc (1998) qui reprend les conclusions d'autres auteurs, la proportion des ménages de Port-au-Prince dont le dirigeant est une femme atteindrait 70 % tandis que leur taux de participation au sein de la population active serait un des plus élevés au monde. Les résultats de l'enquête EMMUS III (Cayemites et al, 2001) viennent toutefois préciser (et relativiser) la direction des ménages en fonction du genre. À l'échelle du pays, les ménages dont le chef de famille est une femme représentent 42,7% des ménages. Cette proportion grimpe à 50,4% à Port-au-Prince. Il s'agit malgré tout d'un chiffre imposant : au moins un ménage sur deux à Port-au-Prince est dirigé par une femme.

Dans le quartier de *Cité L'Éternel* par exemple, 10 des 20 ménages enquêtés étaient clairement dirigés par une femme. Il s'agissait de ménages constitués de familles monoparentales ou de familles dont le père vivait à l'extérieur du pays ou était demeuré à la campagne. Dans tous ces cas, et même dans plusieurs autres cas où le mari était présent à la maison, la tâche d'assurer la subsistance du ménage repose sur les épaules de la femme : petit commerce (activité très répandue), tâches domestiques, couture, petits emplois administratifs, quête, représentent les principales source de revenus. Certaines de ces activités sont conciliées avec le travail à la maison, prenant la formule d'une boutique ou d'un atelier à même le domicile :

La boutique de « Madame Guy » est située dans le bidonville de Cité L'Éternel. Cette mère de famille monoparentale (deux filles) y tient une boutique de vêtements usagés installée dans la partie avant de sa maison. L'atelier de couture de madame N. dans le même quartier, est situé sur le balcon de sa maison. Madame N. est chef de famille dans le bidonville, le mari

inversion de chiffres dans le tableau de l'IHSI entre les hommes et les femmes, ce qui serait fort plausible.

étant demeuré sur la terre familiale. (Source : Notes et rapports d'observations – Cité L'Éternel).

D'autres requièrent des arrangements particuliers, surtout lorsque le ménage comprend des enfants en bas âge. Des membres de la famille sont alors sollicités pour les tâches de gardiennage, sinon des ententes sont prises avec les voisins.

Si on s'attarde par ailleurs à la composition des ménages, elle met encore davantage en évidence la grande responsabilité des femmes. Comme on le voit au tableau suivant, 34,9% des enfants de moins de 15 ans dans l'aire métropolitaine vivent avec leur mère seulement, une proportion bien supérieure à la situation nationale (27,1%) et presque équivalente à la proportion des enfants vivant avec leurs deux parents (38,5%). Quant aux enfants qui ne vivent avec aucun des deux parents (père ou mère), il s'agit d'enfants qui vivent avec un oncle, une tante, un ami, ou d'enfants qui vivent seuls (orphelins, abandonnés ou devant se débrouiller seuls), ou encore d'enfants *restavek*, ces enfants en domesticité placés chez des familles qui leur fournissent le gîte et la nourriture, plus rarement l'éducation, en échange d'une foule de menus services et travaux domestiques (vaisselle, transport de l'eau, nettoyage, etc.). Ils représentent près de 5% des enfants de Port-au-Prince (Cayemites et al, 2001). Leur présence a pu être constatée dans les bidonvilles comme ailleurs. Parfois, les *restavek* sont des neveux, des nièces ou des enfants de parents plus ou moins éloignés résidant en campagne, lesquels se déchargent ainsi d'une bouche à nourrir tout en espérant que l'enfant placé en famille d'accueil bénéficiera de meilleures conditions de vie et d'un minimum d'éducation. La domesticité infantile, même dans le cadre du réseau familial, est de plus en plus dénoncée et souvent assimilée à une forme d'esclavage (les témoignages d'enfants régulièrement battus ou humiliés sont nombreux, tandis que d'autres ont simplement été vendus), mais elle appartient encore à l'organisation sociale haïtienne et fait partie du décor de la pauvreté (IPSOFA 1993). Notons que la domesticité infantile semble être aussi dans certains

cas, en l'absence de ressources appropriées, un mode de prise en charge des enfants affichant un retard mental.

Tableau 8.4
Répartition procentuelle des enfants de moins de 15 ans
selon le mode d'organisation familiale

Mode d'organisation	Pays (%)	Aire métropolitaine (%)
Vivent avec le père et la mère	49,1	38,5
Vivent avec la mère seulement	27,1	34,9
Vivent avec le père seulement	6,1	8,4
Avec aucun des deux parents	16,9	17,1
NSP	0,8	0,9

Source : Cayemites, Michel, Marie Florence Placide, Bernard Barrière, Soumaïla Mariko et Blaise Sévère. 2001. *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti 2000 (EMMUS III)*.

On a souvent dit de la société haïtienne qu'il s'agissait d'une société matrifocale, la femme et mère haïtienne étant au centre du processus de survie et d'évolution du ménage, même si l'importance de ce rôle ne lui a été que rarement reconnue (Neptune Anglade 1986, Tremblay 1995, N'Zengou-Tayo 1998). Dans les bidonvilles analysés, il est clair que la famille et le ménage sont des unités majoritairement matrifocales, ce qui peut laisser croire que toute la société, ou la microsociété du bidonville, s'organise autour de ce modèle. La réalité est fort différente. Les femmes des bidonvilles, présentes et actives dans l'organisation du ménage, sont à l'inverse rarement présentes au sein des structures et des lieux de pouvoirs collectifs. On conviendra que l'ampleur des tâches à accomplir pour assurer la survie du ménage (travail domestique et activité rémunérée) laisse bien peu de temps à l'engagement collectif, alors que le désœuvrement des hommes qui, en l'absence d'autres emplois, sont plus réticents à s'investir dans le petit commerce (un rôle historiquement dévolu

aux femmes en Haïti), leur permet de s'engager davantage dans les organisations de tous types. Il s'agit aussi de lieux où s'exercent une forme de pouvoir et où existent des jeux d'influence et de domination, qui rejoignent davantage les réflexes culturels des hommes et leur rôle historique.

8.3 Un réseau d'influence

Si la famille peut parfois se comporter comme un clan, limitant au maximum les interactions avec l'extérieur ou encore agissant uniquement dans le seul intérêt du clan, il existe aussi des personnes qui réussissent à allier les intérêts familiaux avec ceux de la collectivité et qui assument, en tant que famille, un véritable leadership dans le milieu.

Dans le quartier de *Baillergeau* comme dans celui de *Fort Mercredi*, plusieurs membres de la même famille et parfois du même ménage occupent les postes de direction au sein de l'association locale. Même si on s'en défend, il reste que cette situation est susceptible d'engendrer des choix orientés en fonction des intérêts familiaux. Dans la mesure où ces intérêts ne sont pas conflictuels avec ceux du milieu, cela ne suscite pas de tensions particulières. Si rien, à travers notre enquête, n'a permis de relever de telles tensions, il reste qu'il était facile de noter au travers les discussions et les échanges, particulièrement dans le quartier de *Baillergeau*, la reconnaissance tacite d'un leadership familial important. Il en résulte, de la part des initiateurs de projets, une certaine recherche de l'appui préalable des principaux chefs de famille avant de pousser plus loin leur dossier.

Cette emprise familiale se remarque également au sein de certaines églises évangéliques : un cas ayant retenu notre attention était celui où l'équipe de direction et de pastorale de l'église était composée du pasteur, de son épouse, de ses fils et filles, et de ses frères dont certains étaient eux-mêmes pasteurs d'autres églises. Une église ainsi dirigée connaît une expansion au même rythme que celle de la famille du

pasteur qui l'a fondée. Elle s'apparente dès lors à une véritable entreprise familiale, source supplémentaire de motivation pour un pasteur qui peut ainsi espérer voir sa progéniture prendre la relève. Il s'agirait d'une situation impossible au sein de l'église catholique par exemple, et très difficile au sein des églises protestantes traditionnelles.

Dans ce genre de perspective, la famille représente un point d'appui pour l'entrepreneurship local qui s'exprime dans le déploiement des services collectifs et des aménagements urbains, à défaut de pouvoir s'investir dans des entreprises de nature économique, soit par choix idéologique ou faute d'opportunités, de capitaux ou d'expertise. La présence d'un réseau familial dominant, fort et étendu peut donc représenter un atout pour une collectivité, dans la mesure où il facilite le maintien d'une bonne cohésion sociale et permet l'établissement de consensus ou d'arbitrages efficaces lorsque vient le temps de déterminer les choix et les priorités d'action. À l'inverse, les dangers d'une telle situation sont aussi évidents : substitution des intérêts collectifs au profit des intérêts familiaux; absence ou rareté des débats de fond permettant d'éclairer certains dossiers; tendance au caciquisme ou à la tyrannie du chef de clan; conflits stériles entre plusieurs familles autour des pouvoirs et enjeux locaux. Ces dangers sont toutefois théoriques, du moins en ce qui concerne nos terrains d'enquête. Dans le cas de *Baillergeau* où l'existence d'un leadership familial est évidente, celui-ci semble avoir été exercé à ce jour de façon positive, les résultats obtenus en étant un témoignage éloquent, tel qu'on le constate au tableau 7.1 et à la figure 7.5.

8.4 Voisinage et services urbains

Le bidonville étant un milieu d'intense proximité, les interactions avec les voisins sont incontournables et appartiennent au monde de la vie quotidienne. Bien sûr, dans les bidonvilles de Port-au-Prince comme dans n'importe quelle société humaine, on retrouve des gens isolés qui refusent tout contact avec le voisinage, qui se méfient de

« l'autre ». Ces gens s'imposent, par peur, par tempérament, par distance idéologique ou par choix, une vie de solitaire au cœur de la multitude. Bien que ce phénomène ait été observé, il s'agit toutefois d'exceptions car la règle générale qui émerge est celle d'une relation continuelle et quasi-obligée avec le voisinage, une relation qui prend la forme d'un véritable réseau, bâti sur l'entraide et sur un système de réciprocité dans les échanges et les services rendus.

La force des rapports entre les voisins repose sur cette proximité physique évidente, mais également sur d'autres éléments souvent communs aux ménages qui se voient :

- Le profil social souvent similaire (qu'on pourrait qualifier de proximité sociale): pauvreté, statut de locataire, présence d'enfants en grand nombre, occupation humble, etc.;
- Le parcours pour accéder à la vie urbaine : origine rurale, période migratoire identique;
- Les contraintes et les stratégies de base face au quotidien : quête de l'eau aux mêmes endroits, de la nourriture aux mêmes marchés, des soins de santé aux mêmes cliniques médicales, etc.;
- Parfois, le même lieu d'origine.

Le phénomène des habitants d'un même village qui se sont regroupés dans un même bidonville est connu à travers le monde, notamment par le biais des *invasiones* en Amérique latine. Malgré l'absence de ce processus concerté, les bidonvilles de Port-au-Prince affichent aussi cette particularité. Par exemple, celui de *Baillergeau* abrite, entre autres et non exclusivement, des gens qui proviennent principalement de trois régions de Haïti : celles de la ville de Léogâne, des Cayes, et de Baradère. Il y a ainsi trois secteurs du quartier qui sont respectivement identifiés à ces trois régions d'origine. Arrivés plus récemment dans le quartier, ils sont parfois stigmatisés pour

leur style de construction plus sommaire et dans des zones à risque (pentes ou lits des ravines). Certains résidants plus anciens (et maintenant mieux installés) les pointent du doigt en soulignant leur « ruralité », une attitude qui témoigne à la fois de l'adaptation rapide à la vie urbaine et de l'oubli facile de ses propres origines. Quoiqu'il en soit, l'appartenance à un même village, où on a côtoyé durant son enfance et son adolescence des gens qu'on retrouve à côté de soi dans son nouveau milieu urbain (et qui ont souvent joué un rôle direct dans son processus d'insertion urbaine), ne peut que solidifier les liens qu'impose le voisinage.

8.4.1 Voisinage et approvisionnement

Au-delà des effets induits par la proximité obligée, le voisinage est-il un producteur de services? D'abord, le voisinage peut être une source d'approvisionnement, notamment pour l'eau potable, dans le cadre d'une simple logique marchande d'où est généralement absent tout lien de solidarité. Le voisin agit alors comme un simple commerçant et on y fait appel pour une question de commodité :

Les enfants achètent souvent l'eau potable chez un voisin qui a un branchement privé de la CAMEP⁵. On y vend la *boquitte* à 2 gourdes. Mais s'il y a rareté, on l'achète dans les réservoirs à 3 gourdes. (Source : Rapport d'entrevue no 2 - *Village de Dieu*)

L'eau potable est achetée chez un voisin qui possède un branchement privé de la CAMEP. La *boquitte* coûte une gourde. (Source : Rapport d'entrevue no 14 - *Cité L'Éternel*)

L'eau est ainsi une marchandise au même titre que n'importe quel autre bien ou service. Sa distribution correspond à un service public quand la gestion de celle-ci relève d'une autorité publique (même si on peut convenir que l'eau est un bien public

⁵ CAMEP : Centrale autonome métropolitaine d'eau potable. *Boquitte* : terme créole pour désigner un seau de 20 litres environ.

dans son essence même, compte tenu de son impérieuse et quotidienne nécessité). Constatons néanmoins que la situation privilégiée d'un quelconque voisin l'autorise à transformer cette ressource en un bien monnayable, devenant ainsi un fournisseur privé reconnu d'un bien public, donc un gestionnaire d'un service de proximité. Nous avons également remarqué des opérations d'interception privée et illégale de l'aqueduc municipal pour en tirer profit :

L'eau potable est achetée chez un particulier qui a une conduite d'eau branchée irrégulièrement sur la ligne d'adduction de la CAMEP. Ce tuyau de 18 pouces (50 cm) passe sous la maison de cette personne et traverse la rue. La boquitte est vendue à une gourde. (Source : Rapport d'entrevue no 1 - Fort Mercredi)

En l'absence de toute conduite d'aqueduc et si on en a les moyens, on construit plutôt un réservoir qu'on fait remplir régulièrement par camion citerne, puis on vend l'eau au *boquitte* à son voisinage. C'est une pratique observée à *Village de Dieu* et *Cité L'Éternel*.

Cette logique marchande est d'ailleurs présente pour une vaste gamme de biens et de services, le voisinage étant assimilé à un microcosme du bidonville avec ses lieux de résidence, ses écoles, ses commerces, ses artisans. Le petit commerce de sachets de sucre au fond du corridor, tout comme le petit salon de coiffure au centre de la ruelle, puisent d'abord leur clientèle dans le voisinage immédiat. Dans cet univers de l'économie informelle et du petit commerce, il n'est pas rare qu'une maison sur trois abrite une activité marchande et facilite ainsi la survie du ménage et l'approvisionnement de tout le voisinage dans des domaines souvent indispensables (l'eau, la nourriture) en offrant la commodité de la proximité. Quand elles ne sont pas situées le long de voies principales de passage, les activités marchandes demeurent limitées à la fourniture de petites quantités d'appoint et elles sont souvent elles-mêmes des activités d'appoint pour rentabiliser davantage le temps consacré aux activités principales. Par exemple, la couturière profitera de sa présence continue à la

maison, où se trouve son atelier, pour vendre quelques menus articles tout en effectuant son travail. Souvent, aucune publicité visuelle ne vient annoncer l'existence du commerce ou les produits disponibles, de sorte que le réseau de clients se bâtit sur la rumeur répandue dans l'entourage immédiat.

8.4.2 Voisinage et sécurité

Outre le système marchand qui s'impose dans le voisinage comme mode d'organisation de certains services d'approvisionnement, le réseau de voisinage se bâtit également autour de réflexes de solidarité. Une des premières fonctions qui exigent une mise en commun des ressources des ménages concerne la sécurité. Dans les bidonvilles, l'absence policière (ajoutée à la méfiance souvent légitime face à l'action policière) appelle à une forme de mobilisation collective qui peut prendre la forme d'une brigade de vigilance comme on le verra plus loin, mais plus souvent celle d'une surveillance constante, allant jusqu'à l'intervention musclée du voisinage au besoin :

On n'enregistre pas de cas de vols très importants dans le quartier. Quand la fréquence tend à augmenter, les voisins organisent des brigades de surveillance. (Source : Rapport d'entrevue no 1 - *Baillergeau*)

Il n'y a pas de cas de vols dans cette section du quartier. Les voisins s'entendent bien et chacun veille sur l'autre. (Source : Rapport d'entrevue no 3, 4 et 5 - *Baillergeau*)

Cité L'Éternel est tranquille. Les voisins s'arrangent pour se protéger des voleurs. (Source : Rapport d'entrevue no 8 - *Cité L'Éternel*)

Dans certains cas, la solidarité entre voisins peut nous protéger contre les voleurs; dans d'autres cas, il faut faire appel au poste de police le plus proche. (Source : Rapport d'entrevue no 3 - *Cité L'Éternel*)

La protection mutuelle entre les voisins est inscrite dans les traditions depuis longtemps. En fait, avec la nécessité des échanges, la recherche d'une plus grande sécurité a été une des grandes motivations du regroupement des hommes en société plus complexe et plus organisée. En zone urbaine, le voisinage est la première référence en matière de sécurité, surtout face à ce que l'on nomme la petite criminalité. Même dans les pays occidentaux dotés d'une force policière professionnelle et apte à intervenir rapidement sur appel, plusieurs programmes de protection du voisinage ont été mis en place, à l'initiative de citoyens comme de l'État.

Dans les bidonvilles de Port-au-Prince, le geste de désigner le voisinage comme source première de protection et de sécurité est un réflexe immédiat et quasi généralisé. Il ne s'agit pas simplement d'un contrat plus ou moins tacite d'intervention des voisins en cas d'agression, mais bien d'un système de réciprocité dûment établi. Il y a une entente entre les voisins à l'effet qu'on assistera celui qui est en mauvaise posture. Dans certaines unités de voisinage qui sont plus restreintes et déployées autour d'un corridor qui en représente l'unique accès, la sécurité est accentuée par une porte de métal qui ferme l'entrée du corridor et qu'on cadenasse à la nuit tombée. Chaque ménage résidant dispose de la clé du cadenas, formalisant ainsi le système de sécurité.

L'objectif des activités de protection de voisinage est d'abord de faire fuir le voleur :

Dans le cas où le voleur n'est pas armé, en premier lieu on allume la lumière pour lui montrer qu'on ne dort pas. S'il persiste, on frappe des objets pour alerter les voisins. (Source : Rapport d'entrevue no 2 - *Cité L'Éternel*)

Quant à la justice expéditive dont on a souvent fait état dans certains médias, elle est rarement le fruit d'un réflexe de voisinage mais provient plutôt d'une mobilisation

du quartier à l'encontre de délinquants ou criminels notoires, mobilisation souvent légitimée par l'État lui-même, comme à l'occasion du mot d'ordre du président Aristide : « Zéro tolérance ». Ce phénomène de lynchage public sera examiné dans le chapitre sur le réseau associatif. Dans le voisinage, le jeu de la justice se joue à un autre niveau.

8.4.3 *Voisinage et justice*

Les voisins, comme partout ailleurs, ne sont pas uniquement une source de dépannage et de protection : ils sont aussi une source potentielle de conflits. La promiscuité inhérente au bidonville est favorable aux frustrations et aux tensions de toutes sortes, lesquelles finissent par éclater après un certain temps. C'est celui qui jette ses déchets dans la ruelle juste devant la porte de son voisin; c'est celui qui utilise le toit du voisin pour faire sa lessive sans porter attention à l'eau qui s'égoutte; c'est celui qui fait du bruit durant la nuit et réveille tout le voisinage; c'est celui qui veut s'emparer d'une partie du corridor pour y construire son balcon. Toutes les raisons sont bonnes pour les conflits et ceux-ci surviennent inévitablement. En l'absence d'un État de droit, l'arbitrage des conflits se réalisera selon une gradation qui fera intervenir le voisinage comme tout premier conciliateur :

Quand il y a conflit entre les voisins, les résidents du corridor interviennent afin que les concernés n'aillent pas au tribunal. (Source : Rapport d'entrevue no 10 - *Cité L'Éternel*)

Lorsqu'il y a conflit, les voisins et les notables interviennent et rétablissent la paix. (Source : Rapport d'entrevue no 4 - *Fort Mercredi*)

Les conflits entre voisins sont réglés à l'amiable. Cependant, si les concernés refusent de s'entendre, on fait appel aux notables du Village ou à la police. (Source : Rapport d'entrevue no 8 - *Village de Dieu*)

Ce seront donc les voisins qui tenteront, en première instance, de raisonner les belligérants en cherchant une solution mitoyenne qui obtiendra l'assentiment des deux parties, ou en s'efforçant de convaincre la partie fautive. Si aucune solution n'est possible, on fera alors appel aux notables ou aux personnes influentes dans le quartier, ou encore dans une étape simultanée ou ultérieure, aux dirigeants des comités de quartier. Enfin, en cas d'impasse ou d'intensification du conflit, c'est la police qui sera appelée à arbitrer. La procédure ultime, c'est le tribunal, bien que la « judiciarisation » d'un conflit ne soit guère à la portée du commun des mortels, d'autant plus qu'en Haïti le processus judiciaire est généralement un labyrinthe sans issue. En réalité, tous les efforts sont faits pour éviter les interventions extérieures (police et tribunal) au sujet desquelles la confiance est d'ailleurs limitée. De façon générale, les conflits de nature civile tendent à se résorber à l'échelle du voisinage ou du quartier, dans la mesure où les altercations ne dégénèrent pas.

8.4.4 Voisinage et resquillage

Dans les bidonvilles de Port-au-Prince, plus de 90% des maisons disposent d'un raccordement au réseau de distribution électrique, mais moins de 5% sont branchées officiellement. Ce phénomène est connu comme étant le système des *ti priz*. Il s'agit pour l'essentiel d'un fil électrique se terminant par une prise électrique (pour la radio) ou une base d'ampoule (pour l'éclairage). Dans plusieurs cas, tout comme pour l'eau, celui qui dispose d'un branchement officiel à Électricité de Haïti (EDH), le fournisseur officiel, permet à ses voisins de se relier à son branchement moyennant une rétribution mensuelle ou un partage des coûts :

La maison a de l'électricité qui est fournie par l'EDH. L'interlocutrice a donné une prise au propriétaire de la maison voisine. En ce sens, ils s'arrangent pour honorer les factures de la compagnie. (Source : Rapport d'entrevue no 4 – *Village de Dieu*)

La maison a une prise irrégulière branchée sur un voisin. Chaque mois, le chef de ménage paie 25 gourdes ($\pm 0,75$ \$ US) au fournisseur de cette prise clandestine. (Source : Rapport d'entrevue no 10 - *Fort Mercredi*)

Dans d'autres cas, c'est tout le voisinage qui s'organise pour resquiller l'électricité. Le réseau de voisinage assume dès lors une fonction de légitimation d'un acte illégal (illégalité d'ailleurs reconnue par les principaux concernés). Comme l'EDH est incapable de répondre aux demandes de branchement officiel qui lui sont acheminées, la légitimation n'en est que plus aisée :

Le courant électrique est volé. La maison n'a pas de compteur et J. ne paie rien pour le courant qu'il consomme. Une simple cotisation entre voisins a suffi pour acheter le câble nécessaire à la connexion. (Source : Rapport d'entrevue no 11 - *Baillergeau*)

La maison a une prise irrégulière branchée sur un poteau implanté spécialement pour le corridor. Tous les voisins viennent avec leurs fils pour pouvoir électrifier leur maison. On ne paie pas. Cependant si les fils sont carbonisés, les résidents du corridor doivent se cotiser pour en acheter d'autres. (Source : Rapport d'entrevue no 10 - *Cité L'Éternel*)

Les raccords illégaux comme ceux illustrés à la figure 8.1 ci-après ont évidemment des effets négatifs : les surcharges imposés au réseau électrique font souvent sauter les transformateurs, lesquels ne seront remplacés par l'EDH que sur paiement complet à l'achat et après plusieurs mois de délai. Parfois les conséquences sont plus tragiques : les cas d'électrocution sont nombreux chez ceux qui s'improvisent électriciens et qui se chargent du branchement au câble principal. Mais l'accès à l'électricité, un des grands symboles de la modernité urbaine, demeure beaucoup trop attrayant pour s'en priver. C'est l'électricité qui permet une certaine ouverture sur le monde à travers la radio et parfois la télévision (qu'on retrouve même au cœur de bidonvilles comme *Cité L'Éternel*) et qui permet aux étudiants de faire leurs travaux scolaires à la lueur d'une ampoule.



Figure 8.1 : Les *ti priz* dans *Baillergeau*

En observant attentivement le ciel d'un bidonville, on voit apparaître une immense toile d'araignée qui semble recouvrir toutes les habitations. C'est le réseau officieux de distribution de l'électricité, par lequel les fils courent d'une bâtisse à l'autre depuis un point commun d'alimentation. Cette pratique est répandue dans toute la ville, dans tous les quartiers, assurant l'approvisionnement électrique pour l'immense majorité des résidences. Quant à la fiabilité de cet approvisionnement, c'est une toute autre question.

Dans certains quartiers traversés opportunément par une conduite maîtresse d'eau potable éloignée du regard des autorités, le resquillage de l'eau est aussi une activité communautaire impliquant un voisinage plus ou moins élargi. Les conduites n'étant pas enterrées profondément, et parfois même effleurant en surface ou encore à l'air libre, il est aisé de les percer pour recueillir le précieux liquide. Cette opération est connue sous le nom de *piquage*. Des fontaines gratuites, informelles et connues seulement des initiés du voisinage surgissent ici et là et demeurent en opération parfois durant des années. Nous avons pu constater cette situation à *Fort Mercredi* :

L'eau potable est obtenue gratuitement. Derrière les vestiges de Fort Mercredi, les habitants du quartier s'approvisionnent dans la ligne d'adduction de la CAMEP. (Source : Rapport d'entrevue no 7 – *Fort Mercredi*)

La même situation se répète aussi en périphérie de Port-au-Prince, alors que la captation illégale et continue de l'eau permet l'approvisionnement d'une partie importante d'un bidonville en formation (*Belair*), le site en question étant devenu un lieu de rassemblement populaire à toute heure du jour : on y puise l'eau, on y lave les

vêtements et on y fait ses ablutions. Cette solidarité locale est bien sûr au détriment d'une nécessaire solidarité régionale en matière de gestion de l'eau potable, mais elle repose sur un besoin impérieux qui ne trouve aucune autre réponse en l'absence de procédures formelles pouvant garantir l'approvisionnement par les institutions concernées.

8.4.5 Voisinage et entraide

Dans les milieux à haut niveau de risques tels que *Cité L'Éternel* (insalubrité) ou *Fort Mercredi* (pentes prononcées), les maladies, accidents et 'coups du sort' sont fréquents. S'il existe bien quelques ressources pour dispenser des soins, il en va autrement lorsqu'une maison s'effondre dans la foulée d'un glissement de terrain, ou lorsqu'elle est inondée à la suite d'un coup d'eau. Dans *Cité L'Éternel*, qui est un secteur sujet aux inondations à cause de sa faible élévation, quand une forte pluie est prévisible, les résidents des zones les plus « à risque » ont pris l'habitude de se réfugier chez des voisins dont les demeures sont surélevées. De même, lorsqu'une catastrophe frappe un ménage, il est fréquent de voir le voisinage se porter à la rescousse pour organiser et offrir les premières mesures de soutien. Les autres réseaux entreront rapidement en fonction dans la foulée de cette première intervention du voisinage. C'est un peu ce même réflexe qui fait se mobiliser les voisins lorsqu'une action de démolition est entreprise unilatéralement par l'État, à l'encontre d'une ou de quelques maisonnettes construites au mauvais endroit (qui empêcheraient par exemple l'écoulement naturel des eaux). Si on ne peut pas toujours s'opposer au bulldozer, on en limite néanmoins l'action par une manifestation spontanée qui peut parfois prendre une tournure hostile.

8.5 Conclusion : les logiques des parents et des voisins

Comme on a pu le constater à travers les témoignages recueillis et les observations sur le terrain, la force des réseaux de famille et de voisinage est évidente dans les bidonvilles car ils constituent souvent le premier filet de sécurité en cas de ‘coup du sort’, la toute première source d’entraide.

La famille demeure un des grands moteurs dans le processus d’apprivoisement à la vie urbaine pour les migrants et dans l’accession de ses membres à différents services où se confondent la proximité et la solidarité. Il faut toutefois souligner que la solidarité familiale n’est pas contrainte par la proximité physique, comme on le constate par le système de transfert et d’échange. Quant au voisinage, il est aussi marqué par des pratiques de solidarité, pratiques plus intenses si les origines des ménages sont communes ou si l’habitat s’y prête particulièrement (corridor par exemple). On voit aussi y apparaître des pratiques commerciales parallèlement aux gestes d’entraide qui meublent le quotidien. Comme on le voit au tableau suivant, les rapports qui se nouent à l’intérieur des réseaux de famille et de voisinage, pour la production et la consommation de services de proximité, gravitent essentiellement autour d’une logique de solidarité. Même la logique marchande participe fondamentalement à un système solidaire en vertu duquel on fait profiter son voisinage des ressources dont on dispose en échange d’une forme de rémunération dont les termes sont fixés par les lois du marché. Le voisin commerçant est rarement un abuseur : il est perçu davantage comme une source de dépannage qui permet d’éviter de longs trajets en répondant efficacement, immédiatement et à un juste prix à un besoin immédiat.

Tableau 8.5
Logiques et services de proximité : famille et voisinage

<i>Réseau</i>	<i>Logique</i>	<i>Services</i>
Famille	Logique de solidarité / système de réciprocité	Insertion urbaine Logement Filet de sécurité / système de transfert Entraide au quotidien
Voisinage	Logique marchande	Distribution de l'eau Approvisionnement divers Électricité (ti priz)
	Logique de solidarité / système de réciprocité / resquillage collectif	Protection et sécurité Justice et arbitrage des conflits Électricité (ti priz) Eau (captation illégale) Aménagements Gardiennage Entraide en cas de coups du sort

La famille et le voisinage sont les réseaux de base du bidonville, comme ils le sont au fond dans n'importe quel quartier urbain sur la planète. La distinction vient du fait qu'ils interviennent dans l'organisation de services de proximité, qu'ils constituent en quelque sorte une première base du déploiement de ces services, comme l'illustre de tableau 8.5. Ils assurent ainsi le maintien d'un premier véritable « espace social » d'où émergent des règles, des codes de vie et des modes d'organisation qui facilitent la vie en collectivité. Il convient toutefois d'être prudent quant à la reconnaissance de leur fonction productrice de services urbains. Celle-ci est limitée à des activités qui, même si elles sont importantes (la sécurité par exemple), sont relativement peu complexes. Lorsque les interventions sont plus lourdes et/ou plus techniques, elles semblent alors se restreindre à une activité bien circonscrite dans le temps (par exemple, le bétonnage du corridor commun) ou bien s'insérer dans une logique marchande (la construction d'un réservoir privé d'eau potable). Pour le reste, la complexité est évitée par un détournement ou un contournement des services

urbains institutionnalisés et inefficaces (resquillage de l'électricité et de l'aqueduc). Ces éléments témoignent des limites du réseau familial et du réseau de voisinage, limites qui s'expliquent par les faibles ressources potentiellement mobilisables dans un univers qui apparaît, somme toute, spatialement et/ou socialement peu étendu.

Le réseau familial et le réseau de voisinage structurent donc la vie urbaine et l'espace urbain, mais dans une perspective immédiate et à court terme. Ces réseaux permettent par leurs actions de suppléer aux besoins les plus pressants, tout en s'appuyant sur des réflexes qui apparaissent universels: ceux de la solidarité familiale et de l'entraide entre voisins.

CHAPITRE IX

LE RÉSEAU RELIGIEUX

Nous allons explorer dans le présent chapitre un des aspects les plus originaux de la vie collective dans le bidonville : l'organisation des services de proximité bâtie sur et autour des institutions religieuses et des adhésions à une église ou à un culte. Une des particularités du bidonville haïtien est la complexité croissante de l'écologie religieuse qu'on y constate. Le quasi-unitarisme religieux exprimé par la présence d'une église (l'Église catholique) qui occupait jusqu'à tout récemment une place prédominante dans l'organisation du « social » (enseignement, soins de santé, services sociaux, etc.) a cédé la place à une multiplicité d'églises qui représentent autant de nouveaux points d'appui et de déploiement des services de proximité.

La place du religieux dans l'organisation et l'administration des services collectifs, en milieu rural comme en milieu urbain, n'est pas un phénomène nouveau. Il ne faut pas remonter bien loin dans l'histoire des sociétés occidentales pour constater l'emprise de certaines églises dans la vie sociale, à travers le déploiement des services aux ménages et aux individus, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Cette prise en charge par les institutions religieuses a souvent bénéficié de l'accord tacite ou actif de l'État, qui y voyait l'opportunité de laisser à d'autres le soin de prendre charge d'une dimension coûteuse et complexe de l'organisation sociale. Dans des pays comme Haïti, considéré encore aujourd'hui comme un pays de « mission », les communautés religieuses catholiques et les missions (un peu moins nombreuses) des églises protestantes traditionnelles

(adventiste, baptiste, méthodiste, etc.) ont très largement investi les différents champs sociaux. Cet effort s'est réalisé d'autant plus aisément que l'État avait bien d'autres préoccupations et que la complicité traditionnelle entre l'église catholique et l'État facilitait les choses. L'appareil d'État et l'appareil religieux ont ainsi longtemps fonctionné en parfaite harmonie.

Même s'il s'est amorcé il y a plus d'un demi-siècle, l'essor véritable des bidonvilles de Port-au-Prince appartient davantage aux deux dernières décennies du XX^e siècle. Cette période (1980-2000) marque aussi un changement majeur dans l'univers religieux. Dans les bidonvilles de Port-au-Prince, si les fidèles catholiques sont toujours présents, l'Église catholique l'est de moins en moins. La règle de base est toutefois maintenue : le réseau religieux s'y est formé ou reformé en occupant une partie importante de l'espace social par une réponse effective aux besoins des ménages en matière de services de proximité.

9.1 Le déclin du catholicisme

Le catholicisme a longtemps été un élément structurant de la société haïtienne, notamment par l'alliance entre l'Église catholique et le pouvoir, alliance fondée sur le Code noir (baptême catholique obligé pour les esclaves) puis sur le Concordat de 1860 entre le Vatican et l'État Haïtien. Il apparaît clairement aujourd'hui que la religion catholique a perdu son caractère dominant. Cette église peut encore revendiquer 80% de croyants à travers la population (sur la base du nombre de baptisés) mais ce chiffre n'a aucun sens dans un pays où vaudou et catholicisme font bon ménage malgré tous les interdits (comme on le verra plus loin), et où l'adhésion au protestantisme repose généralement sur un baptême adulte sans qu'il n'y ait nécessairement apostasie, soit la renonciation officielle du baptême et de la profession de foi catholiques, renonciation reconnue par les autorités ecclésiastiques. Une telle procédure est extrêmement complexe et n'est nullement requise par les

traditionnelles ou nouvelles églises protestantes (évangéliste, pentecôtiste, adventiste, baptiste, méthodiste, etc.). On adhère donc au protestantisme sans se préoccuper de demeurer inscrit ou non sur la liste des baptisés catholiques.

En 2000, selon une enquête réalisée auprès de 9 595 ménages haïtiens à l'échelle du pays, le protestantisme et le catholicisme se situent pratiquement nez à nez au chapitre du nombre d'adhérents. Le tableau 9.1, ci-après, reprend les données pertinentes de cette enquête, résultats qui vont d'ailleurs dans le même sens que les conclusions de Corten (2000), qui estimait à 40% la proportion de la population s'affichant comme protestante. Il faut évidemment souligner que le catholicisme relève d'une seule église, celle de Rome, alors que le protestantisme est un mouvement éclaté en un grand nombre de cultes indépendants les uns des autres, certains étant plus anciens (adventiste, baptiste, méthodiste, luthérianisme, anglicanisme, etc.) que d'autres (évangélique, pentecôtisme, etc.). On fait d'ailleurs la distinction dans la littérature entre les églises protestantes historiques (ou traditionnelles) et les nouvelles églises protestantes appartenant au courant évangélique.

Tableau 9.1
Répartition procentuelle (par sexe) de la population haïtienne
selon l'appartenance religieuse

<i>Répondants</i> <i>Religion</i>	% Femmes	% Hommes
Catholicisme	42,5	44,1
Protestantisme/ Pentecôtisme	41,2	34,5
Vaudouisant	11,2	14,0
Autres, sans religion	5,2	7,4

Source : Enquête EMMUS 2000: Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (Références bibliographiques : Cayemites et al, 2001)

La situation relative à ce redécoupage de l'adhésion religieuse est encore plus évidente dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Le début des années 1980 avait permis d'assister à une apparente résurgence de l'Église catholique, qui avait pris le leadership dans le processus de revendications de changements sociaux avec la mise en place d'une foule de communautés de base (*Kominoté Ti Légliz*) s'inscrivant un peu dans le courant idéologique de la théologie de la libération¹. Ce mouvement s'est

¹ La théologie de la libération consiste sommairement à une réinterprétation de l'Évangile à la lumière de la théorie marxiste. Elle fut mise de l'avant dans l'ouvrage suivant : GUTIÉRREZ, Gustavo. 1971. *Teología de la liberación : Perspectivas*. Lima : CEP. Elle connut un succès immédiat en Amérique Latine et inspira l'action de nombreux prêtres et évêques, mais fut farouchement dénoncé par le Vatican. L'ancien prêtre et président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, affirmait s'en inspirer. Quant à la résurgence catholique en Haïti, elle fut lancée entre autres par le Symposium de décembre 1982 qui marqua l'essor des communautés ecclésiales de base en Haïti (*Kominoté Ti Légliz*) et par la visite du pape Jean-Paul II peu après (mars 1983) qui lança son célèbre message : « Il faut que les choses changent ici ». Pour plusieurs, l'Église catholique venait alors de sonner le glas du duvaliérisme.

par la suite éteint avec les actes de répression post-duvaliériste, avec la diminution des vocations au sein de la prêtrise catholique, avec la distance prise par la hiérarchie catholique locale face à ces mouvements (dont la tentative de mise à l'écart d'un des prêtres les plus populaires à l'époque, Jean-Bertrand Aristide), avec la laïcisation des associations. Ajoutons que la nomination d'un nonce apostolique par le Vatican (lequel est assimilé à un ambassadeur de l'État du Vatican), presque immédiatement après le coup d'état de Cédras qui renversa Aristide en septembre 1991, fut interprétée par la plupart des observateurs et des haïtiens comme un appui à la nouvelle dictature militaire et un désaveu du régime Aristide. L'Église catholique perdit alors beaucoup de crédibilité auprès d'une bonne partie de la population : elle semblait se placer du côté des militaires, contre le peuple.

9.2 L'essor évangélique

Les populations pauvres des campagnes et des bidonvilles haïtiens sont devenus une terre fertile pour les pasteurs et missionnaires des nombreuses églises protestantes et évangéliques, en particulier celles appartenant au mouvement pentecôtiste, lequel connaît d'ailleurs une popularité phénoménale dans les Caraïbes et en Amérique latine (Corten 1995 et 2000, Hollenweger 2001). Selon le dernier auteur mentionné, si la tendance actuelle se maintient, la moitié des chrétiens dans le monde seront membres d'une église évangélique en 2025.

Haïti fait donc figure de précurseur et les bidonvilles de Port-au-Prince ont déjà dépassé ce niveau : le protestantisme, maintenant très majoritairement associé au mouvement évangélique², y totaliserait environ la moitié de la population, sinon

² Même les églises protestantes dites historiques ou traditionnelles prennent elles aussi le virage évangélique, à l'image du mouvement charismatique au sein de l'Église catholique. La distinction entre l'Église Baptiste (protestante traditionnelle) ou l'Église de Dieu (évangélique contemporaine), par exemple, est donc de plus en plus relative et ténue. Le mouvement évangélique, dans son mode d'expression à tout le moins, intègre donc les églises plus traditionnelles.

d'avantage, ce que confirment les tendances exprimées lors des entrevues réalisées. Le tableau 9.2 qui suit indique la répartition des ménages enquêtés selon leur adhésion à une église. Si ces chiffres n'ont aucune prétention statistique (les données n'ayant pas été recueillies sur la base d'un échantillonnage aléatoire de grande envergure), ils ont néanmoins une valeur indicative et confirment les observations sur le terrain et les résultats des enquêtes à vaste échantillonnage réalisées en Haïti au cours des dernières années (enquêtes EMMUS et ECBM).

Tableau 9.2
Répartition procentuelle et absolue des ménages selon la religion déclarée
(N : 52)

Religion :	Catholique	Protestante traditionnelle (baptiste, adventiste, méthodiste, etc.)	Églises évangéliques	Adhésion multiple dans le même ménage (catholique, protestant, vaudou)	Autres cultes ou sans religion
Nombre :	17	6	19	8	2
% :	32,7%	11,5%	36,5%	5,4%	3,8%

Les pauvres des bidonvilles tournent le dos au catholicisme et adhèrent massivement au message de la théologie de la prospérité³, véhiculé par des pasteurs qui sont des leurs et qui vivent avec eux dans leurs quartiers. Regroupant plusieurs centaines, parfois des milliers de fidèles, les nombreuses églises d'un quartier réussissent chacune à bâtir et entretenir leur temple, et souvent à construire un orphelinat, un dispensaire médical, une école primaire, une école secondaire, parfois même comme dans *Village de Dieu*, à être associée à une entreprise de fabrication de

³ La théologie de la prospérité, considérée comme d'inspiration nord-américaine pourrait se résumer dans la phrase suivante : « Dieu nous a pourvu de ressources et nous avons la responsabilité, avec son aide, de les mettre à profit. »

cercueils. Comme l'illustre le tableau 9.3, la présence de ces églises est remarquable. Il est impossible de déambuler dans un quartier sans en constater l'existence. Les temples religieux représentent, avec les installations qui y sont aussi souvent associées, les rares édifices institutionnels du bidonville. Ces lieux de culte témoignent, au plan architectural, de ce caractère d'idéalisme, de grandeur, parfois de grandiloquence, qui ont toujours marqué les bâtiments à vocation religieuse dans l'histoire de l'Humanité. Ils s'imposent donc dans le paysage du bidonville par leur dimension unique et généralement massive, surtout par rapport aux autres bâtiments, même si la densité du milieu bâti et l'absence de parvis et d'aires de dégagement tendent un peu à les occulter (v. figure 9.1).

Tableau 9.3

Répartition en nombre des églises (protestantes / évangéliques)
dans les quatre quartiers

Quartiers :	Baillergeau	Fort Mercredi	Village de Dieu	Cité L'Éternel
Temples d'églises protestantes traditionnelles et évangéliques	6	2	7	8

Cette structuration impressionnante du socioreligieux et du sociocommunautaire s'effectue au rythme des ressources dégagées auprès des fidèles, des revenus provenant des activités connexes, parfois des dons d'églises mères ou d'églises associées à l'étranger (par exemple, l'Église de Dieu est en soi un vaste mouvement évangélique structuré à l'échelle mondiale et soutenu par une Église « phare » aux États-Unis), parfois de la captation de l'aide internationale. Il arrive que la place prise par une organisation religieuse soit tellement importante qu'elle domine socialement et physiquement tout un quartier. La propension des églises à intervenir dans plusieurs champs de la vie collective facilite le recrutement des adeptes et leur fidélité : ils ont ainsi accès à un système en mesure de répondre à des besoins

importants du ménage (santé, éducation), sans oublier le sentiment d'appartenance et le support moral, affectif et parfois matériel qui est offert.

Dans tous les bidonvilles visités, il n'y en avait que deux (*Cité Plus* et *Village de Dieu*) où l'on pouvait constater la présence d'une petite chapelle catholique (dont une était en construction), annexe d'une paroisse voisine. Pour le reste, tous les bidonvilles, incluant les deux mentionnés précédemment, comptent un nombre impressionnant de temples protestants, très majoritairement associés au courant évangélique et pentecôtiste, comme l'indique le tableau 9.3. Il faut toutefois souligner qu'il existe également un nombre indéterminé de petites églises ou de chapelles annexes à même la maison d'un pasteur, lesquelles accueillent quelques dizaines de membres, parfois moins, lors des cérémonies de culte.

Figure 9.1**La « cathédrale » de *Village de Dieu*.**

L'*Église du Rédempteur*, telle qu'elle apparaît dans le bidonville de *Village de Dieu*. Il s'agit du plus grand édifice de cette cité, construit en blocs et béton sur 3 niveaux et capable d'accueillir plus de 600 fidèles. Elle domine le paysage urbain immédiat, à l'image des cathédrales de certaines petites villes occidentales. L'*Église* est directement associée à une école primaire, une école secondaire, un orphelinat, et indirectement à une entreprise de fabrication de cercueils, tous situés dans des bâtiments sur des sites adjacents. Elle compte un peu plus de 1100 membres (baptisés), plus un nombre indéterminé de sympathisants. Le pasteur de l'*Église du Rédempteur* gère également des écoles dans plusieurs autres quartiers. La construction a été possible grâce aux dons des fidèles, à des dons provenant de l'étranger, et aux bénéfices issus des activités d'enseignement, souvent fort lucratives en Haïti. (Photo : Jean Goulet, 2003)

La bureaucratie de l'*Église* catholique et son système fortement hiérarchisé et légaliste (Droit Canon) expliquent peut-être en partie les difficultés de celle-ci à déployer ses activités à travers les bidonvilles. Il n'est pas dans les traditions de cette *Église*, du moins dans la période contemporaine, d'aller bâtir un temple de manière illicite sur un terrain non cadastré et dont la propriété est discutable. À l'inverse, la souplesse de la plupart des églises évangéliques, sans structure hiérarchique rigide, issues souvent de l'initiative d'un pasteur qui s'improvise comme tel, facilite grandement le processus de décision : nul besoin de l'autorisation d'un évêque pour

poser les fondations du futur temple dont la construction s'échelonnera sur de nombreuses années, comme en témoigne les observations issues des entrevues et visites réalisées auprès de différentes églises dans les bidonvilles étudiés:

- L'Église La Foi en Dieu dans le bidonville de *Village de Dieu* a été fondée en 1988, simultanément à la formation du quartier. Il s'agit d'une église indépendante, pentecôtiste, dont le pasteur réside dans le quartier voisin (Cité L'Éternel). Elle compte 300 membres, majoritairement du quartier, lesquels contribuent aux frais de construction du temple qui est en chantier depuis 6 ans.
- L'Église de Dieu dans le bidonville de *Baillergeau*, indépendante et de type pentecôtiste, tient ses cérémonies sur le site du temple en construction depuis 5 ans. Elle compte environ 400 membres et le temple, une fois achevé, pourra recevoir quelque 150 fidèles. Ce sont aussi les contributions des membres et le travail bénévole qui assurent le financement de la construction. En attendant la pose d'un toit en acier (tôle), on se contente d'une toile pour se protéger du soleil et de la pluie, laquelle est déployée lors de chaque cérémonie.
- Aux limites du bidonville de *Baillergeau*, on note la présence d'un imposant temple : celui de l'Église de Dieu indépendante de la Porte étroite. L'édifice compte 600 places et sa construction a débuté en 1990 et se poursuit toujours en 2004, au rythme des ressources dégagées auprès des 900 membres de l'Église. Le bâtiment est néanmoins fonctionnel et devrait être complété bientôt.
- Dans le bidonville de *Cité L'Éternel*, l'Église de Dieu sanctifiée par la Grâce occupe un temple qui abrite aussi le logement du pasteur. La construction a débuté en 1991 et se poursuit toujours. Au début, on comptait une cinquantaine de membres et aujourd'hui, il y en a 500 et autant de sympathisants. Ce sont les membres qui contribuent à la construction du temple.

Ces exemples se répètent systématiquement à travers les 357 cités de Port-au-Prince. La tendance qui se dessine est celle d'une expansion des églises évangéliques et pentecôtistes, au même rythme et dans le même espace temporel que celui propre au développement des bidonvilles. Les églises protestantes historiques y connaissent aussi une croissance, quoique plus modérée. De plus, ces églises participent parfois à la croissance du bidonville par leur rôle dans le processus d'insertion des migrants :

Madame A.C. est membre de l'Église Baptiste de *Bolosse* dans le quartier voisin de celui où elle habite, à *Fort Mercredi*. Elle était membre d'une église baptiste quand elle résidait à Jacmel (ville dans le sud d'Haïti) et c'est par l'intermédiaire de cette église qu'elle a abouti dans le quartier : c'est son église d'origine qui lui a donné la référence. (Source : Rapport d'entrevue no 1- *Fort Mercredi*)

Madame D.P. est aussi membre de l'Église Baptiste de *Bolosse*. C'est sa mère qui s'est installée dans le quartier par souci de l'éducation des enfants. En quittant leur petite ville natale (Pignon) en région, le pasteur avait donné une lettre recommandant la famille au pasteur de l'Église évangélique Baptiste de *Bolosse*. (Source : Rapport d'entrevue no 3 - *Fort Mercredi*)

En regroupant des centaines, voire des milliers de membres, en servant de lieu d'accueil aux migrants et de moyen d'insertion à la vie urbaine, les nombreuses églises des bidonvilles constituent un point focal de la vie collective, laquelle s'exprime très clairement à travers les activités hebdomadaires et régulières du culte qui regroupent des centaines de croyants durant des cérémonies extrêmement animées de plusieurs heures (3 à 6 heures, parfois plus) et durant les autres fêtes et rassemblements religieux, moments forts dans la vie du quartier. Mais elle s'exprime aussi par les services de proximité qui sont déployés à partir de ces églises, par le rayonnement dont elles font preuve au-delà des limites de leur quartier, par le rôle qu'elles jouent comme lieu de rencontre et d'échange, non seulement entre les adeptes d'une même zone mais aussi entre les adeptes de divers quartiers qui se promènent d'une église à l'autre.

9.3 Églises et services de proximité

Les églises évangéliques dans les bidonvilles sont très fréquemment associées à la gestion d'activités sociocommunautaires qui s'inscrivent dans leur mission d'évangélisation et d'éducation. Elles assurent ainsi l'organisation et le fonctionnement d'écoles privées confessionnelles au niveau primaire, secondaire et professionnel (apprentissage de métiers ou d'habiletés particulières), de même que

des activités d'alphabétisation des adultes. Les espaces consacrés à l'enseignement se confondent avec les lieux de culte ou encore occupent des locaux attenants ou à proximité. Les élèves sont recrutés parmi les membres de l'église, mais aussi à l'extérieur. L'écolage varie selon la réputation de l'école, la qualité des enseignants et des installations. Selon les résultats obtenus lors de notre enquête, les frais scolaires peuvent s'établir à un montant de 25 gourdes/mois jusqu'à 2 000 gourdes/mois (0,75 \$ US à 55 \$ US – taux de 2004) auxquels s'ajoutent des frais d'inscription de 250 gourdes à 4 750 gourdes (7 \$ US à 125 \$ US). Les écoles doivent s'autofinancer. L'État subventionne parfois les uniformes scolaires et les achats de livres. Les extraits de rapports de visites et d'entrevues présentés ci-après témoignent de cette étroite relation entre les églises et l'enseignement :

Le ministre de l'Église de Dieu sanctifiée par la Grâce (*Cité L'Éternel*), est également directeur d'une école privée qui relève de l'Église. Cette école accueille 500 élèves et offre les classes depuis le kindergarten jusqu'à la 9^e fondamentale. Selon les dirigeants, le taux de réussite aux examens du ministère est très élevé (90 à 100%). Les professeurs proviennent de la Cité et de l'extérieur de la Cité. (Rapport de visites et d'entrevues – *Cité L'Éternel* été 2003)

L'Église La foi en Dieu (*Village de Dieu*) gère une école primaire de 350 élèves (8 classes), du préscolaire jusqu'au certificat. Elle offre aussi des cours du soir aux adultes (alphabétisation). Les étudiants proviennent surtout du quartier et des environs immédiats. Les professeurs sont majoritairement de *Village de Dieu*. Pour le kindergarten (préscolaire), les frais mensuels d'écolage sont de 100 gourdes, plus 300 gourdes à l'inscription. Pour le certificat, ils sont de 150 gourdes plus 250 gourdes à l'inscription. (Rapport de visites et d'entrevues- *Village de Dieu* été 2003)

Pour les pasteurs et ministres du culte, l'enseignement (au-delà de « l'école du dimanche » strictement axée sur l'éducation religieuse) est un prolongement naturel de leur engagement, mais aussi une source non négligeable de revenus. Mais l'implication des églises ne s'arrête pas là. Par exemple, interrogés sur les vues futures de l'Église de Dieu sanctifiée par la Grâce (*Cité L'Éternel*), les dirigeants ont exprimé leur désir de la voir se doter éventuellement d'un orphelinat, d'un hôpital et d'un centre d'enseignement professionnel. À l'image de l'Église du Rédempteur

(*Village de Dieu*), de l'Église de Dieu indépendante de la Porte étroite (*Carrefour Feuilles*) ou de l'Église de Dieu purifiée (*Savane Pistache*), toute institution religieuse bien ancrée dans son milieu dispose d'un ensemble d'outils lui permettant d'intervenir au niveau de la santé, de la prise en charge des orphelins et enfants abandonnés, de l'alphabétisation et de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. Ce sont là les secteurs prioritaires d'intervention et plusieurs églises sont effectivement devenues de véritables entreprises sociales à champs multiples, bien présentes et bien actives dans leur milieu. Elles se dotent ainsi d'une « mission d'entreprise », axée sur le développement d'une gamme variée de services comme ceux mentionnés précédemment. Les objectifs, sans être précisés dans le temps, s'inscrivent dans des horizons à moyen et long terme. Les églises agissent alors comme des pivots de la vie sociocommunautaire, influençant ou déterminant les comportements, les attitudes et l'ensemble des rapports entre les individus et leur milieu.

Les figures suivantes illustrent bien ce phénomène entrepreneurial, qui permet de rentabiliser les vastes espaces que sont les lieux de culte et d'occuper efficacement le temps des pasteurs entre deux cérémonies du dimanche.

Figure 9.2



Évangéliser et enseigner : un même combat.

Dans une zone bidonvillisée de *Carrefour Feuilles*, aux limites du quartier *Baillergeau*, l'Église évangélique *Rocher des siècles* affiche les services de l'école mixte *Rocher de Jacob* qui offre des cours depuis la maternelle jusqu'au certificat, en passant par des cours de cuisine, couture, pâtisserie. L'Église et l'école partagent les mêmes locaux et les mêmes dirigeants. Elles partagent également, de façon générale, les mêmes adhérents. (Photo : Jean Goulet, 2000)

Figure 9.3

Une entreprise sociale à champs multiples dans *Savane Pistache*.



L'orphelinat « *Lavi se richès* » (« La vie, c'est la richesse ») dans le bidonville de *Savane Pistache*. L'orphelinat est associé à l'Église de Dieu purifiée (le directeur fondateur de l'orphelinat est le pasteur de l'Église). L'Église parraine aussi l'école mixte *Mains d'amour* (kindergarten, primaire, secondaire) ainsi que le centre de couture *Mains d'amour*, qui offre des cours de couture, cuisine, pâtisserie et « haute couture ». L'usage marqué de l'anglais dans l'affichage de l'orphelinat est indicateur de la relation avec une église ou une fondation américaine. (Photo : Jean Goulet, 2003)



Outre les services dispensés par l'église, la présence de l'institution et la solidarité des membres qui la composent représentent une assurance en cas de coup du sort :

Pour madame C., l'église est sa véritable famille. Tous ses enfants ont été à l'école primaire de l'église, puis à l'école secondaire dans un autre quartier, mais toujours sous la responsabilité de l'église. Elle a longtemps fait partie d'un groupe à l'église mais sa santé ne le lui permet plus. En cas de besoin, elle sait qu'elle peut compter sur le pasteur ou les amis de l'église. (Source : Rapport d'entrevue no 1 - *Fort Mercredi*).

Madame D. apporte son appui aux voisins et aux autres personnes membres de la même église qu'elle. Elle paie l'écolage et le loyer pour eux. Actuellement, elle a prêté une pièce de sa maison à une amie en difficulté. (Source : Rapport d'entrevue no 3 - *Fort Mercredi*).

Même si les églises comptent leur lot d'adhérents fortement impliqués et actifs, il semble que l'emprise idéologique demeure malgré tout limitée, ce qui nous invite à une certaine prudence quant à l'interprétation de la force réelle d'influence des églises et de leur pasteur. Curieusement, un nombre significatif des ménages enquêtés, même parmi ceux qui sont membres des églises et participent régulièrement au culte, demeurent très critiques face aux actions des églises dans leur quartier. On leur reprochera fréquemment de « *ne prêcher que la parole de Dieu sans rien faire d'autre pour le quartier* », ou on porte un jugement encore plus incisif à l'égard du pasteur « *qui travaille uniquement pour faire vivre sa famille* ». Au regard de l'implication constatée des églises dans la vie collective, ces reproches apparaissent mal fondés et même mesquins, mais ils témoignent d'une certaine liberté et d'une indépendance d'esprit au sein des populations concernées. Plusieurs répondants affichent néanmoins une grande ferveur face à leur foi et à leur église, et Dieu est fréquemment invoqué comme source de tous les remèdes à tous les maux (en cas de 'coup du sort', on s'en remet à Dieu). Cette ferveur ne s'apparente pas à un fanatisme religieux ou à une forme d'intolérance car on s'accommode fort bien de la foi des autres dans le voisinage, sinon dans le même ménage :

A. est protestante et membre de l'Église pentecôtiste de *Village de Dieu*. Sa cousine C. est catholique; elle participe à la messe de l'Église du Sacré-Cœur de Turgeau. Quant à G., elle est servante des *loas*. Les autres interlocutrices disent qu'elle s'apprête à devenir une *mambo*.⁴ (Source : Rapport d'entrevue no 3 - *Village de Dieu*)

Cette implication dans la vie collective recèle également d'autres aspects. Les dirigeants d'églises n'assimilent pas les efforts consacrés à la santé et l'éducation comme des formes d'engagement social en faveur du développement du quartier. Au contraire, on se défend souvent de ce type d'engagement, apparenté à une action politique face à laquelle le mouvement évangélique et pentecôtiste demeure ambivalent, comme l'illustre les commentaires exprimés par les dirigeants d'une église de *Cité l'Éternel* :

Si on convient que certains membres s'engagent à titre individuel au sein des organisations populaires ou à travers des activités communautaires, l'Église affirme rester à l'écart de ces mouvements populaires, tout en se disant préoccupée par l'amélioration des conditions d'existence des habitants du quartier. (Rapport de visites et d'entrevues – *Cité L'Éternel* été 2003).

Cette réserve affichée de la part de certaines églises vise davantage à préserver l'image d'une apparente neutralité politique qu'à traduire la réalité. Il est notoire que les églises collaborent étroitement avec les comités et autres associations de quartier, notamment en mettant leurs vastes locaux à leur disposition pour la tenue des assemblées de quartier ou des réunions de comité. L'auteur a lui-même assisté à une assemblée préparatoire à un projet de construction de latrines dans le bidonville de *Savane Pistache*, assemblée tenue dans une des églises évangéliques du quartier, gracieusement prêtée aux animateurs du projet. Plusieurs des comités de quartier et associations locales dans les bidonvilles étudiés nous ont confirmé tenir leurs réunions dans l'une ou l'autre des églises du quartier. Parfois, certains pasteurs sont

⁴ « Loas ou lwas » : esprits vaudous. « Mambo ou mãbo » : prêtresse vaudou. Voir la prochaine section pour des explications plus détaillées.

des membres actifs de comités populaires, comme nous avons pu le constater. Le *Comité promoteur de paix de Campêche* mis sur pied en 2003 - 2004 dans le cadre d'un programme de sécurité publique financé par les Nations unies dans la zone de *Carrefour Feuilles*, est dirigé par un pasteur d'une église évangélique limitrophe. Ceci ne signifie pas que les églises exercent un leadership absolu dans le processus de développement endogène des bidonvilles qui composent leur territoire, mais elles constituent par leurs actions et leur soutien à certaines initiatives locales, des acteurs importants dans l'organisation des services de proximité et même dans l'aménagement physique de l'espace. C'est ainsi qu'une église de *Cité L'Éternel* a initié et complété la construction d'un ponceau de béton au-dessus d'un fossé (v. figure 8.4), et que sept églises d'un bidonville de la périphérie de Port-au-Prince (*Lamentin*) ont uni leurs efforts et obtenu en 2004 une aide du Fonds Canadien, géré par l'Ambassade du Canada, pour construire un pont permettant à la population de franchir de façon sécuritaire un important ravin.

Figure 9.4



Des aménagements sous l'égide de l'église : bâtir les ouvrages et sauver les âmes.

Aperçu d'un ponceau construit à l'initiative d'une église évangélique de *Cité L'Éternel* (dont le temple apparaît à l'arrière-plan) durant l'année 2003-2004. C'est l'église qui a recueilli les fonds pour l'achat du ciment et qui a organisé la corvée de construction. Bien que visant d'abord à répondre aux besoins particuliers de l'église (accès plus aisé pour les membres), le ponceau est, dans les faits, un ouvrage réalisé dans un espace

public et emprunté par tous les passants, devenant ainsi un bien public qui facilite grandement la vie des résidents du quartier. (Photo : Jean Goulet 2004)

9.4 Réseau religieux et réseau d'églises

La plupart des églises évangéliques d'un même quartier collaborent entre elles, souvent de façon étroite, dans les cas où il n'existe pas de divergences doctrinaires. Par exemple, les Églises évangéliques et pentecôtistes de *Cité L'Éternel* collaborent entre elles mais elles n'ont pas de relations avec l'Église Adventiste du même quartier, car cette dernière est une église protestante historique appartenant à un mouvement institutionnalisé et hiérarchisé. Elles ont aussi souvent des rapports suivis avec des églises d'autres quartiers. Elles tissent ainsi des liens qui sont mis à profit pour des projets collectifs, comme le pont financé par le Fonds canadien, ou des revendications communes, mais qui permettent également une interrelation des quartiers entre eux grâce à une pérégrination des croyants et des officiants du culte, d'une église à l'autre. C'est ainsi qu'une chorale d'une église d'un quartier sera invitée à présenter sa performance dans les autres assemblées d'églises partageant la

même doctrine, qu'un pasteur d'une autre église viendra faire le prêche, que les croyants participeront aux cérémonies tenues dans d'autres églises d'autres quartiers, parfois pour le simple plaisir de « *voir comment ça se passe ailleurs* ». Ces événements et attitudes contribuent aux échanges inter-quartiers et au décloisonnement des bidonvilles. L'appartenance à son quartier ne se traduit pas par des frontières physiques ou théoriques infranchissables. Le réseau religieux favorise ainsi, dans une certaine mesure, l'intégration à la grande agglomération urbaine.

Le réseau religieux est donc, en quelque sorte, à trois paliers. Le premier niveau est constituée de l'assemblée des fidèles et sympathisants autour d'un pasteur et d'un lieu de culte bien précis aménagé dans le quartier : il s'agit de l'unité de base, qui apparaît la plus productive au plan des services urbains de proximité. C'est le réseau qui s'appuie sur les ménages même si, comme on l'a vu, certains de ceux-ci peuvent témoigner d'une disparité dans l'expression de leur foi. Le second niveau est constitué par les liens plus ou moins réguliers et plus ou moins étroits entre les différentes églises et les différents lieux de culte dans un même quartier. C'est un palier supérieur, une assemblée d'églises regroupées autour d'un projet commun, projet qui peut concerner uniquement la pastorale et l'effort d'évangélisation, mais qui peut aussi traiter d'aménagement ou de services urbains. Le troisième niveau correspond aux liens existant entre une ou plusieurs églises d'un quartier, avec une ou plusieurs églises d'un autre quartier ou d'autres quartiers. Ultimement, ces liens peuvent traduire l'existence d'une fédération d'églises ou encore l'existence de lieux de culte multiples sous l'égide d'un même pasteur ou d'une équipe de pasteurs. Mais il peut aussi s'agir simplement d'une collaboration régulière ou ponctuelle qui demeure respectueuse de l'indépendance de chacune. Ce troisième niveau favorise les échanges et contacts sociaux entre les quartiers.

Vu de l'extérieur, ce réseau religieux à plusieurs niveaux ou paliers s'apparente à un système hiérarchisé au même titre que les églises unitaires traditionnelles,

lesquelles sont d'ailleurs présentes, quoiqu'en moins grand nombre, dans le paysage bidonvillois (catholique, adventiste, méthodiste, etc). La similarité ne va toutefois pas plus loin car, de façon générale, les liens permettant de constater l'existence des divers paliers sont bien plus informels qu'institutionnalisés. Enfin, comme on l'a mentionné, il existe aussi une forme d'hybridation du réseau religieux en vertu de laquelle les églises interviennent avec les autres acteurs sociaux du quartier, à travers les prêtres de locaux, échanges de services ou implication des pasteurs et dirigeants, dans le cadre de projets à caractère collectif. Nous examinerons plus loin ce phénomène.

Mais en Haïti et dans les bidonvilles de Port-au-Prince, l'écologie religieuse ne se limite pas qu'au catholicisme et aux multiples facettes du protestantisme. D'autres cultes ou pratiques plus minoritaires occupent l'espace social : Témoins de Jéhovah, Rasta, Islam, etc. Il existe aussi un culte qui a forgé l'esprit haïtien et qui est associé depuis toujours à l'histoire du pays et à la construction de la société.

On ne saurait en effet traiter de l'organisation des bidonvilles de Port-au-Prince et de l'influence sur celle-ci des réseaux religieux sans accorder au moins un bref regard à la réalité du vaudou⁵, même si l'objectif n'est pas d'approfondir la question, par ailleurs fort complexe, du vaudou

9.5 Vaudou et bidonvilles

Le vaudou imprègne Haïti. Fortement présent dans le monde rural, le culte vaudou l'est tout autant, quoique de façon plus discrète, dans le monde urbain.

Le vaudou est une des grandes spécificités de la société haïtienne. De brillants ethnologues y ont consacré de savantes études. Simplement, comme pour le

⁵ Nous utilisons l'orthographe *vaudou* reconnue dans la langue française, bien que l'orthographe *vodou*, plus près du *vodu* dahoméen d'origine, tende de plus en plus à s'imposer.

catholicisme ou le protestantisme, nous devons constater que le vaudou intervient dans le processus d'organisation de la vie urbaine, parfois indirectement comme dans le cas d'un bidonville qui s'est déployé à partir et autour d'un *lakou* vaudou (modèle traditionnel d'habitat dans les campagnes d'autrefois, constitué d'une vingtaine de maisons construites en fer à cheval autour du temple vaudou et de la maison du patriarche), parfois directement comme un premier niveau d'intervention dans le processus d'accès aux soins de santé, ou encore dans les démarches ayant trait à la sécurité et à la justice, selon un système très particulier de protection, de représailles ou de châtiments.

Sommairement, le vaudou est un système religieux basé sur le culte des esprits (*loas* ou *lwas*) et apparenté à de nombreux cultes de l'Afrique noire, d'où il est d'ailleurs originaire (certains soutiennent que le vaudou haïtien a fait la synthèse de tous ces cultes). Il a aussi intégré certains rites et éléments du catholicisme, ce qui permet de constater l'existence d'un syncrétisme religieux catholicisme / vaudou : les prières traditionnelles du catholicisme, tels que le *Notre Père* et le *Je vous salue Marie*, alternent avec les chants vaudous lors des cérémonies, tandis que l'iconographie présente de nombreux Saints et Saintes de l'Église catholique. Par exemple, l'autel du *Baron Samedi* (le *loa* maître du cimetière), côtoie parfois celui de Sainte-Claire à l'intérieur du péristyle ou temple vaudou. Certains spécialistes soutiennent toutefois que les éléments du catholicisme intégrés au vaudou ne sont qu'une parure, un décor sur un système fondamentalement étranger à tout culte occidental ou monothéiste.

Le vaudou aurait trois grandes variantes en Haïti : le rite *Rada*, le rite *Petro* et le rite *Congo* (Hurbon, 1987a). On parle aussi parfois du culte guinéen, du culte dahoméen et des sociétés secrètes. À ces grands groupes s'ajoutent une multitude de

styles, de couleurs et de particularités, en fonction souvent du lieu d'exercice du culte ou de la région d'origine.⁶

Le vaudou est aussi une réalité occultée. On s'affiche très rarement comme vaudouisant ou serviteur des *loas*. Il n'est pas bien vu d'affirmer une telle adhésion, d'autant plus que les catholiques (et les intellectuels) sont sensés y voir une superstition malsaine, alors que les protestants y sont (supposément) franchement hostiles (Corten, 2000), le vaudou étant le royaume de Satan et des forces du mal selon le discours du protestantisme (Abe, 2003).

L'enquête EMMUS II (Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services) réalisée en 1994 et 1995 auprès de 4 818 ménages haïtiens (Cayemites et al, 1995) avait fait ressortir des taux d'adhésion au vaudou de 1,4% chez les hommes et 0,6% chez les femmes. S'il fallait croire les résultats de cette enquête pourtant très sérieuse, le vaudou n'aurait été, au moment de l'enquête, qu'une croyance extrêmement marginale, voire insignifiante dans l'univers religieux haïtien. Curieusement, la même enquête reprise en 2000 (EMMUS III) auprès de 9 595 ménages haïtiens (Cayemites et al, 2001), est arrivée à des résultats se situant dans un tout autre registre : les taux d'adhésion au vaudou passent alors à 14% chez les hommes et à 11,2% chez les femmes. Il s'agit d'une progression impressionnante en cinq ans, d'autant plus intrigante qu'elle s'inscrit dans le contexte d'une société qui s'urbanise et se modernise. Compte tenu de l'ampleur des échantillonnages en cause, on peut difficilement se rabattre sur l'erreur statistique comme explication d'une telle distorsion entre ces deux enquêtes. En fait, il apparaît assez clairement qu'une grande partie des répondants se refusaient, en 1995, à affirmer leur adhésion au vaudou,

⁶ Le panthéon vaudou contient au-delà d'un millier de *loas* appartenant à plus d'une cinquantaine de familles, tandis qu'on recense une dizaine de rites différents. Le culte vaudou est donc d'une grande complexité et ne peut se résumer en quelques trop courts paragraphes. On excusera donc les raccourcis utilisés ici.

même dans le cadre d'un questionnaire préservant l'anonymat (mais en présence d'un enquêteur, faut-il souligner). Une enquête réalisée par une organisation non gouvernementale auprès de 350 ménages dans 12 quartiers populaires de Port-au-Prince (Aimé, 1996) s'était heurté au même phénomène : à peine 2 répondants sur 350 (0,57%) avaient déclaré le vaudou comme pratique religieuse. Plus récemment, les résultats de l'*Enquête sur les conditions de vie en Haïti- ECVH* réalisée en 2001 (IHSI 2003b) annoncent que les adhérents au culte vaudou représentent à peine 1% de la population dans l'aire métropolitaine et 2,1% à l'échelle du pays. Là encore, la sous-estimation est évidente et traduit le fait que le vaudou n'est pas un culte exclusif pour ses adeptes, comme on le verra plus loin.⁷

Le tableau 9.4 qui suit présente la répartition de la population (par sexe) en fonction de la croyance religieuse affirmée, pour l'une et l'autre des enquêtes EMMUS. On constatera immédiatement que, selon les résultats de l'enquête réalisée en 2000, le déplacement des répondants vers le vaudou s'est fait au détriment du catholicisme (plus aisément avouable semble-t-il qu'en 1995) alors que le protestantisme poursuit sa croissance de façon régulière et soutenue, ce qui est conforme aux observations de la plupart des spécialistes de la question. Notons que les chiffres de l'enquête EMMUS relatifs à l'adhésion au protestantisme (tous cultes confondus), rejoignent à peu de choses près les résultats de l'ECVH 2001 (34,6%, tous sexes et âges confondus, pour le pays, et 38,9% pour l'aire métropolitaine). C'est entre le catholicisme et le vaudou qu'apparaissent de curieuses et importantes fluctuations chez les répondants d'une enquête à l'autre : les catholiques représenteraient 58,4% de la population haïtienne et les vaudouisants 2,1% selon

⁷ Cette sous-estimation témoigne d'un évident problème méthodologique. En demandant à l'enquête s'il est protestant *ou* catholique *ou* vaudouisant *ou* autres, on évacue la réalité qui fait que, par exemple, on puisse être catholique *et* vaudouisant. Mais il est aussi possible que même avec une question à choix multiples, on se heurterait à une retenue d'afficher le vaudou comme culte.

l'enquête ECVH 2001, ce qui n'est pas concordant avec les résultats de l'enquête EMMUS 2000.

Tableau 9.4

**Évolution de la répartition en pourcentage (1995-2000)
de l'appartenance religieuse en Haïti (ensemble du pays) selon le sexe des
répondants**

<i>Répondants</i> <i>Religion</i>	% Femmes EMMUS 1995	% Femmes EMMUS 2000	% Hommes EMMUS 1995	% Hommes EMMUS 2000
Catholicisme	57,3	42,5	59,5	44,1
Protestantisme/ Pentecôtisme	36,6	41,2	32,4	34,5
Vaudouisant	0,6	11,2	1,4	14,0
Autres ou sans religion	5,3	5,2	6,6	7,4

Sources : Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services EMMUS II 1994-1995, et Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services EMMUS III 2000. Références bibliographiques : Cayemites et al, 1995. Cayemites et al, 2001.

Cette réticence ou cette pudeur à avouer qu'on est un serviteur des *loas* ou simplement un adhérent au culte vaudou, a pu être encore constaté à l'occasion des enquêtes et visites dans les bidonvilles de Port-au-Prince. À une question simple comme : « *Y a-t-il un péristyle (temple vaudou ou oufò) dans le quartier?* », une répondante a clairement fait savoir qu'elle n'en connaissait aucun. Pourtant, il en existait un tout juste en face de sa maison. Dans un autre cas, un répondant s'est affiché comme exclusivement catholique, alors que deux statuettes de *loas* trônaient

dans la cour de sa maison. Selon les répondants dans un même quartier, on ne connaissait aucun péristyle ou bien, à l'inverse, on en recensait des dizaines. Plusieurs intervenants n'hésitent pas à souligner que même si l'on nie publiquement adhérer au vaudou, l'immense majorité (80% à 90% selon certains)⁸ de la population haïtienne - pauvres et riches, paysans et urbains, illettrés et intellectuels, catholiques et protestants confondus - continue à croire aux pouvoirs des *loas*, des *hougans* et des *mambos* (prêtres et prêtresses vaudous) et plusieurs font appel discrètement à leurs services à l'occasion. En réalité, pour de nombreux croyants, la pratique religieuse n'a rien d'exclusif et le vaudou s'accommode fort bien des autres cultes. Le baptême catholique est d'ailleurs un rite nécessaire à une intégration complète du vaudou et est encouragé. Il en va de même de la communion.

L'importance du vaudou en Haïti est illustrée par l'alliance que les gouvernements prédateurs ont depuis longtemps maintenu avec ce système religieux.⁹ Le dictateur François Duvalier (médecin de formation) s'est appuyé en partie sur le vaudou pour s'assurer du contrôle et du soutien des masses populaires, étant d'ailleurs lui-même un *hougan*. Son fils et successeur, Jean-Claude Duvalier, a poursuivi la tradition : plusieurs ministres, hauts fonctionnaires et le président lui-même se faisaient un devoir d'assister aux cérémonies vaudous. Le *déchoukage* qui a suivi la fin du règne de Duvalier, en février 1986, n'a pas qu'affecté les *tontons macoutes* les plus cruels : les populations en colère ont également pillé et détruit des

⁸ Bien que sans prétention scientifique, un sondage hebdomadaire auprès des lecteurs d'un important journal haïtien et réalisé en 2001 (Haïti Scopie) relevait que les deux tiers des répondants croyaient aux *loas*.

⁹ Une importance soulignée aussi par la guerre féroce que lui livra l'Église catholique. Culte des esclaves, le vaudou fut interdit et durement réprimé, les esclaves étant obligatoirement baptisés selon le rite catholique. Même après l'indépendance (1804), le vaudou ne survécut que dans la clandestinité, le Vatican s'étant entendu avec l'État haïtien (Concordat de 1860) pour criminaliser le culte vaudou. Au milieu du XX^e siècle (1941), de sévères campagnes anti-superstitieuses furent organisées par l'Église catholique en accord avec le gouvernement Lescot. Peine perdue : le vaudou ne fut jamais déraciné de la société haïtienne. Plus récemment, face à l'Arrêté présidentiel d'avril 2003, la réaction de l'Église catholique fut très négative, sinon hostile à cette reconnaissance officielle.

péristyles et exécuté des prêtres vaudous associés de trop près au pouvoir (Hurbon, 1987b).

De manière étonnante, c'est le président Jean-Bertrand Aristide, ancien prêtre catholique, qui aura poussé le plus loin cette alliance en accordant par décret présidentiel une reconnaissance légale au vaudou. Depuis le 4 avril 2003, le vaudou a officiellement droit de cité et ses officiants peuvent, après une procédure d'enregistrement au tribunal civil, célébrer des baptêmes, mariages ou funérailles reconnus par l'État. L'arrivée de ce climat de collaboration et de bonne entente, annoncé à la fin des années 1990, a certainement contribué à la hausse remarquée et soudaine des adhérents au vaudou dans les résultats de la dernière enquête EMMUS III dont il était fait mention précédemment. Certaines réserves que pouvaient entretenir les adeptes du vaudou venaient, selon toute évidence, de tomber, face à l'attitude plus que conciliante de l'État, en plus d'une image favorable au vaudou qu'on véhicule à travers les œuvres d'art et les manifestations culturelles (les groupes musicaux en particulier).

9.5.1 Le vaudou et l'organisation de la vie urbaine

En quoi le vaudou intervient-il dans l'organisation de la vie urbaine dans les bidonvilles? De quelle manière cette croyance peut-elle constituer une pièce du puzzle des services urbains de proximité? Le vaudou n'étant pas une église structurée au sens où on l'entend généralement, mais plutôt un mouvement diffus à peine sorti de la semi-clandestinité et sans groupe bien identifié de fidèles, on peut difficilement parler d'un réseau religieux. Mais le vaudou occupe néanmoins une place dans le processus de production des services urbains, notamment en matière de santé, de justice, de sécurité, mais pas nécessairement de façon positive.

Il faut d'abord comprendre que le vaudou s'impose comme une pièce incontournable, pour un grand nombre, du système de soins. La maladie est ainsi souvent perçue comme la conséquence d'un mauvais sort, le malade étant alors la victime d'un sortilège qui fait suite à une vengeance, une jalousie ou une autre considération du même ordre. Dans cette perspective, la première solution envisagée consistera à prendre des contre-mesures en faisant appel à un intercesseur (un autre *hougan*) qui pourra arrêter le mauvais sort. Même si l'on croit aux vertus de la médecine moderne, on jouera de prudence en misant sur les deux tableaux. Soulignons également que l'usage des plantes médicinales fait partie de la pharmacopée vaudou et que le *docteur feuille* (médecin vaudou) pourra soigner le corps à l'aide de mixtures plus ou moins secrètes et de ses relations avec les esprits. En Haïti par exemple, à l'instar de plusieurs pays d'Afrique, la lutte contre le SIDA passe aussi par un combat contre l'ignorance entretenue par la foi en la magie.

Sortilèges et contre sortilèges font également partie du système traditionnel de justice privée ou collective pour plusieurs adeptes, et cela jusqu'au sort de la mort (par l'usage d'une poudre empoisonnée, selon la pratique reconnue). Il peut s'agir d'une manière de régler une injustice dont on a été victime, de venger une trahison, de résoudre une querelle ou d'apporter une solution à toute autre problématique propre aux relations entre les individus. Il est notoire que les menaces ou les possibilités de menaces de mauvais sort suscitent la peur et la crainte et modulent certaines actions. Les auteurs du très sérieux Rapport national sur le développement humain en faisaient état, soulignant même que « *il n'est pas exceptionnel que, suite à des licenciements polémiques, personne ne veuille prendre la place disponible, parce que le poste est 'maudit'* » (PNUD, 2002a : 168).

Si on peut convenir que ce genre de réactions est davantage présent en milieu rural, il faut toutefois admettre qu'une part importante de cette culture s'est aussi implantée en ville et particulièrement dans les bidonvilles, habitées par une population

dont une partie est souvent d'origine rurale récente. Ainsi, dans le bidonville de *Village de Dieu*, c'est un vaudouisant (qu'on nous a même décrit discrètement comme un 'malfaiteur', c'est-à-dire un sorcier dans la terminologie locale) qui assure le contrôle et la responsabilité d'une brigade de vigilance. Cette brigade, indépendante de toute autorité, s'apparente à un véritable système de protection en vertu duquel la population bénéficie d'un double avantage : un service de sécurité musclé et la bienveillance des *loas*. En échange, parmi plusieurs contreparties, le responsable en question envoie ses enfants à l'école et est abonné à l'électricité (dont la distribution est gérée localement), le tout sans frais et avec l'accord implicite du comité de quartier.

Confronté à la modernité et à une meilleure accessibilité au savoir, il est difficile d'établir si le vaudou a véritablement un avenir dans la société urbaine haïtienne. Les commentaires de nombreux jeunes, nés, élevés et résidant toujours dans les bidonvilles, ayant profité d'un bon niveau d'éducation, sont à l'effet de considérer davantage le vaudou comme un phénomène culturel, intéressant certes, mais qui n'a plus sa place au chapitre des rapports sociaux. Plusieurs ont même dénoncé la reconnaissance légale du vaudou en soulignant « *qu'on encourageait ainsi la perpétuation d'une superstition rétrograde* »¹⁰. Il faut dire que des comités de quartier ont parfois été confrontés à des réactions freinant leurs efforts d'amélioration du milieu.

Dans le quartier de *Baillergeau* par exemple, plusieurs résidents ont longtemps mis sur le compte des *loups-garous*¹¹ et de la sorcellerie les diarrhées chroniques les

¹⁰ Commentaire recueilli auprès des représentants de l'Organisation des jeunes de Baillergeau (OJEB).

¹¹ Personnage important de la mythologie vaudou, le loup-garou est un homme ou une femme qui utilise les forces obscures et les mauvais sorts pour nuire à ses victimes, un sorcier malfaisant en

affectant ou affectant leurs enfants (première cause de mortalité infantile en Haïti), freinant ainsi les efforts déployés par l'association locale pour doter le quartier d'un système d'approvisionnement en eau potable non contaminée. Dans le quartier de *Fort Mercredi*, des répondants (qui s'affichent pourtant comme protestants) ont explicitement pointés du doigt des *bakas* (mauvais esprits) comme cause première de l'effondrement récent de deux propriétés construites sur les bords d'un important ravin. Cette propension à trouver une explication surnaturelle à la moindre catastrophe naturelle, maladie, accident ou autre 'coup du sort', représente évidemment un obstacle à l'élaboration et la mise en place de solutions faisant appel à une compréhension scientifique de l'univers.

Dans tous les bidonvilles visités, les plus âgés comme les plus récents, on peut constater la présence effective du vaudou. S'il n'y a pas partout des péristyles, il existe au moins des résidences de *hougans* ou de *mambos*, connues de la population locale et parfois aisément identifiable pour le visiteur le moins attentif (présence de mâts avec drapeaux, signes et symboles caractéristiques).

Comme beaucoup de croyances religieuses traditionnelles, le vaudou est un facteur de conservatisme et ses manifestations les plus spectaculaires freinent ou ralentissent les processus de transformation sociale (particulièrement dans le cas des rites plus cruels où l'on fait intervenir la sorcellerie pour rendre malade, sinon tuer). Le rapport du PNUD (2002a) déplorait surtout le climat de méfiance que ce culte contribuait à maintenir dans la société. Certains romans haïtiens font état, en rapport avec le vaudou, d'une peur profonde et constante qui habite le pays tout entier. L'environnement urbain, la scolarisation accrue, la montée du protestantisme (qui

quelque sorte. Plusieurs soi-disant loups-garous ont été victimes de la vindicte populaire lors des *déhoukages* de l'après-Duvaliérisme.

refuse toute iconographie)¹² et la transformation marquée de la structure familiale traditionnelle peuvent avoir comme conséquence de marginaliser le vaudou, ou de le restreindre à une sphère d'activités davantage culturelle que cultuelle. Une récente recherche réalisée sur l'évolution du bidonville de *Bois-Jalousie* (Duverna, 2003) a d'ailleurs permis de noter que plusieurs temples protestants logeaient dans les locaux d'anciens péristyles, abandonnés à la suite du décès de leurs dirigeants ou du renoncement au culte par ceux-ci, témoignant de la transformation de l'univers religieux d'un bidonville d'à peine une vingtaine d'années d'âge pour sa plus grande partie.

Il est possible et même probable que le vaudou ne disparaîtra pas de sitôt de l'environnement religieux haïtien, mais il devra composer avec les impératifs de la vie urbaine et avec le phénomène de rejet ou d'indifférence des jeunes générations élevées en ville. Au fur et à mesure que vieillissent les quartiers populaires, que leurs résidents abandonnent leurs réflexes ruraux, on pourrait croire que le vaudou deviendra davantage un « bruit de fond » qu'un facteur d'influence, bien que sa reconnaissance légale lui ait insufflé une nouvelle énergie (ou ait simplement autorisé une meilleure visibilité). Les bidonvilles de Port-au-Prince sont, à cet égard, un laboratoire de premier ordre pour observer ces changements dans l'univers socioreligieux haïtien.

Ainsi, sans être au centre, sauf exception, d'un type de réseau religieux propice à l'émergence de services urbains, le vaudou demeure une croyance qui marque encore physiquement l'espace à travers les lieux de culte reconnus, et qui façonne aussi les

¹² L'hostilité du protestantisme à l'égard du vaudou recèle un certain paradoxe. En associant le vaudou au Royaume de Satan comme le fait le protestantisme et, de façon encore plus vindicative, la branche évangélique et pentecôtiste, on risque aussi à l'inverse de confirmer auprès des croyants la réalité des forces vaudouisantes, même si on les considère comme des forces du mal. Rares sont les croyants qui nieraient l'existence et les pouvoirs de Satan, et conséquemment, par le lien parental établi, l'existence et les pouvoirs du vaudou.

rapports sociaux en entretenant une compréhension mystique de l'univers et la nécessité d'un intercesseur pour garantir les faveurs des esprits qui dominent cet univers. Le bidonville, comme microcosme de la société haïtienne, est habitée par cette croyance tout en constituant un espace transitoire défavorable, comme le sont beaucoup de sociétés urbaines face aux rites traditionnels. Si le vaudou est d'abord l'expression d'une profonde détresse (Hurbon, 1987a) et représente un refuge face à l'oppression, il est possible que l'amélioration des conditions de vie, la démocratisation de la société haïtienne et la constitution d'un véritable État de droit représentent des sources de remise en question des croyances traditionnelles. Depuis 200 ans, la société haïtienne était figée dans un modèle dualiste où se côtoyaient les riches et les pauvres, les urbains et les ruraux, les mulâtres et les noirs, les éduqués et les ignorants. Ce modèle est en train d'éclater et il est difficile de prévoir la place qui restera au vaudou.

9.6 Conclusion : la foi qui déplace le béton

Religion et territoire représentent encore souvent des composantes indissociables de l'environnement humain. Dans les bidonvilles, une portion importante de l'organisation sociale passe très clairement par le filtre religieux. Au-delà des croyances et des comportements, l'univers religieux du bidonville est un producteur de services. Il n'est certes pas un producteur gratuit, au sens où son action s'inscrit dans la logique du recrutement et de la fidélisation des adeptes (églises), ou dans la logique de l'exercice d'une forme de domination ou de transmission de valeurs et croyances traditionnelles (vaudou), mais les résultats sont là et sont visibles. Il existe des systèmes d'éducation, de santé, de prise en charge des plus faibles et des plus démunis, de cohésion et de solidarité collective, qui ne reposent essentiellement que sur le dynamisme et la vitalité d'une foule d'églises appartenant à une foule de cultes différents. Il existe des processus de production du bâti, temples et édifices, rues, ponceaux, qui s'appuient sur des initiatives strictement religieuses ou sur des

initiatives laïques qui comptent sur l'appui des réseaux religieux en place. La cérémonie de culte du dimanche réunit souvent bien davantage de monde que l'assemblée de quartier convoquée pour débattre d'un projet commun. Le sens de la rencontre n'est certainement pas le même, mais l'adhésion partagée à un même culte forge aussi l'identité collective et affermit les liens de solidarité. À cet égard, la fête religieuse, comme il a pu être constaté, est aussi et d'abord une fête de quartier.

Le tableau 9.5 illustre le déploiement des services de proximité dans le cadre du réseau religieux. Si on retrouve occasionnellement des interventions similaires à celles des réseaux familial et de voisinage (insertion urbaine, entraide en cas de coup du sort), particulièrement dans les cas où les membres des églises ne peuvent compter sur la présence d'une famille autour d'eux ou sont socialement isolés de leur voisinage, il reste que les services issus du réseau religieux s'inscrivent à un niveau plus élevé de complexité. L'orphelinat, le dispensaire médical ou l'école sont en effet des initiatives qui appellent davantage de ressources et de capacités organisationnelles. Par l'importance du nombre d'adhérents, par l'existence de systèmes de transfert de fonds en provenance parfois de l'étranger et par l'esprit de mission qui anime les pasteurs et dirigeants de ces églises, le réseau religieux peut compter sur la force du nombre qui permet de fournir les ressources et les compétences à la réalisation de projet collectif d'obédience religieuse. Il est étonnant de constater l'ampleur des ressources qui sont susceptibles d'être mobilisées, même dans des lieux de grande pauvreté, et qui témoignent d'un effort entrepreneurial évident.

Tableau 9.5**Logiques et services de proximité: réseau religieux**

Réseau	Logiques	Services
<i>Églises évangéliques et autres</i>	<i>Logique de solidarité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insertion urbaine</i> - <i>Filet de sécurité</i> - <i>Orphelinat</i> - <i>Dispensaire médical</i> - <i>Prêts de locaux</i>
	<i>Logique marchande/apostolat</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Enseignement (primaire, secondaire, kindergarten)</i> - <i>Formation professionnelle</i> - <i>Industries connexes</i>
<i>Vaudou</i>		<ul style="list-style-type: none"> - <i>Soins de santé</i> - <i>Sécurité</i>

Ainsi, le réseau religieux inscrit son action dans une perspective à plus long terme, avec plus de stabilité et de profondeur que le réseau familial ou de voisinage, du moins en ce qui concerne les services urbains de proximité. Une famille peut aisément quitter sa demeure et changer de quartier. Une église a moins de souplesse à cet égard, surtout si elle dispose d'un temple imposant et de centaines ou milliers de fidèles. Si de surcroît elle organise et administre des services de proximité complexes et rejoignant une large clientèle, elle devient alors un acteur indissociable du milieu urbain en formation, une pièce structurante majeure, sinon une base sur laquelle se bâtit une grande partie du système urbain. L'action du réseau religieux vise un horizon lointain, et le temps consacré à déployer les équipements et les activités, temps qui couvre généralement plus d'une décennie, témoigne de cette vision à long terme.

Le vaudou quant à lui est davantage une présence qu'un réseau plus ou moins institutionnalisé. C'est une croyance diffuse qui a tout de même marqué l'espace urbain en structurant physiquement une partie de cet espace (*lakou*), même si la

pression démographique aura finalement eu raison de ce modèle. Le vaudou dispose néanmoins toujours de lieux de repère (péristyles, etc.) dans les bidonvilles. Son influence dans l'univers urbain demeure au niveau du conditionnement des rapports sociaux. Même si la compréhension scientifique du monde prend de plus en plus le pas sur les croyances envers les *loas* au chapitre des principes d'aménagement et d'organisation de l'espace, la foi et la crainte du pouvoir des *loas* sont toujours présentes et modulent les gestes et les relations entre les gens. Sous cet aspect, on ne peut négliger le pouvoir structurant du vaudou sur la société urbaine, un peu comme (même si la comparaison est boiteuse) on ne pourrait nier l'influence du système ancestral de castes dans les rapports qui se nouent entre les bidonvillois des villes de l'Inde. Cette influence est-elle profonde ou superficielle? Ou bien, comme Hurbon (1987a) le laisse entendre, le vaudou ne sert-il pas d'abord à rationaliser l'inacceptable et l'injustifiable? Refuge moral et mystique des esclaves déracinés, le vaudou aurait conservé cette même fonction de refuge face à la violence et la prédation de l'État et face à la situation de pauvreté et d'incertitude du lendemain.

La similarité des modèles d'organisation des bidonvilles partout dans le monde, la montée des églises évangéliques, l'universalité de certaines règles de vie dans les bidonvilles, tout cela permet de relativiser l'influence véritable du vaudou tout en reconnaissant sa présence effective dans les bidonvilles haïtiens.

Le réseau religieux façonne le territoire, tisse les liens, structure la vie collective à travers ses nombreux gestes qui sont, encore une fois et à l'instar des nombreuses ONG qui arpentent le sol haïtien, des actions supplétives à un État absent. On peut dès lors lui reprocher ce qu'on reproche aux ONG : perpétuer cette absence de l'État en se substituant continuellement à lui et en refusant de plonger au cœur de l'action politique, préférant le paradoxe d'une communauté de croyants en expansion, mais qui se replie sur sa propre organisation. Mais tout supplétifs qu'ils soient, les gestes sont réels, largement efficaces et représentent des efforts inaliénables de construction

de la société. En ce sens, ils vont bien au-delà de l'action supplétive : il s'agit de gestes politiques et structurants car ils organisent la vie en société. C'est d'ailleurs l'objet même « du politique », par rapport à « la politique » dont certaines églises prétendent rester en retrait.

En réalité, la neutralité des églises, et particulièrement des nouvelles églises évangéliques, est bien vacillante. Un des leaders nationaux émergents de l'après Aristide est un pasteur protestant, tandis que l'intérêt à l'égard des débats publics rejoint de plus en plus de membres importants des églises. Il n'y a pas là de sources d'étonnement. L'influence sinon l'implication des églises évangéliques dans les processus électoraux est à l'ordre du jour : Guatemala, Mexique, Brésil, et même Etats-Unis n'en sont que quelques exemples, pour le meilleur et pour le pire. En construisant des micro-États dans les bidonvilles, en y bâtissant la société urbaine, le réseau religieux fait inévitablement l'apprentissage du politique, et le chemin vers l'action politique se trace de lui-même¹³. C'est, au fond, le même chemin pris autrefois par un petit prêtre salésien d'un bidonville, Jean-Bertrand Aristide, qui l'a finalement mené aux commandes de l'État.

¹³ Le Concile des Églises Évangéliques d'Haïti a d'ailleurs cru bon de rappeler à l'ordre, en juin 2005, les pasteurs qui sont entrés dans l'arène politique : *« Il exhorte donc tous les pasteurs à se ressaisir et à ne pas oublier leur vocation première. Toutefois, le Concile des Églises Évangéliques d'Haïti reconnaît le droit et la liberté de ses membres. Il reconnaît aussi que chacun est libre en qualité de citoyen d'agir selon sa conscience. »* Source : Prise de position du Concile des Églises Évangéliques d'Haïti. Le Nouvelliste, Port-au-Prince, 9 juin 2005.

CHAPITRE X

LE RÉSEAU ASSOCIATIF

Si le réseau religieux témoigne d'une grande vitalité, on peut en dire autant sinon plus du réseau associatif, considéré par certains comme un véritable phénomène en Haïti. Le présent chapitre va s'intéresser à l'organisation et l'impact de ce réseau au niveau des services urbains de proximité dans les bidonvilles.

On a déjà souligné le foisonnement associatif qui a suivi la fin du duvaliérisme en Haïti. En l'espace des quelques années postérieures à la fin de la dictature, ce serait plus de 30 000 associations et regroupements de toutes sortes qui sont sortis de la semi clandestinité imposée par la répression, ou qui se sont structurés sans entrave (Barthélémy, 2001). Le chiffre est impressionnant. À elle seule par exemple, la petite commune de Côtes de Fer, dans le département du Sud-Ouest, compte 70 associations. Bien que l'histoire précise de ce mouvement communautaire en Haïti n'ait pas encore été écrite, il est déjà évident qu'elle est significative et signifiante¹.

¹ On peut reprocher à Barthélémy son enthousiasme dans l'évaluation du nombre d'associations. Une analyse plus formelle du mouvement associatif dans le monde rural haïtien a estimé le nombre d'organisations paysannes à un chiffre variant entre 6 000 et 10 000, selon une extrapolation reposant sur les données recueillies dans trois départements (Michaud 1999.). L'auteur y souligne les difficultés associées au recensement de ces organisations compte tenu du « *rythme accéléré de leur évolution* ». Le chiffre de 30 000 associations avancé par Barthélémy est plausible dans la mesure où l'on prend en compte les associations qui, depuis 1986, naissent et disparaissent dans un court laps de temps. En recoupant les données de Michaud avec celles de la population urbaine, on peut estimer à quelques 10 000 à 15 000 le nombre d'associations actives, tant urbaines que paysannes, en Haïti. Le chiffre demeure impressionnant. Notons, à titre de comparaison et pour une population numériquement similaire (7 500 000), que le Québec compte environ 4 000 groupes autonomes d'action communautaire et 3 000 coopératives et mutuelles.

Elle témoigne, chez une population peu scolarisée sinon analphabète, d'un niveau de conscience très élevé de la force de la solidarité. Elle indique des efforts qui sont préalables et /ou indépendants de toute intervention extérieure. Elle illustre une volonté collective de solutionner des problèmes communs. Elle s'inscrit donc comme un réflexe face à l'absence, à l'indifférence ou à l'infamie de l'État, qui ont caractérisé longtemps l'histoire d'Haïti. Continuellement trahies par leurs élites et abandonnées par un pouvoir brutal davantage préoccupé par le souci de s'enrichir rapidement, les populations des villes et campagnes d'Haïti ont vite compris qu'elles ne devaient rien attendre de l'État pour régler leurs problèmes. L'anthropologue, économiste et spécialiste d'Haïti, Barthélémy (2001) le souligne d'ailleurs :

« Sous les régimes autoritaires et dictatoriaux du XIXe et du XXe siècle, la population a tenté d'assurer la prise en charge minimale des services d'intérêt collectif que l'État lui refusait (...) Une autonomie de fait du fonctionnement au quotidien s'est mise en place ».

Il s'agit donc, pour Barthélémy, de reconnaître que le mouvement associatif repose sur une volonté de suppléer aux carences de l'État, plutôt que sur un processus revendicatif ou représentatif face à l'État. En fait, le mouvement associatif en Haïti semble s'être forgé dans un univers parallèle d'où l'État était absent ou représentait, au mieux, une présence hostile. Une partie de ce mouvement demeurerait toutefois liée à des institutions : Église catholique et autres organisations religieuses missionnaires, ONG, organismes internationaux, et bien sûr, *macoutisme*. Michaud (1999) mentionne d'ailleurs que la moitié des organisations paysannes qu'il a observées en Haïti ont des objectifs conditionnés par l'aide extérieure.

10.1 Bidonvilles et organisations populaires

Le monde de la paysannerie n'est pas le monde de la ville. La réalité des organisations populaires urbaines, bien que s'inscrivant dans le même courant que

celui de la ruralité, affiche certaines différences. Malgré l'impression d'une émergence soudaine du mouvement associatif, les comités et groupes de citoyens¹ dans les bidonvilles de Port-au-Prince ne sont pas que le fruit d'une génération spontanée, apparue dans la foulée de la période post-duvaliériste. Bien sûr, comme les bidonvilles ont connu un essor après 1986, il est normal que le nombre de ces associations se soit multiplié de façon parallèle.

Ainsi, toutes les organisations de *Cité L'Éternel* ont vu le jour après 1987, moment de la formation du quartier. Mais il existait aussi des bidonvilles avant 1986, tandis que la libéralisation du régime de Duvalier au début des années 1980 aura permis d'assister à la création de nombreuses associations, tant paysannes que urbaines (1982-1986). Enfin, plusieurs organisations populaires actuelles plongent leurs racines dans les comités communautaires autrefois supervisés par un *tonton macoute* ou un acteur toléré par le régime en place.

Merklen (2000) a souligné la filiation évidente entre les trois principales organisations populaires du bidonville de *Bois Jalousie* et l'ancien conseil communautaire du quartier. De même, le bidonville de *Baillergeau* abrite des organisations communautaires dont une fraction des dirigeants les plus influents sont les enfants des dirigeants d'un ancien comité, le conseil communautaire « La belle époque ». Encore plus évident est le lien entre l'ancien conseil communautaire de *Fort Mercredi* et l'actuel Groupe pour la libération d'Haïti (GRALIH), dans le même quartier : le conseiller du GRALIH est l'ancien président du conseil communautaire, tandis que l'actuelle présidente du GRALIH est l'épouse dudit conseiller. Ces anciens conseils communautaires étaient en réalité des antennes du pouvoir et participaient à une structure étatique pyramidale assurant l'animation et surtout le contrôle de

¹ Nous entendons, par ces termes, l'ensemble des organisations qu'on définit comme : comités de quartier, comités de citoyens, groupes populaires, organisations communautaires, organisations de base, associations, etc.

chaque quartier. Il faut par contre souligner qu'ils n'ont pas tous laissé de mauvais souvenirs. Certaines réalisations passées témoignent des efforts de ces conseils et des intérêts collectifs pris en compte, comme l'illustrent la construction d'un pont dans *Baillergeau* ou la construction d'une école communale à *Fort Mercredi*, tous ces projets appartenant à l'ère duvaliériste :

Avant 1986, dans *Baillergeau*, existait le conseil communautaire « La belle époque ». Il s'agissait d'un comité « politisé » formé par les notables et les grandons² du quartier. Le conseil avait néanmoins l'appui de la population. Il a permis de tracer des rues, d'effectuer des travaux de captage de l'eau et de construire le pont. (Source : rapport d'entrevue OJEB – Baillergeau, été 2003).

Ces observations dans *Baillergeau* et d'autres quartiers rejoignent celles de Merklen (2000) dans *Jalousie*: un respect clairement énoncé à l'égard des anciens dirigeants des premiers comités de quartier. La dimension politique était dominante au sein de ces comités de première génération. C'est peut-être en réaction à cet ancien mode, et par prudence face aux aléas d'une situation politique instable, que les organisations populaires rencontrées s'affichent avec insistance comme apolitiques, refusant toute étiquette idéologique et partisane, une attitude d'ailleurs confirmée par des chercheurs tels que Merklen (2000) ainsi que des ONG intervenant dans les quartiers de Port-au-Prince. Les tentatives plus récentes (1999-2001) de mise en place de comités de quartier sous l'égide du gouvernement et du parti Lavalas (Organisations de base – OB) ont ainsi rencontré la méfiance, sinon l'hostilité des nouvelles associations. Elles n'auront réussi à s'implanter que dans quelques zones très partisans (par exemple *Cité Soleil*) et en demeurant des structures teintées de clientélisme et fortement politisées.

² Grandons : grands propriétaires terriens. Le terme est davantage appliqué au monde rural, mais a été repris en ville pour désigner les propriétaires de grands terrains lotis ou à lotir.

Le *déchoukage* vécu après le départ de Duvalier n'a donc pas été un phénomène généralisé à l'ensemble des villes, villages et quartiers. Il aura été violent par endroit, plus modéré sinon inexistant à d'autres, mais il a conduit à un processus de reformation des quartiers et de leurs organisations, processus qui se sera déroulé, selon les principaux acteurs concernés, durant la période 1986-1990. Cette période d'effervescence a d'abord pris la forme d'une mobilisation populaire en vue d'améliorer le milieu : corvée de nettoyage, de collecte des ordures, de récurage des égouts, etc. Un transfert générationnel s'opère alors : ce sont les jeunes qui fondent les nouvelles associations et s'investissent dans celles-ci, témoignant d'une volonté de bâtir le pays sur de nouvelles fondations.

La désillusion aura été rapide : un commentaire qui revient fréquemment chez les acteurs de cette période concerne l'absence de réactions de la part de l'État, alors qu'on espérait que celui-ci profite de cette mobilisation comme d'une opportunité pour améliorer l'organisation de l'espace urbain, en concertation avec les populations locales. C'était peut-être attendre beaucoup, alors que l'État lui-même était en pleine tentative de restructuration (nouvelle constitution de 1987) et nageait dans l'incertitude avec une succession rapide de gouvernements transitoires.³

Les ONG et l'aide internationale qui, traditionnellement, suppléaient à l'absence de l'État, étaient elles-mêmes plutôt absentes du paysage urbain. Un rapport de l'UNICEF (1994 :85) soulignait ce phénomène des laissés-pour-compte à l'égard des bidonvilles :

³ Sans oublier que l'élite en place (hauts fonctionnaires, leaders politiques, dirigeants, intellectuels) entretenait et entretient toujours une vision diabolisée des bidonvilles. Un rapport de l'ONG Médecins sans frontières (1997), sur le soutien aux quartiers marginalisés de Port-au-Prince n'hésitait pas à souligner qu'il existe au sein de la bourgeoisie urbaine réfugiée dans ses luxueuses résidences de la périphérie et des hauteurs de Port-au-Prince « *la crainte du choc ultime : la levée des pauvres contre les détenteurs du pouvoir économique ou politique* » (MSF 1997 :4).

« Dans le milieu urbain, les actions semblent moins ciblées et reposent beaucoup moins sur l'assistance à des organisations existantes ou mises en place. Les nouvelles organisations populaires dont la diversité est plus grande en ville qu'à la campagne sont très peu en contact avec les ONG en dépit du fait que certains des objectifs de ces nouveaux groupes concernent le développement économique et social. En réalité, les ONG qui historiquement, dans leur processus d'évolution, avaient privilégié au départ le milieu rural, ne se sont pas encore organisées pour investir massivement dans le milieu urbain où les aires de pauvreté – les zones marginales urbaines et les bidonvilles – se développent rapidement. »

Cette situation était d'autant plus dramatique que les ONG sont devenus, après 1986, le véhicule privilégié par les bailleurs de fonds internationaux, court-circuitant les gouvernements en place considérés comme inefficaces. Les populations des bidonvilles, regroupées dans leurs nouvelles organisations et espérant légitimement une amélioration de leur sort, faisaient ainsi toujours face à l'hostilité ou l'indifférence de l'État, à son impuissance accrue par les politiques des bailleurs de fonds, au désintérêt des ONG porteurs de ressources, et à l'accentuation de leurs problèmes face à la croissance démographique accélérée. Ces éléments historiques peuvent contribuer à expliquer le leadership assumé par certains groupes populaires et les nouveaux rapports qui se sont créés, au fil des années, entre ces groupes, les ONG et les institutions de l'État.

10.2 Les associations comme carrefour de l'action collective

Les besoins croissants pour des services urbains de proximité ne pouvaient trouver une réponse, devant la rareté ou l'absence d'intervention extérieure ou étatique, qu'à travers des réflexes collectifs. Le réseau associatif, dynamisé par l'implication des jeunes générations et par la liberté retrouvée, s'imposera rapidement comme un instrument majeur dans le processus de dotation des quartiers en services et équipements.

Quand l'association ne se bâtit pas sur les vestiges des anciens comités de quartier, elle émerge comme partout ailleurs autour d'un ou plusieurs leaders qui réussissent à rallier des adeptes à leur cause, constituant ainsi un noyau actif plus ou moins étendu. Ces associations témoignent des intérêts et des thématiques qui sont privilégiés par leurs fondateurs : Comité d'assainissement du *Village de Dieu*; Association Men Kontré pour le développement de *Cité L'Éternel*; Mouvement volontaire pour la protection de l'environnement et le développement de *Belair*, etc.

Parfois, ces associations, bien qu'oeuvrant dans un quartier, s'inscrivent à l'intérieur d'un mouvement déployé à l'échelle nationale (par exemple, les comités Tèt Ansanm qu'on retrouve dans plusieurs quartiers et régions rurales) et parfois, elles sont issues d'opportunités de projets financés par des fonds d'aide internationale. Ainsi, l'Organisation Kôte à Kôte pour le changement et le progrès (OKKCP), dans le quartier *Savane Pistache*, a été mise sur pied en novembre 1989 dans la foulée d'un programme quinquennal de développement local et communautaire financé par OXFAM (une importante ONG internationale) qui a permis l'ouverture d'une école d'art floral, la construction de 300 latrines et des activités de micro-crédit auprès de 500 petites marchandes, le tout entre 1990 et 1994⁴. Impliquée avec l'ONG, l'association a ralenti ses activités après la fin du programme (1995), tout en maintenant des rencontres régulières de ses dirigeants dans l'attente d'autres ressources ou opportunités pour mettre de l'avant d'autres projets. L'occasion s'est présentée de nouveau en 1999, alors que l'OKKCP a participé à la création d'une école communautaire dans le quartier. Ces épisodes de dormance plus ou moins prolongée des organisations sont un phénomène assez répandu parmi les associations rencontrées dans les bidonvilles de Port-au-prince.

⁴ Ce cas particulier témoigne, pour nuancer les conclusions du rapport de l'UNICEF (1994) précédemment cité, que certaines ONG s'étaient déjà tournées activement vers le milieu urbain, même s'il s'agit encore d'une tendance minoritaire au sein de l'univers des ONG oeuvrant en Haïti.

Il ne faut toutefois pas confondre la dormance avec la passivité. De plus, les interactions entre les ONG et les associations de quartier n'ont pas toujours été placées sous le signe de la bonne entente et de l'harmonie. Si des programmes d'aide internationale peuvent effectivement susciter l'apparition de groupes organisés qui vont chercher à capter et à canaliser cette aide, il y a aussi, dans un tout autre registre, des modèles d'intervention et des cadres de fonctionnement qui ont été imposés par les associations de quartier, ou encore qui ont fait l'objet de négociations parfois ardues. Ce n'est pas parce qu'on arrive avec de l'aide, de l'argent et des ressources, qu'on sera automatiquement accueilli à bras ouverts par la communauté, même s'il s'agit de régler des problèmes réels. L'installation et l'opération des fontaines publiques autogérées dans les bidonvilles de Port-au-Prince constituent un exemple typique de cette situation. Ce dossier mérite d'ailleurs d'être approfondi car il permet de bien situer le rôle des associations locales par rapport aux acteurs externes que sont les ONG et les organismes gouvernementaux. De plus, il s'agit d'un des rares cas où l'État, à travers une de ses institutions, aura franchi concrètement la frontière des bidonvilles pour intervenir en matière de services urbains.

10.2.1 Le rôle central des associations face au projet de fontaines publiques

Le programme d'alimentation en eau potable des bidonvilles de Port-au-Prince a fait l'objet de plusieurs articles et rapports élogieux, tant de la part des principaux acteurs concernés que des chercheurs et observateurs qui se sont intéressés à ce programme (CAMEP 1999, GRET/SOE 2001, CAMEP/SOE/GRET 2002, Matthieussent 1997, Merceron 1998, Verdeil 1995 et 1999, Pierre-Louis 2000). Le programme consiste à équiper les différents quartiers non desservis par l'aqueduc municipal, avec des kiosques d'eau potable (fontaines publiques) alimentés par le réseau public sous la responsabilité d'un organisme gouvernemental : la Centrale autonome métropolitaine de l'eau potable – la CAMEP, tout en confiant l'exploitation des kiosques à un comité de quartier (*Komité Dlo*). Le comité engage le

personnel, gère la vente de l'eau potable aux particuliers selon un prix déterminé, remet une partie des revenus à la CAMEP et conserve les profits qui doivent être réinvestis dans des projets pour la communauté. Une ONG (GRET Haïti) assure la gestion du programme, le suivi de celui-ci, et s'efforce de recruter des partenaires financiers pour aider à payer l'installation des infrastructures requises. Le bilan global du programme après quelques années de fonctionnement est positif. En 2003, 44 quartiers avaient fait l'objet d'une intervention, assurant un taux de couverture des besoins en eau potable de l'ordre de 10 à 20% selon les quartiers, compte tenu des capacités d'approvisionnement.⁵ Outre l'accès à l'eau plus aisé et à meilleur coût pour les ménages et la baisse du nombre de maladies intestinales comme résultats premiers, les comités de quartier concernés ont développé des compétences en gestion et ont obtenu des ressources supplémentaires pour réaliser certains projets utiles à la communauté. Il faut aussi mentionner que la CAMEP y trouve largement son compte : en 1999, l'alimentation en eau potable des bidonvilles desservis représentait alors 1% de la production totale de la CAMEP, mais 5,6% de ses recettes (CAMEP 1999). Vu sous cet angle, plusieurs observateurs n'hésitent pas à souligner avec justesse que ce sont les plus pauvres qui paient le mieux et le plus cher.

L'impression générale qui ressort de ce bilan est celle d'une alliance efficace entre une ONG et un organisme d'État (la CAMEP) qui aurait permis de structurer les acteurs dans les bidonvilles en imposant la formation de comités de l'eau à partir d'une représentation déléguée des associations existantes, lesquelles n'auraient finalement joué leur rôle que grâce à l'initiative extérieure et aux ressources du

⁵ Ce taux de couverture peut sembler faible. Il traduit en fait l'incapacité de la CAMEP, fournisseur public d'eau potable, de garantir un approvisionnement de plus longue durée et en plus grande quantité. Les kiosques d'eau ne fonctionnent que quelques heures par jour, parfois moins, (à peine 9 heures/semaine à *Cité L'Éternel*) de sorte que 80% des ménages font appel à une autre source étant donné l'irrégularité de l'approvisionnement et la longueur des files d'attente. Ces autres sources sont essentiellement les fournisseurs privés (camions-citernes, kiosques privés, maisons branchées au réseau d'aqueduc, vendeurs itinérants).

programme. Or, la réalité historique de ce programme est beaucoup plus subtile et permet de redonner aux associations une bonne partie du crédit de ce succès.

Le programme, créé dans un contexte d'urgence en 1994 (fin de l'embargo international) et financé par la communauté européenne, se dirigeait après six mois vers un échec retentissant. Des sommes importantes avaient été investies et rien de concret n'émergeait encore. En réalité, la volonté des associations de quartier de s'impliquer dans le développement de leur communauté se heurtait à la philosophie des ONG sous-traitantes responsables de bâtir des projets dans les quartiers désignés comme prioritaires : « *Les ONG impliquées étaient persuadées que la réussite d'un tel programme était conditionné au fait qu'elles le gèrent entièrement, elles ne souhaitent ni impliquer l'État ni, en réalité, les usagers.* » (Braïlowsky 1999 :3). Le modèle d'intervention était donc, comme dans *Cité L'Éternel*, celui de la construction d'un kiosque d'eau potable nanti d'un réservoir qu'on faisait remplir par un camion-citerne allant s'approvisionner dans un forage privé en campagne, le tout géré par une ONG qui en contrôlait souvent tous les aspects (captation – acheminement – distribution) et recueillait au passage les bénéfices. Il n'était pas question dans ce modèle d'une alimentation par la CAMEP ni d'une participation populaire à la gestion. Les associations existantes, dont certaines avaient été créées quelques années auparavant, se voyaient écartées du processus et des lieux de pouvoir qu'elles revendiquaient. Selon la perception exprimée par des acteurs de l'époque à *Cité L'Éternel*, les associations assistaient à une nouvelle forme institutionnalisée d'exploitation des populations de leurs quartiers, alors qu'on était supposément là pour les aider.

Des comités de quartier ont fait valoir leur insatisfaction face à cette façon de faire. Dans *Cité L'Éternel*, ces comités ont tout simplement mis l'ONG sous-traitante à la porte et se sont même emparés du camion-citerne lors d'un mouvement de contestation. Le programme était remis en question face à l'hostilité grandissante des

populations et une réorientation s'imposait. L'ONG coordonnatrice, le GRET Haïti, était disposée à rebâtir le programme de A à Z dans un esprit de partenariat avec les communautés et de renforcement des services publics, mais avait un défi à relever au plan de la crédibilité auprès des populations des quartiers.

La solution viendra de ces dernières. En 1995, une association du quartier de *Baillergeau*, l'Organisation des jeunes de *Baillergeau* (OJEB) entreprend des démarches auprès de certaines ONG pour obtenir des ressources en vue de procéder à un projet d'assainissement et d'aménagement dans la zone (bétonnage des ruelles et corridors, canalisation de surface, terrain sportif). Au cours de la même année, on approche la CAMEP et le GRET Haïti pour tenter d'obtenir l'alimentation en eau potable du quartier, qui ne pouvait compter alors que sur une source polluée. Les réticences de part et d'autre sont nombreuses à ce moment : d'abord, le quartier *Baillergeau* ne fait pas partie des huit quartiers prioritaires définis initialement par le programme; ensuite, la population est méfiante face à l'éventuelle implication de la CAMEP, organisme d'État; enfin, la CAMEP elle-même hésite beaucoup à pénétrer les bidonvilles, considérés comme des espaces incontrôlés, sinon illégaux.

L'OJEB souligne alors que le quartier est prêt à une démarche de partenariat, s'engage à impliquer la population dans la réalisation des travaux et suggère de tenter l'expérience sous la forme d'un premier projet-pilote. On accepte de lever les obstacles bureaucratiques et en novembre 1995, le quartier *Baillergeau* devient ainsi le premier bidonville de Port-au-Prince à être doté d'un système d'approvisionnement d'eau potable reposant sur un partenariat formel entre l'État et la population à travers ses associations. Trois kiosques d'eau ont été bâtis en quelques semaines et les profits générés seront investis dès l'année suivante pour la construction d'un quatrième kiosque, de douches communautaires et de passerelles. Le succès du projet fait rapidement boule de neige et quelques années plus tard, les représentants des comités de l'eau de 27 quartiers organisaient des rencontres biennuelles pour partager leurs

expériences et discuter de nouvelles idées. Le programme, initialement prévu pour six mois, se poursuit toujours dix ans plus tard.⁶

L'aventure quasi avortée du programme d'approvisionnement en eau potable des bidonvilles de Port-au-Prince est caractéristique d'une technocratie empêtrée dans ses propres contradictions. L'initiative qui aura finalement mis le programme sur le bon chemin est donc venue d'un comité de quartier qui aura bénéficié d'un de ces rares instants de grâce où des acteurs sociaux et institutionnels réussissent à se rencontrer au-delà de leurs préjugés et de leurs logiques d'intérêts.

Les membres du comité de l'eau de Baillergeau et de l'OJEB soulignent avec fierté que « *c'est Baillergeau qui a exporté son expertise vers les autres quartiers* ». À partir du moment où les institutions internationales et nationales ont reconnu l'existence, le rôle et la zone de pouvoir occupé par des institutions locales, il devenait possible de bâtir solidement et de façon durable un partenariat efficace autour d'un véritable projet collectif. La figure 10.1 illustre, à travers l'architecture des kiosques, l'évolution du programme avant et après l'implication des comités locaux. Les images sont éloquentes. Il existe un monde de différence entre un projet mis en place et géré en ignorant les acteurs locaux, et un projet qui repose sur une forme d'autogestion et de partenariat avec ces mêmes acteurs.

Le projet des kiosques d'eau autogérés dans le cadre d'un partenariat prenant la forme d'un contrat de services entre l'État et les associations du quartier, offre une piste plus intéressante pour l'aménagement et l'opération des services urbains dans les bidonvilles. Ce système "public-communautaire" ou "État-quartier" offre la possibilité, pour les bidonvillois, de franchir une importante étape, de lever des

⁶ En plus des sources documentaires indiquées en référence dans le texte, la petite et grande histoire des kiosques d'eau de *Baillergeau* provient des entretiens réalisés avec les représentants de l'OJEB, du Komité Dlo de *Baillergeau* et du GRET Haïti

obstacles majeurs en termes d'accessibilité aux ressources et de complexité technique. Il permet à l'État d'exercer son rôle et aux acteurs locaux de jouer le leur. Il assure une reconnaissance de facto des bidonvilles en plus d'offrir les bases d'une bonne gouvernance et de jeter des ponts entre un État un peu moins distant et des bidonvilles un peu plus intégrés à l'ensemble urbain.

Figure 10.1 :**Les kiosques d'eau des bidonvilles de Port-au-Prince**

Le kiosque d'eau « privé », avec son réservoir rempli par camion-citerne, construit en 1994 et exploité par une ONG dans le quartier de *Cité L'Éternel* avant le réajustement du programme.

Le kiosque est entouré de hauts murs de blocs, eux-mêmes nantis de barbelés au sommet, tandis qu'une porte en fer cadenassée empêche l'accès. Une fois à l'intérieur, il faut pénétrer dans un réduit sombre, derrière des murs de béton pour accéder au robinet où on peut enfin remplir son seau après avoir payé son dû. L'architecture même du kiosque illustre l'absence de convivialité et d'interaction avec le milieu. Notons que les employés de l'ONG ne résidaient pas dans le quartier, et que l'ONG n'y disposait d'aucun local fixe, accentuant ainsi à son égard la perception d'être une « étrangère » au quartier (Verdeil 1995). En plus du kiosque, l'ONG exploitait le forage en périphérie de Port-au-Prince et possédait les camions-citernes qui allaient y puiser. (Photo : Jean Goulet 2003)



Un kiosque d'eau communautaire, avec son réservoir alimenté par le réseau public de la CAMEP, dans le quartier *Baillergeau*.

Murs et barbelés ont disparu dès l'étape de conception architecturale. Le bâtiment est ouvert sur la ruelle et toutes les opérations se déroulent à la vue de tous. Le kiosque est géré par un comité de l'eau formé des représentants des associations du quartier. Il s'agit du premier quartier à s'être doté de kiosques d'eau selon l'approche de l'autogestion communautaire du service d'aqueduc, en partenariat avec un organisme d'État. Cette première réalisation aura sauvé le programme et aura servi de modèle pour tous les autres quartiers de Port-au-Prince. (Photo : Jean Goulet 2003)

Le modèle mis de l'avant perdure aujourd'hui, même s'il peut connaître parfois quelques ratés à cause des enjeux (pouvoir et argent) qui sont en cause : détournement de fonds ou mauvaise gestion par certains comités; corruption de fontainiers de la CAMEP qui contrôlent (et monnayent) l'ouverture des vannes pour approvisionner les kiosques; augmentation unilatérale du prix de l'eau par la CAMEP, etc. Au-delà des irrégularités propres à un système ou l'État de droit est inexistant, tout le succès obtenu repose essentiellement sur cette implication claire et réelle des associations locales et des comités de quartier, depuis le choix du site des kiosques d'eau, en passant par la participation à la gestion quotidienne et jusqu'au partage des profits. C'est ainsi qu'à *Fort Mercredi*, après 44 quartiers desservis, on y amorçait en 2003 le projet de fontaines publiques avec la collaboration de tous les principaux organismes populaires du milieu.

10.3 Le système des corvées et cotisations volontaires

La réalisation d'un projet à l'initiative d'une association locale nécessite l'apport de ressources tout aussi locales, même lorsqu'on réussit à capter de l'aide extérieure. Il est rare en effet que cette aide couvre tous les frais d'un projet ou bien, dans le cas où l'opération de kiosques d'eau permet de générer quelques revenus, que ceux-ci soient suffisants pour répondre à tous les besoins financiers du projet. Ainsi, qu'un projet soit financé par un apport extérieur au quartier ou qu'il repose entièrement sur le quartier, il faut que la population bénéficiaire accepte de contribuer, d'une façon ou d'une autre, à sa réalisation. Dans les bidonvilles de Port-au-Prince, les associations agissent comme catalyseur de ressources en sollicitant une contribution volontaire auprès des ménages. Cette contribution prend essentiellement deux formes : une cotisation monétaire ou une participation aux travaux prévus. À la différence des aumônes versées aux églises et des dons recueillis par celles-ci auprès des fidèles, les cotisations demandées par les associations sont toujours ciblées. Il s'agit en quelque sorte d'une taxe volontaire dédiée à un projet spécifique :

Presque tout le monde voit et connaît les activités qu'avait réalisées l'AKJFM (L'Association culturelle des jeunes de *Fort Mercredi*). Ce groupement avait construit une école à *Décayette*, un quartier adjacent à *Fort Mercredi*. Il avait entrepris aussi le projet pouvant conduire à l'électrification de la zone. Ce sont les membres de cette association qui ont collecté les fonds pour l'achat du transformateur. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 3).

La famille donne toujours sa contribution pour le nettoyage de la ravine, le remblayage de la ruelle et lors de la construction de la petite place publique. Elle ne participe pas aux corvées collectives. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 1).

La famille cotise pour l'achat de câbles électriques et les aînés de la famille travaillent dans les corvées collectives telles que le nettoyage de la rue ou le curage de la ravine. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 8).

Ceux qui disposent d'un peu d'argent sont donc invités à participer financièrement au projet en fournissant ce qu'ils peuvent, d'autant plus qu'on ne peut substituer l'argent par le travail pour certains projets (l'achat d'un transformateur par exemple). Le projet de construction des arches et de la place publique marquant l'accès au bidonville de *Village de Dieu*, le tout réalisé en 2002, représentait un coût de 430 000 gourdes (environ 11 000 \$ US). Le projet était initié par le Comité d'assainissement du quartier de *Village de Dieu* (CAQVD), un groupe associé au Comité de relance de *Village de Dieu* (KRVD). Le Comité d'assainissement comptait une quarantaine de membres et quatre administrateurs. Il s'était impliqué dans différents projets de canalisations dans le quartier, mais le projet des arches d'entrée et de la place publique était le plus important au plan de la visibilité et du processus identitaire du quartier.

Il s'agissait de doter chacune des deux rues donnant accès au quartier d'une arche monumentale annonçant le quartier, et d'aménager une place publique, avec bancs et luminaires, à l'entrée du quartier. Le comité avait obtenu un engagement d'un fonds d'ambassade à hauteur de 315 000 gourdes (environ 8 000 \$ US), et devait donc trouver la différence (115 000 gourdes – 3 000 \$ US). C'est par le biais d'une collecte

de fonds auprès de la population qu'on a réussi à combler le manque à gagner, à coup de 50 gourdes à 100 gourdes en moyenne par ménage (1,50 \$ US à 3 \$ US) et par le réinvestissement d'une partie des profits du KRVD responsable de la gestion des fontaines publiques et de la distribution de l'électricité.⁷ Ce dernier aspect témoigne d'ailleurs du rôle de bailleur de fonds dont sont investis les *Komité dlo* qui gèrent les fontaines publiques dans les bidonvilles qui en sont pourvus. Ces comités étant formés de représentants des diverses associations locales, ils assument une certaine fonction d'arbitrage au sein du réseau associatif du quartier.

Ce ne sont évidemment pas tous les bidonvilles qui disposent de cette formule, ni tous les *Komités dlo* qui produisent des bénéfices, de sorte que la taxe volontaire reste un instrument largement utilisé par les associations. Elles doivent cependant se plier à un test de crédibilité auprès de la population éventuellement sollicitée. Le projet des arches d'entrée et de la place publique de *Village de Dieu* a dû être « vendu » à la population par le comité promoteur. Une réunion d'information a été tenue dans l'église, tandis que le comité s'appuyait sur ses dix années d'histoire et de réalisations dans le bidonville, sur la personnalité de son leader qui jouissait d'une bonne réputation et de plusieurs alliés au sein des notables du quartier. La confiance entre une population et une association se construit lentement, au rythme des projets réalisés et de l'intégrité reconnue des dirigeants.

Comme l'argent est une ressource rare, surtout dans l'univers des bidonvilles, il est fréquent, lorsque le type de projet s'y prête, que la contribution prenne une autre forme, la corvée qui s'ajoute ou supplée à la forme monétaire.

⁷ L'histoire de ce projet provient des entretiens réalisées auprès des dirigeants et principaux responsables du Comité d'assainissement de Village de Dieu et du Comité de relance de Village de Dieu (printemps 2002 et été 2003), ainsi qu'auprès du responsable du Fonds canadien de l'ambassade du Canada en Haïti. L'auteur a aussi assisté à la construction et à l'inauguration des ouvrages décrits.

Monsieur L. n'est membre d'aucune association et n'a jamais contribué financièrement aux projets pour le quartier. Cependant, il participe toujours aux corvées collectives. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 16).

Le ménage donne parfois une contribution financière pour les travaux du quartier et participe toujours aux corvées collectives. L'année dernière, monsieur J. avait décoré la zone. (Source : Rapport d'entrevue *Cité L'Éternel* no 18).

Madame L. avait contribué financièrement pour la réparation de la route et pour le nettoyage du quartier. Elle a participé maintes fois au nettoyage de la zone. Elle sait balayer la rue. (Source : Rapport d'entrevue *Village de Dieu* no 2).

La fourniture gratuite de sa force de travail pour la réalisation d'un projet collectif est possible dans la mesure où les tâches requises ne sont pas trop complexes et n'exigent pas d'habiletés ou de connaissances particulières. Les opérations de nettoyage, de curage des canaux, de transport des matériaux, de décoration de la zone pour une fête quelconque, à la limite de fabrication manuelle du béton de ciment, sont les types d'activités les plus souvent évoqués. Lorsqu'il s'agit de travaux plus complexes, on sollicitera les services des gens de métier (maçons, briqueteurs, charpentiers, artistes, etc.) mais il arrivera fréquemment que de tels services soient rémunérés à demi-tarif par le comité. Ce procédé se veut respectueux de l'expertise développée ou acquise par certains et dont on aurait tendance à abuser si elle était systématiquement gratuite. Elle permet aussi à l'association et à son projet de jouer un rôle dans le développement économique local en s'assurant qu'une partie des sommes recueillies dans la communauté ou provenant de l'aide extérieure restent dans la communauté sous forme de salaire et ne servent pas uniquement à acheter des matériaux provenant de fournisseurs externes. L'association s'assure également, par cette pratique, de l'appui des ouvriers spécialisés et des gens mieux formés qui représentent souvent des leaders dans leur entourage immédiat et des membres respectés de la communauté. Le demi-tarif applicable permet enfin de limiter les critiques potentielles des non salariés.

Le tableau 10.1 qui suit illustre, à partir des témoignages recueillis auprès des ménages, les types de projets et les modes de contribution à la réalisation de ceux-ci dans chacun des quatre quartiers étudiés. On note une variation dans l'intensité des efforts des ménages, selon que le quartier est plus âgé et plus stabilisé (*Baillergeau, Fort Mercredi*) ou qu'il est plus jeune et en développement (*Cité L'Éternel, Village de Dieu*). Le cas de *Baillergeau* est intéressant car les efforts financiers requis auprès des ménages ont été plutôt limités, alors que les projets réalisés (outre ceux mentionnés au tableau) y sont nombreux et variés. En fait, les associations locales de *Baillergeau*, dirigées par des personnes dynamiques, bien éduquées et très bien informées, ont misé sur des stratégies (cohésion sociale et rapidité de réaction) et ont profité d'opportunités qui leur ont permis d'obtenir plus de ressources externes qu'ailleurs :

Les travaux de bétonnage de la rue St-Louis ont été réalisés par des ONG : le GTIH et le GRET Haïti, de concert avec l'Organisation des Jeunes de Baillergeau. Toute la famille, tous les habitants de la rue ont participé aux travaux. Aucune cotisation n'a été sollicitée aux familles. Les ONG ont tout pris en charge. Ils ont également réalisé le projet de citerne d'eau et de construction de latrines. (Source : Rapport d'entrevue *Baillergeau* no 12)

Tableau 10.1**Types de projets communautaires et modes de contribution des ménages**

<i>Sommaire des commentaires recueillis auprès des ménages, par quartier</i>	<i>Principaux projets mentionnés par les répondants (ménages)</i>
<i>Baillergeau :</i> Cotisations parfois sollicitées pour les projets – Pratique généralisée des corvées collectives	Électrification (câbles et/ou transformateurs) Alimentation en eau potable (kiosques d'eau) Bétonnage des ruelles et corridors Construction de latrines
<i>Fort Mercredi :</i> Cotisations fréquentes pour les projets – Corvées collectives limitées	Électrification (câbles et/ou transformateurs) Réseau téléphonique
<i>Cité L'Éternel :</i> Cotisations très fréquentes pour les projets – Pratique généralisée des corvées collectives	Électrification (câbles et/ou transformateurs) Construction de rues et/ou ruelles Aménagement d'une place publique Construction de canaux Nettoyage Alimentation en eau potable (kiosques d'eau) Fêtes publiques
<i>Village de Dieu :</i> Cotisations très fréquentes pour les projets – Pratique généralisée des corvées collectives	Électrification (câbles et/ou transformateurs) Construction de rues et/ou ruelles Construction de canaux Nettoyage Fêtes publiques Brigade de vigilance

10.4 Les associations et la régulation spatiale

Comme groupes sociaux structurés et organisés, les associations et organisations populaires dans les bidonvilles peuvent être de puissants outils de cohésion sociale ou à l'inverse des générateurs de conflits si les inévitables luttes de pouvoir ne trouvent pas de solutions. Dans le cadre de la mission qu'elles se sont données, à savoir le développement qualitatif de leur milieu de vie, les associations s'investissent parfois

de fonctions régulatrices allant jusqu'à l'usage de moyens de coercition. Il faut aussi mentionner que ces fonctions ne sont pas seulement autoproclamées mais bel et bien appelées ou reconnues par les ménages qui n'hésitent pas à y référer au besoin.

Si l'anarchie prédomine dans le développement initial du bidonville, tout en s'inscrivant dans une logique spatiale (l'ajustement à la topographie des lieux) et une logique économique (la cession parcimonieuse des terrains par un propriétaire foncier ou un gérant des lieux), on constate qu'un urbanisme vernaculaire finit par s'imposer dans certains territoires, régulant les modes d'occupation de l'espace et l'appropriation des terrains.

L'identification des ruelles et principaux corridors, de même que l'affectation d'un numéro civique aux différents bâtiments, est un exemple d'un processus de régulation auquel ont participé les comités de quartier. La plupart des maisons des quartiers visités disposent ainsi d'une adresse civique connue et généralement peinte sur le mur avant du bâtiment. Ce processus n'est pas si simple : il exige évidemment qu'on reconnaisse au préalable l'autorité du donneur de numéros.

Un autre aspect a trait à l'occupation du territoire. Apparemment, les ménages semblent se construire n'importe où, au gré de leur fantaisie. On sait déjà que c'est loin d'être le cas puisque des règles préalables s'appliquaient au moment du développement des bidonvilles : *macoutisme*, lotissements illégaux par des propriétaires fonciers, transaction immobilière plus ou moins formelle. Mais qu'arrive-t-il si un nouvel arrivant décide soudainement de construire sa maison sur un espace considéré comme « public », le terrain de jeu ou la rue par exemple ? Puisque aucune autorité officielle n'assure un contrôle effectif dans la plupart de ces zones, un autoconstructeur audacieux ou ignorant pourrait ainsi s'emparer d'une petite partie du terrain vacant servant de terrain de football dans le bidonville, pour y ériger sa maison. Placés devant cette hypothèse (qui s'est d'ailleurs avérée à plusieurs

reprises), la réaction des comités de quartier a été unanime : il y a une intervention immédiate et graduée auprès du délinquant. On l'informe d'abord de la situation en l'invitant à renoncer à son projet ou à se trouver un autre endroit. À la question : « Et s'il s'entête? », la réponse est très claire : « Il ne s'entête pas! ». Dans le cas précité, le comité de quartier conçoit donc qu'une de ses fonctions consiste à protéger l'espace public et n'hésite pas à prendre les moyens requis à cette fin, allant jusqu'à l'usage de la force, usage légitimé par cette autorité déléguée ou reconnue dans les faits par la population. Le rôle politique du comité (la définition des codes et des règles) s'enrichit donc d'un rôle administratif et quasi-judiciaire (l'application et l'interprétation des codes et des règles) et ultimement d'un rôle policier (le respect des codes et des règles).

À l'inverse, il arrive que des communautés soient mises devant un fait accompli dont la responsabilité incombe à une autorité publique. Dans certaines zones, des ménages réussissent à obtenir un permis de construction d'une maison, permis délivré par les autorités municipales reconnues par la loi. Ce permis légitime souvent l'occupation d'un terrain inapproprié à toute construction. C'est ainsi que la pente prononcée d'une ravine et même le lit de la ravine accueillent de nouveaux bâtiments dont on devine qu'ils risquent d'être emportés à la première forte pluie. Le détenteur du permis peut dès lors ériger sa bâtisse en toute légalité (qu'il louera souvent à un autre occupant que lui-même). Les comités de quartier dénoncent ces situations qui reposent fréquemment sur la corruption des fonctionnaires impliqués. On tente malgré tout des démarches auprès du constructeur et de l'autorité municipale concernée (la CASEC – Conseil de l'Assemblée de Section Communale), mais celles-ci demeurent généralement lettre morte.

Maintenir une opposition ferme à un projet de construction autorisé par l'État consisterait à affronter l'État de plein fouet ainsi que le constructeur privé qui se sent pleinement légitimé dans son action, ce à quoi les comités peuvent être réticents. On

se contente donc de dénoncer et déplorer le geste, en espérant qu'il ne se renouvelle pas. Alors qu'on s'attend, en toute logique, à ce qu'une autorité publique dûment constituée exerce justement un rôle régulateur sévère pour éviter ce type de situation, on assiste plutôt au geste contraire, où c'est l'organisme public régulateur qui autorise et légalise une situation dangereuse et dénoncée par tous. De telles pratiques contribuent à élargir le fossé entre les comités de quartier et les corps publics appartenant à l'appareil d'État.

Les interventions en matière d'urbanisme de la part des associations locales s'inscrivent donc dans une perspective assez étendue, depuis l'exercice d'un rôle de planificateur urbain autoritaire jusqu'à l'indifférence face au processus d'occupation du territoire, en passant par la contestation plus ou moins active des gestes posés par certains acteurs publics. Là encore, cette variation des rôles repose sur le contexte particulier au quartier : cohésion sociale, jeux de pouvoir, nature du leadership local, sensibilité aux enjeux d'aménagement du territoire.

10.5 La régulation sociale

La gestion du territoire va souvent bien au-delà des interventions sur le milieu physique. Elle touche aussi la sélection sociale. Si l'insertion urbaine et le choix de localisation d'un nouvel arrivant reposent sur un processus d'accompagnement familial ou une autre forme de parrainage apparenté, il arrive aussi que le résident éventuel d'un quartier soit appelé à montrer patte blanche avant de pouvoir envisager d'occuper les lieux et de partager son quotidien avec de nouveaux voisins. Cette exigence, qui peut sembler questionnable et même inspirée directement des principes du *macoutisme* en milieu urbain, est présentée (dans les quartiers où elle est appliquée) comme une pratique visant à préserver la paix sociale et l'harmonie dans le quartier. Un comité de quartier a ainsi justifié la procédure d'enquête à laquelle on soumettait systématiquement (et à son insu) l'apprenti résident ne bénéficiant

d'aucune référence ou d'aucun parrainage par un autre résidant reconnu du quartier. L'objectif est clair : on veut identifier rapidement les indésirables (criminels, auteurs de troubles, etc.) et, le cas échéant, empêcher leur installation dans le quartier. Il est évidemment facile d'anticiper les risques de dérapage de ce genre de procédé. Il reste que cette régulation sociale représente une forme de protection préventive par une communauté laissée à elle-même : dans le contexte des bidonvilles de Port-au-Prince, elle doit d'abord être interprétée ainsi. On est loin de l'eugénisme social ou même des adhésions contrôlées aux « gated communities » de la bourgeoisie de certains pays. Il s'agit plus simplement d'un filtre mis en place par une population en recherche de sécurité.

10.6 Associations, sécurité et justice

Il n'y a pas qu'au plan des règles simples d'urbanisme où le rôle des associations tend à s'élargir. Dans le bidonville de *Village de Dieu*, le mode d'arbitrage et de résolution des conflits est clair et connu de presque tous les ménages : un conflit qui ne peut se résoudre à l'amiable, avec ou sans l'aide des voisins immédiats (lorsqu'il s'agit d'un conflit de voisinage), est porté à la connaissance des dirigeants du comité du Village (le KRVD - Komité de Relance de *Village de Dieu*). C'est la procédure normale et usuelle, avant l'intervention de la police en recours ultime :

Les conflits entre voisins sont réglés à l'amiable. Souvent on fait appel au comité du Village (Source : Rapport d'entrevue no 3 – *Village de Dieu*)

Souvent les conflits entre voisins sont réglés à l'amiable, mais si ceux-ci n'arrivent pas à s'entendre, on fait appel dans un premier temps au comité du Village, dans un second temps à la police. (Source : Rapport d'entrevue no 4 – *Village de Dieu*)

Le processus est identique à *Cité L'Éternel* :

Les conflits sont gérés par les membres des organisations, mais parfois on fait appel à la police. (Source : Rapport d'entrevue no 6 – *Cité L'Éternel*)

Parfois les répondants des ménages enquêtés dans ces quartiers et dans les autres ne mentionneront pas les comités et organisations dans le processus de justice de proximité. On se référera davantage aux « notables » et surtout « aux jeunes influents du quartier » comme source de résolution des conflits. Il est intéressant de noter la rareté de références aux « anciens ». Ce sont véritablement les jeunes dirigeants des associations locales (« les jeunes influents ») qui sont perçus comme les médiateurs légitimes entre des parties opposées. La sagesse nécessaire à l'exercice de la médiation ou de l'arbitrage n'est donc pas réservée aux plus âgés, selon les opinions émises par les ménages, mais bien aux acteurs les plus dynamiques parmi la population.

Le système officieux de justice dans les bidonvilles peut aussi prendre une couleur plus sombre et une allure très expéditive. Les cas de lynchage ou d'exécution sommaire, sans être fréquents, ne sont pas rares dans un univers où le vol d'un simple sac de riz peut mettre en péril la survie d'un ménage et où l'intervention rapide des forces policières est un vœu pieux. Une population laissée à elle-même et qui doit assurer sa propre sécurité sera inévitablement amenée à prendre des mesures drastiques face à l'impunité dont jouissent des criminels notoires qui font régner la terreur dans un quartier. Des situations où des individus violents pénétraient en toute impunité dans les maisons pour y voler la nourriture, y agresser les occupants et occasionnellement y violer les jeunes filles au passage, ont parfois perduré durant des mois dans certains bidonvilles, alors que les victimes rencontraient quotidiennement leurs bourreaux sur la rue. Si de tels cas n'excusent pas l'attitude vengeresse des populations, ils l'expliquent à tout le moins. En l'absence d'un État de droit et lorsque la violation répétée des codes de vie met en péril jusqu'à la survie des personnes lésées, la justice expéditive ou la vendetta constitue un réflexe d'autodéfense. Ce réflexe est rarement spontané et irréfléchi. Il repose sur une prise de conscience collective et partagée face à une situation devenue intolérable, prise de conscience qui

se développe et s'articule à travers les groupes organisés et reconnus du quartier. Dans les cas recensés ou observés, les associations ne sont jamais véritablement à l'avant-scène (en tant qu'associations) dans les opérations policières non officielles. Ce sont plutôt des militants ou sympathisants qui s'investissent dans des organisations périphériques prenant la forme d'une expédition punitive de courte durée. Ainsi, le comité demeure à l'abri des conséquences d'éventuels dérapages et n'est pas associée à des gestes qu'on sait fondamentalement illégaux :

Le quartier est parfois bouillant. Le mois dernier, on a décapité plusieurs jeunes hommes non loin de la maison. On les accusait d'avoir cambriolé les magasins.⁸

Dans certains cas, ces milices ont bénéficié de la légitimation de leur mission par l'État, qui peut aller jusqu'à les alimenter en armes et les cautionner dans leurs gestes. Il s'agit donc ni plus ni moins que d'une milice populaire, travaillant parfois de concert avec les forces policières officielles, mais dans un cadre beaucoup plus souple et à la marge de la légalité:

Le quartier enregistrerait des cas de vols dans le temps. Depuis le mot d'ordre de « Zéro tolérance » qui a été appliqué dans le quartier, il n'y a plus de voleurs. Les brigades de vigilance sont bien armées avec l'autorisation de la police. Elles sont pourvues d'armes à feu et d'armes blanches. Après la capture d'un voleur et après l'avoir bien tabassé, il était remis à la police. Dans certains cas, la police permettait d'achever le voleur.⁹

On conviendra des nombreux risques d'abus et de dérapages que peut entraîner le fait d'ériger en système la volonté populaire en faveur d'une justice expéditive. La désignation des coupables sans procès, l'application sous le coup de l'émotion d'un châtiment qui peut être démesuré, l'intérêt suscité par l'exercice d'un pouvoir absolu de vie et de mort, la banalisation du lynchage, la déresponsabilisation collective et

⁸ Pour éviter toute stigmatisation du quartier concerné, nous préférons taire la source de ce témoignage.

⁹ *Idem.*

individuelle s'appuyant sur une légitimité venue des plus hautes autorités, tout cela soulève de graves questions sur le sens véritable de la justice et de la vie en société. On ne peut prétendre y répondre facilement. Il convient toutefois de noter que l'État lui-même semble avoir développé, à une certaine époque, une même approche pour résoudre différents types de problèmes : le blitz, l'effort soudain et concerté qui mobilise les forces populaires. Ce fut le cas pour le nettoyage des ordures de Port-au-Prince (un blitz de 6 semaines, sans lendemain) comme ce fut le cas pour cette opération « Zéro tolérance »¹⁰ dans le but de mettre fin, bien illusoirement, à la criminalité dans le pays.

L'organisation et le maintien de la sécurité collective dans les bidonvilles reposent aussi sur les brigades de vigilance. Elles présentent un visage moins violent que celui qui vient d'être décrit. Les brigades de vigilance ne sont pas toutes des brigades punitives. En fait, elles le sont rarement.

Cette forme de patrouille organisée est en quelque sorte une extension, à l'échelle du quartier, des pratiques de surveillance de voisinage. La brigade de vigilance présente un caractère plus structuré et permanent. Elle sera fréquemment issue d'une initiative d'un comité de quartier ou sera clairement une activité soutenue et reconnue par le comité. Elle est généralement composée de jeunes hommes, sans armes ou faiblement armés, qui déambulent dans les rues et ruelles du quartier à la nuit tombée. Leur seule présence en groupe possède un effet dissuasif évident.¹¹ De plus, ils

¹⁰ « Je répète ce que j'ai dit le 7 février : quand il est question de *zenglendo*, c'est tolérance zéro ! Si un bandit tente de voler un véhicule, de tuer le conducteur, c'est un coupable et l'agent de l'ordre n'a pas besoin de le conduire au tribunal le plus proche, si un criminel agresse un individu, ou a l'intention de le tuer il n'est pas nécessaire de l'emmener au tribunal pour l'en empêcher... », Appel lancé par le président Aristide à la Police nationale et au peuple le 20 juin 2001. Source : Extrait de www.cnsnews22.com

¹¹ Mais la participation à une brigade de vigilance présente aussi des dangers majeurs lorsque celle-ci se heurte à des bandits armés. En février 2005, une brigade de vigilance de Cité L'Éternel a ainsi fait la rencontre d'un groupe criminel bien armé : « Treize personnes ont été abattues jeudi soir

réagissent rapidement à l'appel à l'aide. La brigade de vigilance est appréciée par la population car elle confère un sentiment de sécurité d'autant plus désiré qu'il n'existe à peu près aucun éclairage public dans le bidonville. Même une police bien organisée pourrait difficilement rendre le même service : la patrouille motorisée est impossible dans ces quartiers et il faut très bien connaître les lieux avant d'envisager s'y aventurer à pied en pleine nuit, sans oublier que les ruelles et corridors peuvent devenir de véritables coupe-gorges. En réalité, la police ne pénètre pratiquement jamais dans les bidonvilles, sauf lors d'opérations policières largement pourvues en effectifs.

Parfois, la brigade de vigilance devient un lieu important pour l'exercice des jeux de pouvoir et d'influence dans le bidonville. Le cas mentionné à la section 9.5.1 (chapitre 9) est révélateur de cette situation. Une des brigades de vigilance à l'œuvre dans *Village de Dieu* est une initiative privée et est dirigée par un vaudouisant d'âge mûr qui a regroupé une quinzaine de jeunes autour de lui. La brigade est administrée comme une petite armée privée et son dirigeant en retire certains bénéfices (école et électricité gratuites) sous l'œil tantôt conciliant et tantôt méfiant du comité de quartier. Le comité reconnaît ainsi la valeur de la brigade en permettant à son dirigeant de bénéficier gratuitement de l'électricité par le biais d'un compteur collectif, mais s'inquiète de l'indépendance de la brigade qui a son propre agenda et ses propres priorités.

par des individus armés à " Cité l'Éternel ", quartier populaire au sud de la capitale haïtienne, a indiqué un officier de police sous couvert de l'anonymat. Selon les habitants du bidonville, une vingtaine de personnes ont été blessées par balles et trois maisons ont été incendiées lorsque des inconnus armés ont ouvert le feu sur des jeunes qui avaient monté une brigade de vigilance pour combattre l'insécurité dans leur quartier. » Source : La Presse (Montréal, Canada), Édition du samedi 26 février 2005, p. A 11.

10.7 Pouvoir et démocratie

L'exemple précédent démontre l'importance du processus de formation et de légitimation des comités et associations. Pour pouvoir intervenir dans l'espace public, pour quémander des cotisations auprès de la population ou pour solliciter une aide extérieure, il faut être en mesure de démontrer une certaine représentativité.

Si le projet ou l'action entreprise ne requiert pas une grande mobilisation des ressources de la communauté et s'il ne représente pas un grand enjeu, le groupe promoteur agira simplement sur la base d'une initiative privée, à l'image du groupe de jeunes du quartier *Baillergeau* qui veille à l'entretien du terrain de football. Ce groupe n'est pas un sous-comité du comité de quartier (l'OJEB) responsable du terrain, mais son action est reconnue et encouragée par le comité :

A. fait partie du groupe de jeunes du quartier qui s'occupe de l'entretien du terrain. À l'approche des championnats, les jeunes font bénévolement le nettoyage du terrain, rafraîchissent le tracé. Durant les championnats, ils veillent également à la discipline et à la récupération des ballons. Ils adressent des lettres à des particuliers pour récolter un peu d'argent pour les frais d'organisation de ces championnats. (Source : Rapport d'entrevue no 11 – *Baillergeau*)

Ces petites organisations plus ou moins spontanées et limitées dans leurs actions sont très fréquentes dans les bidonvilles et elles couvrent un vaste champ d'interventions : club de poésie dans *Cité Plus*, groupe de pression environnemental dans *Belair*, association d'entraide scolaire dans *Fort Mercredi*, etc. Avec des effectifs restreints et un rayon d'action bien circonscrit, leur dynamisme et leur durée de vie sont souvent étroitement liés à ceux de leur leader respectif. Leur crédibilité auprès de la population et des autres acteurs locaux l'est également.

Les comités de quartier appartiennent généralement à une autre catégorie, même si l'importance du leader est tout aussi grande, sinon plus. Ces comités s'appuient sur

plusieurs éléments pour revendiquer leur légitimité et en conséquence établir leur zone de pouvoir et définir leurs projets. Ces éléments sont essentiellement de trois ordres :

- *La constitution d'un conseil d'administration qui permet d'affecter un poste et un titre officiel à chacun des dirigeants;*
- *La convocation d'assemblées de quartier, auxquelles sont conviés les membres ou parfois toute la population, pour la tenue d'élections des dirigeants ou pour obtenir l'adhésion à un projet proposé;*
- *L'obtention d'une charte ou d'un document officiel émis par une autorité publique (un ministère) attestant de l'existence de l'association.*

Tant dans *Village de Dieu* que dans *Fort Mercredi*, un des premiers gestes des dirigeants de certaines des associations rencontrées aura été de brandir le fameux papier officiel pour bien attester de l'existence tout aussi officielle de leur organisation. Ce réflexe illustre une probable insécurité face à une éventuelle remise en question de leur légitimité, mais il témoigne également d'un rapport particulier avec l'État. Loin de vouloir ignorer cet État relativement absent, on s'en sert plutôt comme pierre d'assise de sa propre existence. On peut comprendre cette réaction dans le cas de *Fort Mercredi*, où l'association concernée est l'héritière directe de l'ancien conseil communautaire duvaliériste et maintient un lien étroit avec ses dirigeants. Dans le cas de *Village de Dieu*, c'est le rapport avec le régime lavalassien qui était en cause, le comité en question étant dirigé en partie par des sympathisants du régime alors en place. Habitué à transiger avec l'État, ces dirigeants des comités de quartier se sont assurés de suivre le chemin tracé par la bureaucratie gouvernementale, conscients qu'une quelconque aide de l'État nécessiterait la précieuse reconnaissance officielle.

Mais pour beaucoup de comités, c'est d'abord l'importance du nombre de membres qui assurent une forme de légitimité. L'adhésion à titre de membres demeure liée à certaines procédures, parfois claires (avoir participé à 3 rencontres; payer une cotisation) et parfois nébuleuses. Certains se considèrent membres parce qu'ils ont participé à une assemblée où qu'ils ont contribué à un projet. Le tableau 10.2 présente sommairement le modèle organisationnel de quelques comités à l'œuvre dans les quartiers étudiés.

Certains chiffres afférents au nombre de membres sont évidemment suspects de prime abord et on pourrait douter qu'une organisation compte effectivement 500 membres actifs. Comme dans n'importe quelle organisation à travers le monde, il y a souvent une différence notable entre le nombre de membres inscrits et le nombre de membres actifs.

Tableau 10.2

Modèle organisationnel de quelques comités de quartier

Quartier	Association	Nombre de membres	Nombre d'administrateurs	Délai des élections
<i>Village de Dieu</i>	Comité de Relance du Village de Dieu (KRVD)	43	4	Aux 2 ans
<i>Cité L'Éternel</i>	Association des Jeunes de Martissant (AJM)	±500	6	Aux 2 ans
<i>Baillergeau</i>	Organisation des Jeunes de Baillergeau (OJEB)	±250	3 + comité de direction	Aux 2 ans
<i>Fort Mercredi</i>	Association culturelle des Jeunes de Fort Mercredi (AKJFM)	±80	6	Aux 4 ans

Il convient malgré tout de mentionner que la capacité mobilisatrice de ces associations ne saurait être sous-estimée. Une simple rencontre d'information sur un nouveau programme de sécurité dans le quartier *Baillergeau*, en juin 2004, a mobilisé

près de 200 personnes. Les fortes densités de population, la rapidité des communications et l'étendue de certains réseaux familiaux et de voisinage facilitent grandement les choses. Si, en plus, un pasteur d'une église locale est impliqué dans le projet, l'invitation est alors transmise à un vaste auditoire et jouit d'une caution morale. Les comités de quartier, de façon générale, semblent bien connus des populations, même si on ne peut pas toujours les nommer par leur nom.

L'association du quartier s'appelle OJEB. Les membres organisent des réunions avec tout le monde. Ils exposent les problèmes et tout le monde participe quand il y a un projet. (Source : Rapport d'entrevue no 5 – *Baillergeau*)

A. connaît bien l'OJEB. Cette organisation a beaucoup travaillé dans le quartier. Elle a bétonné des corridors, construits des escaliers, installé des réservoirs d'eau. A. a eu à voter pour élire le responsable de L'OJEB. (Source : Rapport d'entrevue no 7 – *Baillergeau*)

J. connaît l'association du quartier mais ne se souvient pas de son nom. Elle a voté pour l'élection du responsable du projet de bétonnage au sein de l'association, un certain L. C. C'est lui qui a effectivement réalisé les travaux. (Source : Rapport d'entrevue no 8 – *Baillergeau*)

L'interlocuteur connaît les organisations du quartier. Il cite AKJFM, GRALIH et autres clubs de *Fort Mercredi*. Il énumère les activités déjà réalisées par ces groupes. Pour lui, l'AKJFM est l'organisation la plus structurée de la zone. Elle a construit une école à *Décayette* (démolie lors de la lutte armée); elle a collecté les fonds pour l'achat du transformateur. Pourtant, il n'est pas membre de ces groupes car il a peur des représailles. Actuellement, les dirigeants de l'AKJFM n'habitent plus le quartier suite à la bataille opposant leur quartier à *Gran Ravin*. (Source : Rapport d'entrevue no 5 – *Fort Mercredi*)

Le processus électoral pour la désignation des dirigeants est rarement transparent, sauf dans le cas des comités de l'eau qui sont soumis à des règles plus strictes dans le cadre de l'entente intervenue avec la CAMEP. Il faut toutefois souligner qu'on se bouscule rarement aux portes pour un poste de dirigeant dans un comité, sauf si des questions d'argent et d'influence sont en jeu. Le tableau 10.3 ci-après reprend le sommaire des commentaires recueillis auprès des différents ménages enquêtés.

Tableau 10.3
Vie démocratique des associations et participation populaire

Quartier	Sommaire des entrevues auprès des ménages
Baillergeau	<i>Les comités de quartier sont peu nombreux et assez bien connus. Plusieurs ménages ont participé à des processus électoraux, au choix et à la réalisation de projets, même sans être membres des comités.</i>
Fort Mercredi	<i>Les comités de quartier sont peu nombreux et assez bien connus. La participation à la vie démocratique de ces comités est rare et même inexistante depuis le conflit de juin 2001. Certains ont encore peur.</i>
Cité L'Éternel	<i>Les comités de quartier sont nombreux et assez bien connus. Quelques ménages ont été ou sont membres de ces comités. Ceux-ci ont déjà participé à des élections des dirigeants.</i>
Village de Dieu	<i>Les comités de quartier sont peu nombreux et assez bien connus. Peu de ménages sont membres de ces comités même s'ils participent aux projets. Ceux qui sont membres ont déjà participé à des élections des dirigeants.</i>

10.8 Associations gestionnaires

Goirand (2000) avait relevé le piège qui consistait, pour les groupes populaires des *favelas* de Rio, à prendre charge de la gestion de certains services municipaux dans le cadre d'un processus de délégation. Les actions revendicatives des populations étaient alors détournées vers ces nouvelles associations gestionnaires plutôt que vers les autorités publiques en place, les associations devenant en quelque sorte un tampon entre la population et l'État. À Port-au-Prince, les associations assument également ce rôle de gestionnaire, non parce qu'elles exigent des services

urbains de la part de l'État ou qu'elles revendiquent un pouvoir délégué, mais parce qu'elles savent qu'il n'y a rien à attendre de celui-ci et que les seuls véritables services auxquels le quartier aura droit seront ceux qu'il se sera lui-même donné, notamment à travers la gestion déléguée de certains pouvoirs d'intervention.

Comme on l'a vu, deux types de services de proximité font l'objet d'une forme de gestion déléguée (encore qu'il faille nuancer ce terme) dans certains bidonvilles: la distribution de l'eau potable et, moins fréquemment, la distribution de l'électricité. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'amener le produit jusqu'à un lieu dans le bidonville (fontaine publique ou compteur collectif) où il sera pris en charge par un comité gestionnaire. On connaît déjà le succès du projet des fontaines publiques, tandis que l'acheminement de l'électricité jusqu'à un compteur collectif reste limité à quelques rares bidonvilles (*Cité Plus, Village de Dieu, Belair*), même si d'autres bidonvilles demandent ce type d'interventions depuis plusieurs années. Cette gestion déléguée reste relative. Si le processus s'inscrit dans un cadre formel et selon des principes bien établis (entente sur la tarification, les responsabilités mutuelles, la vie démocratique, etc.), elle s'effectue aussi indépendamment des autorités politiques officielles. En réalité, il s'agit d'ententes prises entre des organismes d'État autonomes (CAMEP, EDH) et des associations de quartier avec l'aide d'ONG, mais en ignorant complètement les administrations communales. Ces ententes opèrent d'ailleurs selon une logique marchande stricte : paiement à l'organisme fournisseur de l'eau ou de l'électricité « rubis sur l'ongle » et sans délai, sous peine d'une coupure immédiate. Il ne s'agit jamais d'un véritable partenariat entre l'État et la société civile. Ces ententes ont au moins le mérite d'établir certaines balises pour un tel partenariat éventuel et de tracer ainsi le chemin d'un autre modèle de gestion.

Les associations gestionnaires sont effectivement assimilées à une autorité publique, mais la distinction entre les associations et l'État est très claire dans l'esprit des ménages enquêtés. Elles ne sont d'ailleurs jamais perçues comme un

prolongement de l'État, mais plutôt comme un acteur local important qui offre par son action ce que l'État devrait normalement offrir.

10.9 Conclusion : services de proximité et citoyenneté

La citoyenneté, exprimée par le droit d'agir sur son milieu et de jouir des privilèges réservés aux urbains (ce qu'on nommait autrefois « le droit de cité »), se bâtit et se forge dans les bidonvilles de Port-au-Prince à l'intérieur de ces modèles collectifs de déploiement de services de proximité. C'est à travers l'appropriation de l'espace par les associations, à travers la délégation à un groupe leader, à travers la participation à la réalisation d'ouvrages collectifs, à travers l'identification à des équipements et des services, à travers l'acceptation de codes de vie commune et de règles d'aménagement, que le bidonvillois s'affirme comme un citoyen véritable. La ville qu'il bâtit, qu'il administre et qu'il protège, elle devient « sa » ville, et il en devient un citoyen à part entière.

Les groupes et associations populaires qui interviennent dans la fabrication du tissu urbain représentent plus que de simples acteurs parmi d'autres. Ils sont le ciment de la collectivité et le lieu d'apprentissage de la citoyenneté.

Les arches d'entrée de *Village de Dieu*, la place publique Ernst Joseph de *Fort National* ou la murale artistique en céramique de *Bois Jalousie*, sont autant de projets associatifs qui ont contribué à forger l'identité collective des quartiers où ils se situent. Ils sont des éléments de fierté et des marqueurs dans l'espace géographique (*landmarks*). Ce sont des œuvres qui témoignent de cette volonté de l'affirmation collective et de cette recherche de la reconnaissance de sa propre existence comme groupe humain (v. figure 10.2). Ces motivations sont si importantes qu'elles relèguent parfois au second plan d'autres projets, notamment d'approvisionnement en

eau potable, qu'un observateur externe placerait pourtant largement en priorité dans un univers aussi précaire.

Les fontaines publiques de *Baillergeau*, le dispensaire médical de *Cité L'Éternel*, le terrain de football de *Bois Jalousie* sont aussi des équipements issus des efforts des associations et qui contribuent à l'intensité de la vie urbaine. Ils traduisent, par leur seule présence, l'avantage comparatif de la ville comme espace de proximité et d'accessibilité aux ressources. Ils sont le fruit d'une démarche collective visant à doter le milieu des services urbains essentiels. Ils deviennent enfin des points focaux de la vie urbaine car ils transforment et organisent l'espace en s'imposant comme des lieux collectifs d'échange et de rencontre. Ils confortent le bidonvillois dans son sentiment d'habiter la cité, d'être un citoyen. Ils instituent et confirment le « droit à la ville ».

Les modes d'organisation des services, le financement collectif de ceux-ci, la participation requise à leur mise en place, les processus électoraux, tous ces aspects sont autant de situations d'apprentissage de la citoyenneté. Si les bidonvilles s'apparentent parfois à des micro états, les associations et comités de quartier en sont en quelque sorte les administrations publiques, sinon les gouvernements, usant même parfois du pouvoir coercitif qui caractérise les véritables États.

Avec le réseau religieux, le réseau associatif partage le sens de la pérennité, de la durabilité des gestes posés en vue de la structuration du milieu. Mais contrairement au réseau religieux, il repose sur des bases davantage représentatives et soucieuses d'un consensus social beaucoup plus large. Le réseau associatif est généralement ouvert sur le milieu et ses préoccupations sont ancrées dans la réalité du quotidien et dans la volonté de construire la cité.

Comme instrument de structuration à moyen et long terme, le réseau associatif joue pleinement son rôle. Ses actions laissent des traces sur le terrain qui sont déterminantes pour l'avenir de la collectivité. Ce sont aussi des actions stabilisatrices qui confirment le mode d'occupation du territoire. La ruelle bétonnée s'impose comme un lieu public de passage inaltérable. Le terrain sportif aménagé est un espace intouchable. Le kiosque d'eau devient un équipement central et permanent. Si le quartier préexiste à ces différents lieux, il évolue et se réorganise désormais en fonction de ces nouveaux points focaux. Le rôle fondamental du comité de quartier est ainsi celui de doter le quartier d'espaces publics, collectifs et protégés et surtout de lieux permanents, de pivots stables de la vie collective.

Cette fonction de pivots, elle s'exerce aussi au plan social. Le comité de quartier est un lieu d'exercice du pouvoir, un vecteur d'influence, un espace d'arbitrage des conflits, un véhicule pour l'obtention d'avantages et de privilèges. Autant la place publique est-elle un marqueur géographique, autant le comité de quartier peut-il être un marqueur social. Ce dernier rôle est toutefois tributaire du dynamisme des dirigeants, de la reconnaissance de leur leadership ou leur aire d'influence.

Le tableau 10.4 qui suit illustre les trois principaux modèles observés des comités de quartier en fonction des pratiques en usage. Ce sont des modèles qui témoignent de la fonction socio-politico-communautaire du réseau associatif dans les quartiers. Ces trois modèles ne sont pas exhaustifs, car le réseau associatif comprend aussi des comités thématiques ou sectoriels à l'œuvre dans les quartiers (association féminine, équipe de football, etc.), mais ils rejoignent nos préoccupations relatives aux services urbains de proximité.

Tableau 10.4**Modèles et pratiques en usage chez les comités de quartier**

Modèles	Pratiques	Activités
Comité gestionnaire	Contrat de gestion déléguée – entente avec organismes publics ou parapublics.	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution de l'eau potable (kiosques d'eau). - Distribution de l'électricité. - Gestion de programmes décentralisés (alphabétisation, etc.).
	Autonomie de gestion – Autofinancement (mise en place et fonctionnement - longue durée).	<ul style="list-style-type: none"> - Douches communautaires. - École communautaire. - Centre de santé communautaire. - Micro-crédit.
Comité entrepreneur	Projets subventionnés et/ou autofinancés (immobilisations – Travaux de courte durée)	<ul style="list-style-type: none"> - Places publiques. - Terrains sportifs. - Ponts et ponceaux. - Bétonnage de ruelle et corridors. - Canalisation de surface. - Latrinisation - Fêtes de quartier.
Comité régulateur	Contrôle, régulation et coercition	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation du territoire. - Intégrité de l'espace public. - Toponymie et numéros civiques des propriétés. - Contrôle des nouveaux résidants. - Administration de la justice de proximité, arbitrage des conflits, brigade de vigilance.

Le réseau associatif est ainsi au cœur de l'action collective pour aménager la ville et pour construire la citoyenneté urbaine, avec toutes les lacunes et les risques de dérapage entretenus par l'absence d'un État de droit et le faible niveau de ressources, mais aussi avec toute la force et le dynamisme de ceux qui veulent bâtir un milieu de vie, construire et exercer leur citoyenneté. C'est par le biais de leurs diverses associations que les ménages prennent le contrôle de leur quartier, s'emparent du sol, déterminent l'espace public et se dotent des infrastructures qui donnent un sens à la ville. C'est aussi par l'extrême richesse et diversité du réseau associatif que les ménages ont réponse à une gamme variée de besoins, allant du micro crédit jusqu'aux activités culturelles, en passant par les soins de santé et les sports. Le réseau associatif est clairement le réseau le plus prolixe au plan du déploiement des services de proximité : il n'est pas limité par le cadre familial, par la géographie du voisinage ou par la doctrine théologique. C'est un réseau qui peut envahir tous les champs d'action.

Figure 10.2**Les « marqueurs » des bidonvilles**

(Photo : Jean Goulet)

L'arche d'entrée et la place publique de *Village de Dieu*.

Réalisées en 2003 avec des contributions locales et une aide extérieure (Fonds canadien), la place publique de *Village de Dieu* et la principale arche d'entrée (en arrière-plan) sont une initiative du Comité d'assainissement de *Village de Dieu*. Ces ouvrages, qui ont permis l'identification du quartier, constituent une source de fierté collective, tandis que l'éclairage de la place publique vise à sécuriser l'accès au quartier et à faciliter les travaux scolaires des étudiants.

**La murale de *Bois Jalousie***

Il s'agit peut-être de la plus magnifique œuvre d'art en plein air de Haïti. Chargée de symbolisme, elle habille le corridor principal et très achalandé du bidonville de *Bois Jalousie*, sur une distance de 30 mètres et une hauteur de 2 mètres. Réalisée en 1999 dans le cadre d'un projet géré par trois comités du quartier avec l'aide d'une ONG et financé en partie par l'UNESCO, on n'y relevait aucun graffiti 4 ans plus tard. Certains ont reproché aux auteurs de la murale d'avoir doté un « vulgaire » bidonville d'une aussi belle œuvre. (Photo : Jean Goulet)



La place « Nou Sou! Wel » de Cité L'Éternel

Dans un élargissement de ruelle au cœur du bidonville de *Cité L'Éternel*, l'organisation Men Kontre a aménagé cette place publique dotée de bancs de béton, d'un arbre, d'une murale et d'une télévision communautaire installée dans un coffret métallique hissée dans un poteau (à l'arrière-plan) et fermée par un cadenas. On peut s'y réunir pour assister à un match de football par exemple, pour une petite assemblée ou simplement pour s'y détendre entre amis. (Photo : Jean Goulet)

La place Ernst Joseph de Fort national



(Photo : Jean Goulet)

Une autre réalisation témoignant de l'esprit artistique des bidonvillois : la balustrade à l'avant-plan est sertie de centaines de coquillages. Cette place a été aménagée par le Groupement populaire de *Fort National* (dont le nom apparaît en créole sur le mur), en même temps que deux autres places publiques, des fontaines et douches communautaires, des travaux de canalisation de surface et un dispensaire médical. Ces projets ont été réalisés sous l'égide du Comité de gestion de *Fort National* qui regroupe une dizaine d'organisations du quartier.

CHAPITRE XI

LE RÉSEAU POLITIQUE

Parmi les nombreux champs d'action du réseau associatif, celui de la politique est certainement un de ceux qui suscitent un grand intérêt. D'une part, les partis politiques espèrent l'appui des organisations populaires, car elles représentent des interfaces importantes avec la population et des agents multiplicateurs dans les processus électoraux. D'autre part, les autorités publiques, une fois élues, comptent sur ces mêmes organisations pour asseoir leur pouvoir et garantir leur réélection ou leur mainmise sur la population. Du côté des organisations, le jeu politique représente souvent un aspect incontournable dans les actions de construction sociale, alors que la proximité du pouvoir présente des attraits évidents lorsqu'on revendique l'aide de l'État. Mais poser des gestes politiques ne signifie pas maintenir un réseau politique. On peut soutenir que participer à l'élection des dirigeants d'un comité de quartier est en soi un geste politique, mais la constitution d'un réseau politique relève d'une toute autre dynamique.

11.1 Le clientélisme

Comprendre le réseau politique à l'œuvre dans les bidonvilles (s'il en est) consiste d'abord à examiner la nature des rapports entre les bidonvilles et l'État haïtien. Le modèle qui vient spontanément à l'esprit est celui du clientélisme, fortement présent dans le tiers monde.

Le clientélisme a effectivement été un mode d'intervention privilégié par l'État haïtien. Durant le régime duvaliériste, l'État dictateur assurait, par la structure du *macoutisme*, un certain contrôle politique des bidonvilles grâce aux comités de quartier dirigés par un *tonton macoute*, comités dont certains ont inspiré des associations actuelles comme on l'a vu au chapitre précédent. Ces comités de quartier, par leur docilité et leur fidélité au pouvoir, pouvait négocier et obtenir des interventions favorables de l'État : construction d'une école communale, d'un pont, d'une route, etc.

Le régime Lavalas a repris avec un succès limité ces mêmes pratiques avec la mise en place des OPL (Organisations populaires Lavalas) dans plusieurs quartiers et avec son armée fantôme constituée des *chimères*¹, petits mafieux et hommes de main à la solde du pouvoir (Ahounou, 2001). Le bidonville de *Cité Soleil*, fief du parti Lavalas de Jean-Bertrand Aristide, après avoir été celui du duvaliérisme à une autre époque, est l'exemple même de ce système de clientélisme et de contrôle/soumission politique d'un bidonville. Chacun des 34 différents secteurs de *Cité Soleil* était 'géré' chacun par une *chimère* qui veillait au grain, avec l'appui de membres des OPL. C'est principalement depuis *Cité Soleil* que se sont déployées, durant les années du régime Lavalas, les manifestations d'appui au pouvoir, les contre manifestations face à l'opposition, et les vendettas et opérations de représailles contre certains opposants. C'est ainsi que la mobilisation 'populaire et spontanée', pour contrer la soi-disant tentative de coup d'état de décembre 2001², prenait appui sur les militants venus de *Cité Soleil*. Ce fut la même chose en juillet 2003, lors de l'agression tout aussi

¹ Rappelons que les 'chimères' étaient généralement considérées comme les troupes de choc du régime Lavalas, ceux qui effectuaient les basses besognes (Jarry 2000, Ahounou 2001).

² Comme en témoigne une des conclusions du Rapport de la Commission d'enquête sur les événements du 17 décembre 2001 en Haïti, de l'Organisation des États Américains (OEA), rendu public le 1^{er} juillet 2002 : « L'objectif de l'attaque contre le Palais national ne concorde pas avec l'objectif de réaliser un coup d'état. »

‘spontanée’, organisée contre le passage du *Groupe des 184* (des représentants de la société civile qui proposaient un nouveau contrat social) dans *Cité Soleil*, visite dénoncée comme une provocation par des dirigeants lavalassiens qui ont ainsi justifié publiquement le quasi lynchage des visiteurs. Enfin, c’est avec les militants lavallassiens de *Cité Soleil* que Jean-Bertrand Aristide a cherché à s’agripper au pouvoir lors de la crise de décembre 2003 à février 2004, qui a finalement conduit à la chute du régime.

Cité Soleil a obtenu certains avantages pour soutenir et saluer la fidélité de ses habitants envers le parti Lavalas : promotion au rang de Commune, avec sa propre mairie; construction de logements sociaux pour des fonctionnaires de l’État; distribution de l’électricité 24 heures sur 24 (un cas unique dans toute l’aire métropolitaine et au détriment de toutes les autres zones). Tous ces gestes s’inscrivent parfaitement dans la logique du clientélisme.

Hormis *Cité Soleil*, *La Saline* et *Belair* (centre-ville)³, un nombre relativement restreint de bidonvilles étaient dotés d’une telle structure politique bien organisée. La présence de *chimères* et d’OPL a pu être notée un peu partout, dans *Village de Dieu*, *Cité L’Éternel*, et dans certaines zones de *Delmas*, de *Carrefour Feuilles*, de *Martissant* et ailleurs dans l’aire métropolitaine, mais il s’agissait d’une présence plus discrète, un peu en retrait de l’organisation de la vie de quartier. Sur l’ensemble des 357 bidonvilles de l’aire métropolitaine, le système de clientélisme politique, structuré et organisé aura été, somme toute, relativement marginal. En réalité, après 30 années de macoutisme et une dizaine d’années d’incertitude politique, le clientélisme était en reconstruction. L’effondrement du gouvernement *Lavalas* dans la foulée du départ d’Aristide aura interrompu le processus, lequel demeurerait fragile à

³ Ces quartiers seront d’ailleurs les principaux lieux de conflits en 2004 et 2005, alimentant les manifestations pro-Aristide et étant l’objet d’une forte insécurité urbaine (tirs continus, agressions, kidnappings, règlements de compte, etc.)

cause des tensions internes du parti au pouvoir, des guerres intestines que se livraient parfois les *chimères* et les chefs des OPL à l'intérieur d'un même quartier, et du regard braqué sur Haïti par les autres pays, les organisations internationales et les grands bailleurs de fonds internationaux.

11.2 Entre l'exploitation et le désabusement

Les rapports entre les bidonvilles et l'État passent aussi par la perception qu'ont les bidonvillois de cet État. Vue sous cet angle, la situation semble catastrophique même si au fond elle ne fait que traduire la faiblesse de l'État et le rôle historique de prédateur qui fut le sien. La totalité des ménages et des organisations rencontrées considèrent que l'État ne fait rien, si ce n'est pour certains que de collecter de l'argent. La réaction est à ce point semblable et quasi-unanime à travers les différents quartiers qu'on pourrait croire à un mot d'ordre qui se serait donné.

« L'État n'intervient pas dans le quartier. Ce sont les gens du quartier qui font tout. (...) Le député et plusieurs policiers habitent le quartier. Ceux qui ont dit avoir rencontré le député pour un problème quelconque n'ont obtenu aucun résultat. » (Source : Rapport d'entrevue no 5 – *Baillergeau*)

« L'État ne fait rien pour le quartier. On n'a qu'à regarder l'état des routes et des rues menant à *Fort Mercredi*. Elle et ses amis n'ont jamais demandé l'aide au gouvernement ni à la police. Cependant, elle croit que le rôle du gouvernement est de mettre en place des structures élémentaires capables de satisfaire les besoins humains. » (Source; Rapport d'entrevue no 3 – *Fort Mercredi*)

« L'État ne fait rien pour le quartier. Dans cette communauté, les organisations prennent la place de l'État, car ce sont elles qui nous aident à avoir certains services. (...) Un délégué de ville habite *Cité L'Éternel*. Il ne fait rien pour le quartier. (Source : Rapport d'entrevue no 10 – *Cité L'Éternel*)

« L'État ne fait rien pour le quartier. Ce sont les organisations du *Village* qui prennent toujours l'initiative. Elles entreprennent des démarches qui devraient relever de la responsabilité du gouvernement. » (Source : Rapport d'entrevue no 4 – *Village de Dieu*)

On peut bien sûr convenir que l'expression des frustrations à l'égard de l'État est un réflexe presque universel. Dans le cas des bidonvilles haïtiens, cette frustration s'alimente à plusieurs sources qui tendent à la légitimer. D'abord, la tradition prédatrice de l'État qui se perpétue dans l'histoire. Plusieurs bidonvillois doivent en effet payer annuellement à la Direction générale des impôts (DGI) des frais de location pour le terrain qu'ils occupent. Ils ne voient jamais le retour de cette contribution dans leur milieu et perçoivent donc cette ponction fiscale comme une forme de rançonnage :

Elle habite le quartier depuis 25 années. Elle est propriétaire de la maison qu'elle a hérité de sa mère. Quant au terrain, il appartient à l'État (Tè lèta / terre de l'État). Chaque année, on doit verser 500 gourdes à la DGI⁴ pour l'affermage. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 3).

Refuser de payer (ce que plusieurs font d'ailleurs) entraîne des risques, allant de l'impossibilité d'obtenir certains papiers officiels jusqu'aux menaces d'expulsion. Ensuite, les quelques rares rapports avec les représentants de l'État (la police notamment) laissent généralement des souvenirs amers : un compagnon qui a été tué par la police; une petite fille qui conserve dans la jambe une balle perdue tirée inconsidérément par un policier; d'autres qui auront été victimes d'opérations de rançonnage, etc.⁵. Bref, l'État est au mieux absent, au pire brutal et cruel. La déception face à cet État est d'autant plus grande chez les ménages que la plupart d'entre eux sont capables d'exprimer des attentes claires et normales face à l'État : pose et entretien des infrastructures, santé et éducation, assainissement, etc.

⁴ DGI: Direction générale de l'impôt

⁵ Des témoignages confirmés par l'analyse faite par les plus hautes autorités. Ainsi, le 11 octobre 2005, le directeur général de la police haïtienne annonçait publiquement qu'il estimait à 25% de l'effectif policier le nombre d'agents de police impliqués dans la corruption.
Source: www.haitipressnetwork.com

11.3 Réseau politique ou jeu d'influence?

Ce désabusement des ménages face à l'État est aussi partagé par les comités de quartier. L'exercice d'un rôle d'organisateur et de pourvoyeur de services urbains ne les empêche pas de considérer que ce rôle ne leur revient pas, qu'ils l'ont approprié parce que la place demeurerait vide et que les besoins étaient pressants. Le discours tenu par les dirigeants des comités est d'une grande lucidité. Lorsqu'ils clament « Nous sommes l'État », ils affirment dans le même souffle que c'est parce que l'État ne joue pas son rôle.

Le comportement des comités de quartier face aux élus, les représentants officiels de l'État, est plus ambivalent. Même si on n'attend rien de l'État, on comprend néanmoins qu'il peut nuire, qu'il peut potentiellement intervenir pour faire retarder ou avorter un projet. Le mot d'ordre est donc de ne pas l'affronter de face et de préserver l'image des élus en reconnaissant leur statut particulier. Si un député réside dans le quartier, le visiteur étranger sera entraîné jusqu'à sa demeure pour une brève rencontre de courtoisie. Si on inaugure un quelconque projet financé par l'aide internationale, les élus seront invités à dire quelques mots. Au fond, on fait dans les bidonvilles de Port-au-Prince ce qu'on fait presque partout ailleurs sur la planète : on permet aux politiciens de faire de la politique, sans se bercer d'illusions quant aux résultats. Ce cynisme est largement répandu.

Dans d'autres cas, l'opportunisme est plus marqué. Certains dirigeants de comités de quartier, malgré leurs refus ou réticences à afficher leurs convictions politiques, s'impliqueront dans les processus électoraux d'une manière tout à fait partisane, de façon à être bien vus des futurs élus.

Il ne faudrait pas conclure à un abandon de tout sens civique et politique au sein des populations des bidonvilles et de leurs leaders, loin de là. Ce sont les masses

populaires urbaines qui ont mis fin au duvaliérisme et au *macoutisme*, qui ont porté Aristide au pouvoir, qui ont cru en l'espoir d'un grand changement. Si les élites n'ont pas suivi et si l'espoir a été battu en brèche, la volonté de transformer le monde et d'améliorer les conditions de vie est toujours là.

Hormis le cas très particulier de *Cité Soleil*, la présence des réseaux politiques dans les bidonvilles apparaît donc être une présence larvée, peu productive de services urbains et relativement peu influente dans l'organisation sociale et la structuration de l'espace du bidonville. Sur une dizaine d'organisations actives dans *Cité L'Éternel*, il n'y en avait qu'une qui était résolument politique et partisane, et elle ne pouvait revendiquer aucune réalisation, à l'exception d'un muret de gabions le long du canal, muret érigé en réalité par le service des travaux publics. Elle était d'ailleurs considérée comme peu crédible par tous les autres comités et n'était jamais invitée à participer à certains projets collectifs comme la mise en place des kiosques d'eau ou du dispensaire médical, même si elle était associée au pouvoir alors en place.

Il peut être difficile de comprendre ce clivage entre la société des pauvres et l'État, dans la mesure où la chute du duvaliérisme en 1986 et la montée au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide en 1991 sont des phénomènes issus d'un vaste mouvement social prenant appui sur les laissés-pour-compte des campagnes et des bidonvilles. En réalité, ce mouvement populaire a littéralement porté un rêve à bout de bras durant la période 1986-1991. La multiplication des associations et comités de quartier durant cette période témoigne de la volonté populaire de participer à la reconstruction du pays sur de nouvelles bases, dans le prolongement des actions collectives et communautaires initiées dans le monde rural et urbain (*gwoupman peyisan, komi-note tilegliz, etc.*) lorsque le pouvoir en place a été contraint de "lâcher du lest" au début des années 1980. Certains auteurs n'hésitent pas à parler de "démocratie sociale

participative" pour exprimer cette période marquée par une prise de contrôle des organisations populaires sur la structuration de la société (Smarth 1997, Midy 1999).

Plusieurs membres des comités de quartier ayant émergé durant cette période se souviennent de l'effervescence et de l'espoir qui régnaient alors et de la réconciliation qui semblait vouloir se réaliser entre le peuple et l'État. En réalité, pour la première fois depuis des générations, il semblait possible que le peuple haïtien puisse enfin accéder à une vie démocratique et prendre le contrôle de l'appareil d'État.

Les forces traditionnelles, notamment l'armée et la bourgeoisie haïtienne, ne l'entendaient pas de cette façon. Le général Namphy, qui succéda à Duvalier après 1986, qualifia même cette marche populaire de "bamboche démocratique" à laquelle il convenait de mettre fin. La période 1986-1990 fut donc marquée par des massacres de paysans et de syndicalistes, des élections interrompues dans le sang (novembre 1987), des arrestations arbitraires, des tortures et des enlèvements. La répression contre le mouvement populaire fut très dure, mais n'empêcha pas la tenue d'élections libres en 1990 et la prise du pouvoir par Jean-Bertrand Aristide qui reçut un appui massif de l'électorat. Quelques mois plus tard, un coup d'état militaire conduit par Cédras mettrait abruptement fin au nouveau régime à peine installé (septembre 1991) et une répression sévère et cinglante s'abattait sur le mouvement populaire. Il faudra l'intervention des Nations unies en 1994 pour réintégrer Aristide et mettre fin au totalitarisme militaire (l'abolition de l'armée sera d'ailleurs un des premiers gestes posés par le régime Lavalassien).

Le retour d'Aristide signifia pour plusieurs l'espoir de reprendre la marche vers la démocratie participative et populaire, mais Aristide prendra ses distances avec le mouvement et ne transigera désormais qu'avec ceux qu'il identifie comme ses supporteurs indéfectibles, notamment dans les zones urbaines populaires où il a bâti son organisation, comme à *Cité Soleil* et *Belair*. Son discours se fait manipulateur et

diabolisant alors qu'il cherche à se définir lui-même comme un nouveau héros, sinon un messie. C'est ainsi que le vaste mouvement populaire anti-Duvalier qui a enclenché les grands changements de régime et qui a subi les pires répressions se retrouve marginalisé, exclu de la vie politique, à moins d'accepter d'être embrigadé et relégué à des actions strictement partisans. Midy (1999) a qualifié de "refoulement social" l'ensemble des gestes posés tant par le régime Duvalier que les dictatures militaires et le régime Lavalas à l'égard des organisations populaires.

Refoulés dans leurs bidonvilles, les acteurs urbains qui se refusaient à jouer un rôle partisan selon le modèle imposé, ont assumé ce divorce avec l'État en se concentrant sur des actions de développement local.

11.4 La mort au rendez-vous

Si le réseau politique n'a pas l'envergure suffisante ou est trop discret pour pouvoir être appréhendé correctement, il reste que les bidonvilles sont parfois le théâtre de conflits politiques et de luttes de pouvoir dont l'enjeu est la maîtrise du territoire et le contrôle des activités qui s'y déroulent. On a effleuré rapidement au chapitre VII le cas du bidonville de *Fort Mercredi*, où un conflit extrêmement violent s'est soldé par des morts et des incendies de masse. En plus des 20 morts, 15 disparus et 150 maisons incendiées selon le bilan officiel, le quartier a perdu une école communautaire et une bibliothèque qui avait été bâtie par l'*Association Kommunautaire des Jeunes de Fort Mercredi (AKJFM)* avec l'aide de l'Unicef et de USAID.

Sans élaborer sur les causes et le déroulement de ces journées de juin 2001, au sujet desquelles il n'y a jamais eu ni enquête ni rapport officiel malgré la gravité du

bilan⁶, on sait qu'elles mettaient aux prises un groupe de *Fort Mercredi* (dont certains membres de l'AKJFM) avec un groupe de *Gran Ravin*, un quartier adjacent, et qu'elle aurait eu comme déclencheur l'appropriation d'un terrain. Elle aurait aussi impliqué certains fonctionnaires municipaux⁷. L'ampleur du conflit a même entraîné une intervention du président Aristide en faveur d'un arbitrage entre les groupes concernés, alors que la police se tenait en retrait durant les longues journées et nuits de batailles rangées. Ce geste présidentiel indique à lui seul l'existence d'enjeux politiques au cœur du débat.

La plupart des ménages interrogés dans *Fort Mercredi* conservent un souvenir exacerbé de cette période :

La sécurité est plus ou moins bonne compte tenu des conflits passés entre bandes rivales, mais ça s'est calmé. Avant, il y avait deux jeunes qui lui parlaient de temps en temps. Elle a su qu'ils avaient été tués. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 1).

L'enjeu véritable du conflit est apparu comme une lutte de pouvoir entre une petite tyrannie locale organisée et un mouvement communautaire, l'AKJFM, de plus en plus actif qui, inévitablement, semblait avoir empiété sur certaines plates-bandes réservées.

Le conflit a donc pris fin avec la mort ou la disparition des principaux belligérants de part et d'autre. Les dirigeants de l'AKJFM ont majoritairement fui le quartier et plusieurs n'y étaient pas encore retournés deux ans après les événements,

⁶ Une ONG a toutefois établi un bilan à partir de ses propres enquêtes sur le terrain, qui rejoint d'assez près les chiffres énoncés dans les médias : « *Le 14 juin 2001, le feu Félix Bien-Aimé alias Don FéFé à la tête d'un commando lourdement armé a débarqué à Fort Mercredi, tué, pillé et incendié des maisons privées et commerciales. Cette intervention brutale a fait onze (11) morts, dix-sept (17) disparus, dix-neuf (19) blessés et cent trente-cinq (135) maisons incendiées.* » Source : Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), juin 2005.

⁷ Source : Journal Haïti Progrès, 4 juillet 2001

mais le mouvement communautaire ne s'est pas éteint pour autant. Non seulement l'AKJFM a-t-elle poursuivi ses activités après une brève période de dormance, mais elle est toujours perçue par les résidants comme une organisation crédible, active et utile. Le fait que cette tuerie de juin 2001 n'ait pas entraîné la démobilisation des militants, le rejet par la population et ultimement la fin de l'organisation, en dit long sur la force de l'association, sur son ancrage dans le milieu, sur les appuis populaires dont elle bénéficiait :

Presque tout le monde voit et connaît les activités qu'avait réalisées l'AKJFM. Ce groupement avait construit une école à Décayette, un quartier adjacent à *Fort Mercredi*. Il avait entrepris aussi le projet pouvant conduire à l'électrification de la zone. Ce sont les membres de cette association qui ont collecté les fonds pour l'achat du transformateur. (Source : Rapport d'entrevue *Fort Mercredi* no 3).

Fort Mercredi se relève donc lentement de cette violente crise sociale, d'une façon qui met en évidence un aspect tout à fait particulier de la vie associative dans certains bidonvilles : le militantisme et l'action collective « à distance ». Les dirigeants de l'AKJFM poursuivent leurs initiatives depuis leur lieu d'exil et sont toujours considérés comme représentatifs du milieu malgré cette situation. De même, le président du *Komité Dlo de Cité L'Éternel* et principal leader du quartier ne réside plus dans le quartier depuis 1998, bien qu'il y ait encore des proches parents. Sa représentativité n'a pourtant jamais été remise en question. L'attachement au quartier à travers l'appartenance à des réseaux, et peut-être aussi l'intérêt à occuper une zone de pouvoir et d'influence, expliquent certainement l'implication de ces acteurs devenus physiquement éloignés mais jamais socialement étrangers au quartier.

11.5 Conclusion

Fass (1990) avait souligné l'immense fossé qui existait entre ce qu'il appelait la classe politique d'une part, et les gens ordinaires d'autre part. Force est de constater, 20 ans après l'analyse de Fass, que le fossé existe toujours. Les bidonvillois

demeurent très méfiants à l'égard du monde politique, un univers qui semble se confiner, de leur point de vue, à un verbiage stérile d'où n'émergent à peu près jamais d'actions concrètes. Et ce verbiage n'est pas seulement stérile mais aussi hostile : c'est par exemple le maire de Port-au-Prince qui soulignait aux médias son intention de voir le paysage du bord de mer depuis la fenêtre de son bureau de l'Hôtel de Ville, signifiant ainsi la nécessité de raser *Cité L'Éternel*; c'est le gouvernement qui laissait courir la rumeur que les terrains où est érigé *Village de Dieu* pourraient être vendus à Taïwan⁸, sans oublier les récriminations habituelles et répétées des élites qui n'ont de cesse de dénoncer ces habitats précaires illégaux qui déparent le paysage urbain.

Dans ces circonstances, on ne s'étonnera pas de relever la faiblesse apparente du réseau politique dans les bidonvilles, du moins au chapitre de la production et de l'organisation des services urbains de proximité. Outre le clientélisme qui n'a jamais pu s'étendre au-delà de quelques zones bien spécifiques, le réseau politique ne semble pas être un acteur majeur dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Sans être totalement absent, son rôle apparaît marginal. En réalité, la faiblesse chronique de l'État haïtien, dont une part importante du budget est liée à l'aide internationale par la voie de programmes bilatéraux ou de programmes ciblés, freine l'expansion du clientélisme comme canal de distribution des ressources de l'État. Les ressources étant très limitées et le contrôle sur celles-ci étant aléatoire, le clientélisme n'est guère utile en ces circonstances. Des politiciens qui n'ont rien à distribuer n'ont que peu de prises dans une société. Ajoutons que la parcellisation du monde politique haïtien, avec au-delà d'une soixantaine d'organisations et partis politiques, ne contribue pas à doter le pays de structures politiques stables. À cet égard, *Lavalas* aura eu le mérite de jouer ce rôle rassembleur et unipolaire.

⁸ La République d'Haïti est un des rares pays au monde à reconnaître officiellement l'existence de Taïwan en tant que pays (Taïwan étant considéré par la Chine comme une partie de son territoire), ce qui explique les relations particulières entre Taïwan et Haïti, Haïti qui bénéficie en contrepartie d'une aide généreuse de ce dernier.

À cette incapacité des partis politiques nationaux de descendre et de s'ancrer dans les bidonvilles, même lorsqu'ils en sont issus comme dans le cas de *Lavalas*, répondent les associations. Comme lieux de pouvoir et de débats sur des enjeux collectifs, le réseau associatif joue bel et bien le rôle de réseau politique. Le réseau local est centré sur des questions locales, mais c'est souvent à ce niveau que se forge la pensée politique et que se structurent les mouvements plus étendus. Lorsque les comités de quartier disent "Nous sommes l'État", ils proclament aussi leur identification non seulement à l'État gestionnaire, mais aussi à l'État politique.

CHAPITRE XII

CONCLUSION GÉNÉRALE

Durant la guerre civile qui déchira les États-Unis entre 1860 et 1865, le général Lee, chef des armées sécessionnistes du Sud, avait l'habitude de désigner les nordistes du vocable « ces gens-là ». Il affichait ainsi un hautain mépris à l'égard de ces « yankees incultes et mal dégrossis » qui voulaient imposer leur mode de vie à une civilisation sudiste hautement cultivée.

140 ans plus tard, cette même expression retentit dans les salons chics de Pétion-Ville, de Bouthillier, de Kenscoff, les communes qui abritent la belle société haïtienne. « Ces gens-là », c'est ainsi qu'on désigne les habitants des bidonvilles de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince au sein de la bourgeoisie haïtienne. « Ces gens-là », pour les nantis et les bien-pensants, ce sont ceux qui ont envahi *leur* ville, ont assailli *leurs* montagnes, ont détruit *leur* paysage, ont coupé *leurs* arbres, ont altéré *leurs* sources d'eau potable, bref, ont fait disparaître *leur* paradis et les ont forcé à se retrancher derrière *leurs* murs. Ce sont des intrus dans *leur* espace.

« Ces gens-là » est une expression qui constitue le symbole même du rejet, de l'exclusion. Elle indique la compréhension de la ville de la part de la riche minorité haïtienne et de la petite classe moyenne. Elle marque le territoire : la ville est ainsi perçue comme le haut lieu de la civilisation alors que les paysans, tels des envahisseurs barbares, auraient bien dû demeurer dans leur campagne plutôt que de venir contaminer un espace qui ne leur appartient pas et qui ne leur appartiendra jamais. Même s'ils naissent en ville, fils et filles de paysans, ils ne seront jamais que

des paysans qui n'ont pas leur place en ville. Comme on disait des esclaves noirs, ils seraient nés pour cultiver la terre, y vivre et y mourir. En pleurant son paradis perdu, la bourgeoisie haïtienne conserve encore un vague espoir de le retrouver en se réfugiant derrière des solutions simplistes et inapplicables en dehors des discussions de salon : raser les bidonvilles, appliquer sans concession une sévère réglementation; retourner les paysans à leur terre; contrôler les déplacements internes de population.

« Ces gens-là », c'est surtout une expression qui témoigne de la détresse d'un ordre social qui se refuse au changement, qui voit avec angoisse apparaître de nouvelles règles du jeu, qui assiste impuissant à la transformation du milieu et qui choisit la fuite en avant, où la recherche du gain rapide devient la seule motivation. C'est un terme qui traduit la peur face à l'inconnu, peur qui entretient tous les préjugés, tous les mythes sur les bidonvilles : lieux d'inculture, de misère, de violence continue, où vivrait une population apathique et désœuvrée qui entreprendrait parfois des expéditions de vol dans les belles résidences, d'où la nécessité de se protéger avec de hauts murs hérissés de barbelés, des guérites contrôlant l'accès des visiteurs et, pour les mieux nantis, des agents de sécurité lourdement armés.

Il y a un long chemin à parcourir avant que la bourgeoisie urbaine d'Haïti en vienne à accepter ce qui est d'ores et déjà une réalité : la ville affiche une nouvelle forme urbaine. Cette forme étrange et étrangère fait voler en éclats toutes les visions et les images de « la vraie ville », telle qu'on la perçoit et telle qu'on l'entretient dans tous les discours. C'est donc une forme qui dérange, qui agresse par sa brutale mise à nue de la ville, qui rebute par l'indécent affichage de l'inacceptable, qui effraie par son effroyable ampleur. Cette forme urbaine fait peur, parce qu'elle est incomprise et qu'elle échappe aux règles, parce qu'elle s'étend en faisant fi de tous les obstacles, parce qu'elle est incontrôlable par la technocratie et donc politiquement imprévisible.

12.1 La production réticulaire des services urbains

D'une capitale politique, économique et financière (Port-au-Prince), flanquée d'une zone éloignée d'habitat aisé (Pétion-Ville) et d'une périphérie rurale (Croix-des-Bousquets, Kenscoff), l'espace est devenu métropolitain le temps d'une génération, comblant toutes les discontinuités dans la trame urbaine. À Sao Paulo, Mexico, Rio de Janeiro et dans de nombreuses villes de l'Amérique latine, les bidonvilles sont rejetés en périphérie, exclus du centre touristique et économique selon une dynamique de pauvreté/exclusion. À Port-au-Prince, au contraire, les bidonvilles sont présents partout dans l'espace urbain, au centre comme en périphérie. Ce sont les riches quartiers qui apparaissent plutôt marginalisés dans l'espace urbain. Avec au moins 1 600 000 bidonvillois sur les 2 200 000 résidents du grand Port-au-Prince, le poids du nombre est en faveur des bidonvilles.

Que peuvent faire 1 600 000 bidonvillois privés de l'assistance de l'État et occupant des espaces urbains sans équipement et sans service? Ils se les donnent. Et le mode de production et d'organisation des services urbains de proximité nécessaires à l'épanouissement de la vie collective ne se résume pas qu'en ces formules lapidaires et passe-partout, comme la « débrouille » ou le « sauve-qui-peut la vie ». Ces termes réducteurs ne servent souvent qu'à traduire une certaine perception des bidonvilles : une jungle urbaine où se meut une population survivante.

Notre question de recherche n'a jamais été d'interroger des modes de survie dans une jungle chaotique. Nous avons plutôt cherché à comprendre des modes d'organisation qui transparaissent clairement au travers d'aménagements, d'équipements et de services collectifs dans un univers d'intense proximité. Il y a là, à la base, un parti pris évident et partagé par un certain nombre de chercheurs cités, soit la reconnaissance de l'existence significative et de l'aspect structurant de ces aménagements, équipements et services qui confèrent une couleur résolument urbaine

aux bidonvilles et qui traduisent la présence d'une société organisée, d'un corps social doté de ses propres règles et de ses propres normes.

S'agit-il donc d'un système marginal aux confins d'un État dont l'efficacité technocratique est simplement réservée à la classe dominante? Cette analyse rejoint souvent la réalité de nombreuses villes du Sud, dont le centre est bien organisé et où la périphérie semble anarchique. Dans le cas d'Haïti, la dérive, sinon la déroute de l'État fait consensus : État faible, gouvernance en crise, partenaire difficile, les termes polis et diplomatiques ne manquent pas pour qualifier un État absent dont l'histoire fut marquée par la prédation. Sauf exception, l'État haïtien n'a ni les ressources ni la volonté d'intervenir dans les bidonvilles et il n'est pas organisé pour le faire. Le *macoutisme*, qui a dominé la vie sociale des bidonvilles avant 1986 fut autrefois une forme d'interventionnisme semi structuré et parallèle à l'État, mais essentiellement dans un objectif de prédation et de contrôle politique.

Constatant que les bidonvilles de Port-au-Prince, même laissés à eux-mêmes, sont aménagés, équipés et dotés de certains services, avec, bien sûr, des carences et des faiblesses évidentes, il est certain que ces activités ne sont ni le fruit du hasard, ni le résultat de réflexes cumulés de survie. Bâtir une école n'a rien à voir avec la survie au quotidien : c'est un geste qui témoigne d'une projection dans l'avenir. Comment, pourquoi, dans quelles circonstances particulières se forment, se structurent et s'organisent ces services et équipements de proximité dans des territoires pauvres en ressources? C'était l'objectif de cette recherche que de répondre à ces questions.

Nous avons donc démontré que ces services et équipements étaient une production réticulaire ayant les ménages comme unité de base. Ce sont les ménages, organisés en différents réseaux, qui génèrent des services, bâtissent des équipements, aménagent le territoire. Ce sont les réseaux familiaux et de voisinage qui assurent, au

premier chef, l'insertion des migrants à la vie urbaine et qui offrent le tout premier filet de sécurité face à la maladie, la mortalité et les coups du sort. Ce sont ces mêmes réseaux où se bâtissent les premiers rapports d'échange de biens et de services, où se forgent les premiers outils de régulation sociale et où s'exercent les gestes de solidarité quotidienne par la mise en commun des maigres ressources disponibles.

À un autre niveau, ce sont les réseaux religieux dominés par une nouvelle pratique en plein essor, l'évangélisme et le pentecôtisme, qui rapidement s'investissent dans les domaines sociaux que sont l'éducation, la santé, la prise en charge des orphelins. Ces nouvelles églises deviennent ainsi de véritables entreprises sociales à champs multiples et s'imposent comme des acteurs importants dans l'organisation de la vie collective.

Les réseaux associatifs quant à eux, étonnent par leur nombre, leur diversité et leur vitalité. À la fois issus des traditions et dominés par les jeunes, ils interviennent dans tous les domaines d'activités. Ils appuient leurs projets sur des règles de financement collectif ou de contribution alternative, forgent et imposent des normes d'aménagement de l'espace et de vie commune, captent les ressources externes au gré de leur disponibilité et agissent souvent comme des micro états avec une indifférence cynique et critique face à l'État, tout en s'associant avec enthousiasme à des entreprises publiques autonomes lorsque des bénéfices sont envisageables.

L'indifférence et la faiblesse chronique de l'État, l'instabilité politique et le refus du *macoutisme* d'autrefois, expliquent le peu d'emprise des réseaux politiques. Ceux-ci, lorsqu'ils existent, sont davantage orientés vers l'exercice du jeu partisan que vers la construction de la cité. Le clientélisme, présent de façon évidente dans certains quartiers, ne semble pas s'être répandu à vaste échelle, tandis que certains réseaux relevant de cette pratique apparaissent avoir plutôt entretenu la violence et la

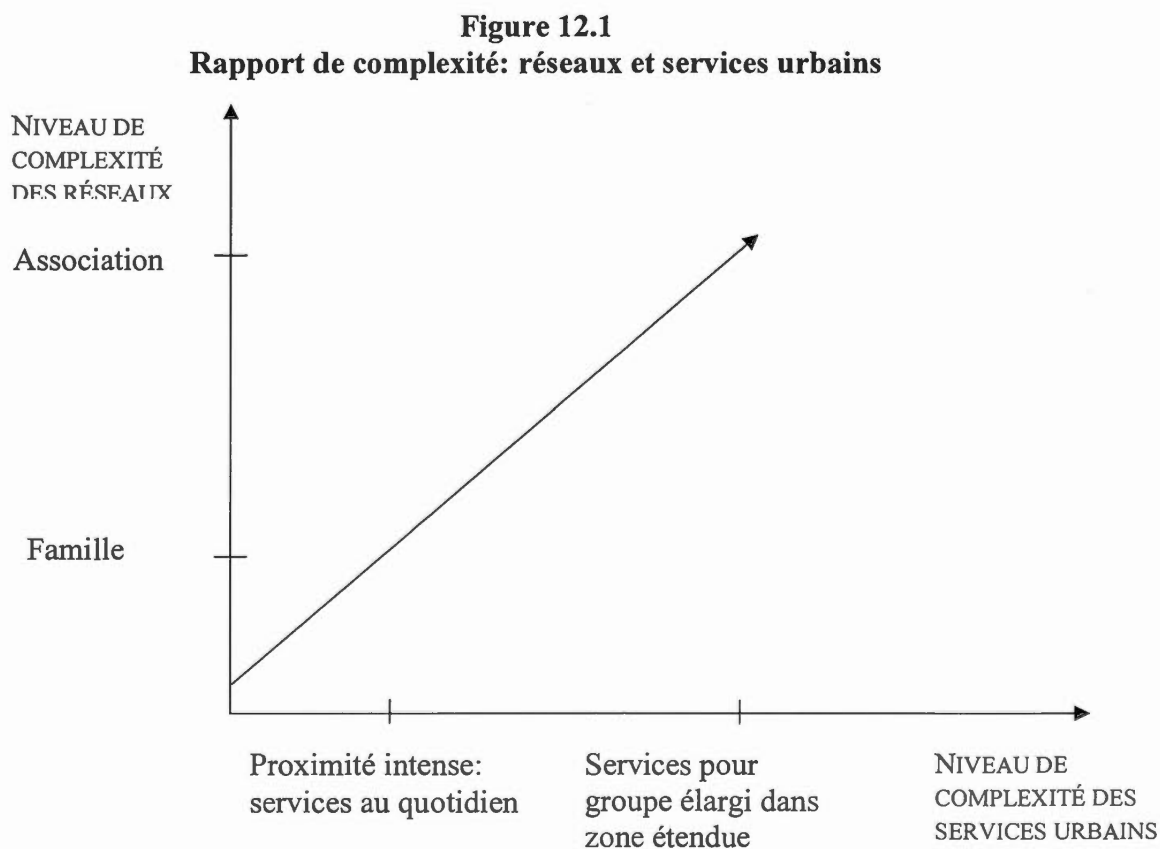
prédation comme mode de fonctionnement, contribuant ainsi à creuser davantage le fossé entre l'État et le peuple.

Les réseaux ne sont pas isolés les uns des autres. Ils s'interpénètrent. Ils bâtissent parfois des stratégies communes. Ils se parlent entre eux, à l'image des églises et des associations qui agissent en symbiose. Les acteurs les plus dynamiques se retrouvent souvent à assumer plusieurs rôles; ils sont les chefs de leur famille, les leaders de leur voisinage, les administrateurs de leurs associations de quartier, les militants les plus actifs de leur église et parfois les pivots du comité politique local. Cette multiplicité des fonctions contribue à faciliter les communications entre les différents réseaux, à garantir la définition d'objectifs communs et à maintenir une cohésion dans les actions de développement. À l'inverse, elle peut aussi faciliter l'émergence des tyrans locaux et correspondre à un noyautage des organisations collectives au bénéfice d'intérêts particuliers, une situation qui dégénère parfois jusqu'à la violence la plus extrême.

L'analyse des différents types de réseaux, de leur mode de fonctionnement et de leur production en termes de services urbains de proximité, nous invite à confirmer l'existence d'une relation évidente entre le niveau de complexité des réseaux et le niveau de complexité des services produits. Cette complexité des réseaux se réfère à la structure organisationnelle de ceux-ci et à leur rapport avec l'environnement. Le réseau familial est ainsi un réseau "simple", constitué de ménages liés par les liens du sang; le réseau de voisinage est déjà un peu plus complexe car il fait intervenir des ménages différents mais localisés dans un même espace appartenant généralement à un même tissu social; le réseau religieux déborde le voisinage et s'appuie sur des liens idéologiques, tout comme le réseau politique d'ailleurs, tandis que le réseau associatif fait clairement intervenir des modes de représentation et structure des ménages identifiés à un quartier au complet ou à un thème particulier.

La complexité des services procède de la même logique: plus les services sont simples, plus ils appartiennent à l'univers du quotidien et s'inscrivent dans un espace restreint (le gardiennage des enfants ou le lavage du linge par exemple). Les services plus complexes concernent des durées plus étendues et un espace géographique plus large: l'école, le dispensaire médical, le terrain de jeu, etc. Ils appellent aussi une expertise technique plus élaborée.

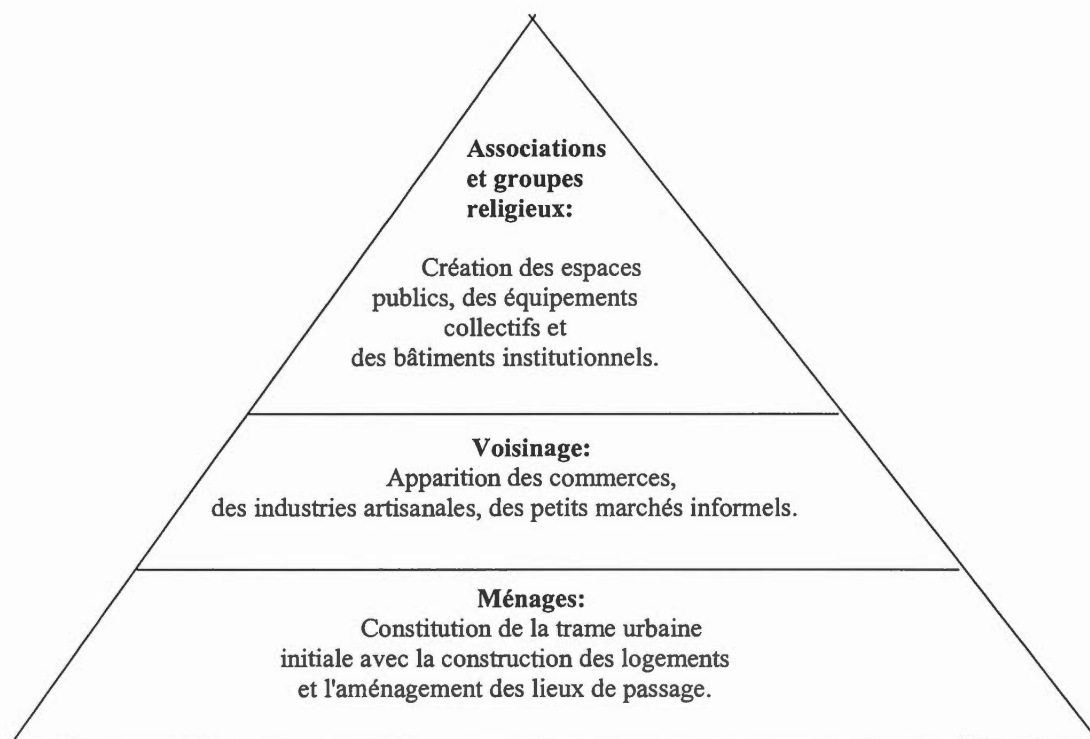
Ainsi, le réseau familial, comme celui de voisinage, oeuvrent dans un environnement d'intense proximité et produisent des services reliés à l'aspect quotidien ou la vie des ménages, des services dont la nature technique est généralement peu complexe. À l'autre bout du registre, le réseau associatif s'investit dans un environnement plus large, à l'échelle du quartier, contribuant à en modifier le paysage et l'organisation dans des perspectives à long terme, à travers des équipements et services d'une complexité certaine. Le schéma ci-après illustre ce commentaire.



De la même façon, la structuration et la pérennité du bidonville sont en relation directe avec la complexification des réseaux qui l'habitent, une complexification qui s'inscrit dans un processus historique quasi linéaire: des ménages s'installent, un voisinage se forme, des comités voient le jour, des pasteurs décident d'y développer une église, des partis politiques émergent ou cherchent à créer des antennes locales, etc. Ce processus de structuration prend tout son sens lorsque deux axes majeurs s'imposent dans le paysage urbain: les institutions (églises, écoles, centre de santé, orphelinat) et les espaces publics permanents (ruelles, terrains sportifs, places publiques, kiosques d'eau, etc.). Ces lieux d'échanges, de consommation et de rencontres ajoutent un palier supplémentaire à un milieu de vie déjà riche de ses maisons, petits commerces et marchés informels qui voient le jour presque simultanément à la construction des premières résidences.

Ainsi, le bidonville se construit un peu comme une pyramide, dont la base serait les ménages et leurs logements, alors que le sommet correspondrait aux réseaux religieux et associatifs avec leurs équipements institutionnalisés et leurs espaces publics. La figure 12.2 illustre cette vision particulière.

Figure 12.2
Processus de structuration du bidonville



L'étape ultérieure à ce processus implique un saut qualitatif important qui passe par l'établissement d'un contrat entre le bidonville et l'État. Cette étape n'est pas toujours franchie, comme en témoigne la destruction sauvage des bidonvilles au Zimbabwe à l'été 2005. Parfois elle est franchie en revêtant diverses formes:

- le clientélisme;
- le jeu politique, par lequel on transige l'appui du quartier en faveur du parti qui s'engagera à réaliser certains travaux;
- l'obtention d'une forme de reconnaissance publique à la suite d'actions d'éclat;
- la mise en place de programmes publics d'équipements des bidonvilles.

Toutes ces formes sont bien connues et certaines d'entre elles sont apparues à Port-au-Prince. L'expérience des bidonvilles de Port-au-Prince nous enseigne aussi un autre type de contrat. Il s'agit de celui où les initiatives communautaires sont supportées par des organismes publics, par le biais d'un contrat collectif passé entre les organismes publics et les associations de quartier, indépendamment et parallèlement à toute structure politique officielle, mais souvent avec l'intervention d'une ONG qui agit comme intermédiaire, médiateur ou entremetteur entre les associations et les organismes publics. Ce contrat légitime ainsi l'existence des bidonvilles, la représentativité des associations qui y oeuvrent, et la nécessité d'y rendre des services. Une fois que le saut est fait, le plus grand obstacle, l'obstacle idéologique, est franchi. "Ces gens-là" existent désormais. En réalité, par leurs actions et par leurs ententes avec des organismes publics, il forgent eux-mêmes cet État trop absent. Ils se le réapproprient lentement, après qu'on les ait refoulé dans leur milieu. Ils rebâtissent leur « État » par le bas.

Cette action des réseaux ne permet pas de conclure à « l'angélisme localiste » ou au « communautarisme ». Oui, il existe un développement endogène et original au sein des bidonvilles, mais c'est aussi un développement éminemment diversifié et qui sert des intérêts tout autant divers, depuis les plus nobles jusqu'au plus mesquins. Une bonne partie des services de proximité s'inscrit dans une logique strictement marchande, qui laisse parfois bien peu de place à la solidarité. L'implication de nombreuses églises peut souvent correspondre à un simple effort de recrutement de nouveaux adeptes et à la captation d'une source importante de revenus par certains pasteurs. Les comités et associations sont aussi des lieux de pouvoir et d'influence, occasionnellement des espaces propices à l'émergence d'une petite tyrannie locale et parfois des sources de revenus non négligeables pour leurs dirigeants. Et si les réseaux familiaux témoignent d'une large place occupée par les femmes, conformément à leur rôle dominant comme chefs de famille, il en va tout autrement

au sein de la direction des églises et des associations, qui sont largement dominées par les hommes.

Les bidonvilles sont donc des lieux d'intérêts variés à l'image d'une population qui est loin d'être homogène. On peut être facilement trompé par l'apparente uniformité architecturale du bidonville, mais cette uniformité ne reflète pas un phénomène identique au plan socio-économique. Il faut bien sûr convenir que la pauvreté y est dominante, mais le bidonville abrite aussi des bourgeois et des nantis, des notables et des élites économiques et intellectuelles. Cette situation entretient également la diversité des intérêts.

12.2 Des enjeux métropolitains non résolus

Les faits observés et analysés dans les différents lieux d'étude nous placent aussi devant un certain paradoxe. L'organisation des services urbains de proximité dans les bidonvilles, même si elle témoigne du savoir-faire d'une population laissée à elle-même par un État faible, met aussi en évidence la nécessité de cet État. Tous les bidonvilles sont confrontés avec plus ou moins d'intensité aux conséquences d'une absence de planification, de régulation et d'équipements à l'échelle métropolitaine, ou encore aux limites des faibles ressources financières et techniques pouvant être consacrées à l'amélioration du milieu.

Tous les éléments de base de l'État existent dans le bidonville. Les acteurs y sont présents; le principe du financement collectif des infrastructures et des équipements y est acquis; les modèles de délégation de pouvoirs à des représentants choisis y ont cours; les systèmes de régulation et de contrôle s'y développent.

Mais les bidonvillois de *Cité l'Éternel* ne disposent pas de la machinerie lourde requise pour draguer les grands canaux d'égouts qui traversent leur quartier, qui se

sédimentent jour après jour en recevant les détritiques qui proviennent du réseau de drainage descendant de toute la ville. Les bidonvillois de *Fort mercredi* ne peuvent réparer eux-mêmes leur rue principale dont des pans entiers sont emportés par les pluies saisonnières. Les bidonvillois de *Baillergeau* peuvent bien s'organiser pour acheminer leur détritiques à un point de collecte, mais ces détritiques demeurent en place et sont brûlés à cet endroit si, comme c'est le cas depuis plusieurs années, le camion assurant la collecte des vidanges ne vient plus les recueillir.

La désertification incontrôlée des pentes du Morne de l'Hôpital et le ruissellement accru qui en découle, le piètre état du réseau d'aqueduc et les difficultés de garantir un approvisionnement régulier en eau potable, la sous-capacité chronique de production de Électricité de Haïti, la désorganisation et l'absence de professionnalisme des forces policières, le système de justice qui n'est qu'une caricature de lui-même, tous ces éléments, et bien d'autres, font obstacle aux efforts d'amélioration du milieu. Ils n'empêchent pas le développement local, mais limitent sa portée réelle et ses champs d'action.

Mettre en place un système de collecte des ordures ménagères est une chose; acheminer ces ordures vers un lieu de disposition à l'extérieur du bidonville est une toute autre histoire : il faut des camions, des chauffeurs, de l'essence, de l'entretien, des routes, etc. Même si les bidonvillois sont les champions toutes catégories du recyclage et de la récupération, il y aura toujours des rebuts dont il faut disposer. En attendant une solution communale ou régionale, ces rebuts s'accumulent dans les ravines, les canaux à ciel ouvert et les terrains vagues.

Ainsi, au-delà des faibles ressources présentes dans les bidonvilles, certains problèmes ne peuvent être résolus qu'à une échelle beaucoup plus globale que celle du quartier. C'est d'ailleurs une tendance universelle que de créer des niveaux de

gestion régionalisés au fur et à mesure que la ville se complexifie. À ce chapitre, l'aire métropolitaine de Port-au-Prince affiche de sérieuses carences :

« La ZMPAP (zone métropolitaine de Port-au-Prince, NdA) est un lieu où la confusion institutionnelle au niveau des organes de l'État comme au niveau des collectivités territoriales est de règle. Une telle situation ouvre la porte à toutes les interférences et empiètements possibles ainsi qu'à la disparition de tout civisme de la part des populations. En fait, ce sont plus d'une cinquantaine d'institutions qui se partagent la responsabilité de la gestion du territoire et des services urbains. Les pouvoirs publics sont ainsi dispersés et fragmentés sans qu'une coordination administrative, financière et territoriale ne soit assurée entre ces institutions. »¹

Il est inutile de reprendre ici le bilan de cette confusion administrative aggravée par une économie précaire. L'État absent, c'est aussi l'État confus. L'aire métropolitaine, dans son ensemble, présente l'image du chaos. Et lorsque les bidonvillois finissent tant bien que mal par identifier un interlocuteur, c'est souvent pour l'entendre stigmatiser leur milieu. L'État absent, c'est aussi l'État hostile.

La confusion institutionnelle ne produit pas l'absence de civisme. Elle produit simplement de la confusion. Dans le vaste chaos métropolitain qui en résulte, le civisme est bien présent au cœur des bidonvilles, n'en déplaie aux experts internationaux.

Ces enjeux métropolitains non résolus contribuent bien davantage à la faible qualité de vie dans les bidonvilles que tous les gestes les plus malhabiles qui peuvent être posés par des bidonvillois dans leurs tentatives d'amélioration de leur milieu. C'est un peu comme si les processus endogènes de développement local traduisaient une lutte perpétuelle contre un État incapable et empêtré dans ses propres contradictions : on s'efforce à la base de bâtir un cadre de vie acceptable pendant

¹ Experco International / Daniel Arbour & Associés. 2003. *Plan-Programme de Développement de la Zone métropolitaine de Port-au-Prince*. Port-au-Prince, p. 20.

qu'il se détériore continuellement par des gestes (ou l'absence de gestes) venus d'en haut.

12.3 Des pistes d'action

À l'instar de Rodwin (1987), est-il plausible d'affirmer que les bidonvilles sont beaucoup plus une solution qu'un problème? Cette question a au moins le mérite d'inviter à regarder le bidonville d'un autre point de vue, et surtout d'attirer l'attention sur la vraie question : existe-il d'autres solutions?

Une agglomération urbaine comme Port-au-Prince, qui doit accommoder bon an mal an plus de 10 000 nouveaux ménages (selon les estimations les plus conservatrices), n'a que peu d'issues. Dans une situation où ni l'État, ni le secteur privé traditionnel, ne sont en mesure de répondre à une telle demande, celle-ci trouve d'elle-même sa voie. Les lois démographiques s'imposent envers et contre tous les dénis, les refus et les clameurs des bien-pensants. « Ces gens-là », lorsqu'ils construisent ou louent une maison, ils s'installent pour longtemps. La forme urbaine qui en découle est désormais fixée dans l'espace et dans le temps. Il s'agit d'une forme urbaine organisée et structurée, tant socialement que spatialement. Le bidonville est un quartier urbain et un corps social constitué. On ne peut y intervenir en le dénonçant ou en appliquant des solutions technocratiques occidentalisées, même au nom des plus beaux principes. En aménageant leur espace, en le dotant d'équipements et de services de proximité, les bidonvillois ont déjà tracé des pistes de solutions : il suffit de suivre le chemin.

De façon concrète, cela signifie que non seulement rien ne devrait être entrepris sans l'adhésion des principaux concernés, mais plus encore que les gestes à poser doivent être d'abord ceux qui ont été proposés, débattus et discutés par ceux-là mêmes qui auront à les vivre quotidiennement. Comme on a pu le constater à travers les exemples d'interventions locales dans *Fort Mercredi*, *Village de Dieu*, *Cité*

L'Éternel et *Baillergeau*, les bidonvillois de Port-au-Prince ne manquent ni de connaissance de leurs besoins, ni de sens pratique, ni d'idées, ni d'outils théoriques : ils manquent simplement de ressources. Comme mentionné précédemment, ils luttent bien souvent davantage contre des carences à l'échelle métropolitaine. Pour hausser la qualité de vie des quelque 50 000 habitants de *Cité l'Éternel* et *Village de Dieu*, un système métropolitain de collecte des ordures et un entretien et drainage régulier des grands canaux exutoires seraient des éléments beaucoup plus profitables que les discussions stériles sur une illusoire et hypothétique démolition de ces quartiers.

La mise en place des kiosques d'eau ou fontaines publiques dans les bidonvilles, lorsqu'on s'en tenait à un programme conçu et initié par des agents externes au milieu, s'est dirigée vers un cul-de-sac. À partir du moment où le principe d'une implication concrète et formelle du milieu a été accepté, les obstacles ont rapidement été levés. Il s'agissait en réalité de reconnaître l'existence et les intérêts de certains acteurs locaux importants et de négocier avec ceux-ci les balises d'un tel programme. Les solutions strictement exogènes ont rarement pris dans un milieu comme celui des bidonvilles : la greffe ne prend pas. Le corps social la rejette. Un document de l'Agence canadienne de développement international (ACDI 2003, p. 4) posait d'ailleurs crûment la question :

« Peut-être a-t-on parfois oublié de prendre le temps de comprendre cette société extrêmement complexe qui, au cours des deux derniers siècles, a perdu plus d'énergie à tenter de s'échapper à des réalités imposées (de l'intérieur comme de l'extérieur) qu'à construire son avenir. »

Il semble bien, à la lumière des gestes posés par les bidonvillois et à la lumière de leurs réalisations, que l'avenir est en train de se bâtir au cœur des bidonvilles. Il semble bien qu'une société urbaine ait entamé sa marche vers un État qui lui ressemble davantage, une marche qui pourrait être longue et ardue, mais qui apparaît inéluctable.

12.4 Qui construira les villes de demain ?

Conformément à une tendance planétaire, les nations se réorganisent socialement et spatialement autour d'un modèle dominant: la ville. Dans le cas des pays en développement, ce modèle revêt une forme particulière, dont l'importance est variable mais qui rejoint tout de même près de 1 milliard des 2 milliards d'urbains du tiers monde. C'est le bidonville, la zone d'habitat aux multiples précarités.

Haïti a vécu et vit ce phénomène d'urbanisation et de bidonvilisation avec des caractéristiques qui accentuent son intensité: accélération des processus historiques, démographie galopante, pauvreté extrême et absence de l'État. La structure urbaine du pays a contribué à concentrer le phénomène vers un lieu précis, Port-au-Prince, de sorte que la métropole est ainsi devenue en 20 ans une vaste agglomération de bidonvilles.

Lorsque les bidonvilles, à Port-au-Prince ou ailleurs, n'étaient constitués que d'un regroupement de maisons bâties avec des matériaux de récupération tels que tôles, cartons, pièces de bois et autres, on pouvait raisonnablement les percevoir comme des zones temporaires, des espaces transitoires, des lieux à rebâtir. Mais lorsqu'ils se stabilisent, lorsque les maisons, les ruelles et les corridors sont faits de béton, lorsque la vie sociale s'institutionnalise, lorsque les équipements collectifs apparaissent, alors une nouvelle forme urbaine impose sa présence et sa permanence.

La pérennité du bidonville, son ancrage dans le temps présent et dans l'avenir, repose donc sur cette stabilisation, elle-même produite par des réseaux. Cette production réticulaire correspond à la construction de la proximité. Au fur et à mesure qu'elle se construit, elle tend à s'étendre. Les réseaux de proximité sont appelés à devenir des réseaux plus vastes tandis que les préoccupations sont appelées à devenir métropolitaines. Face à la grande question de la construction de l'État, les

réponses qui s'imposent devant le spectacle des bidonvillois à l'œuvre, c'est que le véritable État se construit par le bas, que la société de demain sera résolument urbaine, et que ceux qui bâtissent l'un et l'autre prennent un chemin différent, original, difficile certes, mais un chemin tout aussi respectable que celui pris par les nations dites « riches et modernes ».

Dès la fin du premier quart du XXI^e siècle, soit dans moins de 20 ans, les bidonvilles de la planète compteront près de 2 milliards d'êtres humains, essentiellement concentrés dans les pays en développement. Est-ce une catastrophe planétaire qui s'annonce? Oui, si l'on croit que la « vraie » ville est celle qui habite les rêves des planificateurs du Nord, celle qui répond aux critères occidentaux de fonctionnalité technocratique. Non, si on accepte que les éléments de confort « à l'occidentale » ne sont pas obligatoirement les seuls grands indicateurs de la qualité de vie, et que la solution aux problèmes d'insalubrité n'est pas uniquement liée aux infrastructures lourdes et aux formes urbaines traditionnelles.

Les bidonvilles ne sont ni une plaie, ni une solution : ils sont simplement une réalité, incontournable et immuable. Ils sont l'expression même du « droit à la ville » non pas revendiqué, mais bel et bien réalisé par les pauvres, les exclus, les laissés-pour-compte. « Ces gens-là » sont les grands bâtisseurs des villes de demain. Ils sont, par leur nombre, leur action et leur impact, les principaux acteurs de la nouvelle société urbaine planétaire qui vient d'émerger au tournant du millénaire et qui se construit sous nos yeux. Plutôt que de s'entêter à jouer au « gérant d'estrade », nous devrions peut-être commencer à apprendre du spectacle qui s'offre à nous.

APPENDICE A

TITRE

Associations, organismes et églises

Église de Dieu indépendante de la Porte étroite	Carrefour Feuilles
École communautaire les Petits Soleils	Carrefour Feuilles
Comité de Solidarité des Enfants de l'Île CSEL	Carrefour Feuilles
Comité d'assainissement du Village de Dieu CAVD	Village de Dieu
Rassemblement des Jeunes Dominés du Pays RAJDP	Village de Dieu
Comité de Relance du Village de Dieu	Village de Dieu
Comité de l'EDH du Village de Dieu	Village de Dieu
Église La Foi en Dieu	Village de Dieu
Komité Dlo de Cité L'Éternel Nord KDCEN	Cité L'Éternel
Association des Jeunes de Martissant AJM	Cité L'Éternel
Comité de l'eau de Cité L'Éternel Sud CES	Cité L'Éternel
Association MENCONTRE pour le développement de Cité L'Éternel	Cité L'Éternel
Église de Dieu sanctifiée par la grâce	Cité L'Éternel
Centre communautaire de santé de Cité L'Éternel	Cité L'Éternel
Regroupement des jeunes progressistes de Cité L'Éternel	Cité L'Éternel
Komité Têt Ansanm de Martissant	Cité L'Éternel
Organisation du peuple de Cité L'Éternel OPCE	Cité L'Éternel
Association des jeunes de Cité l'Éternel Martissant A2 AJCEM-A2	Cité L'Éternel
École communautaire de Cité L'Éternel	Cité L'Éternel
Fondation négrière pour le développement de Martissant	Cité L'Éternel
Organisation des Jeunes de Baillergeau OJEB	Baillergeau
Comité de l'eau de Baillergeau	Baillergeau
Église de Dieu de Baillergeau	Baillergeau
Péristyle (temple vaudou) du lakou de Dorcé	Baillergeau
Comité de Campêche	Baillergeau

Groupe de réflexion et d'action pour la libération d'Haïti GRALIH	Fort Mercredi
Association kommunautaire des jeunes de Fort Mercredi AKJFM	Fort Mercredi
Organisation de développement et d'éducation nationale ODRENA	Fort Mercredi
Mouvement volontaire pour la protection et le développement de Belair	Belair (Carrefour)
Comité de gestion de Fort National COGEFNA	Fort National
Centre de santé de Fort National	Fort National
Organisation Kôte à Kôte pour le changement et le progrès OKKCP	Sanatorium
Association nationale pour l'unité haïtienne ANUH	Divers quartiers

Organisations, chercheurs et spécialistes

Professeur Ernst Bernardin, géographe	Université Quisqueya
Professeur Wilson Laleau, économiste	Université Quisqueya
Professeur Sabine Mallebranche, architecte	CTPEA
Professeur Rémy Montas, économiste	CTPEA
Professeur Jacques Gabriel, ingénieur	Université d'État
Nathalie Lamaute-Brisson, économiste	IHSI
Michel Guillemette, coordonnateur	Fonds Canadien
Yves Pétillon, directeur	ACDI – Haïti
Charles Daly Faustin, anthropologue et sociologue	Enseignant, auteur
Dominique Mathon, architecte et urbaniste	Inter Entreprises SA
Bonhomme Gasner, directeur administratif	GRET Haïti
Alain Bissonnette, avocat et anthropologue	Consultant ACDI - Haïti
Alain Grimard, coordonnateur	Agences des Nations Unies - Haïti
David Dewez, Resident Advisor, Sogesol	Accion International
Professeur Kesner Pharel, économiste	Group Croissance

Ménages (entrevues)

Cité L'Éternel	20 ménages
Village de Dieu	10 ménages
Fort Mercredi	10 ménages
Baillergeau	12 ménages
Canapé Vert	1 ménage

Quartiers visités

Cité L'Éternel

Cité Plus

Village de Dieu

Fort National

Fort Mercredi

Carrefour Feuilles

Baillergeau

Belair

Bois Jalousie

Cité Maria

Cité Sainte-Marie

Cité Canada

Symbie Continental (squat –secteur Martissant)

Zone de Kenscoff

APPENDICE B

GUIDE D'ENTREVUE

Entrevue auprès des ménages dans les quartiers précaires de Port-au-Prince

1. Localisation et statut

- 1.1 Quel est le nom de votre quartier?
- 1.2 Depuis quand êtes-vous installés ici?
- 1.3 Êtes-vous propriétaire? Locataire? Occupant? (Précisez le statut par rapport au logement et par rapport au terrain). Si vous êtes locataire ou occupant, savez-vous où habite le propriétaire?

2. Services urbains de proximité

- 2.1 Les enfants vont-ils à l'école? Si oui, à quelle école?
- 2.2 Combien coûte l'école?
- 2.3 Comment disposez-vous de vos déchets domestiques?
- 2.4 Avez-vous accès à des toilettes ou latrines? Si oui, à quel endroit? Si non, comment disposez-vous des déchets humains?
- 2.5 Où envoyez-vous les eaux usées (lavage, cuisine, etc)?
- 2.6 Quand l'un d'entre vous est blessé ou malade, à qui s'adresse-t-il?
- 2.7 Comment faites-vous pour vous procurer de l'eau potable?
- 2.8 Où faites-vous vos achats de nourriture? Vêtements? Biens divers?

- 2.9 Avez-vous l'électricité? Si oui, qui fournit l'électricité?
- 2.10 Qui vous protège des voleurs?
- 2.11 Quand il y a un conflit ou une chicane, qui s'occupe de régler le conflit?
- 2.12 Y a-t-il un terrain de jeux pour les jeunes? Si oui, qui l'a aménagé? Qui l'entretient?
- 2.13 La ruelle ou le corridor sont-ils bétonnés? Qui l'a bétonné? Comment cela s'est fait?
- 2.14 Y a-t-il une place publique pour se réunir? Si oui, qui l'a aménagé?

3. *Réseau social et familial*

- 3.1 Avez-vous de la famille proche (frères, sœurs, enfants, oncles, tantes, cousins) qui vit dans le quartier?
- 3.2 Y a-t-il de la famille qui vit ailleurs en Haïti? Dans d'autres pays? Si oui, est-ce qu'elle vous envoie de l'argent ou des produits?
- 3.3 Est-ce qu'il y a des gens de même origine que vous (ville ou village, autre quartier) qui vivent dans le quartier?
- 3.4 Qu'est-ce qui vous a amené à vous installer ici?
- 3.5 Quand vous avez un problème important, à qui vous adressez-vous?
- 3.6 Est-ce que votre famille peut vous aider? Vos amis?
- 3.7 Avez-vous réalisé des projets (construction, réparation, aménagement, organisation de services en commun, etc.) avec l'aide de la famille ou des amis, ou avez-vous aidé de la famille ou des amis à réaliser des projets?

4. Réseau associatif

- 4.1 Y a-t-il une ou plusieurs organisations populaires ou associations de citoyens dans le quartier?
- 4.2 Que font ces associations?
- 4.3 Êtes-vous membre d'une association ou d'un groupe? Si oui, quel est votre rôle?
- 4.4 Avez-vous participé à l'élection des dirigeants d'une association?
- 4.5 Avez-vous déjà contribué financièrement à un projet pour le quartier?
- 4.6 Avez-vous déjà participé à une corvée collective?
- 4.7 Savez-vous s'il y a des projets pour le quartier? Si oui, qui a choisi ces projets?

5. Réseau religieux

- 5.1 Y a-t-il des églises dans le quartier?
- 5.2 Est-ce que ces églises font des choses pour le quartier?
- 5.3 Êtes-vous membre d'une église? Si oui, laquelle?
- 5.4 Qu'est-ce que ça implique d'être membre d'une Église?

6. Rapport avec l'État

- 6.1 Est-ce que le gouvernement fait des choses pour le quartier?
- 6.2 Avez-vous déjà demandé, seul ou avec d'autres, l'aide du gouvernement? De la police?
- 6.3 Croyez-vous que le gouvernement devrait faire certaines choses?

- 6.4 Connaissez-vous un membre du gouvernement dans le quartier (élu, fonctionnaire, militant politique)? Si oui, avez-vous déjà fait appel à ses services?
- 6.5 Avez-vous déjà participé à une manifestation pour exiger des actions du gouvernement?
- 6.6 Croyez-vous que des manifestations sont utiles?

7. **Identification (si non encore complété)**

Adresse

Nom, sexe et âge du répondant

Nombre de membres dans le ménage (adultes, enfants, hommes, femmes)

Nombre de pièces dans le logement

GID ENTÈVYOU

ENTÈVYOU AVÈK MENAJ NAN KATYE PÒV NAN PÒTOPRENS

1 Lokalizasyon avek estati

- 1.1 Kijan katye ou la rele ?
- 1.2 Konbyen ane ou genyen bò isit la ?
- 1.3 Èske kote ou rete a se kay pa ou ? èske ou se lokatè ? Oubyen se yon fanmi / yon zanmi ki ba ou rete ladan li ?
 Si ou se mèt kay la :
 Èske tè ou bati kay la se achte ou te achte li / anfème li / ou byen se pran ou te pran li ?
 Si ou se lokatè oubyen yon okipan kay la :
 Eske ou konnen ki kote mèt kay la ye/ rete ?

2- Sèvis ki bay nan katye a

- 2.1 Èske timoun yo ale lekòl ?
 Si wi
 Nan ki lekòl ?
- 2.2 Konbyen lajan ou depanse pou yon ane lekòl timoun yo ?
- 2.3 Lè nou genyen fatra kisa nou fè ak yo ?
- 2.4 Èske gen latrin oubyen twalèt nan kay la ?
 Si wi
 Ki bò li ye ?
 Si non
 Lè ou bezwen al fè bezwen ou ki kote ou ale ?

- 2.5 Ki bò nou jete vye dlo nou fin sèvi nan kay la , tankou dlo nou fin fè lesiv oubyen nou fin fè manje?
- 2.6 Ki moun ki kon ede yon moun ki blese oubyen ki malad nan kay la ? ki kote moun sa a konn ale chache la swenyaj ?
- 2.7 Ki jan nou fè pou nou genyen dlo potab/ dlo tiyo pou nou bwè nan kay la ?
- 2.8 Ki kote nou al fè pwovizyon nou ? nou achte rad pou nou mete ? oswa lòt bagay nou bezwen ?
- 2.9 Èske gen kouran nan kay la ?
Si wi
Ki konpayi ki bay li ?EDH(elektrisite dayiti) oubyen priz ?
- 2.10 Kilès ki ba nou sekirite lè vòlè vin vòlè nan katye a?
- 2.11 Kilès ki ede nou mete lapè lè nou gen kont/ chirepit?
- 2.12 Eske genyen teren pou jenn yo jwe ?
Si wi
Kilès ki te konstwi ? Kilès ki responsab pou fè antretyen kote sa yo ?
- 2.13 Èske riyèl oubyen koridò ki pase devan lakay ou a betonnen ?
Si wi
Kilès ki te fè travay sa ?
- 2.14 Èske genyen yon plas piblik pou moun reyini ?
Si wi
Kilès ki te konstwi li ?

3. Relasyon ki egziste ant sosyete a avek fanmi yo

- 3.1 Èske ou genyen manm nan fanmi ou tankou (frè ou, sè ou, tonton ou, matant ou,
Kouzen ou) ki ap viv nan men m katye sa ?
- 3.2 Èske ou genyen manm nan fanmi ou ki nan pwovens / oubyen ki nan peyi etranje ?
Si wi
Èske yo konn voye lajan oubyen pwovizyon pou ou ?
- 3.3 Èske ou genyen moun nan katye sa ki se moun menm kote avèk ou ?
- 3.4 Pouki rezon se la ou vini rete ?
- 3.5 Lè nou genyen yon pwoblèm enpòtan kilès ki ede nou resoud li ?
- 3.6 Èske fanmi ou oubyen zanmi ou yo kapab ede ou?
- 3.7 Èske fanmi ou oubyen zanmi ou yo konn ede ou reyalize pwojè ou genyen ?
Èske ou menm tou ou konn ede yo reyalize pwojè pa yo tou ?

4. Relasyon avek asosyasyon yo

- 4.1 Èske genyen plizyè òganizasyon popilè/ asosyasyon oubyen gwoupman nan katye a ?
- 4.2 Ki sa asosyasyon sa yo ap fè ?
- 4.3 Èske ou se manm yon asosyasyon oubyen yon manm gwoup sa yo ?
Si wi
Ki plas ou okipe nan gwoup sa a ?
- 4.4 Èske ou te vote pou moun ki ap dirije asosyasyon sa a ?
- 4.5 Èske ou konn bay lajan pou reyalize yon pwojè pou katye a ?
- 4.6 Èske ou te patisipe nan yon aktivite ki te egzije tèt ansanm moun nan katye a ?
- 4.7 Èske ou konnen ki pwojè ki genyen pou katye a ?
Si wi
Kilès moun ki chwazi yo ?

5. Relasyon avek relijyon yo

- 5.1 Èske genyen legliz nan katye a ?
- 5.2 Ki sa legliz sa yo fè pou katye a ?
- 5.3 Èske ou se manm yon legliz ?

Si wi

Ki jan legliz sa rele ?

6. Rapò avèk leta

- 6.1 Kisa gouvènman an fè pou katye a ?
 - 6.2 Èske ou menm pou kont ou , oubyen ou menm avèk lòt moun, konn ale mande gouvènman an èd ? Èske ou menm pou kont ou , oubyen ou menm avèk lòt moun, konn ale mande lapolis èd ?
 - 6.3 Èske ou kwè gouvènman an ta dwe fè kèk bagay pou katye a ?
 - 6.4 Èske ou konnen yon moun ki nan gouvènman an, oubyen kap travay nan leta, oubyen ki se yon militan , ki abite nan katye a ?
- Si wi
- Èske ou konn mande li pou li rann ou yon sèvis ?
- 6.5 Èske ou konn ale nan manifestasyon pou fòse gouvènman an fè travay li ?
 - 6.6 Èske ou kwè fe manifestasyon kapab bay rezilta ?

7. Idantifikasyon

Adrès kay la :

Non, seks ak laj moun kap reponn keksyon yo

Konbyen moun ki genyen nan menaj la ? (granmoun, timoun, gason, fanm)

Konbyen pyès kay la genyen ?

Dapre ou , ki pwoblèm ki pi enpòtan nan katye a ?

APPENDICE C

GUIDE D'ENTREVUE

Entrevue auprès des associations locales dans les quartiers précaires de Port-au-Prince

1. Identification

1. Quel est le nom de l'association?
2. Quel est le nom du quartier?
3. L'association intervient-elle dans tout le quartier ou dans une partie seulement?
4. Dans quel(s) secteur(s) d'activités intervient l'association (eau, santé, éducation, etc.)?

2. Organisation

1. Qui sont les membres de l'association?
2. Combien y a-t-il d'administrateurs? Qui sont-ils et comment sont-ils nommés?

3. Historique

1. Quand, comment, par qui et pourquoi a été créée l'association?
2. Quels ont été les premiers projets? Qui a choisi les projets?
3. Quelles sont les difficultés qui ont été rencontrées?
4. Y a-t-il d'autres projets à venir?

4. **Fonctionnement**

1. L'association a-t-elle demandé et /ou obtenu de l'aide extérieure (ONG, Aide internationale, aide gouvernementale, etc.)?
2. Est-ce qu'il y a des organisations extérieures qui ont approché l'association pour lui offrir un projet?
3. Existe-t-il des ententes avec des organisations gouvernementales (ex : Camep, EDH, etc.)
4. L'association a-t-elle déjà revendiqué des choses auprès du gouvernement? A-t-elle déjà organisé des manifestations?
5. L'association fait-elle appel à des dons des citoyens? Organise-t-elle des corvées collectives?
6. Y a-t-il des sources régulières de revenus? Si oui, lesquelles?
7. L'association a-t-elle des employés (si oui, nombre, fonction et statut)?
8. Y a-t-il des réunions publiques?
9. Y a-t-il des relations avec d'autres associations du quartier ou d'autres quartiers?

5. **Vie de quartier**

En tenant compte des aspects suivants : eau potable, eaux usées, déchets, drainage, école, santé, sécurité, loisirs, espaces publics, marché;

1. Comment le répondant de l'association décrirait-il son quartier?
2. Quels sont, d'après lui, les principaux problèmes et besoins du quartier?
3. Est-ce qu'il y a des problèmes qui débordent du quartier, qui concernent plusieurs quartiers?

BIBLIOGRAPHIE

Monographies:

- ACDI – Agence canadienne de développement international. 2003. *Haïti – Cadre de Programmation Pays – Approche stratégique : Document conceptuel*. Miméo, 16 p.
- Agier, Michel. 1999. *L'invention de la Ville : banlieues, townships, invasions et favelas*. Paris : Édition des Archives contemporaines, 176 p.
- Anglade, Georges. 1990. *Cartes sur table*. 3 v. Port-au-Prince : Éditions Henri Deschamps, 599 p.
- Aimé, Guerty. 1996. *Étude socio-économique dans les quartiers populaires partenaires du GTIH*. Port-au-Prince : GTIH. Miméo, 81 p. + annexes.
- Azael, Ariel, et Narcisse Fièvre (dir. publ.). 1998. *Décentralisation et développement local : les enjeux haïtiens. Actes du colloque international sur le développement local (CIDLO)*. (Port-au-Prince, 27-29 juillet 1998). Port-au-Prince : Presses de l'Université Quisqueya, 344 p.
- Bairoch, Paul. 1985. *De Jéricho à Mexico*. Paris: Gallimard, 708 p.
- Baker, Judy L. 1997. *Poverty Reduction and Human Development in the Caribbean: A Cross-country Study*. World Bank Discussion Paper no 366, Washington D.C.: The World Bank, 205 p.
- Balandier, Georges. 1985. *Sociologie des brazzavilles noires*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 306 p. (2^e édition revue et augmentée).
- Barthélémy, Gérard. 1990. *L'univers rural haïtien : le pays en dehors*. Paris: L'Harmattan, 189 p.
- Bazabas, Dingan. 1997. *Du marché de rue en Haïti : le système urbain de Port au Prince face à ses entreprises d'espace-rue*. Montréal : L'Harmattan, 124 p.

- Benjamin Rousseau, Marie-Line. 1999. « *Amélioration de la qualité de vie dans les bidonvilles à Port au Prince : analyse des différentes approches concernant l'habitat* ». Mémoire de Maîtrise. Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA). Port-au-Prince, 23 p.
- Bernardin, Ernst A. 1993. *L'espace rural haïtien*. 2^e édition. Haïti : Éditions des Antilles, 407 p.
- Bernardin, Ernst A. 2003. *Les racines historiques de la pauvreté en Haïti*. Port-au-Prince : miméo, 30 p.
- Bertrand, Monique. 1994. *Terrains urbains dans les tiers mondes*. Bulletin du Centre d'études régionales et d'aménagement, no 39, Caen : Université de Caen, 86 p.
- Bodson, Paul, et Paul-Martel Roy. 1995. *Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement*. Paris : Économica, 196 p.
- Bonnet, Michel, et Yvonne Bernard (éd.). 1998. *Services de proximité et vie quotidienne*. Paris : Presses Universitaires de France, 219 p.
- Boucard, Arnoux. 1958. *Impact psycho-sociologique du transfert des anciens résidents de La Saline à la Cité Simone O. Duvalier no 1*. Port-au-Prince : Éditions Henri Deschamps, 60 p. + annexes.
- Bourdin, Alain. 2000. *La question locale*. Paris : Presses Universitaires de France, 254 p.
- Braïlowsky, Alexandre. 1999. *Intermédiation sociale et construction institutionnelle : Démarche du programme d'approvisionnement en eau des quartiers populaires de Port-au-Prince*. GRET – Document de travail de la Direction scientifique. Port-au-Prince : miméo, 32 p.
- Cadet, Charles L. 1996. *Crise, paupérisation et marginalisation dans l'Haïti contemporaine*. Port-au-Prince : Unicef, 146 p.
- CAMEP - Centrale autonome métropolitaine d'eau potable. 1999. *Impact des programmes d'approvisionnement en eau potable des quartiers défavorisés de l'aire métropolitaine sur l'environnement socio-physico-économique des zones bénéficiaires*. Port-au-Prince : miméo. 63 p. + annexes.
- CAMEP/SOE/GRET. 2002. *Programme eau et santé : Rapport final d'activités*. Vol 1. Port-au-Prince : miméo. 45 p.

- Castells, Manuel. 1977. *La question urbaine*. Paris : Maspero, 529 p.
- Cayemites, Michel, Antonio Rival, Bernard Barrière, Gérald Lerebour et Michaële Amédée Gédéon. 1995. *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti 1994-1995 (EMMUS II)*. Calverton, Maryland, U.S.A. : Institut Haïtien de l'Enfance et Macro International Inc., 364 p.
- Cayemites, Michel, Marie Florence Placide, Bernard Barrière, Soumaïla Mariko et Blaise Sévère. 2001. *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti 2000 (EMMUS III)*. Calverton, Maryland, U.S.A. : Ministère de la Santé publique et de la Population, Institut Haïtien de l'Enfance et ORC Macro. 488 p.
- Chant, Sylvia (ed.). 1992. *Gender and Migration in Developing Countries*. London and New York : Belhaven Press, 249 p.
- Charité, Evodie. 1999. « *Logement et déboisement* ». Mémoire de Maîtrise. Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA). Port-au-Prince, 32 p.
- Chowdhury, Tasneem, et Christine Furedy. 1994. *Urban Sustainability in the Third World : a Review of Literature*. Winnipeg : University of Winnipeg, Institute of Urban Studies, 45 p.
- Consortium CLED/ILD. 2002. *Programme de formalisation des actifs du secteur informel urbain : Analyse de la situation et résumé des réformes proposées pour la formalisation de la propriété en Haïti*. Port-au-Prince : miméo, 28 p.
- Conte, Annalisa, Nathan Morrow, Samir Wanmali et Fabrizio Andreuzzi. 2002. *Haiti : Community and Household Food Security Profiles*. World Food Programme – Vulnerability Analysis and Mapping. Draft Report. Miméo, 48 p.
- Cornevin, Robert. 1993. *Haïti*. Collection Que sais-je, Paris : Presses Universitaires de France, 126 p.
- Corten, André. 1989. *L'État faible : Haïti et République Dominicaine*. Montréal : Les Éditions du CIDIHCA, 255p.
- Corten, André. 2000. *Diabolisation et mal politique : Haïti : misère, religion et politique*. Montréal : Les Éditions du CIDIHCA / Karthala, 245 p.

- Couffignal, Georges. 2000. *Amérique Latine 2000 – Observatoire des changements en Amérique Latine*. Paris : La Documentation française, 246 p.
- Craig, Gary et Marjorie Mayo (ed.). 1995. *Community Empowerment – A Reader in Participation and Development*. London (UK) : Zed Books. 229 p.
- Cunha, Paulo Vieira da, et Maria Valeria Junho Pena. 1997. *The Limits and Merits of Participation*. Belo Horizonte : Workshop on partnerships and participation, miméo, 21 p.
- Dansereau, Francine, et Françoise Navez-Bouchanine (dir. publ.). 2002. *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*. Paris : L'Harmattan, 356 p.
- Delort, Robert. 1982. *La vie au Moyen Age*. Collection Points Histoire. 3^e édition. Paris : Éditions du Seuil, 314 p.
- De Soto, Hernando. 1994. *L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde*. Paris : Éditions La Découverte, 245 p.
- De Soto, Hernando. 2001. *The Mystery of Capital : Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. New-York : Basic Books, 276 p.
- Devoue, Elina. 2000. *Les Antilles françaises : les activités informelles – un aspect méconnu : enjeux*. Paris : Éditions Publisud, 125 p.
- Donzelot, Jacques, Catherine Mével et Anne Wyvekens, 2003. *Faire société*. Paris : Éditions du Seuil, 364 p.
- Doura, Fred. 1995. *Haïti – Plateau Central, Société : économie et paysannerie*. Montréal : Les Éditions du CIDIHCA, 473 p.
- Douyon, Frantz. 1997. *Sortir du marasme : réflexion pour une croissance économique durable en Haïti*. Montréal : Les Éditions du CIDIHCA, 266p.
- Drummond, Didier. 1981. *Architectes des favelas*. Paris : Bordas, 112 p.
- Dubique, Acéphie Venise. 2002. *Les élections dans la transition démocratique en Haïti*. Centre de Recherche sur les Pouvoirs locaux dans la Caraïbe. Faculté de Droit et d'Économie de la Martinique. Schoelcher : miméo, 17 p.

- Duverna, Rigaud. 2003. *Processus de bidonvillisation de Pétion-Ville : Cas de Bois-Jalousie (1987-2000)*. Mémoire de License. Faculté d'ethnologie, Université d'État d'Haïti. Port-au-Prince, 92 p.
- ECLAC - Economic Commission for Latin America and the Caribbean. 1999. *1980-1995 : The economic experience of the last fifteen years*. Santiago: United Nations Publication
- ECLAC - Economic Commission for Latin America and the Caribbean : Subregional Headquarters for the Caribbean / Caribbean Development and Cooperation Committee. 2003. *Global economic developments 2001-2003*. Santiago, Chili: United Nations Publication, 42 p.
- ECLAC - Economic Commission for Latin America and the Caribbean. 2003. *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2002*. Santiago, Chili: United Nations Publication, 738 p.
- EDH/GRET – Électricité de Haïti / Groupe de recherche et d'échanges technologiques. 1998. *Électrification des quartiers périurbains de Port-au-Prince : Phase initiale à un programme d'électrification*. Port-au-Prince : miméo, 13 p. + annexes.
- Emmanuel E., Thermil K., Philippe-Auguste, P.R., Metellus, E., Saint-Hilaire, P. et Metellus, F. 2000. *Analyse de la situation de l'habitat en Haïti*. Port au Prince : Editions du LAQUE, Presses de l'Université Quisqueya, 40 p.
- Emmanuel, Evens, Robenson Jonas Léger et Eddy Abraham. 1999. *La gestion des rejets liquides de la région métropolitaine de Port-au-Prince : un nouveau regard*. Port-au-Prince : Presses de l'Université Quisqueya, 95 p.
- Experco International / Daniel Arbour & Associés. 2003. *Plan-Programme de Développement de la Zone métropolitaine de Port-au-Prince*. Port-au-Prince, 95 p.
- Fass, Simon M. 1990. *Political Economy in Haïti : The drama of Survival*. New Brunswick and London : Transaction Publishers, 369 p.
- Faustin, Charles Daly. 2003. *Nouveaux horizons de la société rurale haïtienne*. Tome 1. Port-au-Prince : La Presse évangélique, 242 p.
- Fayman, Sonia, et Lilia Santana. 2001. *Rapport introductif sur la ville inclusive*. Quatrième Forum international sur la pauvreté urbaine, Marrakech, 74 p.

- Fils, Rodeney. 1999. « *Comportement rural et dégradation de l'environnement dans la région métropolitaine de Port au Prince : le cas de Cité L'Éternel* ». Mémoire de Maîtrise. Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA). Port-au-Prince, 24 p.
- Fonds Canadien – Haïti. 2003. *Rapport annuel 2002-2003*. Mimeo, 18 p. + annexes
- Gabert, Adrien. 2004. « *État des lieux de la propriété foncière dans la ville de Delhi* » Mimeo, 10p
- Gabriel, Jean Michaël. 1999. *L'approche coopérative et la gestion des systèmes d'alimentation en eau potable des quartiers défavorisés de Port au Prince : le cas de Baillergeau*. Mémoire de Maîtrise. Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA). Port-au-Prince, 28 p.
- Gilbert, Alan. 1993. *In Search of a Home : Rental and Shared Housing in Latin America*. University of Arizona Press, 177 p.
- Gilbert, Alan, et Josef Gugler. 1992. *Cities, poverty, and development : urbanization in the Third World*. 2nd ed., Oxford : Oxford University Press, 331 p.
- Gilly, Jean-Pierre et André Torre (dir.publ.). 2000. *Dynamiques de proximité*. Paris : L'Harmattan, 301 p.
- Goirand, Camille. 2000. *La politique des favelas*. Paris : Éditions Karthala, 370 p.
- Granotier, Bernard. 1980. *La planète des bidonvilles : perspectives de l'explosion urbaine dans le tiers monde*. Paris: Seuil, 381 p.
- Grammont, Vincent. 1998. *Rapport d'enquête sur la zone marginalisée de la ravine Pintade, Port-au-Prince, Haïti*. France Libertés – Fondation Danielle Miterrand. 115 p. + annexes
- GRET – Groupe de recherche et d'échanges technologiques. 1996. *L'extension des lotissements sauvages à usage populaire en milieu urbain ou Paysans, Villes et Bidonvilles en Haïti: Aperçus et réflexions*. Port-au-Prince: Miméo. 33 p.
- GRET – Groupe de recherche et d'échanges technologiques. 1999. *Associations et municipalités, acteurs ou figurants du développement local urbain en Afrique?* Compte-rendu du Séminaire Développement institutionnel. Direction scientifique du GRET - Document de travail no 10. Paris : 16 p.

- GRET / SOE - Groupe de recherche et d'échanges technologiques / Services œcuméniques d'entraide. 2001. *Programme eau et santé dans les quartiers de Port-au-Prince : rapport intermédiaire*. Port-au-Prince : miméo, 49 p. + annexes.
- Gugler, Josef. 1997. *Cities in the developing world : issues, theory and policy*. Oxford: Oxford University Press, 396 p.
- Gugler, Josef (ed.). 1996. *The Urban Transformation of the Developing World*. Oxford : Oxford University Press, 337 p.
- Hannerz, Ulf. 1983 *Explorer la ville : éléments d'anthropologie urbaine*. Paris : Éditions de Minuit, 418 p.
- Hector, Cary, et Hérard Jadotte (dir. publ.). 1991. *Haïti et l'après-Duvalier: continuités et ruptures*. 2 t. Montréal / Port-au-Prince: Editions Henri Deschamps / CIDIHCA, 620 p.
- Holly, Gérald (sous la direction de). 1999. *Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince*. Port-au-Prince : Commission pour la commémoration du 250^e anniversaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince, 221 p. + cartes
- Huriot, Jean-Marie, (ed.). 1998. *La ville ou la proximité organisée*. Anthropos, Paris : Ed. Economica, 237 p.
- Hurbon, Laënnec. 1987a. *Dieu dans le vaudou haïtien*. Port-au-Prince : Editions Henri Deschamps, 268 p.
- Hurbon, Laënnec. 1987b. *Comprendre Haïti : Essai sur l'État, la Nation et la Culture*. Paris : Karthala, 174 p.
- Hurbon, Laënnec. 1993. *Les mystères du vaudou*. Evreux : Gallimard, 176 p.
- Hydro Conseil. 1997. *Les opérateurs privés dans les quartiers irréguliers des grandes métropoles et dans les petits centres en Afrique : Rapport Port au Prince*. Action de recherche no 9. Paris, 89 p.
- Illich, Ivan. 1977. *Le chômage créateur – postface à la convivialité*. Paris : Seuil, 89 p.

- Imparato, Ivo et Jeff Ruster. 2003. *Slum upgrading and participation: lessons from Latin America*. Washington, D.C. : World Bank, 489 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1986. *La structure par âge et sexe – Analyse des résultats anticipés du recensement de 1982*. Port-au-Prince, 36 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1987. *Enquête socio-économique dans les quartiers populeux : 1. Fort National*. Port-au-Prince, 53 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1988. *Enquête socio-économique dans les quartiers populeux : 2.La Saline 3.Tokio 4.Saint-Martin 5.Pont Rouge 6.Brea/Pape 7.Fort Mercredi*. Port-au-Prince, 284 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1989. *Étude sur les relations entre l'exode rural et la planification urbaine en Haïti*. Port-au-Prince, 88 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 1992. *Enquête Budget-Consommation des ménages (EBCM 1986-1987) - Volume 1 tome II : Résultats aire métropolitaine*, Port-au-Prince, 97 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2000a. *Recueil de statistiques sociales. Volume 1*. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Port-au-Prince, 217 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2000b. *Enquête Budget-Consommation des ménages (EBCM 1999-2000) - Volume 1 : Population, ménages et emploi*. Port au Prince, 343 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2000c. *Enquête Budget-Consommation des ménages (EBCM 1999-2000) - Volume II : Revenus, dépenses et consommation des ménages*. Port au Prince, 413 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2003a. *Enquête sur les conditions de vie en Haïti : Actes du séminaire – Atelier de présentation des premiers résultats*. Port-au-Prince, 184 p.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2003b. *Enquête sur les conditions de vie en Haïti (ECVH-2001), Vol. 1*. Port-au-Prince : Ministère de l'Économie et des Finances – République d'Haïti / Programme des Nations Unies pour le développement, 454 p.

- IPSOFA - Institut psycho-social de la famille. 1993. *La domesticité juvénile (restavèk) en Haïti*. Enquête réalisée par l'IPSOFA. Port-au-Prince, 67 p.
- Jaglin, Sylvie. 2003. *Consumérisme, co-production et territorialisation dans les services d'eau en Afrique subsaharienne : vers une démocratisation marchande du management local*. Communication aux Rencontres internationales sur la démocratie et le management local. Québec, 20-23 mai 2003, 28 p.
- Jean-Baptiste, Dieudonné. 2002. *Enquête nutritionnelle dans six zones marginales et onze institutions sanitaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince*. Ministère de la Santé publique et de la Population / Coordination sanitaire de l'aire métropolitaine / Programme alimentaire mondial. Port-au-Prince. Miméo, 30 p.
- Labelle, Micheline. 1978. *Idéologie de couleurs et classes sociales en Haïti*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 393 p.
- Laguerre, Hugues. 2000. *Le choix du secteur d'emploi et les déterminants du salaire à Port au Prince, Haïti*. Mémoire de maîtrise en économique. Montréal : Université du Québec à Montréal, 59 p.
- Laguerre, Michel S. 1982. *Urban Life in the Caribbean : a Study of a Haitian Community*. Cambridge: Schenkman, 214 p.
- Laguerre, Michel S. 1994. *The Informal City*. New-York : St. Martin'Press, 180 p.
- Lamaute-Brisson, Nathalie. 2002. *L'Économie informelle en Haïti*. Paris: L'Harmattan, 316 p.
- Lamaute-Brisson, Nathalie. 2003. *Les migrants dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince*. Miméo, 27 p.
- Landes, David S. 2000. *Richesse et pauvreté des nations: Pourquoi des riches? Pourquoi des pauvres?* Paris: Éditions Albin Michel, 758 p.
- Lautier, Bruno, Claude de Miras et Alain Morice. 1991. *L'État et l'informel*. Paris : Éditions l'Harmattan, 211 p.
- Lavacherie, Gregory. 2001. *Culture et territoires de projet : Un intérêt communautaire à co-inventer*. Mémoire de DESS. Université Lumière Lyon II, 76 p.

- Le Bris, Émile (sous la direction de). 1996. *Villes du Sud : Sur la route d'Istanbul*. Conférence Habitat II d'Istanbul. Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération. Paris : Orstom Éditions, 289 p.
- Lewis, Oscar. 1969. *La vida : une famille portoricaine dans une culture de pauvreté – San Juan et New York*. Paris : Gallimard, 816 p.
- Lomnitz, Larissa Adler. 1977. *Networks and Marginality – Life in a Mexican Shantytown*. New York : Academic Press, 230 p.
- Malebranche, Sabine. 2000. *Consolidation et revitalisation des centres historiques : le cas du centre historique de Port-au-Prince*. Actes du Colloque du Groupe Interuniversitaire de Montréal. Montréal, 33 p.
- Martin, Christophe. 2000. *Ethnologie d'un bidonville de Lima*. Paris : L'Harmattan, 129 p.
- Mathelier, Richard. 1995. *La dynamique économique des quartiers populaires partenaires du GTIH*. Port-au-Prince : GTIH. Miméo, 69 p. + annexes.
- Mathelier, Richard, Dominique Mathon et Myrtho Casséus. 2004. *Entreprise, Territoire et Développement*. Port-au-Prince : Publication INESA – Le Nouvelliste, 222 p.
- Mathon, Dominique. 2004. *Pauvreté et stratégies de survie dans les quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince*. Rapport commandé par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Port-au-Prince : miméo, 62 p. + annexes.
- Matthieussent, Sarah. 1997. *Légitimité, stratégie des acteurs de l'eau, conditions de diffusion des dynamiques et des initiatives locales liées à une gestion partagée de l'eau*. Rapport des entretiens avec différents acteurs. 2 Volumes. Port-au-Prince: miméo, 109 p. et 35 p.
- MSF - Médecins sans frontières. 1997. *Soutien aux quartiers marginalisés de la zone métropolitaine – Haïti*. Pétion-Ville et Port-au-Prince : miméo, 27 p. + annexes.
- Melosi, Martin V. 2000. *The Sanitary City: Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 578 p.

- Merceron, Antoine. 1998. *La gestion du service 'eau potable' dans les quartiers défavorisés : les enseignements du projet CAMEP-GRET à Port-au-Prince, Haïti*. Mémoire de fin d'études. ISTOM- Institut d'Agro-développement International. Cergy-Pontoise, France : miméo, 39 p. + annexes.
- Merklen, Denis. 2000. *Le projet Jalousie : développement intégré d'un bidonville haïtien*. UNESCO : Rapport d'évaluation de projet, 49 p.
- Michaud Désinor, Jocelyne. 1999. « *La bidonvillisation de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et ses incidences sur la santé* ». Mémoire de Maîtrise. Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA). Port-au-Prince, 42 p.
- Michaud, Jean Mary. 1999. « *Analyse du mouvement fédératif en Haïti* ». Résumé de mémoire de stage étudiant. Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (France).
- Moser, C., C. McIlwaine et J. Holland. 1997. *Household responses to poverty and vulnerability*. 4 v. Urban management program. World Bank, 111 p.
- Mohan, Rakesh. 1994. *Understanding the Developing Metropolis: Lessons from the City Study of Bogota and Cali, Colombia*. New-York: Oxford University Press, 323 p.
- Moriconi-Ebrard, François. 1993. *L'urbanisation du monde depuis 1950*. Paris: Anthropos, 372 p.
- Navez-Bouchanine, Françoise. 1997. *Habiter la ville marocaine*. Casablanca : Gaëtan Morin éditeur – Maghreb, 315 p.
- Neptune Anglade, Mireille, 1986. *L'autre moitié du développement : à propos du travail des femmes en Haïti*. Pétion-Ville (Haïti): Éditions des Alizés, 261 p.
- Oberai, A.S. 1993. *Population growth, employment and poverty in Third-World mega-cities : analytical and policy issues*. New-York: St-Martin's Press, 224 p.
- Osmont, Annick. 1995. *La Banque mondiale et les villes – Du développement à l'ajustement*. Paris : Karthala, 309 p.
- Papola, T.S. 1981. *Urban Informal Sector in a Developing Economy*. New Delhi: Vikas Publishing House PVT Ltd, 128 p.

- Paquot, Thierry (dir. pub.). 1996. *Le monde des villes : panorama urbain de la planète*. Bruxelles : Éditions Complexe, 699 p.
- Parnwell, Mike. 1993. *Population Movements and the Third World*. London and New York : Routledge, 158 p.
- Polèse, Mario, Jeanne-Marie Wolfe et Sylvain Lefebvre. 1995. *L'urbanisation des pays en développement*. Paris : Economica, pour Villes et développement - Groupe interuniversitaire de Montréal, 529 p.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 2002a. *Rapport National sur le développement humain - La bonne gouvernance : un défi majeur pour le développement humain durable en Haïti*. Port-au-Prince : 199 p.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 2002b. *Situation économique et sociale : Bilan 2002 de Haïti*. Port-au-Prince : 148 p.
- République d'Haïti / CNUEH/HABITAT / PNUD. 1997. *Indications et directives pour une politique nationale de l'habitat et du logement : Proposition générale pour une discussion*. Haïti. Miméo, 8 p. + annexes.
- Rodrigo, Jean-Michel. 1990. *Le sentier de l'audace : Les organisations populaires à la conquête du Pérou*. Paris : L'Harmattan, 204 p.
- Rodwin, Lloyd (ed.). 1987. *Shelter, Settlement and Development*. Boston : Allen & Unwin, 476 p.
- Roncayolo, Marcel, et Thierry Paquot (sous la direction de). 1992. *Villes et civilisation urbaine*. Paris : Larousse, 688 p.
- Rostow, Walt Whitman. 1965. *The economics of take-off into sustained growth*. London : Macmillan, 481 p.
- Serageldin, Mona, Suzanne Kim et Sameh Wahba. 2000. *Decentralization and Urban Infrastructure management Capacity*. The Center for Urban Development Studies. Harvard University Graduate School of Design, 29 p.
- Shafritz, Lonna, et Peter Gottert. 1996. *Initiative for Sustainable Development Haitian Urban Sanitation Project*. Washington : GreenCOM Sustainable Cities, Environmental Education and Communication Project, U.S. Agency for International Development (USAID), 30 p

- Système des Nations Unies – République d'Haïti. 2003. *Programme intégré de réponse aux besoins urgents des communautés et des populations vulnérables*. Genève : Bureau de la coordination des affaires humanitaires / Port-au-Prince : Bureau du Coordinateur résident, 68 p.
- Tanawa, Emile et al. 2003. *Assainissement urbain durable : enseignements d'un programme d'actions recherche*. Kyoto : Rapport de session – 3^{ème} Forum mondial de l'Eau, 11p.
- Todaro, Michael Paul. 1985. *Economic Development in the third World*. New-York and London: Longman, 3rd ed , 648 p.
- Tremblay, Johanne. 1995. *Mères, pouvoir et santé en Haïti*. Paris: Éditions Karthala, 273 p.
- Trouillot, Michel-Rolph. 1990. *Haiti – State Against Nation; The Origins and Legacy of Duvalierism*. New-York: Monthly Review Press, 282 p.
- Turner, Alan (ed.). 1980. *The Cities of the Poor*. New-York : St. Martin's Press, 316 p.
- UNICEF – Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance. 1994. *Analyse de la situation des femmes et des enfants en Haïti (période 1980-1993)*. Port-au-Prince, 286 p.
- UNICEF / OPS / OMS – Ministère des Affaires sociales de Haïti. 1985. *Programme de réhabilitation des zones marginales urbaines: Projet Latrinisation des quartiers pauvres de Port-au-Prince*. Port-au-Prince, 30 p. + annexes
- UNCHS (Habitat)-United Nations Centre for Human Settlements. 1999. *Informal Settlement Upgrading : The Demand for Capacity Building in Six Pilot Cities*. Nairobi : Settlement Upgrading Program, 325 p.
- UNCHS (Habitat)-United Nations Centre for Human Settlements. 2001. *Participation to Partnerships: Lessons from UMP City Consultations*. Nairobi: Urban Management Program, 70 p.
- UNCHS (Habitat)-United Nations Centre for Human Settlements. 2003. *The Challenge of Slums – Global Report on Human Settlements 2003*. 310 p.
- Verdeil, Véronique. 1995. *Le commerce de l'eau dans les bidonvilles de Port-au-Prince*. Rapport de mission. GRET. Port-au-Prince : miméo, 90 p.

Wachter Serge (dir. pub.). 2000. *Repenser le territoire – Un dictionnaire critique*. Paris : DATAR, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 287 p.

Wates, Nick. 2000. *The Community Planning Handbook – How people can shape their cities, towns and villages in any part of the world*. London (UK) : Earthscan. 230 p.

-----, 1999. « *La gestion des déchets solides dans les quartiers précaires : le cas de Baillergeau* ». Mémoire de Maîtrise. Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (CTPEA). Port-au-Prince, 26 p. + annexes.

Articles spécialisés et extraits de livre:

Abe, Pierre Jean. 2003. « Les dieux de l'Afrique n'ont point tout à fait désarmé devant le christianisme ». *Le Nouvelliste*, Port-au-Prince : 7 août, p. 10-11.

Ahounou, Brice. 2001. « Haïti sous la botte des Chimères ». *Africa-international*, Décembre, 5 p.

Agier, Michel. 2003. « La ville nue – Des marges de l'urbain aux terrains de l'humanitaire ». *Les Annales de la recherche urbaine*, no 93 (mars), p. 57-66.

Amselle, Jean-Loup. 1992. « La corruption et le clientélisme au Mali et en Europe de l'Est: quelques points de comparaison ». *Cahiers d'Études Africaines*, vol XXXII, no 128, p 629-642.

Audebert, Cédric. 2003. « Les Haïtiens à Miami ». *Mappemonde*, no 72, 2003 / 4, p. 34.

Bachimon, Philippe. 2001. « La Rurbanité au centre de la Recherche-Action ». Wyss et al, *Gestion par leurs occupants d'environnements urbains défavorisés au Sahel*. Institut Tropical Suisse. Sempervira no 10, pp 9-12.

Barthélémy, Gérard. 2001. « Une tradition : ne rien attendre de l'État ». *Le Courrier : Dossier spécial : Quand l'État fait défaut, ils s'organisent pour vivre ensemble*. UNESCO, février 2001.

Bernardin, Ernst A. 1999. « La planification régionale en Haïti ». *Cybergeog*, no 84 (mars), 12 p.

- Blanc, Bernadette. 1998. «Women vendors' work histories in Port au Prince: what lessons can be learned for research and action? » *Environment and Urbanization*, vol.10, no 1, p. 187-199.
- Blary Réjane, Serge-Marie N'Guessan et François André. 2000. «Urbanité et quartiers précaires». *Revue canadienne d'études du développement*, volume XXI, no1, p. 55- 87.
- Barnes, J.A., 1954. « Class Committees on a Norwegian Island Parish », *Human Relations*, no 7, pp 39-58
- Chaves, Miguel Sobrado. 2002. « Organizational Empowerment versus Clientelism ». *Latin American Perspectives*, vol. 29, no 5, p. 7-19.
- Cosgrove, Serena. 2002. « Levels of Empowerment - Marketers and Microenterprise-Lending NGOs in Apopa and Nejapa, El Salvador ». *Latin American Perspectives*, vol. 29, no 5, p. 48-65.
- Denieuil, Pierre-Noël. 1986. «Artisans et petits entrepreneurs haïtiens : logiques socioprofessionnelles et rationalités culturelles». *Revue Tiers Monde*, vol. 27, no 105, p. 179-193.
- Farmer, Paul. 2003. « Haïti, l'embargo et la typhoïde ». *Le monde diplomatique*, juillet 2003, p 26-27.
- Fass, Simon M. 1995. « Fast food in development ». *World Development*, Vol. 23, no 9, p. 1555-1573.
- Ferguson, Bruce et Jesus Navarrete. 2003. «Reducing slums ». *Environnement and Urbanization*, Vol. 15 no 2, p 201- 215
- Godard, Henry. 1988. «Port au Prince : les mutations récentes de l'organisation spatiale». *Mappemonde*, 1988 / 3, p. 6-9.
- Godard, Henry. «Port au Prince : les quartiers et les mutations récentes du tissu urbain». *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 38, no 149, p. 5-24.
- Godard, Henry et Marie-Mirègne Mérat. 2003. « Les occupations de terres urbaines : l'illégalité tolérée voire encouragée ». *Mappemonde*, no 72, 2003 / 4, p 35-36.

- Goulet Jean. 2003a. « Sobre los cerros de Puerto Principe : vivir en el labirinto », in *Vivir en la ciudad : Lo cotidiano de la insercion urbana en Mexico, América central y el Caribe*. San José (Costa-Rica) : FLACSO, 276 p.
- Goulet, Jean. 2003b. « La gestion urbaine aux antipodes de la technocratie : l'expérience des bidonvilles de Port-au-Prince ». Communication présentée au colloque international *Démocratie et management local*, Québec, mai 2003, miméo, 23 p.
- Goulet, Jean. 2004a. « Les pauvres qui construisent la ville : réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince ». Communication présentée au colloque *Réalités et transformations des milieux urbain et régional* dans le cadre du 72^e Congrès de l'ACFAS, mai 2004, miméo, 5 p.
- Goulet, Jean. 2005. « Les bidonvilles : une forme urbaine viable? », in Delorme Pierre, Ed., *La Ville autrement*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 281 p.
- Guérin-Pace, France. 2003. « Vers une typologie des territoires urbains de proximité ». *L'Espace géographique*, no 4 / 2003, p. 333-344.
- Hennion, Max, et Jean-Claude Lavigne. 1995. « Inde : citoyenneté pour les bidonvilles ...sans les bidonvillois ». *Les Annales de la Recherche urbaine*, no 66, 11 p.
- Hollenweger, Walter. 2001. « Le pentecôtisme, avenir du christianisme dans le Tiers-Monde? » *Cahiers de l'IRP*, N° 39, Avril 2001, pp 3-19.
- Joseph, Isaac. 1994. « Le droit à la ville, la ville à l'œuvre. Deux paradigmes de recherche ». *Les Annales de la Recherche urbaine*, no 64, pp 5-10.
- Jaglin, Sylvie. 2001. « L'eau potable dans les villes en développement : les modèles marchands face à la pauvreté ». *Revue Tiers monde*, Tome XLII, no 166, pp 275-303
- Jarry, Irène. 2000. « Haïti : le paradis détruit ». *Le Figaro*. Août, 2 p.
- Kelly, Philip F. 1999. « Everyday Urbanization : The Social Dynamics of Development in Manila's Extended Metropolitan Region ». *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol 23, no 2, pp 283-303.

- Krüger, Fred. 1998. « Taking advantage of rural assets as coping strategy for the urban poor : the case of rural-urban interrelations in Botswana ». *Environment and Urbanization*, vol. 10, no 1, pp 119-134.
- Lanchet, Walter. 2002. « Des médinas héritées, habitées et visitées ». *Les Annales de la recherche urbaine*, no 92, p. 95-100
- Levy, Michael. 2000. « Conflits terriens et réforme agraire dans la plaine de l'Artibonite (Haïti) ». *Cahier des Amériques latines*, no 36, pp 183-205.
- Locher, Uli. 2000. « Are the rural poor better off than the urban poor? ». *Labour, Capital and Society*, Vol. 3 no 1, pp 108-135
- Mabou, Paul-Blaise. 2003. « Aménagement participatif et amélioration du cadre de vie urbain à Nkolndongo (Yaoundé) ». *Les Cahiers d'Outre-Mer*, no 221, 56^e année, p. 9 – 38.
- Midy, Franklin. 1999 « *Haïti: refoulement du mouvement social* » Relations, septembre 1999 (653) p 211-214.
- Miraftab, Faranak. 1998. « Complexities of the margin : housing decisions by female householders in Mexico ». *Environment and Planning D : Society and space*, vol. 16, no 3, pp 289-310.
- Mitlin, Diana. 2001 « Civil society and urban poverty : examining complexity ». *Environment and Urbanization*, vol. 13, no 2, p. 151-173.
- Moctezuma, Pedro. 2001. « Community-based organization and participatory planning in south-east Mexico City ». *Environment and Urbanization*, Vol. 13, no 2, p.117-133.
- Navez-Bouchanine, Françoise. 2003. « Les chemins tortueux de l'expérience démocratique marocaine à travers les bidonvilles ». *Espaces et Sociétés*, no 112, no1 / 2003. Paris : L'Harmattan, p. 59 – 81.
- N'Zengou-Tayo, M-J. 1998. "Fanm Se Poto Mitan: Haitian Woman, the Pillar of Society". *Feminist Review*, vol. 59, no 1, p. 118-142.
- Osmani, S.R. 2001. « Participatory Governance, People's Empowerment and Poverty reduction ». *SEPED Conference Paper Series* no 7, 28 p.

- Paulais, Thierry. 2002. « La lutte contre la pauvreté dans les villes en développement ». *Les Annales de la recherche urbaine*, no 93, p. 67-70.
- Paquot, Thierry. 1996. « La culture du bidonville ». In *Le monde des villes : panorama urbain de la planète*, sous la direction de Thierry Paquot, p.459-466. Bruxelles : Éditions Complexe, 699 p.
- Pierre-Louis, Widelson. 2000. « Participation et distribution de services – L'expérience de l'Organisation des Jeunes de Baillergeau à travers le programme GRET/CAMEP ». *Décentralisation : enjeux et défis. T. 1 : Élections et participation*, p. 69-74. Port-au-Prince : Éditions La Ruche, 103 p.
- Prédron, Sylvie. 2002. « Les pentecôtistes au Guatemala ». *Miméo*, 6 p.
- Prophete, Jean M. 1999. « Les habitations rurales dans l'optique de la décentralisation et de l'aménagement spatial ». *Cybergeog*, no 113 (novembre), 3 p.
- Roy, A N, Jockin, A et Ahmad Javed. 2004. « Community police stations in Mumbai's slums ». *Environment and Urbanization*, vol. 16, no 2, p. 135-138.
- Satterthwaite, David. 2001. « From professionally driven to people-driven poverty reduction : reflections on the role of Shack /Slum Dwellers International ». *Environment and Urbanization*, vol. 13, no 2, p. 135-138.
- Satterthwaite, David. 2002. « Local funds, and their potential to allow donor agencies to support community development and poverty reduction in urban areas : Workshop report ». *Environment and Urbanization*, vol. 14, no 1, p.179-188.
- Smarth, Luc. 1997. « Popular Organizations and the Transition to Democracy in Haiti » in Kaufman M. et Alfonso H. Dilla, Ed., *Community Power and Grassroots Democracy - The Transformation of Social Life*. CRDI/Zed, 300 p.
- Smit, Warren. 1998. « The rural linkages of urban households in Durban, South Africa ». *Environment and Urbanization*, vol. 10, no 1, p. 77-87.
- Tacoli, Cecilia. 1998. « Rural-urban interactions : a guide to literature ». *Environment and Urbanization*, vol. 10, no 1, p. 147-166.
- Valladares, Licia. 2000. « Qu'est-ce qu'une favela ? ». *Cahiers des Amériques latines*, no 34, p. 61-72.

Verdeil, Véronique. 1999. «De l'eau pour les pauvres à Port au Prince, Haïti». *Mappemonde* 55, 1999 / 3, p. 14-19.

Zhang, L., Simon X.B. Zhao et J.P. Tian. 2003. «Self-help in housing and Chengzhongcun in China's Urbanization ». *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 27, no 4, p. 912-937.

Vidéo et documents télévisés

Parry, Tristan. 2002. «*Dèyè mon gen mon*». Production Atelier Géo-Vidéo. Vidéocassette VHS, 35 min. Son, couleur. Scénario et réalisation de Tristan Parry. Université Paris 1 – Panthéon – Sorbonne.

Production CIDIHCA. 2001. *Port-au-Prince, ma ville (Potoprens se pan)*. Vidéocassette VHS, 57 min. Son, couleur.

Production Radio-Canada. 2000. *Haïti, pays de poésie et de ferveur*. 24 novembre 2000. Reportage de l'émission 'Zone libre' de Radio-Canada par le journaliste Achille Michaud et le réalisateur Roger Archambault.

Cartes

Unité de Télédétection et de Systèmes d'Information (UTSIG). 2002. *Photographies aériennes 2002 en format numérique de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince*. Clichés no 1015, 1013, 5128 et 5126. Port-au-Prince : Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, République d'Haïti.